ENQUÊTE SUR
l'histoire
Trimestriel ▲ Printemps 95 ▲ N° 13 ▲ 38 F

PÉTAINISME ET RÉSISTANCE



MITTERRAND 1935-1995

60 ANS D'AMBIGUÏTÉS FRANÇAISES

L'ENFANCE D'UNE AMBITION

UNE JEUNESSE DROITIÈRE

DE DRÔLES D'AMITIÉS

LE DUEL AVEC DE GAULLE

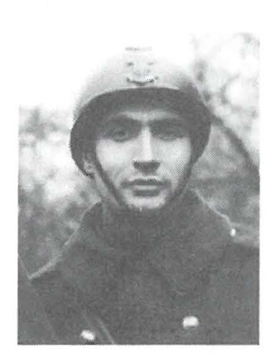
UN PRINCE DE L'ÉQUIVOQUE

M 4250 - 13 - 38,00 F-RD

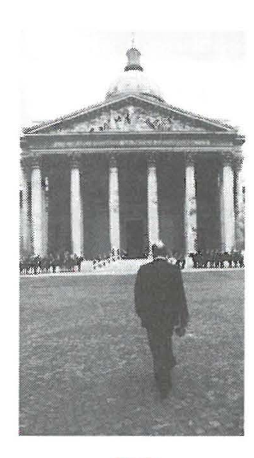
SOMMAIRE

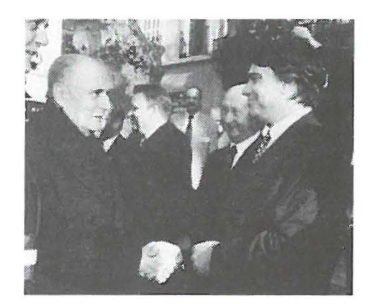
1935-1995 : 60 ans d'ambiguïtés françaises



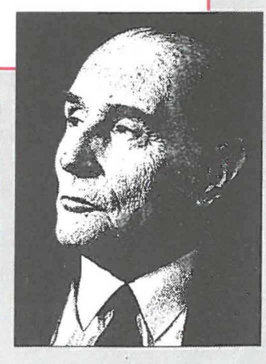








En couverture :
François Mitterrand



Directeur de la Rédaction : Dominique Venner
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud
Relations publiques : Véronique Villain

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Paul Angelelli, Philippe Baccou, Anne Brassié, Adrien Brocard, Thierry Buron, Guy Chambarlac, Gilbert Comte, Eric Coutances, Françoise Donzenac, Max Jalade, François de Lannoy, Jean Mabire, Macha Manski, Sophie Massalovitch, Fabien Quesnay, Alain Sanders, Paul Sérant, Tomislav Sunic, Bianca Tournier, Jean-Claude Valla, Frédéric Valloire, Eric Vatré, Charles Vaugeois, Dominique Venner.

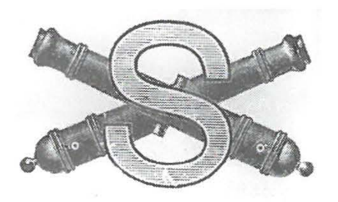
Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél.: (1) 47.03.91.68.
Imprimerie Maulde et Renou.
N° de commission paritaire 80171. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement et Bon de commande encartés non numérotés entre les pages 66 et 67.

Crédit photo : AFP, Agip, Associated Press, Le Creusot-Ecomusée, A. Duplantier, Gamma, Keystone, Rupert Leser, MNATP (S. Maubert), Roger-Viollet, Sipa-Press, Sygma, Dragan Tomitch, Tallandier.

Actualité de l'histoire

EXPOSITIONS

Les Schneider, le Creusot



Schneider, c'est presque deux siècles d'industrie française : la première locomotive, les rails d'acier, les canons... Le sigle Schneider, un S et deux canons croisés se retrouvait tant sur les ampoules électriques que sur les boutons des uniformes. Les Schneider ont représenté une puissance politique et sociale sans équivalent en France. L'exposition, qui se tient aujourd'hui au musée d'Orsay, et qui rejoindra ensuite l'écomusée du Creusot, installé au château de la Verrerie, l'ancienne résidence de la famille, est consacrée à la fameuse dynastie de maîtres de forges et de marchands de canons. Peintures, dessins, photographies, sculptures, maquettes... À l'appui, elle retrace l'épopée industrielle des usines du Creusot et le développement de la ville, générés par cette dynastie, des débuts du XIX[e] siècle, à l'effondrement du Groupe Creusot-Loire, en 1960.

Les Schneider, Le Creusot, 1836-1960. Musée d'Orsay, Paris. Tél : 40 49 48 16. Jusqu'au 21 mai. Le Creusot, Écomusée, château de la Verrerie, du 24 juin au 30 novembre.

Métamorphoses d'Orphée

Depuis la mythologie grecque, Orphée a traversé vingt-cinq siècles à notre rencontre. Son mythe a fécondé l'œuvre d'innombrables poètes, musiciens, peintres, sculpteurs... Au travers d'une cinquantaine d'œuvres sont présentées les diverses manifestations du mythe d'Orphée. Des tableaux, des dessins de Poussin, Le Brun, Boucher, Ingres, Delacroix, Puvis de Chavannes, Gustave Moreau, illustrent les différentes approches des artistes et offrent un panorama des variations du regard au cours des siècles sur ce mythe incontournable.

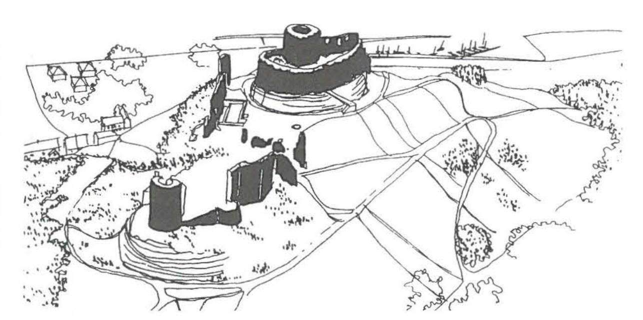
La représentation d'Orphée dans l'art occidental. Ancienne Douane à Strasbourg (1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons). Jusqu'au 8 mai. Ensuite à Ixelles (Belgique), jusqu'au 30 juillet.

Le butin de l'Ermitage

Le Musée de l'Ermitage de Saint-Pétersbourg expose son butin : 74 tableaux impressionnistes et post-impressionnistes provenant des collections privées allemandes saisies par l'Armée rouge à la fin de la guerre. Ces œuvres étaient cachées depuis plus de 50 ans, et l'on avait même cru qu'elles avaient disparu. L'exposition s'ouvre, alors même que les négociations germano-russes pour leur éventuelle restitution sont dans l'impasse. Le public pourra découvrir les pièces les plus exceptionnelles, parmi les quelque 10 000 « trophées de guerre » recensés à ce jour et abrités à l'Ermitage. Il admirera notamment 15 Renoir, 7 Cézanne, 6 Monet, 4 Van Gogh, 4 Gauguin, 3 Degas, 2 Manet, 2 Courbet... Peu de musées s'enorgueillissent de telles acquisitions...

Musée de l'Ermitage. Saint-Pétersbourg, Russie. Jusqu'au 29 octobre.

Château-Gaillard



Situé aux confins de la France et de la Normandie, le territoire des Andelys, sur lequel Richard Cœur de Lion fit bâtir en 1294 la forteresse de Château-Gaillard, avait été dès le début du XII[e] siècle un enjeu des luttes entre rois de France et rois d'Angleterre. À la mort de Richard, son frère Jean-sans-Terre lui succède, et Philippe-Auguste met le siège à la forteresse. Malgré leur héroïsme, les assiégés se rendent six mois plus tard, et c'en est fini du royaume anglo-normand. La Normandie est définitivement rattachée à la France. Au siècle suivant, Château-Gaillard devient prison : Philippe le Bel y fait enfermer ses deux belles-filles, Marguerite et Blanche de Bourgogne, accusées d'adultère. Devenu roi, son fils, Louis le Hutin, supprimera la volage Marguerite. Au long de la guerre de Cent Ans, la forteresse est prise et reprise par les Anglais, mais reste finalement aux mains de Charles VII. Plus tard, Henri IV s'empare de la citadelle. Les ligueurs la lui reprennent, pour la lui rendre en 1591. Et c'est Henri IV qui ordonne de la démanteler. L'ordre n'en sera pourtant exécuté que sous Louis XIII. À la veille du troisième millénaire, les vestiges de la forteresse continuent de surplomber la vallée de la Seine. L'État et la commune des Andelys ont néanmoins décidé d'en entreprendre la restauration, tout en s'engageant à conserver au lieu son caractère. Les travaux, déjà entamés, viseront surtout à mieux protéger le monument, jusque-là ouvert à tous vents.

Château-Gaillard, Les Andelys. En dépit des travaux en cours, la forteresse est ouverte au public tous les jours à compter du 15 mars – sauf le mardi.

Le trésor d'Eauze

La ville d'Eauze, dans le Gers, a été construite sur le site d'Elusa, une ancienne cité gallo-romaine. Lors de fouilles archéologiques effectuées en 1985 en bordure de la ville antique, un véritable trésor a été mis à jour. Des notables gallo-romains – gens semble-t-il aisés, cultivés, amateurs d'art – avaient enfoui là, en 261 de notre ère, peu avant l'invasion des Germains, dans une fosse creusée en profondeur, plus de 120 kg de monnaie d'argent, de bronze, ou d'or, des bijoux raffinés, des objets en ivoire... Conservé jusqu'à l'an dernier au musée des Antiquités de Saint-Germain-en-Laye, le trésor d'Eauze est aujourd'hui présenté dans un musée créé pour l'accueillir, au cœur même de la ville. La municipalité a ainsi permis de réinstaller sur son lieu d'origine l'ensemble archéologique.

Musée Archéologique. Place de la République, 32800 Eauze. Tél : 62 09 79 20.

Maillol au musée

Un musée consacré au sculpteur Maillol (1861-1944), abrité dans un très bel hôtel XVIII[e] au cœur du VII[e] arrondissement de Paris, a ouvert ses portes le mois dernier. 3 000 m^2, sur trois étages, accueillent non seulement les statues grandeur nature du sculpteur, mais également de petits bronzes, des terres cuites, ainsi que des dessins et des huiles. Avant de se tourner vers la sculpture, Aristide Maillol s'était essayé à la peinture. Le musée a été créé par Dina Vierny, qui avait été le dernier modèle du sculpteur. Elle avait déjà fait don à l'État des monumentales statues de Maillol exposées sur les pelouses des Tuileries. Aussi, au côté de Maillol, expose-t-elle ses propres collections, les œuvres des peintres, dont elle a été le modèle ou dont elle avait organisé les premières expositions, dans sa galerie parisienne. Le choix n'est pas toujours heureux. On préférera la partie du musée réservée à Maillol et à quelques-uns de ses proches, Odilon Redon ou Maurice Denis. Et

surtout le rez-de-chaussée du musée où sont exposées les sculptures de l'artiste, que l'on a parfois comparées à celles d'Arno Breker, inspirées pourtant plus directement de l'art antique. Maillol avait rencontré Breker avant-guerre et avait assisté à la rétrospective de l'œuvre de ce dernier, organisée à Paris, à L'Orangerie, en 1942.
Fondation Dina Vierny. Musée Maillol. 59-61, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél : 42 22 59 58.

Le tombeau d'Alexandre

L'annonce de la découverte à l'ouest de l'Égypte, dans l'oasis de Siwa, de ce qui pourrait être le tombeau d'Alexandre le Grand, laisse sceptiques les archéologues occidentaux. Alexandre le Conquérant, mort en 323 av. J.-C., après avoir obtenu la soumission de la Grèce, avait entrepris de réaliser le vœu de son père Philippe II, constituer un empire qui irait de la Macédoine à l'Afghanistan. D'après les textes de la plupart des historiens anciens, son tombeau se trouvait à Alexandrie. Certes, Alexandre aurait émis le souhait d'être inhumé à Siwa, où il avait consulté l'oracle du temple Amon. Or, sur le site de Siwa, ont été mis à jour cet hiver deux blocs de pierre portant des inscriptions en grec ancien, indices qui pourraient laisser supposer qu'Alexandre ait été inhumé dans un tombeau d'« architecture macédonienne ». Le doute subsiste néanmoins, puisqu'aucune momie ou urne funéraire n'a encore été retrouvée. Peut-être ne s'agit-il que d'un cénotaphe, c'est-à-dire un tombeau vide, construit en son honneur, mais n'ayant jamais contenu son corps.

Carthage, entre mythe et histoire

A quelques kilomètres de Tunis, aucun vestige ne subsiste aujourd'hui de la grandeur passée de la cité punique qui fit trembler Rome au II[e] siècle av. J.-C. Entièrement détruite, à deux reprises, par les Romains en 146 av. J.-C., puis par les Arabes en 696, Carthage pendant des siècles a dissimulé ses trésors. Les premières fouilles archéologiques sur le site de la cité enfouie sont contemporaines de la publication de *Salammbô*, le roman « carthaginois » de Flaubert. De véritables trésors ont alors été exhumés par des archéologues du monde entier. La Ville de Paris, dans le cadre de sa saison tunisienne, en réunissant pour la première fois pareil ensemble, offre un extraordinaire parcours à travers quinze siècles d'histoire tourmentée. L'originalité de l'exposition est aussi de présenter face à la Carthage historique, la Carthage mythique : les œuvres que cette civilisation disparue a inspirées aux artistes occidentaux, du peintre Vouet à Chateaubriand, bien sûr, sans oublier Flaubert.
Carthage. Musée du Petit-Palais, avenue Winston-Churchill, 75008 Paris. Jusqu'au 2 juillet.

■ Signalons le dossier consacré à Carthage, dans son numéro de mars, par *Archéologie nouvelle*, revue publiée aux éditions Errance.

Dire le Temps



L'exposition, retrace, à travers des objets usuels, la manière dont, à travers les âges, les hommes ont mesuré le temps. Les almanachs et calendriers anciens apparaissent particulièrement révélateurs de l'époque qu'ils illustrent, et parfois tant ils sont raffinés s'apparentent à de véritables chef-d'œuvres.
Le Temps de la vie. Musée des Arts et Traditions populaires, 6 avenue du Mahatma-Gandhi, 75116 Paris. Tél : 44 17 60 70. Jusqu'au 25 septembre.

Tourisme, et traditions en Autriche

L'association *Autriche Pro France* fête ses dix ans et à cette occasion édite un guide spécial en annexe duquel sont répertoriées avec précision les coutumes, fêtes et manifestations culturelles qui rythment l'année dans le fief alpestre des Habsbourg. Pour tous ceux que le folklore et les traditions populaires autrichiennes séduisent. Sans oublier les mélomanes, qui y trouveront le programme détaillé de la saison musicale en Autriche.
Guide Autriche Pro France 1995-1996. 58, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél : 45 61 97 68.

Légende Arthurienne

Cette année, depuis le 1[er] avril, au château de Comper-en-Brocéliande, les chevaliers de la Table ronde seront à l'honneur. L'esprit de Lancelot, Yvain et Gauvain flottera de nouveau sur la forêt de Brocéliande, aux abords du lac de Comper. Chaque jour, pendant quelques heures, des joutes et des combats à pied ressusciteront les chevaliers légendaires. Des licornes, même, devraient apparaître. Merlin l'Enchanteur n'a pas disparu !
Centre de l'Imaginaire arthurien. Château de Comper-en Brocéliande, 56430 Concoret. Tél : 97 22 79 96.

ANNIVERSAIRES

L'année 1995 est jalonnée de nombreuses commémorations, prétextes à des rééditions, comme à de nouvelles publications.

Tricentenaire de la mort de Jean de La Fontaine

À Château-Thierry, la ville natale du fabuliste, diverses manifestations marqueront l'événement.
Tél. 23 83 65 07 et 23 83 27 14.
Nombre d'éditions des célèbres *Fables* paraissent, tant sous l'appellation « beaux livres », qu'en format de poche. À noter la parution à La Table Ronde dans la collection « Petite Vermillon », des *Poésies et œuvres diverses* de Jean de La Fontaine, l'occasion de découvrir un aspect méconnu de l'œuvre de l'auteur qui comme le résumait Léon-Paul Fargue *« s'installe le premier dans les mémoires françaises »*.
La réédition du *La Fontaine politique* de Pierre Boutang, avec une postface de Charles Maurras, est annoncée aux éditions de la Différence, ainsi que la parution d'un petit essai intitulé simplement *La Fontaine*, du même Boutang chez Hachette.
Chez Fayard, la biographie de Roger Duchêne est rééditée.
Au Livre de Poche (collection « Biblio ») est annoncée la réédition des *Cinq Tentations de La Fontaine*, de Jean Giraudoux.

Centenaire de la mort de Louis Pasteur



Cinq ans après la mort du savant français, dont les découvertes avaient bouleversé les médecines humaine et vétérinaire, la chirurgie, l'obstétrique et l'hygiène, son gendre, René Vallery-Radot, avait publié une grande biographie. Les biographes contemporains cèdent moins à l'hagiographie, et sont même tentés de dépoussiérer la statue que le siècle a dressée à Pasteur.

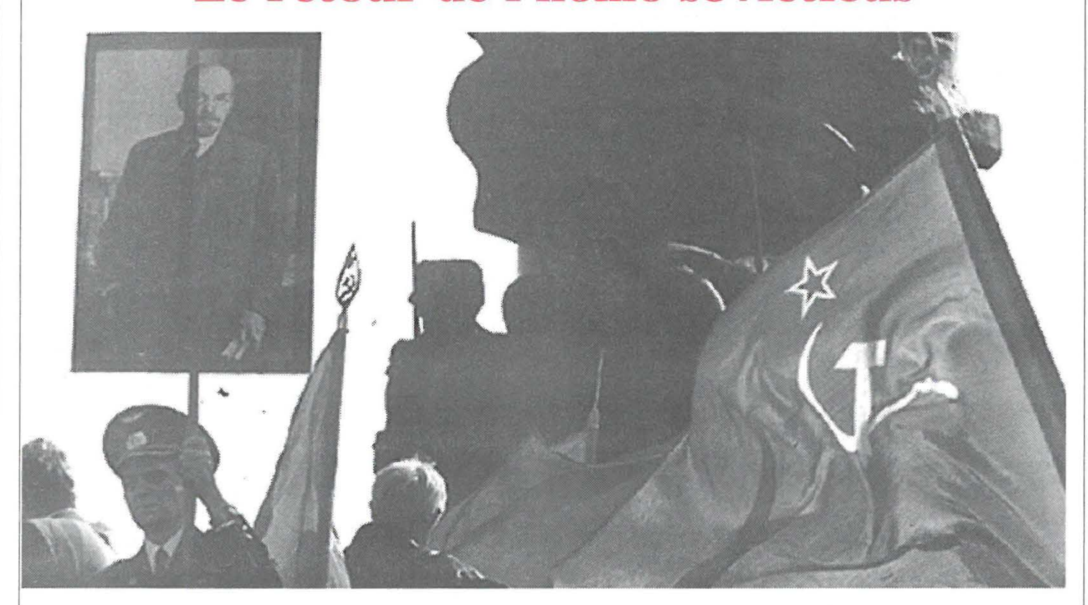
Signalons :
Pasteur, par Louis Vallery-Radot (petit-neveu de la fille de Pasteur), chez Perrin.

Louis Pasteur, l'empire des microbes, par Daniel Raichvarg, chez Gallimard-Découvertes.

Louis Pasteur, par Patrice Debré, chez Flammarion.

Pasteur, par Pierre Darmon, chez Fayard.

Le retour de l'homo sovieticus



Au lendemain de la chute du Mur de Berlin, la débandade du communisme a provoqué une explosion de joie en Europe de l'Est. Faute d'une idéologie de substitution, les peuples de cette région se sont tournés vers l'opulent Occident. Dans l'imaginaire collectif, celui-ci incarnait depuis toujours une sorte de paradis terrestre, et la seule alternative à la grisaille communiste. À qui d'autre, d'ailleurs, les gens auraient-ils pu opposer leur système basé sur le mensonge, la pénurie et la langue de bois ?

Force est de constater qu'à l'époque communiste, les citoyens de l'Europe de l'Est ne prêtaient plus la moindre attention aux balivernes que leur débitaient leurs dirigeants, et ceci même quand leurs discours contenaient quelques bribes de vérités sur le racisme, le chômage ou l'anomie des sociétés occidentales. Psychologiquement parlant, il est compréhensible que les Européens de l'Est aient projeté sur l'Occident tous leurs désirs terrestres.

Paradoxalement, l'idéal du bonheur matériel, qui faisait partie intégrante de l'utopie communiste, se réalisait beaucoup mieux dans les sociétés libérales occidentales. L'État-providence avait vu le jour à l'Ouest, alors qu'en Europe orientale, il avait sombré dans le chaos social, économique et moral.

Aujourd'hui, après quatre ans d'expérimentations avec le marché libre, avec la privatisation, et avec l'occidentalisation de leurs pays, la grande masse des citoyens d'Europe de l'Est ne se fait plus d'illusions sur l'émergence rapide d'une société aussi riche qu'à l'Ouest. Certes, les Européens de l'Est possèdent maintenant une liberté d'expression et de mouvement que les Occidentaux soumis au *« politically correct »* pourraient leur envier. En revanche, leur pouvoir d'achat est bel et bien en dessous de ce qu'il était à l'époque communiste. La question qu'on se pose un peu partout en Europe de l'Est est la suivante : *« À quoi sert donc cette liberté nouvelle si l'on n'arrive plus à remplir nos paniers et que nos estomacs restent vides ? »*

Le virulent darwinisme économique, qui est prôné par la nouvelle classe politique et souvent téléguidé par de soi-disant experts occidentaux, a entraîné un accroissement de la pauvreté, ce qui conduit un nombre croissant de gens, des pays Baltes jusqu'aux Balkans, à penser que « le bon vieux temps du communisme » n'était pas si mauvais que ça. Bien que les nouveaux dirigeants vantent inlassablement les mérites du marché libre, de la démocratie libérale, de la privatisation, etc., le nombre de leurs adeptes est en train de se réduire comme une peau de chagrin. En toute logique, il s'ensuit que la pathologie sociale, inhérente au communisme déchu, celle de *« l'homo sovieticus »* décrite par Alexandre Zinoviev est en train de renaître.

Bien sûr, en tant qu'idéologie programmatrice et en tant que système politique, le communisme n'a aucune chance de ressusciter. Mais, en tant que psychologie particulière induisant à la paresse tout en aspirant à la sécurité psychologique et à la prévisibilité économique, la mentalité communiste est toujours bien vivante. En quelque sorte, on pourrait décrire l'Européen de l'Est comme un amalgame de *« l'homo occidentalis »*, mal imité, et d'*« homo sovieticus »* enfoncé dans sa paresse traditionnelle intrinsèque.

En Europe de l'Est, on continue à considérer l'Occident comme un lieu ésotérique où les gens lisent *Playboy*, savourent « Santa Barbara » à la télévision, travaillent peu et gagnent beaucoup. Chacun à sa manière, Jean Baudrillard et Alexandre Zinoviev, ont très bien décrit cet irréalisme pathologique. Il serait donc erroné de prétendre que le communisme appartient au passé. Il n'est pas exclu, en effet, qu'à l'avenir, la mentalité communiste réapparaisse sous une autre forme et avec d'autres symboles que l'étoile rouge. Il est fort probable qu'une nouvelle tentation totalitaire submergera alors les vacillantes démocraties est-européennes.

TOMISLAV SUNIC

■ **Tomislav Sunic est un universitaire d'origine croate. Il est diplômé de l'Université de Californie (Santa-Barbara). Il enseigne les sciences politiques aux États-Unis et à l'université de Zagreb. Il vient de publier : *Titoism and Dissidence ; Studies in the History and Dissolution of Communist Yugoslavia* (Peter Lang Co. 1995).**

Centenaire de la naissance de Jean Giono

« Un esprit libre embêté aussi bien en 1940 qu'en 1944 », comme le remarquait Jacques Laurent dans le numéro de février du *Magazine littéraire* consacré à l'auteur de *Colline*.

Une biographie de Giono au Seuil, par Pierre Citron (collection « Écrivains de toujours ») célèbre l'écrivain, tandis qu'un dernier volume dans la bibliothèque de la Pléiade, chez Gallimard, accueille son *Journal 1935-1939/1943-1944*. (Journal, poèmes, essais, tome 8 des Œuvres complètes).

Dans « L'Imaginaire », chez Gallimard, paraissent *Rondeur des Jours* et *L'Oiseau bagué* (L'Eau vive I et II)

Grasset réédite en « Cahiers Rouges » *Jean-le-Bleu* (1932) et *Les Vraies Richesses* (1937).

Pierre Drieu La Rochelle et Robert Brasillach dans le domaine public

Les œuvres de Drieu La Rochelle appartiennent désormais au domaine public. Son éditeur Gallimard continuait de publier l'œuvre romanesque – *Rêveuse Bourgeoisie* vient d'ailleurs de paraître dans la collection « L'Imaginaire » –, mais bloquait la réédition des livres politiques.

Ils pourront maintenant être librement publiés. Les éditions du Trident (27, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris) annoncent en avril *Notes pour comprendre le siècle*, livre paru en 1941 et devenu introuvable.

Le numéro 40 des *Cahiers des Amis de Robert Brasillach*, à paraître prochainement, réunit des contributions d'Alain de Benoist, Anne Brassié, Jacques Isorni, Pierre Maugué, Pol Vandromme, Dominique Venner, etc. (ARB, Case Postale 3763, CH 1211 Genève 3, Suisse)

Le Livre de Poche (collection biblio) réédite l'*Anthologie de la poésie grecque*, une œuvre à laquelle le poète s'attela en avril 1944 – *« une besogne paisible au milieu des catastrophes »* –, et qui ne fut publiée qu'après sa mort.

Les éditions du Forum éditent une

assette *Les Sept Couleurs*. Des xtraits de ce roman sont lus par ınne Brassié. Ed. du Forum, , rue de Panama, 75018 Paris. La assette : 84 F, port compris.

ɔentenaire de la ıaissance d'Henri de ɱontherlant

a Reine Morte et *Le Cardinal 'Espagne* ont été inscrits au rogramme du concours de agrégation. Les célèbres *Carnets* 1930-1943) sont réédités à La Table onde, dans la collection de poche Petite Vermillon ».

995 est aussi l'année de a célébration du entenaire du cinéma

ne nouvelle édition revue et ugmentée de *L'Almanach du néma* de Philippe d'Hugues, ésentant un siècle complet de néma mondial, paraît chez ncyclopédia Universalis pour ɔmmémorer les cent ans du 7e art. gnalons la parution chez allimard de deux albums ɔondamment illustrés de Bernard hardère, le directeur de l'Institut ımière à Lyon, *Le Roman des ımière*, et *Les Images des Lumière*, ıi tous deux retracent l'épopée des venteurs du cinéma.
ɛs éditions Pygmalion-Gérard 'atelet, toujours dans le cadre de la lébration « Cent ans de cinéma » oposent une nouvelle édition de *Histoire du cinéma français – cyclopédie des films* de Raymond ıirat et Maurice Bessy. Deux ılumes couvrant les périodes 1935-39 et 1940-1950 sont déjà parus. ıujours pour commémorer les Cent ans de cinéma », une position et un livre, *Paris grand-ran, splendeur des salles obscures*, oquent, en parallèle, les salles de ıéma d'autrefois : Splendeur des les obscures, 1895-1944.
ı musée Carnavalet, 23, rue de vigné, 75003 Paris. Tél : 42 72 21 13. *lendeur des salles obscures,1895-95*. Aux éditions Paris-Musée, avec ɛ préface de Philippe d'Hugues.
collection Bouquins chez Laffont ıonce une édition revue et gmentée du précieux *Guide des ns* de Jean Tulard.

LIVRES ANNONCÉS

Biographies

Hannibal, par Violaine Vanoyeke (collection Les grands conquérants). En avril, chez France Empire.

Vercingétorix, par Jean Markale. En avril, au Rocher.

Giordano Bruno, par Bertrand Levergeois. En avril, chez Fayard.

Pierre de Bourdeille, seigneur de Brantôme, par Madeleine Lazard. En juin, chez Fayard.

Louis XVII et l'énigme du Temple, par Georges Bordonove. En mai, chez Pygmalion.

L'Affaire Louis XVII, par Philippe Delorme. En mai, chez Tallandier.

Vivant Denon, par Philippe Sollers. En juin, chez Plon.

Napoléon, par Jacques Bainville, (réédition). En avril, chez Balland.

Bismarck, par Jacques Bainville, (réédition). En avril, chez Godefroy de Bouillon.

Félix Faure, par Thierry Billard. En avril, chez Julliard.

L'Abdication (Edouard VIII d'Angleterre), par Alain Decaux. En mai, chez Perrin.

Pétain, 1919-1940 la victoire perdue (tome 2), par Guy Pedroncini. En avril, chez Perrin.

Sadi Carnot, par Patrick Harimendy. En avril, chez Perrin.

Le général Franco, par Bartholomé Benassar. En avril, chez Perrin.

Paul Eluard, par Violaine Vanoyeke. En juin, chez Julliard.

Dominique de Roux, dossier H, sous la direction de Jean-Luc Moreau. En juin, à L'Âge d'Homme.

Jacques Laurent, par Bertrand de Saint-Vincent. En avril, chez Julliard.

Documents, essais

La Naissance de la France (le baptême de Clovis), par Renée Mussot-Goulard. En avril, chez Perrin.

La Ville et la Cour. Des bons et mauvais usages, sous la direction de Daniela Romagnoli-Scotti, préface de Jacques Le Goff (une histoire du savoir-vivre). En avril, chez Fayard.

Les Coureurs d'Épices, à la poursuite des Indes fabuleuses, par Edith et François-Bernard Huygue. En avril, chez Lattès.

L'Histoire de la mer Rouge, de Moïse à Bonaparte, par René Joint-Daguenet. En mai, chez Perrin.

Lettres des années noires (Céline), par Philippe Alméras. En avril, chez Berg International.

Boqueteau 125, par Ernst Jünger (réédition avec une préface de Philippe Berthelet). En avril, chez Payot.

Jugements derniers (Le procès Pétain, le procès de Nuremberg), par Joseph Kessel, présenté par Francis Lacassin. En mai, chez Bartillat.

La Grande Histoire de la Seconde Guerre mondiale, janvier 1945-mai 1945 (tome 8), par Pierre Montagnon. En avril, chez Pygmalion-Gérard Watelet.

Ces Allemands qui ont défié Hitler, histoire de la résistance allemande 1933-1945, par Gérard Sandoz. En avril, chez Pygmalion-Gérard Watelet.

Huit ans otage chez les Viets, 1946-1954, par René Moreau, préface d'Erwan Bergot. En avril, chez Pygmalion-Gérard Watelet.

Mourir au Laos, par Erwan Bergot (roman). En avril, aux Presses de la Cité/ Jeanine Balland.

Peuples et religions

Légendes et mythologies nordiques, par Jean Mabire. En avril, chez Allia.

Histoire du christianisme, par Ernest Renan (réédition, 2 volumes). En mai, chez Bouquins Laffont.

Histoire des Arabes (tome I), sous la direction d'André Miquel. En mai, chez Fayard.

Les Habsbourg, par Michel Géoris. En avril, chez France-Empire.

Histoire des Roumains, par Catherine Durantin. En juin, chez Fayard.

Histoire de la Corse, par Robert Colonna d'Istria. En juin, chez France-Empire.

Les Mythes celtes, la déesse blanche, par Robert Graves. En juin, au Rocher.

Brocéliande, par Bruno Fouchereau. En juin, au Rocher.

Les Chevaliers teutoniques, par Henry Bogdan. En avril, chez Perrin.

Les Empires nomades, de la Mongolie au Danube, par Gérard Chaliand. En mai, chez Perrin.

Les Guerres du Caucase des Tsars à la Tchétchénie, par Patrick Karam et Thierry Mourgues. En mai, chez Perrin.

Mythes grecs et sources proche-orientales, par Jacqueline Duchemin. En avril, aux Belles-Lettres.

L'Islam intérieur, la spiritualité universelle dans la religion islamique, par Shaykh Abd-al-Wâhid Pallavicini. En avril, chez Bartillat.

Augustin, le génie de l'Europe (354-430), par Dominique de Courcelles. En avril, chez Lattès.

Catherine de Gênes, par Francine de Martinoir. En avril, chez Lattès.

Pages réalisées par Macha Manski

Ernst Jünger vu par Ernst von Salomon

Le 29 mars 1995, Ernst Jünger a eu cent ans. Il n'est pas seulement le plus grand écrivain allemand vivant. Il est aussi le témoin irremplaçable de l'histoire chaotique du XXe siècle. Rien ne rend mieux compte de la personnalité énigmatique de ce prodigieux créateur d'idées que le portrait tracé par Ernst von Salomon dans *Le Questionnaire* (Gallimard, 1953). La scène se passe en 1929. Ernst Jünger est encore engagé pour peu de temps dans le mouvement national-révolutionnaire. De neuf ans son cadet, Ernst von Salomon le rencontre alors qu'il sort lui-même de prison pour sa participation à l'attentat contre Rathenau (1).

J'étais très curieux de faire la connaissance d'Ernst Jünger, et très excité lorsque Bogoumil (2) me conduisit chez lui. Il habitait tout à fait à l'est de Berlin, dans un quartier ouvrier. Sa chambre donnait sur l'enchevêtrement des rails des chemins de fer ; la maison était remplie d'enfants bruyants et sentait le chou. La pièce n'était pas très claire, elle regorgeait de livres et était ornée de masques et de curieuses figures en bois ; sur le bureau, il y avait un microscope, tandis que des collections de coléoptères et des bocaux pleins de quelque substance d'un vert pâle, curieusement entortillée, étaient posés sur les rayonnages. Ernst Jünger était enveloppé d'une robe de chambre et coiffé d'un béret multicolore ; aux pieds, il portait des pantoufles en feutre. Il fumait une longue pipe de bruyère avec une tête en porcelaine. J'avais tout mon temps pour le regarder, car au début il ne faisait pas attention à moi. Le dessinateur A.- Paul Weber était en train de lui montrer une feuille qui devait paraître dans le numéro suivant du *Vormarsch.* Cette revue avait été fondée grâce à l'énergie du commandant Ehrhardt et ses abonnés se recrutaient principalement dans la brigade d'Ehrhardt.

C'était sans aucun doute Ernst Jünger qui donnait à la revue son importance par des articles si spirituels et d'un style si cristallin que nos lecteurs, remplis d'un profond respect, avaient l'impression qu'il était déjà bien beau si Ernst Jünger lui-même était sûr de les comprendre.

Ce premier entretien avec Ernst Jünger avait pour moi une grande importance, non seulement pratique, mais aussi personnelle. Les quelques minutes que dura cette conversation, de même que la pièce où elle eut lieu, contenaient entièrement cet homme curieux, le seul membre de tous ces nombreux cercles d'alors qui, avec le temps, obtint une certaine réputation mondiale. Le secret du style de Jünger me semblait être basé sur sa double qualité de guerrier et de naturaliste, si l'on peut s'exprimer si simplement. Je croyais comprendre que cet homme, devenu conscient du monde au milieu des tempêtes d'acier et capable, grâce à la force virtuelle de l'esprit, de s'élever au-dessus de ce monde, fût arrivé bientôt au point où il considérait le champ de bataille, sur lequel il jouait lui-même un rôle, comme pouvait le considérer un aviateur. Vus de très haut, ces événements sanglants devaient se présenter comme un affairement de points minuscules, de petits êtres microscopiques, qui formaient des colonnes, cherchaient à avancer de tous les côtés et prêtaient peu d'attention à ceux qu'une quelconque force supérieure obligeait à rester désormais sur place. La comparaison avec une fourmilière devait nécessairement s'imposer, surtout à quelqu'un qui avait grandi dans une pharmacie et qui, très tôt, s'intéressait déjà aux phénomènes de la nature. Mais Ernst Jünger avait déjà assez d'expérience et d'imagination pour vivre, avec une espèce de compassion très attentive, le destin des guerriers et celui des fourmis. A l'époque, il était en train d'écrire *La Mobilisation totale* et je compris à la lecture de cet essai qu'il avait déjà atteint un résultat, tandis que moi, comme tous ceux qui se sentaient attirés par lui, je me promenais encore, les yeux écarquillés, à travers le paysage de notre siècle, cherchant à m'orienter à chaque poteau indicateur.



Ernst Jünger en 1920. Il porte au col la décoration de l'Ordre pour le Mérite reçue en 1918 après sa quatorzième blessure de guerre.

Je me demandais alors déjà pourquoi Ernst Jünger pouvait bien s'intéresser à moi ; il était certainement trop intelligent pour croire que pendant toute ma vie je m'efforcerais, le visage en extase, de trouer de balles de braves ministres ou de lancer des bombes, pour planter encore, vieillard ardent, de quelconques bannières sur de quelconques barricades.

Au fond, j'avais toujours le sentiment qu'il s'intéressait beaucoup moins à la grandeur et à la direction de mes efforts qu'à l'importance des destructions que je causais et qu'il était prêt à tout moment à me classer en conséquence, tantôt comme fourmi rouge, tantôt comme fourmi blanche, tantôt avec, tantôt sans ailes, la plupart du temps sans ailes.

Les livres d'Ernst Jünger me déconcertaient. Si j'étais d'abord déçu parce que, obstinément, j'attendais de lui une idée politique qui dirigeât ou qui justifiât mon action, je dus reconnaître bientôt que cette exigence restait étrangère à la mission de Jünger. Dès le début, j'étais dans l'impossibilité de me débattre avec ses livres. L'organe magique et l'organe métaphysique me faisaient défaut. J'admirais certes la façon dont Jünger arrivait à la vieille sagesse éternelle de la Bible, en passant par le rêve, la magie, l'éducation, la recherche scientifique et la métaphysique ; mais je devais me borner à l'admiration, car je ne pouvais suivre ni la voie ordinaire du besoin religieux, ni un des sentiers particuliers d'Ernst Jünger. Je fus donc presque automatiquement exclu de la communauté qui se forma bientôt autour de lui, ce groupe de disciples qui semblaient posséder naturellement ce qui me faisait si cruellement défaut ; ils s'accroupissaient aux pieds du maître et fixaient d'un regard fasciné la pierre philosophale qu'il tenait entre les mains, non pas pour s'en servir, mais pour la peser, calibrer, analyser et sublimer.

(1) Voir *Enquête sur l'histoire* n°3 (1992) « Les Aventuriers du XXe siècle ».

(2) Bogoumil, pseudonyme de Friedrich Hielscher, était coéditeur du *Vormarsch* avec Jünger.

■ La revue *L'Œil de Bœuf* a consacré un numéro spécial au centenaire d'Ernst Jünger. Contributions de Julien Gracq, Julien Hervier, Jacques Brenner, Olivier Aubertin, etc. Témoignage d'Albert von Schirnding, ancien secrétaire de l'écrivain et fragments du journal de Banine. 60 F. 94, boulevard de La Tour-Maubourg, 75007 Paris, Tél : (1) 47 05 19 48.

avril

1er avril

1753 – Naissance à Chambéry (Savoie) de l'écrivain contre-révolutionnaire Joseph de Maistre. Réfugié en Suisse puis à Turin pour fuir la Terreur jacobine, il sera nommé par Victor-Emmanuel Ier, roi de Sardaigne, ambassadeur en Russie. Parmi ses principaux ouvrages : *Considérations sur la France* (1796), *Du Pape* (1819), et *Les Soirées de Saint-Pétersbourg* (1821).

2 avril

1810 – Mariage civil de Napoléon Ier et de Marie-Louise d'Autriche à Saint-Cloud. Envoyé à Vienne pour demander, selon un protocole solennel, la main de Marie-Louise à l'empereur François II, le maréchal Berthier avait écrit : « *Quoiqu'on ne puisse la considérer comme une jolie femme, elle a tout ce qu'il faut pour faire le bonheur de Votre Majesté.* »

5 avril

1900 – Mort au Transvaal du colonel Villebois-Mareuil. Brillant combattant de l'armée de la Loire en 1870, il démissionne de l'armée en 1895 pour ne pas servir un régime qui heurte ses convictions. Engagé dans la guerre des Boers afin de venger l'affront subi par la France à Fachoda, il entreprend de lever une légion étrangère quand il est tué.



Villebois-Mareuil

6 avril

1652 – Le Hollandais Jan Van Riebeeck crée le premier centre européen de ravitaillement pour les navires en Afrique du Sud, au Cap. Envoyé par la Compagnie hollandaise des Indes, il s'installe avec sa femme, née Maria de la Quellerie, fille de huguenots français, et leur bébé âgé de huit mois.

Agenda de l'histoire

7 avril

1795 – Décret instituant le système décimal des poids, monnaies et mesures.

8 avril

1364 – Charles V, dit le Sage, est couronné roi de France après la mort de son père, Jean II le Bon. Il fut le premier héritier au trône de France à porter le titre de Dauphin en 1349.

9 avril

1682 – Au terme d'une longue expédition, René-Robert Cavelier de La Salle prend possession des deux rives du Mississippi au nom du roi de France. Il appela le pays « Louisiane », en l'honneur de Louis XIV.

10 avril

1941 – Proclamation d'indépendance de la Croatie à Zagreb. Les Croates avaient été incorporés contre leur gré à la Yougoslavie (royaume serbo-croate) en décembre 1918.

11 avril

1512 – Victoire des Français à la Bataille de Ravenne. Les combats sanglants opposèrent les troupes de la Sainte Ligue du pape Jules II aux Français, commandés par Gaston de Foix. Celui-ci fut mortellement blessé. Affaiblis, les Français devront évacuer le Milanais.

12 avril

1861 – Attaque par le général confédéré Pierre Beauregard de la garnison fédérale de Fort Sumter, dans la baie de Charleston (Caroline du Sud). Ce fut le premier combat de la guerre de Sécession.

13 avril

1315 – Le jour de son sacre, le roi Louis X le Hutin, fait étouffer entre deux matelas son épouse, Marguerite de Bourgogne, à qui il ne pardonnait pas son inconduite.

14 avril

1802 – Chateaubriand dédie son œuvre le *Génie du Christianisme* au Premier consul, Bonaparte.

15 avril

1719 – Mort de Françoise d'Aubigné, marquise de Maintenon, à Saint-Cyr, à l'âge de 84 ans. Apprenant la nouvelle de son décès, la princesse Palatine s'écrie : « *La vieille quénippe est crevée !* »

16 avril

1450 – Bataille de Formigny (Calvados), l'une des dernières de la guerre de Cent Ans. Cette victoire de Charles VII rattache la Normandie au royaume de France.

17 avril

1936 – Dans le cadre de la campagne de Front Populaire, Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste français, lance à la radio l'appel : « *Nous te tendons la main, catholique, parce que tu es notre frère.* »

18 avril

1904 – Sortie du numéro 1 du journal *L'Humanité*, sous la direction de Jean Jaurès.

19 avril

65 – Sur ordre de Néron, dont il était le précepteur, suicide à Rome de Sénèque. Le philosophe s'ouvrit les veines, illustrant dans la mort la pensée stoïcienne de ses écrits.
1975 – Mort de l'historien Robert Aron.

20 avril

753 av. J.-C. – Fondation de Rome. La tradition a retenu cette date en s'appuyant sur les travaux de Varron, contemporain de César.

21 avril

1763 – Naissance à Couffé en Loire-Atlantique de François Athanase, chevalier Charette de La Contrie, futur chef de la résistance vendéenne. « *Un géant* », dira de lui Napoléon, « *le seul grand héros de cet épisode marquant de notre Révolution.* »



Charette de La Contrie

22 avril

1915 – Première utilisation des gaz par les Allemands sur le front des Flandres, contre les lignes françaises, entre Langemarck et Ypres, d'où le nom « *ypérite* » ou « *gaz moutarde* ».

24 avril

1617 – Coup d'État royal. Louis XIII, alors âgé de 16 ans, fait assassiner Concino Concini, maréchal d'Ancre, par Vitry, chef de ses gardes, dans la cour du Louvre. S'étant ainsi débarrassé du favori de sa mère, Marie de Médicis, il exile celle-ci à Blois et confie le pouvoir à son propre favori, le duc de Luynes.

26 avril

1731 – Mort à Moorfields de l'écrivain anglais Daniel Defoe, auteur de *La Vie et les aventures de Robinson Crusoe* (1719).

28 avril

711 – Débarquement du chef berbère Tarik en Espagne sur le promontoire qui prendra son nom : Djebel-el-Tarik, ou Gibraltar. Début de la conquête de l'Espagne par les « Arabes ».

30 avril

1863 – Bataille de Camerone. Pendant la guerre du Mexique, le capitaine Danjou et 64 légionnaires résistèrent de façon héroïque pendant 10 heures aux assauts de 2 000 soldats mexicains. La date anniversaire de ce fait d'armes est devenue la fête traditionnelle de la Légion étrangère.

mai

1er mai

1387 – Gaston Phoebus, comte de Foix, commence la rédaction de son célèbre *Livre de la chasse*. Il avait 56 ans. L'ouvrage sera achevé deux ans plus tard.

2 mai

1808 – Soulèvement populaire à Madrid contre l'occupation française.

3 mai

1925 – Mort de Clément Ader, pionnier de l'aviation. En octobre 1890, il avait fait voler pour la première fois « L'Éole », appareil en bois recouvert de toile.

4 mai

1897 – Incendie du Bazar de la Charité à Paris. La catastrophe fit 117 victimes parmi lesquelles la duchesse d'Alençon, sœur de l'impératrice Élisabeth d'Autriche.

5 mai

1889 – Inauguration de la Tour Eiffel, d'une hauteur de 300 mètres. Elle fut construite par l'ingénieur Alexandre-Gustave Eiffel à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris.

6 mai

1527 – Les lansquenets de Charles Quint, conduits par le connétable de Bourbon, s'emparent de Rome qui est pillée.

7 mai

1947 – Ramadier se sépare des ministres communistes présents au gouvernement depuis 1945.

8 mai

1794 – Exécution sur la place de la Révolution d'Antoine-Laurent Lavoisier. Auteur de la découverte de l'oxygène, ce chimiste fut l'un des fondateurs de la chimie moderne.

10 mai

1856 – David Livingstone, missionnaire et explorateur écossais, atteint la côte du Mozambique, ayant réussi la traversée de l'Afrique d'Ouest en Est, ce qu'aucun homme blanc n'avait jamais accompli.

12 mai

1882 – Fondation par Paul Déroulède de la Ligue des patriotes, présidée par l'historien Henri Martin.



Fusillade en masse de Communards dans une rue de Paris en mai 1871

14 mai

1643 – Mort de Louis XIII. Son fils n'a pas cinq ans. À la reine Anne d'Autriche qui pleure la mort du roi, le chancelier Séguier répond : *« En France, Madame, les rois ne meurent pas ! »*, et montrant l'enfant qui allait devenir Louis XIV : *« Voici, Madame, le Roi vivant ! »*

15 mai

1768 – Par la convention de Compiègne, Gênes cède la Corse à la France.

16 mai

1871 – Les Communards, conduits par le peintre Gustave Courbet, abattent la colonne Vendôme, considérée comme un symbole bonapartiste.

17 mai

1944 – Première mission suicide d'un pilote « kamikaze » japonais. Le major Takata s'écrase volontairement sur un destroyer américain.

18 mai

1804 – Bonaparte, Premier consul est proclamé empereur des Français, sous le nom de Napoléon Ier. Cette proclamation fait suite à une décision du corps législatif instituant l'Empire héréditaire (Constitution de l'an XII).

19 mai

1801 – Création par le Premier consul de la Légion d'honneur, ordre national français destiné à récompenser les services militaires et civils.

20 mai

1631 – Mise à sac de Magdebourg par les troupes impériales de Tilly. Une grande partie de la population est massacrée et la ville entièrement livrée au pillage.

22 mai

1809 – Lors de la bataille d'Essling, le maréchal Lannes est gravement blessé par un boulet qui lui fracasse les deux jambes. Il mourra le 31 mai.

24 mai

1915 – L'Italie déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie. L'intervention coûtera à l'Italie 700 000 morts et 3 millions de blessés.

25 mai

1625 – Naissance de La Reynie, futur lieutenant de police de Louis XIV. Il réussira à vider la Cour des Miracles, après en avoir largement ouvert les portes et en annonçant que seuls les douze derniers « infirmes » seraient arrêtés et punis. Un quart d'heure plus tard, même les « mutilés » avaient retrouvé leurs jambes. Les maisons du quartier furent ensuite rasées et les rues élargies.

26 mai

1925 – Ernest Berger, trésorier de la ligue d'Action française, est abattu d'une balle dans le dos par la militante anarchiste Maria Bonnefoy. Considérée comme *« déséquilibrée »*, celle-ci sera peu après relâchée sans jugement.

27 mai

1792 – L'Assemblée législative ordonne la déportation des prêtres non-jureurs.

28 mai

1871 – Ultimes combats de la Commune au Père-Lachaise. La dernière barricade, rue Ramponneau, tombe vers 14 heures.

29 mai

1814 – L'impératrice Joséphine, répudiée par Napoléon, meurt à la Malmaison d'une pneumonie à l'âge de 51 ans.

30 mai

1945 – Début de la « marche de la mort » des Allemands de Brünn (Brno) en Tchécoslovaquie. Le nouveau gouvernement pro-soviétique ayant décidé d'« expulser » la population d'origine allemande, 50 000 habitants de Brünn tentent, dans des conditions épouvantables, de rejoindre à pied la frontière autrichienne. Douze mille hommes, femmes et enfants trouveront la mort le long du parcours.

31 mai

1740 – Frédéric II de Prusse, dit le Grand, monte sur le trône de Prusse.

juin

1er juin

1556 – Au château d'Edimbourg, Marie Stuart met au monde un fils, le futur Jacques VI d'Écosse qui succédera ensuite sous le nom de Jacques Ier, roi d'Angleterre, à Elisabeth Ière, meurtrière de sa mère.

3 juin

1794 – L'abbé Grégoire demande l'anéantissement de toute langue régionale.

4 juin

1814 – Après avoir été appelé par le Sénat, Louis XVIII s'engage à respecter les libertés essentielles au sein d'une Monarchie constitutionnelle.

5 juin

1568 – Le comte de Hoorn, capitaine général des Flandres et conseiller d'État, condamné à mort à la suite de la révolte des Pays-Bas contre Philippe II est supplicié comme hérétique. Son destin inspirera à Goethe une tragédie *Egmont* pour laquelle Beethoven composera une musique de scène en 1810.

7 juin

1825 – Mort à Florence dans sa villa Paolina, de la princesse Pauline Borghese, duchesse de Guastalla, sœur préférée de Napoléon Ier.

8 juin

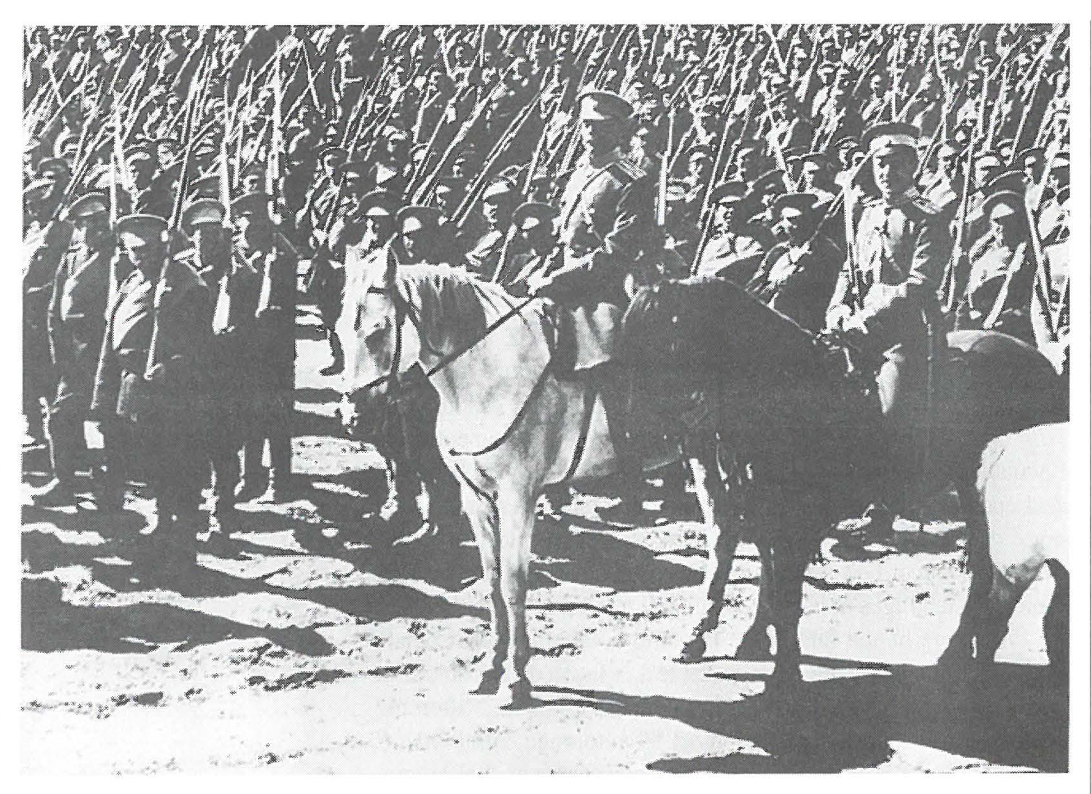
1967 – L'Égypte accepte le cessez-le-feu avec Israël après 4 jours de combat, à la demande du Conseil de sécurité de l'Onu.

9 juin

1869 – Gregor Johann Mendel présente à la société d'histoire naturelle de Brno (Brünn) un rapport sur l'hybridation des végétaux qui sera ultérieurement considéré comme l'acte de naissance de la génétique moderne.

10 juin

1580 – Mort à Lisbonne du poète Luis Vaz de Camoens. Ses *Lusiades* (1572) sont l'œuvre maîtresse de la littérature portugaise. Elles transposent en termes mythologiques les aventures du navigateur Vasco de Gama.



Guerre des Boxers. Le siège des légations occidentales commence le 20 juin 1900. Régiment chinois marchant aux côtés des Boxers

11 juin

1879 – Ayant passé une partie de sa vie en prison, Auguste Blanqui, âgé de 74 ans, amnistié, quitte sa cellule de Clairvaux. Il consacrera la fin de sa vie à son journal *Ni Dieu, ni maître*.

12 juin

1793 – En Vendée, Cathelineau, ancien colporteur, est élu général en chef de l'Armée catholique et royale.

13 juin

1878 – Ernest Renan est élu à l'Académie française. Il succède à Claude Bernard.

14 juin

1800 – Victoire de Marengo, au cours de laquelle est tué le général Desaix. Surpris par les Autrichiens, Bonaparte est sauvé par la charge de cavalerie de Kellermann.

16 juin

1932 – Élection à l'Académie française de l'écrivain Abel Bonnard. Il en sera radié en 1944.

17 juin

1782 – Dernier procès de sorcellerie jugé en Europe. Accusée d'avoir ensorcelée une fillette, une servante, Anna Goeldi, est condamnée à mort et exécutée par décision d'un tribunal helvétique protestant.

19 juin

1867 – Maximilien de Habsbourg, empereur du Mexique, qui a tenu héroïquement tête aux troupes de Juarez est fusillé à Queretaro, après avoir été arrêté par trahison.

20 juin

1900 – À Pékin, premier jour du siège des légations occidentales par les Boxers. Elles furent dégagées le 14 août 1900 par un corps expéditionnaire international, commandé nominalement par le feld-maréchal allemand von Waldersee.

21 juin

1939 – Le pamphlet de Louis-Ferdinand Céline *L'École des cadavres* est interdit par les tribunaux.

23 juin

1703 – Naissance à Breslau de Marie Leszczynska, future reine de France. Elle épousera Louis XV en 1725.

24 juin

1340 – Bataille de l'Écluse. Au large de la Flandre, la flotte française est détruite par Edouard III d'Angleterre qui fait mettre à mort les équipages capturés.

25 juin

1876 – Le général Custer et 277 cavaliers bleus sont tués à Little Big Horn par une coalition d'Indiens ayant répondu à l'appel du chef sioux Sitting Bull. Cette victoire, sans lendemain, vengeait les nombreux massacres et les violations de traités dont avaient été victimes les Indiens.

27 juin

1934 – Jacques Doriot est exclu du Parti communiste français.

28 juin

1944 – Assassinat à Paris de Philippe Henriot, ministre de l'Information, par un groupe de résistants, dirigé par Morlot.

29 juin

1831 – Mort de l'homme d'État prussien Karl von Stein, adversaire résolu de Napoléon. Il fut aussi l'éditeur des *Monumenta Germaniae Historica*, remarquable source d'information sur l'histoire médiévale allemande.

30 juin

1930 – Fin de l'occupation française en Allemagne.

Le jugement

Soixante ans d'ambiguïtés françaises... Ouverture de rideau en 1935. Le très jeune François Mitterrand, étudiant à Science-Po et à la fac de droit, entre discrètement dans l'actualité politique par la porte de droite, les photos de la presse de l'époque en attestent. Soixante ans plus tard, il en sort par la porte de gauche, comme au théâtre, après deux septennats présidentiels, un record de durée ! Entre les deux dates, un parcours rien moins que rectiligne et le vide de l'ambition comme seule finalité.

Fils d'une bonne famille de la petite bourgeoisie provinciale où l'on apprenait encore à lire, patriote à la façon de Déroulède et de Barrès, catholique comme on l'était en ce temps-là, Mitterrand n'a cessé d'épouser les évolutions et les retournements prudents de son milieu d'origine. Soldat sans enthousiasme en 1939, vaincu en 1940, prisonnier en 1941, pétainiste comme tout le monde en 1942, approuvant même Laval quelques temps, giraudiste et résistant en 1943, rallié ensuite au général de Gaulle puis à la IVe République naissante, Algérie française quand tout le monde applaudissait les paras, il se fit anticolonialiste quand il sentit le vent tourner. Ayant commencé à droite quand la bourgeoisie et la majorité de la presse étaient droitières, il vira vers la gauche après que la presse et l'Église de France eurent montré la voie. Et tout cela pour quels résultats, grands dieux ?

C'est entre 1942 et 1944, semble-t-il, que François Mitterrand, au seuil de sa trentième année, décida de faire carrière dans la politique comme d'autres dans les assurances ou dans les petits pois. Une seule obligation : réussir. Ce métier exténuant a ses règles. La première, inscrite en lettres de plomb, impose de s'affranchir une fois pour toutes de ce que les naïfs appellent les idées ou les convictions. Les idées ne sont pas des étoiles pour guider la marche, comme l'imaginent un vain peuple et quelques jouvenceaux attardés. Ce sont des instruments.

L'ambitieux qui veut parvenir en politique doit être prêt, la main sur le cœur et la glotte vibrante, à tout promettre et le contraire de tout, suivant l'instant, le lieu, l'interlocuteur et les circonstances. C'est ce qu'il a fait avec une constance et un succès qui n'incitent pas à beaucoup d'estime pour le discernement des électeurs.

Ministre pour la première fois à trente ans en janvier 1947, avec un savoir-faire précoce, François Mitterrand s'arrange pour conserver un pied dans la plupart des gouvernements jusqu'en 1958. Et en ces temps de IVe République, on changeait souvent le ministère. Tout était affaire de méthode. Décrite à Catherine Nay par un ancien ministre, celle de Mitterrand peint l'homme mieux que tout : « *Dès que Mitterrand quittait le gouvernement et retrouvait son banc de député, il démolissait aussitôt tous les projets avec lesquels on savait bien qu'il était d'accord sur le*



fond. Seulement, voilà : il admettait mal qu'ils soient présentés par un gouvernement assez sot pour se passer de lui. À la fin de ses interventions, où il faisait souvent preuve d'un machiavélisme redoutable, le projet et l'homme qui le défendait devaient être démolis. Il n'avait pas son pareil pour se saisir de quelque détail, le grossir, le caricaturer et ruiner ainsi l'ensemble de l'édifice. Lui faisait-on remarquer qu'au pouvoir il n'avait pas marqué d'hostilité envers le texte en question, il rétorquait alors sans se démonter : "Ce n'est pas le projet que je combats, c'est son application". » (1)

Ce type de personnage, on l'a compris, ne pèse pas sur le destin des nations. Il suit la pente. À son départ de l'Élysée en 1995, la France se retrouve un peu plus délabrée, sans que son rôle personnel y soit pour beaucoup, sinon dans cette accentuation d'un mouvement qui transforme peu à peu l'ancienne patrie des Gaulois et des Francs en banlieue du tiers monde. *Suor*, roman de

le l'histoire

Devant la porte de Brandebourg, le 9 novembre 1989, les Berlinois abattent le mur, symbole de la division de l'Allemagne et de l'Europe.



'écrivain brésilien Jorge Amado, apprécié paraît-il du Président, essemble à une anticipation du monde qu'il a contribué à fabri-uer : *« Un monde. Un monde fétide, sans hygiène et sans mora-e, avec des rats, des jurons et des gens. Ouvriers, soldats, rabes au langage estropié, colporteurs, voleurs, prostituées, outurières, portefaix, des gens de toutes couleurs, de tous lieux, 'ans tous les costumes, emplissaient la bâtisse. Ils buvaient de la achaça et crachaient dans l'escalier où parfois, ils pissaient. es uniques locataires gratuits étaient les rats... »*

Hormis le souvenir de quelques impostures et d'un niveau de orruption politique jamais atteint dans le passé, que restera-t-il e ses quatorze années de molle satrapie ? Pas grand chose, sinon 'amertume de grandes occasions gâchées.

Les premières années du second septennat ont coïncidé dans e monde avec des événements imprévus et prodigieux comme il e s'en présente qu'une fois en un siècle et beaucoup plus rarement dans la vie d'un homme. Mais celui qui avait l'honneur et la chance de détenir le pouvoir en France à cet instant exceptionnel n'a rien fait. Prostré au fond de son palais dans un attentisme inquiet, entouré de courtisans effarés et soudain silencieux, il n'avait rien à dire.

Dans l'histoire, l'année 1989 ne restera pas comme celle du bicentenaire de la Révolution, mais comme celle de la chute du mur de Berlin, coup de gong annonciateur de l'effondrement du système communiste en Russie et à l'Est, de l'émancipation des nations européennes soumises à la tutelle soviétique depuis 1945, et de la réunification allemande.

Aucun de ces événements n'a vu le président de la République sortir de sa torpeur inquiète. Lui, si prompt d'habitude à exploiter les moindres occasions de l'actualité, resta muet, et quand il parla, ce fut à contretemps, comme aveugle et sourd devant le déferlement de forces mystérieuses qui échappaient à son entendement.

Ses seuls efforts eurent pour objectif de freiner ou d'empêcher l'inéluctable. Ce qu'un esprit grand et audacieux eut salué comme l'avènement d'un monde neuf, comme une ère nouvelle dans l'histoire de l'Europe et du monde, ne mobilisa chez lui qu'une réserve inquiète.

Aux Allemands qu'un mouvement irrésistible entraînait vers la réunification, il exprima sa méfiance avec de pénibles sous-entendus. Aux Russes en train de jeter bas le système qui avait accumulé chez eux tant de souffrances et de mensonges, il ne sut qu'offrir en exemple des apparatchiks déchus. Aux Slovènes, aux Croates et aux Serbes qui refusaient, l'arme à la main, l'ancienne contrainte de leur existence commune et entreprenaient d'édifier chacun une nation libre, il prêcha le retour en arrière avant de s'aligner sur les positions américaines, comme il le fit également dans la crise du Golfe, face à l'Irak, notre ancienne alliée.

Cet homme s'est vu offrir par l'histoire un présent inespéré. Il pouvait apparaître comme une sorte de prophète d'une Europe sûre d'elle-même et marchant à son propre pas. Non pas d'une Europe bureaucratique à la façon de Maestricht, mais une Europe de la jeunesse, de l'audace et de la liberté, championne de sa propre cause et de celle des peuples du monde entier face à l'impérialisme du dollar. Seul, à cet instant, un chef d'État français pouvait jouer ce rôle et appeler la jeunesse d'Europe à se mobiliser. Il pouvait être l'homme d'une ambition et d'un rêve immenses. Mais il ne fit rien. Cet homme était trop petit pour un destin trop grand.

DOMINIQUE VENNER

(1) Cité par Catherine Nay, *Le Noir et le Rouge*, Grasset, 1984.

Au carrefour des ambiguïtés françaises

PAR CHARLES VAUGEOIS ET MAX JALADE

Tout commence à Jarnac, l'année de Verdun, au temps de la France profonde. Puis viendront Paris et Vichy, la naissance d'une ambition. Enfin, ce long parcours en spirales improbables pour arriver à tout prix, être le premier en politique dans un pays qui, au bout de quatorze ans, en sortira amoindri.



Au collège Saint-Paul d'Angoulême en 1929, au centre de l'équipe de football, François Mitterrand tient déjà le ballon.

26 octobre 1916. Naissance à Jarnac (Charente) de François Mitterrand, fils de Joseph Mitterrand et d'Yvonne Lorrain.

Élève au collège Saint-Paul d'Angoulême. « *Huit ans d'internat dans une école libre m'ont formé aux disciplines de l'esprit. Nul ne m'a lavé le cerveau* » (*La Paille et le Grain*). Condisciple et ami de Pierre de Bénouville, futur camelot du roi, résistant, député gaulliste et toujours fidèle à son amitié de jeunesse.

Octobre 1934. François Mitterrand monte à Paris. Il est hébergé au foyer du 104, rue de Vaugirard tenu par les maristes. Il s'inscrit à la faculté de droit et à l'École des sciences politiques. Il adhère au cercle des étu-

diants d'Action française et aux Volontaires nationaux, formation de jeunesse des Croix-de-Feu du colonel de La Rocque présidée par Jean Mermoz.

1er février 1935. Participation à la manifestation du Quartier latin *« contre les métèques »*. Il est photographié au premier rang.

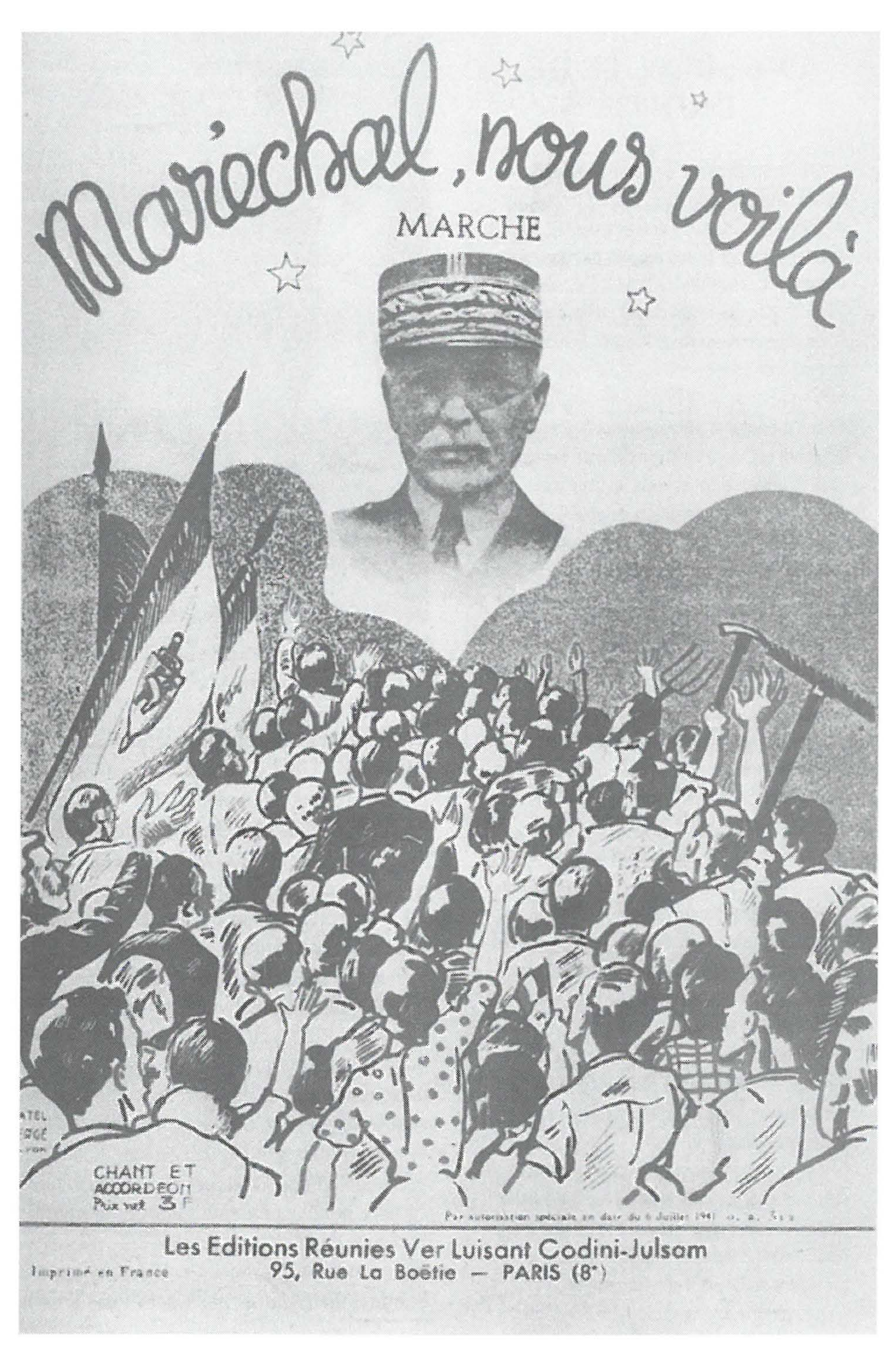
5 mars 1936. Présence à la manifestation des étudiants d'AF contre le professeur Jèze, conseiller du Négus.

1938-1940. Service militaire dans l'infanterie coloniale. Blessé par un éclat le 14 juin 1940. Fait prisonnier comme 1 800 000 soldats. Stalag en Thuringe. Deux tentatives d'évasion.

10 décembre 1941. À la troisième tentative, il s'évade par Metz et atteint la zone libre le 16.

Janvier-mai 1942. À Vichy, le colonel Cahier, ami de sa famille, lui trouve une place au « service de documentation » de la Légion des combattants (fichage de communistes et d'éléments « antinationaux »). L'intéressé ignore que cet organisme est contrôlé par le service de contre-espionnage clandestin (TR) du commandant Paillole, l'une des nombreuses organisations de résistance nées à l'ombre de Vichy. Ses lettres de l'époque le montrent partisan sincère de la Révolution nationale. Il retrouve à Vichy Gabriel Jeantet, ancien animateur du cercle des étudiants d'AF, dirigeant de la Cagoule, membre du cabinet du maréchal Pétain et engagé depuis 1940 dans de multiples actions contre les intérêts allemands. Dans le microcosme de Vichy, il fait la connaissance de beaucoup de monde, notamment de Jean-Paul Martin, directeur de cabinet du directeur de la police nationale, son futur collaborateur et ami.

Mai 1942. François Mitterrand entre au Commissariat au reclassement des prisonniers que dirige Maurice Pinot. Celui-ci est déjà engagé dans des actions de résistance. Il fait la connaissance d'Antoine Mauduit qui organise au château de Montmaur (Hautes-Alpes) un refuge pour les prisonniers évadés et une future base de maquis. Il se lie également avec Jean de Fabrègues (fondateur du journal catholique *Demain*) et avec le philosophe Jean Guitton, qui ont créé le Centre d'action des prisonniers, relais de la Révolution nationale dans ce milieu. Toutes ces initiatives ont en commun d'être à la fois pétainistes et anti-allemandes.



La France des années 1940-1942 : quarante millions de pétainistes.

16 juillet 1942. Organisée par René Bousquet sur injonction des autorités d'occupation, rafle parisienne du Vel d'Hiv visant des juifs étrangers. Mitterrand a ignoré ce drame comme il semble avoir ignoré pour l'essentiel la législation de Vichy sur les juifs.

15 octobre 1942. Entrevue à Vichy avec le maréchal Pétain en compagnie d'une délégation du commissariat aux prisonniers. La photo de cette audience sera publiée par Pierre Péan en 1994.

8 novembre 1942. Débarquement anglo-américain en Afrique du Nord.

Décembre 1942. Publication d'un premier article sur ses souvenirs de captivité (« Pèlerinage en Thuringe ») dans *France, Revue de l'État nouveau* que dirige Gabriel Jeantet.

13 janvier 1943. Maurice Pinot, révoqué par Laval pour indocilité, est remplacé par André Masson. Mitterrand démissionne par solidarité. Il est en relation avec tout ce que

1946 : DÉPUTÉ DE DROITE

Son irruption dans ce département, jadis réputé catholique et qui compte « trois ducs et pairs » (cette expression émerveillée est du leader socialiste lui-même), est patronnée par le richissime marquis de Roualle, directeur général des conserves Olida. « *Vingt fois*, relate plaisamment René Pleven, *le marquis m'a raconté comment il avait été saisi par Edmond Barrachin d'une quasi-requête :* "Il y a dans mon département un jeune homme trop actif qui vient chasser sur mes terres, vous m'aideriez fort si vous lui trouviez ailleurs une circonscription jouable." »

Alain de Roualle, le fils du marquis, confirme : « *Mon père, qui s'est toujours intéressé à la vie politique du département, cherchait un candidat de droite pour faire pièce au tripartisme.*

Sur les conseils de son ami Edmond Barrachin, il devait prendre contact avec un jeune homme catholique et bien-pensant, qui s'appelait François Mitterrand. À l'époque (1946), *je l'ai aperçu au moins cinquante fois à la maison. Mon père l'a beaucoup aidé financièrement, il l'a présenté à qui il fallait. Il était pour nous le candidat idéal, tout à fait de notre bord.* »

« *Et puis, François a été très poussé par Émile Boutemy, le secrétaire général du Patronat, et son compère Brulefer, président de l'Industrie chimique et maire de Clamecy* (Nièvre). *François était très lié avec eux* », se souvient Max Brusset.

Quand le leader socialiste narrera plus tard ses débuts dans le Morvan, il oubliera curieusement ces parrainages très actifs et cette introduction titrée.

Le nouveau venu ne plaît pas seulement aux châteaux. Le clergé de Nevers se félicite tout autant de son arrivée. En témoigne Léon Noël, ex-ambassadeur gaulliste et ex-président du Conseil constitutionnel : « *Quand nous avons voulu faire bénéficier notre candidat RPF pour les élections de 1951 de la sympathie de l'Église et des fidèles, le chanoine Andriot, de Nevers, m'a répondu :* "Mais nous avons François Mitterrand, c'est un jeune homme si pieux, si fervent, il est très bien, il défend nos idées." »

Nanti de telles bénédictions, le parachuté, qui sent si bien la province, réalise cette fois un score très brillant : sa liste arrive en deuxième position, avec 25,5 % des voix, derrière celle du communiste (33,7 %), mais devant les socialistes de la SFIO.

CATHERINE NAY
Le Noir et le Rouge, Grasset 1984



Mariage de François Mitterrand avec Danielle Gouze, le 28 octobre 1944.

Vichy compte de pétainistes anti-allemands, notamment Guillaume de Tournemire (chef des Compagnons de France).

Début 1943. Par Pinot, il entre en contact avec des officiers de l'ORA (Organisation de résistance de l'armée) qui considèrent le général Giraud (commandant en chef français en Algérie) comme leur véritable chef et se méfient du général de Gaulle. Amorce du futur Mouvement national des prisonniers sous l'égide de l'ORA et avec le soutien du cabinet du Maréchal (Paul Racine). Mitterrand en devient permanent. Il est rejoint par son ami André Bettencourt, ancien du 104, rue de Vaugirard (futur gendre d'Eugène Schueller, patron de L'Oréal), qui fera ultérieurement une carrière politique comme ministre de Mendès France et du général de Gaulle.

Mars 1943. Parrainé par Gabriel Jeantet et Simon Arbellot, il est reçu dans l'ordre de la Francisque.

À la même époque, à Paris, un ami d'enfance, Jean Bouvyer, ex-cagoulard et amant de sa sœur (Marie-Josèphe de Corlieu), entre au Commissariat aux Affaires juives. Mitterrand le rencontrera plus tard et utilisera ses services pour ses activités de résistance. Il interviendra ensuite en sa faveur après la Libération.

Avril 1943. Rencontre dans la clandestinité avec Henri Frenay, chef du mouvement Combat et véritable fondateur de la Résistance intérieure non gaulliste et non communiste.

10 juillet 1943. Salle Wagram à Paris, Rupture publique avec le commissariat aux prisonniers contrôlé par Laval. Entrée dans la clandestinité. Il est approuvé par Radio-Londres, mais aussi par le cabinet du maréchal Pétain.

15 novembre 1943. Départ clandestin pour Londres en avion. Arrivée à Alger le 3 décembre.

5 décembre 1943. Grâce à Frenay, première rencontre avec de Gaulle qui se méfie de ce « *pétainiste* » doublé d'un « *giraudiste* ». Échange de propos aigres-doux. Le général qui s'intéresse peu aux prisonniers, se contente d'exiger l'unification des différents mouvements sous son autorité. Mitterrand voit ensuite le général Giraud et, grâce à une filière giraudiste, regagne l'Angleterre puis la France.

27 février 1944. Retour en France via Londres, dans la vedette du commander John Birkin.

12 mars 1944. Constitution dans la clandestinité du MNPGD regroupant le RNPG de Pinot et Mitterrand, le MRPGD de Philippe Dechartre et Michel Cailliau et le CNPG contrôlé par les communistes. À force d'intrigues, Mitterrand s'impose à la tête du MNPGD, en jouant des communistes contre le gaulliste « Charette » (Michel Cailliau) neveu du général de Gaulle, qui le déteste. Il s'appuie notamment sur Roger-Patrice Pelat, Georges Beauchamp et Philippe Dechartre.

24 août 1944. Libération de Paris. Mitterrand s'installe au ministère des Anciens Combattants. Sur proposition de Frenay, il a été nommé secrétaire général intérimaire aux prisonniers de guerre (avec rang de ministre) au sein du gouvernement provisoire. Il a 27 ans. L'arrivée à Paris de Frenay lui fait perdre son éphémère maroquin. Il refuse de devenir le second du ministre en titre et se retrouve à la rue.

28 octobre 1944. Mariage avec Danielle Gouze qui appartient à une famille de gauche anticléricale et franc-maçonne (deux enfants, Jean-Christophe, Gilbert). Ami de Mitterrand, François Dalle, patron de Monsavon, le recommande à Eugène Schueller (L'Oréal) ex-grand argentier de la Cagoule et du MSR, beau-père de son ami Bettencourt. On lui confie la direction lucrative du magazine *Votre Beauté* qu'il conserve plus d'un an.

5-8 avril 1945. Premier congrès de la Fédération nationale des prisonniers de guerre (FNPG). Mitterrand s'impose face aux communistes. Il écrit dans *Libres*, journal du MNPGD.



Mars 1949, François Mitterrand, secrétaire d'État à la présidence du Conseil (Information), déjeune en compagnie de Vincent Auriol, premier président (socialiste) de la IVe République.

5 juin 1945. Une manifestation de protestation des prisonniers (Mitterrand en tête) est transformée par les communistes en action contre Frenay qu'ils détestent. Nouvelle rencontre avec de Gaulle qui se termine mal. Blessé dans son amour propre, Mitterrand sera désormais un opposant irréductible au général. Il adhère à l'UDSR.

23 juillet 1945. Ouverture à Paris devant la Haute Cour du procès du maréchal Pétain que Mitterrand suit pour le journal *Libres*.

2 août 1945. Attestation de Résistance en faveur de son ami Jean Bouvyer (ancien du commissariat aux Affaires juives) qui est emprisonné. Sa protection s'étend aussi à l'ancien cagoulard et PPF François Méténier.

10 novembre 1946. Élu député indépendant de la Nièvre avec les voix de droite et le soutien d'Edmond Barrachin, député PRL de Paris.

22 janvier-octobre 1947. Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre dans le cabinet Ramadier (socialiste). Il a 30 ans. Remise de la rosette de la Résistance à André Bettencourt.

Octobre 1947. Élu conseiller municipal de Nevers.

Novembre 1947-juillet 1948. Conserve le portefeuille des Anciens combattants au sein du cabinet Robert Schuman (MRP).

Juillet-septembre 1948. Secrétaire d'État à l'Information dans le cabinet André Marie (radical-socialiste).

11 octobre 1948. Ouverture du procès de la Cagoule. François Mitterrand témoigne par écrit en faveur de Gabriel Jeantet.

L'UDSR

À l'origine, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance est une fédération de mouvements de résistance : Mouvement de libération nationale (MLN), Organisation civile et militaire (OCM), Libération Nord. Parmi les fondateurs : Henri Frenay, Léo Hamon, Claude Bourdet, J. Baumel, A. Avinin.

Constitué sur une base pondérée, son comité directeur, en 1945, comprend des hommes aussi divers que René Pleven, André Philip, Raymond Naegelen, Claudius-Petit, Michel Debré, André Malraux ou Yvon Moranddat. Toutes les tendances sont représentées, sauf le PC.

René Pleven est le premier président de l'UDSR officiellement constituée en parti.

Sur le plan parlementaire, la Consultative voit naître un intergroupe présidé par Claude Bourdet. À la première Constituante, en 1945, le groupe auquel appartiennent Pleven, Soustelle, Claudius-Petit, Jurgensen, Baumel, Pierre Bourdan, assure la liaison avec la SFIO et la Jeune République. Il est rejoint, en novembre 1946, par Pierre Clostermann, Jean Médecin, Maurice Violette, Édouard Bonnefous, François Mitterrand, Jacques Vendroux.

Ce n'est qu'en décembre 1946/janvier 1947 que l'UDSR devient un « groupe charnière très actif » fort de 27 députés. Il participe à tous les gouvernements qui se succèdent de 1944 à 1958.

En 1949, Capitant, Clostermann, Baumel, Vendroux et quelques autres rompent avec l'UDSR plutôt que de renoncer à la double appartenance avec l'intergroupe gaulliste.

L'UDSR contribue à l'élection de Vincent Auriol à la présidence de la République et à l'investiture de Ramadier comme président du Conseil. Dans le premier cabinet Ramadier il y a deux ministres UDSR : Pierre Bourdan (ancien de Radio-Londres) et François Mitterrand (ancien de Vichy).

En 1950, François Mitterrand, ministre de l'Outremer, rallie habilement à la majorité gouvernementale et dédouane les élus du Rassemblement démocratique africain d'Houphouët-Boigny, jusque-là apparentés administrativement au groupe communiste. Les Africains doubleront presque l'effectif du groupe, renforçant son poids dans les scrutins et les dosages ministériels.

En 1953, Mitterrand prend le contrôle du Parti où le rejoignent ses amis Roland Dumas, Georges Dayan, André Rousselet. La rivalité Pleven-Mitterrand n'altère pas l'efficacité du groupe parlementaire – blanc et noir – très courtisé, ses voix étant indispensables aux éphémères gouvernements de la IVe République.

En 1968, l'UDSR soutient, dans la Marne, la candidature de René Bousquet, devenu ami de Mitterrand, et qui sera assassiné le 8 juin 1993.

L'UDSR se fondra, en 1958, dans la FGDS.

M.J.

DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE À LA DÉCOLONISATION

« Pour moi, le maintien de la présence française en Afrique du Nord, de Bizerte à Casablanca, est le premier impératif de toute politique nationale. Rien n'est plus important. »
L'Express, 5 septembre 1953.

« Sans l'Afrique du Nord, il n'est pas de perspective historique pour la France. »
L'Express, 22 janvier 1954.

« Tous ceux qui essaieront d'une manière ou d'une autre de créer le désordre, et qui tendront à la sécession (en Algérie), *seront frappés par tous les moyens mis à notre disposition par la loi. Nous frapperons également tous ceux qui y contribueront, même indirectement. »*
Assemblée nationale, 12 novembre 1954 (1).

« Ceci est le dogme même de notre politique : l'Algérie, c'est la France ! »
Assemblée nationale, 4 février 1955.

« Le devoir de la France, c'est de rester en Afrique du Nord, envers et contre tous. »
Déclaration à l'AFP, 21 mai 1957.

« Il m'est arrivé de m'associer à une politique dont je vois aujourd'hui les effets malheureux. Je m'en excuse auprès de la nation. »
Tribune du Sénat, 25 juin 1959.

« Quand de Gaulle est arrivé au pouvoir grâce aux colonels d'Algérie, moi j'avais pris depuis longtemps position pour la décolonisation. »
L'Expansion, août 1972.

« En 1954, j'appartenais à un petit groupe qui se trouvait à l'extrême pointe de l'expression politique en matière de décolonisation... »
Politique 2, 1977.

---

(1) François Mitterrand est ministre de l'Intérieur de juin 1954 à février 1955, puis ministre de la Justice de janvier 1956 à juin 1957. Pendant les dix-huit mois d'exercice du ministre de la Justice, 44 condamnations à mort de « rebelles » ou « terroristes » algériens seront exécutées. C'est également l'époque où se répand l'usage de la « torture » dans la lutte contre le terrorisme.



Ministre de l'Intérieur lors du déclenchement de la rébellion algérienne, le 1er novembre 1954, François Mitterrand en tournée sur place proclame : « L'Algérie c'est la France ! »

Septembre 1948-octobre 1949. Mitterrand conserve le portefeuille de l'Information dans le cabinet Queuille (radical-socialiste).

1949. Conseiller général de Montsauché (réélu en 1955, 1961, 1967 et 1973).

Juillet 1950-mars 1951. Ministre de la France d'Outre-Mer dans le cabinet Pleven (UDSR). Habilement, il rallie à la majorité gouvernementale et au groupe parlementaire de l'UDSR les élus noirs du Rassemblement démocratique africain d'Houphouët-Boigny jusque-là apparentés au groupe communiste. Cette arrivée de députés africains double pratiquement l'effectif du groupe UDSR, renforçant son poids dans les scrutins. La droite parlementaire critique cette manœuvre et fait à Mitterrand une réputation d'homme de gauche partisan de la décolonisation.

Mars-juillet 1951. Même fonction dans le cabinet Queuille.

Août 1951. Pleven ne le reprend pas dans son cabinet. Écarté de l'équipe Pleven, il va désormais tout faire pour s'en démarquer sur tous les grands dossiers politiques et lui ravir la direction de l'UDSR. C'est de là, semble-t-il, que date son virage à gauche.

Juin 1951-janvier 1952. Président du groupe parlementaire UDSR.

20 janvier-29 février 1952. Ministre d'État dans le cabinet Edgar Faure (radical-socialiste).

Mars 1952-juillet 1953. Président du groupe parlementaire UDSR.

29 juin-3 septembre 1953. Délégué au Conseil de l'Europe dans le cabinet Laniel (indépendant).

23 novembre 1953. Président national de l'UDSR.

19 mai 1954. Inscription au barreau de Paris.

19 juin 1954-5 février 1955. Ministre de l'Intérieur dans le cabinet Mendès France (radical-socialiste).

Septembre 1954. Début de l'affaire des « Fuites ». Il est soupçonné et ne pardonnera pas à PMF de ne pas l'avoir défendu.

1er novembre 1954. Début de la guerre d'Algérie (premiers actes de terrorisme). Le 12 novembre, malgré sa réputation d'anticolonialiste, il déclare hautement : *« L'Algérie c'est la France. »*

2 janvier 1956. Réélu député de la Nièvre dans le cadre du Front républicain.

1er février 1956-11 juin 1957. Ministre d'État, ministre de la Justice dans le cabinet Guy Mollet (socialiste). Il ne craint pas d'assister aux obsèques de son ami Méténier.

16 janvier 1957. À Alger, attentat au bazooka visant le général Salan, commandant en chef en Algérie. Son chef de cabinet, le commandant Rodier est tué. François Mitterrand et le général Salan accuseront par la suite Michel Debré et les gaullistes d'avoir commandité cet attentat.

10 février 1957. Au Conseil supérieur de la magistrature, il vote contre la grâce du



Obligations et corvées d'une campagne électorale.

communiste Iveton compromis dans des attentats en Algérie et qui sera exécuté.

13 mai 1958. Pronunciamento des généraux d'Alger portés par une gigantesque manifestation de colère de la population européenne.

1er juin 1958. À l'Assemblée, Mitterrand s'oppose aux pleins pouvoirs accordés au général de Gaulle et à son investiture comme président du Conseil. En juin, le PSU refuse son adhésion.

28 septembre 1958. Campagne pour le « non » au référendum sur la constitution de la Ve République.

30 novembre 1958. Échec aux élection législatives.

30 mars 1959. Élu maire de Château-Chinon, puis sénateur de la Nièvre (1959-1962).

16 octobre 1959. Faux attentat dans les jardins de l'Observatoire monté de connivence avec Robert Pesquet qui bénéficiera plus tard d'un non-lieu.

25 novembre 1959. Le Sénat lève son immunité parlementaire pour permettre des poursuites sous le chef d'outrage à magistrat dans l'affaire de l'Observatoire. Le dossier sera finalement enterré, mais cette affaire attisera le ressentiment du principal intéressé à l'égard des gaullistes.

18 mai 1962. Témoigne pour la défense au procès du général Salan.

25 novembre 1962. Député de la Nièvre (3e circonscription Château-Chinon). Inscrit au groupe du Rassemblement démocratique. La SFIO enregistre une défaite et son plus faible score depuis 1946 : 11 % des voix.

Mai 1963. Création du Centre d'action institutionnelle avec Charles Hernu. Il en est président. Début de l'investissement de la SFIO.

10 décembre 1963. Mitterrand se prononce pour une alliance électorale avec le PC.

18 décembre 1963. Soutenu par l'*Express*, Gaston Defferre (Monsieur X) se déclare candidat à la future élection présidentielle. Devant l'impossibilité d'unir les socialistes et les centristes, Defferre renoncera en juin 1965.

6 juin 1964. À l'initiative de François Mitterrand, convocation d'une Convention des institutions républicaines.

1964. *Le Coup d'État permanent. « Un livre admirable »,* selon Jacques Laurent.

Élu Président du conseil général de la Nièvre.

13 juillet 1965. Création de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), regroupant les clubs de gauche, la SFIO, le parti radical et l'UDSR, mais pas le PSU. Mitterrand en est élu président le 10 septembre. La veille, il a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle, prenant de vitesse

QUEL MÉTIER !

Un homme jeune, au cheveu noir solidement planté, au teint blanc, sur le trottoir, à Saint-Germain-des-Prés, et qui paraissait humer l'air chargé d'odeurs de femmes, doux pollens, de ce soir de printemps. « *Tiens*, me dit-on, *c'est Mitterrand qui drague...* » Il était garde des Sceaux, en ce temps-là. Jeune, je l'ai dit, et avec quelque chose d'avide et de chasseur de femmes, dans sa présence plantée sur le trottoir. On m'assura qu'il était un chaud lapin et avait, pour l'heure, les faveurs d'une danseuse célèbre. Comme j'admirais les danseuses en général et celle-là en particulier, mon regard, qui sans cela eût glissé sur une silhouette gardienne de sceaux – et donc sans intérêt – s'attarda sur l'homme aux cheveux noirs et au teint blanc qui patrouillait, cambré, devant le « Royal ». Et j'eus pour lui cette sorte de considération, mêlée d'un brin d'envie, que ma jeunesse accordait aux usagers de très belles personnes.

Et voilà pourquoi, à cause d'une danseuse, et parce que, sans doute, je devais chasser moi-même, ce soir-là, j'ai gravé dans ma mémoire ce premier souvenir de François Mitterrand.

Plus tard (je journalisais à l'*Express*) je le suivis, lors d'une campagne électorale, dans la Nièvre. Je n'avais jamais encore été spectateur de ce sport et fus surpris de voir quels exercices devaient pratiquer ses champions. Une voiture noire (elles avaient presque toutes cette couleur, en ce temps-là) qui s'arrête devant une cour de ferme. On descend. On serre la patte des croquants. On parle avec l'homme pendant que la femme apparaît sur le seuil et essuie ses mains rougeaudes à son tablier. On repart. On stoppe devant la mairie d'un petit village. On est reçu par quelques indigènes municipaux qui grisonnent, portent casquettes – qu'ils ôtent – et ont de la moustache. On s'assied derrière une méchante table et on parle. Infatigablement. C'est la démocratie électorale en campagne, à ras de boue et de propos. « *Seigneur !* pensais-je, *plutôt se suicider ou être poinçonneur de métro que faire ce métier. C'est cher payer la fréquentation, à Paris, des danseuses...* »

JEAN CAU
***Croquis de mémoire*, Albin-Michel, 1985**

FRANÇOIS MITTERRAND ET PIERRE MENDÈS FRANCE

En 1954, PMF incarne dans un milieu intellectuel, bourgeois et libéral le renouveau et la modernité, la rigueur et la compétence. Depuis 1945, il s'était fait remarquer à l'Assemblée nationale par sa critique de la politique économique et financière, prônant l'alliance du secteur public et du secteur privé. Avec son air de hibou mélancolique, sa mine chiffonnée, toujours vêtu de sombre, il incarne dans le jeu politique l'éternelle Cassandre de la nouvelle gauche. De jeunes journalistes brillants et aux dents longues, Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud, participent avec fébrilité à l'élaboration de son mythe. PMF devient semaine après semaine le héros de la saga de leur nouvel hebdomadaire, l'*Express*. Pour PMF, ils inventent la personnalisation du pouvoir.

La rapidité de certaines décisions, quand il deviendra président du Conseil en juin 1954, ramènent un instant la confiance dans une partie du pays désorienté et abattu par l'incohérence de ses prédécesseurs et les échecs coloniaux qui culminent avec l'héroïque désastre de Diên Biên Phu. Il signe à Genève des accords qui mettent provisoirement fin à la guerre d'Indochine, concédant tout le nord au Viêt-minh. Ce dégagement est salué par les partisans de PMF comme une victoire : « *Dès la première session de la conférence*, écrit Khrouchtchev dans ses *Mémoires* (R. Laffont, p. 456-457), *Pierre Mendès France proposa de ramener les troupes de son pays en deçà du 17ᵉ parallèle. J'avoue que la nouvelle nous laissa bouche bée de stupéfaction et de plaisir. Nous n'avions rien espéré de tel...* »



Lors d'une réunion publique en 1962, de gauche à droite : Françoise Giroud, François Mitterrand, Jean-Jacques Servan-Schreiber et Pierre Mendès France.

Peu après, il fait repousser à l'Assemblée nationale le traité de création d'une Communauté européenne de défense (CED), il accorde l'indépendance interne à la Tunisie et assiste aux débuts de l'insurrection algérienne (1ᵉʳ novembre 1954), affirmant à la tribune de l'Assemblée nationale (12/11/54) : « *On ne transige pas quand il s'agit de défendre l'intégrité de la République. Les départements d'Algérie constituent une partie de la République française. Ils sont français depuis longtemps et d'une manière irrévocable... Jamais la France, aucun gouvernement, aucun parlement français, quelles qu'en soient d'ailleurs les tendances particulières, ne cédera sur ce principe fondamental.* » Passent les paroles et les promesses, même celles des ministres à principes... Au demeurant l'homme éprouve un goût violent pour le pouvoir. On le verra quand, s'accrochant à la tribune de l'Assemblée, au soir de son élimination en 1955, il défia ses contradicteurs.

François Mitterrand, son cadet, a fait partie de son équipe gouvernementale avec le portefeuille prestigieux de ministre de l'Intérieur. Économiste distingué, PMF ignore tout des arcanes parlementaires que Mitterrand domine en virtuose.

Il apporte donc au nouveau président du Conseil sa science du Palais-Bourbon et son brillant de polémiste de tribune.

Néanmoins, s'ils ont de l'estime l'un pour l'autre, les deux hommes ne sont pas amis ; ils ne tarderont pas à se détester.

Durant l'été 1954, éclate l'affaire des « Fuites ». En pleine guerre d'Indochine, les comptes rendus du Comité de défense qui réunit les principaux ministres du gouvernement sont transmis au parti communiste et, de là, au Viêt-minh. Avant que les vrais coupables ne soient démasqués (1), les soupçons se portent sur Mitterrand. Celui-ci ne pardonnera jamais à PMF de ne pas l'avoir soutenu.

PMF ne prendra la défense de son ministre qu'après la bataille. Dès cet instant, d'alliés ils sont devenus rivaux pour la première place à gauche. Lors de l'élection présidentielle de 1965, PMF n'est pas candidat. Mitterrand se présente. L'ancien président du Conseil le soutiendra mais de loin, de très loin.

Trois ans plus tard, c'est l'explosion de mai 1968, les barricades dans Paris, les étudiants enfermés dans les universités et les ouvriers dans les usines. Craignant une initiative de PMF, Mitterrand le prend de vitesse, déclarant qu'il se porte candidat au pouvoir suprême et dit qu'il formera un gouvernement dont Mendès France sera le Premier ministre. Celui-ci, qui n'a pas été consulté, ne cachera pas sa colère.

François Mitterrand, de son côté, enrage de la différence de traitement que leur réserve l'opinion : préjugé toujours défavorable pour lui, toujours favorable pour Pierre Mendès France. Françoise Giroud raconte à Catherine Nay : « *Alors que Lily Mendès, la première femme de l'ancien président du Conseil, était déjà très malade, celui-ci, que nous appelions entre nous "Augustin", était parti en week-end avec des amis chez Marie-Claire de Fleurieu, qui allait devenir sa seconde épouse. Et tout le monde de dire :* "Le pauvre Mendès, comme ce doit être dur pour lui ! Il est vraiment très malheureux." *Ce que François Mitterrand commentait ainsi :* "Si je partais en week-end chez une amie pendant que ma femme se meurt, tout le monde dirait : Quel salaud !" »

Candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1969 en compagnie de Gaston Defferre, PMF n'obtient que 5,01 % des suffrages au premier tour, ce qui fait ricaner Mitterrand : « *Mendès n'a même pas été capable de tenir le parti radical. Il s'est beaucoup trompé sur les hommes... Et puis il m'a trahi* (2) ».

Pour les élections de 1981, PMF est resté en retrait, ne tenant aucun meeting avec Mitterrand. Affaibli déjà par la maladie, sans doute a-t-il versé quelques larmes lors de l'investiture de son concurrent dans les salons de l'Élysée. Larmes de bonheur ou de dépit ?

G.C.

---

(1) Deux collaborateurs du secrétaire général de la Défense, Turpin et Labrusse.

(2) Rapporté par Catherine Nay.

1951 : VIRAGE À GAUCHE

La deuxième étape de la prise de contrôle de l'UDSR (1) par François Mitterrand commence avec le congrès de Marseille, en octobre 1951. Depuis le mois d'août, René Pleven est à nouveau président du Conseil. Mais François Mitterrand, qui était ministre de la France d'outre-mer dans le premier cabinet Pleven, ne fait pas partie cette fois de l'équipe gouvernementale.

Bien entendu, François Mitterrand supporte mal cette exclusion. Elle va contribuer à le séparer de René Pleven et conforter sa volonté de lui ravir le contrôle du parti [...].

À partir de 1951, aucun répit. Il se démarque de René Pleven sur tous les grands dossiers, qu'il s'agisse de l'Indochine, de la CED (2) ou de l'enseignement libre. Ce qui l'amènera à se situer comme leader de l'aile gauche de l'UDSR. Que René Pleven n'ait pas obtenu la participation des socialistes à son gouvernement alors même qu'il en excluait François Mitterrand, voilà une coïncidence que le député de la Nièvre s'empresse de mettre à profit : « *La vocation de l'UDSR*, dit-il alors, *est de rassembler les forces socialistes. En aucune circonstance, les représentants de notre parti ne peuvent accepter même la conversation avec le RPF* (3)*. Nous sommes prêts à nous entendre avec les républicains qui n'acceptent pas de rayer d'un seul trait de plume les conquêtes de la Libération* » [...]

Un ancien ministre de la IVe résume ainsi son comportement : « *J'ai noté que dès que Mitterrand quittait le gouvernement et retrouvait son banc de député, il démolissait aussitôt tous les projets avec lesquels on savait bien qu'il était d'accord sur le fond. Seulement voilà : il admettait mal qu'ils soient présentés par un gouvernement assez sot pour se passer de lui. À la fin de ses interventions, où il faisait souvent preuve d'un machiavélisme redoutable, le projet et l'homme qui le défendait devaient être démolis. Il n'avait pas son pareil pour se saisir de quelque détail, le grossir, le caricaturer et ruiner ainsi l'ensemble de l'édifice. Lui faisait-on remarquer qu'au pouvoir il n'avait pas marqué d'hostilité envers le texte en question, il rétorquait alors sans se démonter :* "Ce n'est pas le projet que je combats, c'est son application." »

CATHERINE NAY
***Le Noir et le Rouge*, Grasset 1984.**

---

(1) Union Démocratique et socialiste de la Résistance qui, malgré son nom, est alors un parti de droite.

(2) Communauté européenne de défense.

(3) Rassemblement du Peuple Français créé par de Gaulle en 1947.

Mendès France et Daniel Mayer. La SFIO et le PC apportent leur soutien, les radicaux également et le PSU avec de grandes réserves. À l'initiative de Michel Rocard, ce parti décide d'appuyer la candidature *« sans participer à la campagne »*.

Octobre 1965. Devant la XVIIe chambre correctionnelle, il témoigne par écrit en faveur de Jacques Laurent qui répond d'offenses publiques au chef de l'État pour son livre *Mauriac sous de Gaulle* (La Table ronde). Le tribunal ordonnera la saisie et la destruction de l'ouvrage (16 octobre).

29 octobre 1965. Avec le concours de la police, des services de renseignement et de truands, enlèvement à Paris de Mehdi Ben Barka, chef de l'opposition marocaine. Son corps ne sera jamais retrouvé.

5 décembre 1965. Candidat de gauche à l'élection présidentielle, Mitterrand met de Gaulle en ballottage avec 7 694 000 voix. Avec le soutien inattendu de Tixier-Vignancour, il recueille 10 619 000 voix (45 % des suffrages exprimés) au second tour.

1967. Réélu député de la Nièvre.

28 mai 1968. Devant la vacance du pouvoir, il se déclare candidat à la fonction suprême avec Pierre Mendès France comme Premier ministre, ce qui évince ce dernier de la première place. Déroute de la gauche aux élections législatives de juin. Il est cependant réélu député de la Nièvre.

Août 1968. Intervention soviétique à Prague. Refroidissement des relations avec le PC.

1969. Dans *Ma part de vérité*, Mitterrand s'applique à une curieuse profession de foi socialiste : *« La grâce efficace a mis longtemps à faire son chemin jusqu'à moi... »* Guy Mollet n'y croit pas : *« Mitterrand n'est pas devenu socialiste, il a appris à parler socialiste, nuance ! »*

27 avril 1969. Échec de De Gaulle au référendum sur la régionalisation. Le « non » l'emporte avec 52,41 % des suffrages. Le général démissionne aussitôt.

1er juin 1969. Élection présidentielle. Face à Georges Pompidou (44,46 %), le couple Defferre-PMF obtient 5,01 % des voix, tandis que Duclos (PC) en recueille 21,25 % et Poher 23,3 %. Pompidou est élu le 15 juin.

Mai 1971. Fusion de la Convention des Institutions républicaines et du Parti socialiste.

16 juin 1971. À la suite du congrès d'Épinay, Mitterrand est élu premier secrétaire du nouveau parti socialiste, sans concurrent, mais non sans difficultés, par 43 voix et 36 bulletins blancs sur 79 présents. Poing levé, il chante l'*Internationale*.



Affiche électorale de décembre 1965.

1972-1981. Vice-président de l'Internationale socialiste.

27 juin 1972. Signature avec Robert Fabre et Georges Marchais du Programme commun de gouvernement de la gauche.

19 mai 1974. Échec à l'élection présidentielle consécutive à la mort de Georges Pompidou. Valéry Giscard d'Estaing l'emporte au second tour avec 50,71 % des voix.

1975. *La Paille et le Grain.*

1978. *L'Abeille et l'Architecte.* Réélu député de la Nièvre.

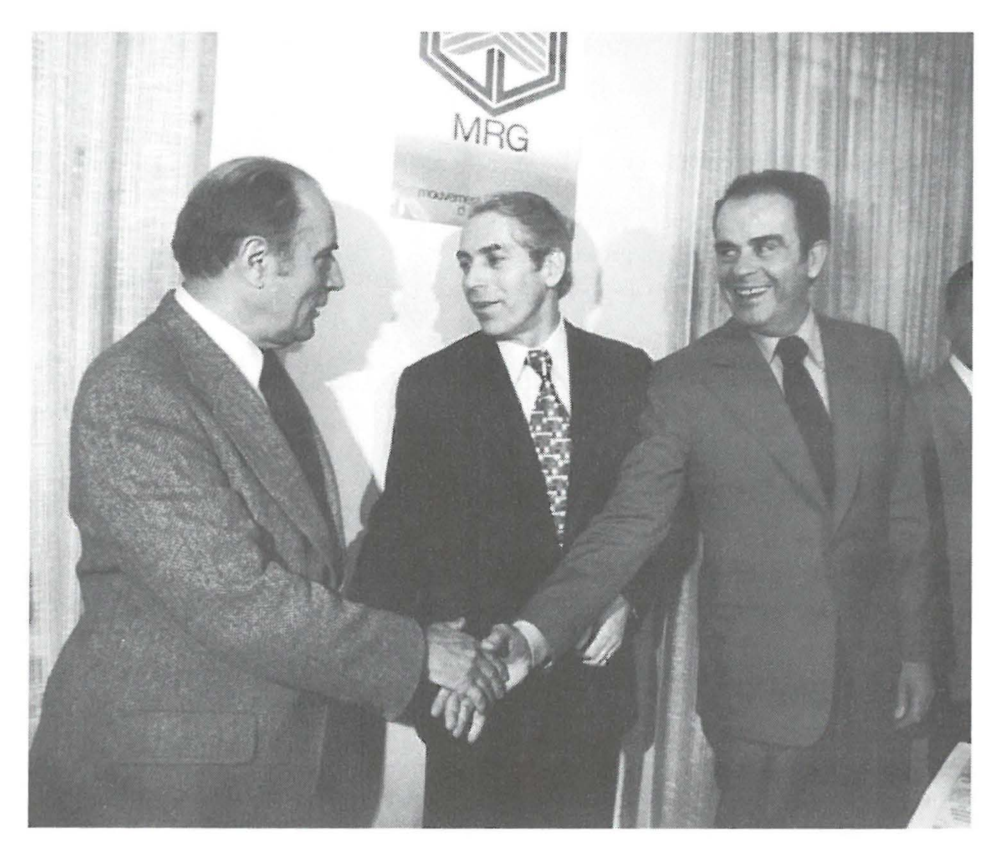
1979. Congrès socialiste de Metz. La candidature de Rocard, qui traite d'« archaïque » le programme de Mitterrand, est écartée grâce au ralliement de Chevènement.

1980. *Ici et maintenant.*

Septembre 1980. Un attentat attribué aux Palestiniens contre la synagogue de la rue Copernic est transformé par la gauche en machine de guerre contre la Nouvelle Droite qui a pénétré la rédaction du *Figaro-Magazine*, et contre VGE.

10 mai 1981. Au 2e tour, Mitterrand est élu président de la République avec 15 708 262 voix (51,75 %) contre 14 642 306 à Giscard d'Estaing. Jean-Paul Martin déclare : *« C'est le plus beau jour de ma vie. »*

21 mai 1981. Pour son investiture, *« tel un chanoine mondain qui va déjeuner au châ-*



Réunion d'actualisation du programme commun de la gauche, le 17 mai 1977. François Mitterrand, Robert Fabre et Georges Marchais.

teau une rose à la main » (Catherine Nay), il déambule au Panthéon entre les tombeaux de Jaurès, Moulin et Schoelcher. Aux élections législatives, le PS enlève 279 sièges avec 37,5 % des suffrages.

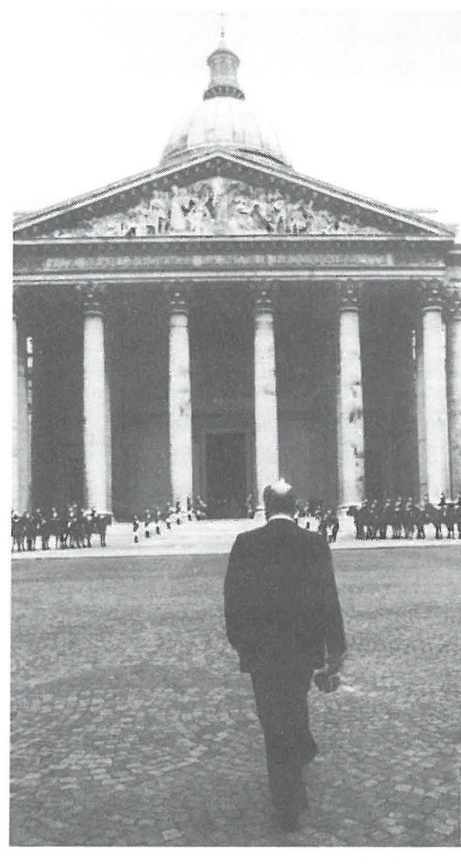
23 juin 1981. Nomination de quatre ministres communistes (Fiterman, Ralite, Le Pors, Rigout) dans le gouvernement de Pierre Mauroy. Ce dernier déclarera par la suite : « *Nous sommes le gouvernement des honnêtes gens.* »

18 septembre 1981. Abolition de la peine de mort (Badinter).

4 octobre 1981. Première dévaluation du franc décidée par Jacques Delors. Celui-ci dira le 28 octobre suivant : « *La reprise est là. Il faut que les chefs d'entreprise s'en rendent compte et sortent de leur attentisme.* »

13 octobre 1981 : André Laignel, député PS de l'Indre, lance aux députés de l'opposition : « *Vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaires.* »

23-25 octobre 1981. Au congrès socialiste de Valence, Paul Quilès déclare : « *Il ne faut pas dire : des têtes vont tomber, comme Robespierre à la Convention, mais dire lesquelles et le dire rapidement.* »



« Le 10 mai, nous avons franchi la frontière qui sépare la nuit de la lumière. » Jack Lang, 17 novembre 1981.

Mars 1982. Élections cantonales. À Dreux, Jean-Pierre Stirbois, candidat du Front national, recueille 12,62 % des suffrages.

12 juin 1982. Seconde dévaluation. Grève chez Talbot.

9 août 1982. Attentat rue des Rosiers à Paris.

28 août 1982. Début de l'affaire des Irlandais de Vincennes.

27 septembre 1982. Discours de Figeac sur le pluralisme : « *Le socialisme, je n'en fais pas ma bible.* »

24 novembre 1982. Loi d'amnistie pour les généraux et officiers impliqués dans le putsch d'Alger et l'OAS. Mauroy engage sa responsabilité (art. 49-3) contraignant la gauche à voter.

Décembre 1982. Projet Savary sur l'unification de l'Éducation nationale.

21 mars 1983. Troisième dévaluation.

6 avril 1983. Annonce du plan de rigueur Mauroy.

22 octobre 1983. Attentat du Drakkar au Liban, 58 soldats français sont tués.

3 décembre 1983. Arrivée à Paris de la Marche des beurs.

17 juin 1984. Aux élections européennes, la liste du Front national obtient 10,98 % des suffrages.

24 juin 1984. Manifestation monstre à Paris pour la défense de l'École libre.

12 juillet 1984. Mitterrand annonce le retrait de la loi Savary sur l'école libre. Le ministre démissionne quatre jours plus tard.

17 juillet 1984. Laurent Fabius premier ministre en remplacement de Pierre Mauroy. Jean-Pierre Chevènement est ministre de l'Éducation nationale. Refus des communistes de participer au gouvernement.

22 septembre 1984. Cérémonie de réconciliation franco-allemande. François Mitterrand et Helmut Kohl à Verdun en présence d'Ernst Jünger.

15 octobre 1984. Fondation de SOS-Racisme présidé par Harlem Désir avec le soutien politique et financier de l'Élysée.

15 novembre 1984. En Crète, rencontre Mitterrand-Kadhafi au sujet du Tchad.

12 janvier 1985. État d'urgence en Nouvelle-Calédonie.

10 juillet 1985. Attentat de la DGSE contre le *Rainbow Warrior* en Nouvelle-Zélande.

4 décembre 1985. Rencontre à l'Ély-



Michel Rocard et François Mitterrand en tenue de campagne, le 17 avril 1988. Les sourires dissimulent une solide aversion.

sée avec le général Jaruzelski, chef d'État polonais imposé par Moscou et combattu par Solidarnosk. Fabius se dit troublé.

16 mars 1986. Élections législatives au scrutin proportionnel. Échecs socialistes, tandis que le Front national, obtenant plus de 2,7 millions de suffrages (9,7 %) entre à l'Assemblée nationale avec 35 députés.

20 mars 1986. Début de la première cohabitation avec Jacques Chirac comme Premier ministre.

17 septembre 1986. Attentat rue de Rennes à Paris (5 morts), lié à la politique française au Proche-Orient.

Novembre 1986. Nucci, ancien ministre de la Coopération, compromis dans le scandale du Carrefour du Développement. Son chef de cabinet, Chalier, est emprisonné.

6 décembre 1986. Manifestations étudiantes à Paris contre la réforme Devaquet. Mort de Malik Oussékine.

30 mars 1987. Ayant repoussé le projet de code de la nationalité, Mitterrand déclare : *« Il ne peut y avoir d'exclus en France. C'est*

LE GADGET ANTIRACISTE

Après s'être employé à diviser la droite, il s'agit de ressouder un électorat de gauche en déshérence, en favorisant l'émergence d'un pôle antiraciste. L'opération SOS-Racisme commence. Son symbole, la petite main frappée du slogan : « *Touche pas à mon pote !* »

« *Tout est parti du petit groupe Filoche* (1), *tenu par Julien Dray, Didier François, alias "Rocky"* (2), *et Harlem Désir,* explique Benjamin Stora. *Ils avaient été très marqués par la Marche des Beurs* (1983) *et se disaient qu'il fallait faire quelque chose. Tous décident d'en parler à leur camarade Jean-Loup Salzmann, dont le père est en poste à l'Élysée. Salzmann en parle au président, qui passe le bébé à Bianco. Et l'affaire est lancée.* »

Désormais, tout est piloté de l'Élysée. Jean-Louis Bianco, alors secrétaire général de la présidence de la République, témoigne sans retenue : « *Je rencontre Julien Dray, Rocky, Harlem Désir. On les met en contact avec Pilhan* (3) *pour la communication. On consulte aussi Marti* (4).

– Pourquoi faire appel à des hommes de marketing ?

– Parce que c'est la plongée dans les sondages. C'est 83-84, les années noires pour le PS. Mitterrand voit à ce moment-là plein de gens... Pilhan les guide.

– Et votre rôle concret dans le lancement de SOS ?

– Moi, j'essaie de les aider à trouver des financements des ministères. »

Le ministère de la Culture répond à l'appel avec empressement. À ce financement public s'ajoute la manne des fonds dispensés par des industriels proches de François Mitterrand, comme Jean Riboud, PDG de Schlumberger, les frères Seydoux, des Chargeurs réunis, et Pierre Bergé, PDG de la société Yves-Saint-Laurent...

E. FAUX, T. LEGRAND, G. PEREZ
La Main droite de Dieu, Le Seuil 1994, pp. 29-31.

---

(1) Gérard Filoche, leader de la Ligue communiste révolutionnaire, est à l'époque le mentor de Julien Dray, Didier François et Harlem Désir.

(2) Didier François est aujourd'hui grand reporter à *Libération*.

(3) Ex-directeur de stratégie à l'agence RSCG (cofondée par Jacques Séguéla), Jacques Pilhan est, avec Gérard Colé, à partir de l'été 1984, le conseiller en image du président de la République.

(4) Claude Marti conseille divers hommes politiques, dont Michel Rocard, pour leur stratégie de communication.



Première cohabitation 1986-1988. Jacques Chirac et le président de la République.

vrai aussi pour les travailleurs immigrés et ceux qui sont nés sur notre sol. Je veux que l'on puisse venir en France, que l'on puisse bousculer la culture et les usages français. »

11 mai 1987. Ouverture du procès de Klaus Barbie.

19 octobre 1987. Lundi noir à la Bourse, les valeurs chutent de 27 %.

24 avril 1988. Au premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Marie Le Pen obtient 4 300 000 voix (14,4 %) des suffrages exprimés.

5 mai 1988. En Nouvelle-Calédonie, attaque de la grotte d'Ouvéa où des terroristes canaques ont pris en otages une vingtaine de gendarmes.

8 mai 1988. Mitterrand est réélu au 2e tour (16 704 279 contre 14 218 970 à Chirac et 54,02 % des suffrages exprimés). Rocard est nommé Premier ministre.

5 juin 1988. Élections législatives au scrutin majoritaire d'arrondissement. Les 2,3 millions d'électeurs du Front national ne sont représentés par aucun député.

20 juillet 1988. Première loi d'amnistie votée par les députés à leur propre avantage.

Octobre 1988. Les infirmières descendent dans la rue.



Le 10 juillet 1985, le Rainbow Warrior, *bateau de l'organisation écologiste Greenpeace qui s'opposait aux essais nucléaires dans le Pacifique, est coulé dans le port d'Auckland (Nouvelle-Zélande) par les services secrets français.*

Février 1989. Début des « affaires » : Roger-Patrice Pelat, ami du président, est inculpé de « délit d'initié ». Il mourra d'une crise cardiaque le 7 mars.

26 mars 1989. Premières élections pluralistes en Russie depuis 1907.

Octobre 1989. Première affaire des foulards islamiques à l'école.

9 novembre 1989. Le mur de Berlin est abattu. Vives réticences de Mitterrand devant la perspective d'une rapide réunification allemande.

Mars 1990. Au congrès socialiste de Rennes, le nom de Mitterrand est hué.

10 mai 1990. Exploitation politique et médiatique contre le Front national de la profanation du cimetière juif de Carpentras.

6 octobre 1990. Émeutes de jeunes beurs et de Maghrébins à Vaulx-en-Velin.

17 octobre 1990. Dans le cadre d'une manipulation de l'Élysée visant le ministre de la Justice, Pierre Arpaillange, découverte du corps du pasteur Doucé, mystérieusement enlevé à son domicile le 19 juillet.

Janvier-février 1991. Guerre du Golfe. Mitterrand soutient l'intervention américaine contre l'Irak. Démission de J.-P. Chevènement, ministre de la Défense.

7 avril 1991. Le juge Jean-Pierre perquisitionne au siège de la société Urba qui couvre les financements occultes du PS.

15 mai 1991. Édith Cresson Premier ministre.

Juin 1991. À la suite de la proclamation de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, les chars de l'armée fédérale yougoslave, en réalité armée serbe, pénètrent sur le territoire slovène puis en Croatie. Début de la guerre dans cette région des Balkans.

19 août 1991. Tentative de putsch communiste à Moscou. Visiblement peu informé de la situation en Russie, Mitterrand apporte son soutien à un Gorbatchev complètement déconsidéré.

29 septembre 1991. Manifestations paysannes à Paris.

21 octobre 1991. Inculpation du Dr Garetta dans l'affaire du sang contaminé (sida). Laurent Fabius est mis en cause.

2 avril 1992. Pierre Bérégovoy Premier ministre.

20 septembre 1992. Le traité de Maëstricht est approuvé par référendum (51,05 % des suffrages exprimés).

16 juillet 1992. Lors de la cérémonie

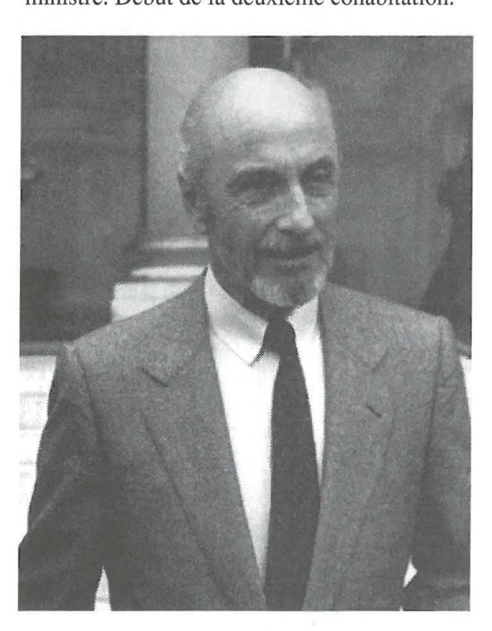


Le 24 avril 1988, au premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Marie Le Pen obtient 4 300 000 voix (14,4 % des suffrages exprimés).

commémorant la grande rafle du Vel d'Hiv (1942), le président est conspué par des manifestants du Bétar (mouvement sioniste) qui, à l'instar de l'avocat Serge Klarsfeld, lui reprochent la gerbe traditionnellement déposée à l'île d'Yeu sur la tombe du maréchal Pétain à l'occasion du 11 novembre.

16 septembre 1992. Officialisation médicale du cancer du président.

28 mars 1993. Élections législatives. Recul sévère du PS. Édouard Balladur Premier ministre. Début de la deuxième cohabitation.



François de Grossouvre avait été l'ami du Président. Il est mort par fidélité à lui-même.

1er mai 1993. Suicide de Pierre Bérégovoy, Premier ministre sortant.

8 juin 1993. À la suite d'une campagne médiatique le dénonçant comme une sorte de monstre, assassinat à son domicile de René Bousquet, proche du président et ancien secrétaire général de la police de Vichy.

7 avril 1994. Dans son bureau de l'Élysée, François de Grossouvre, conseiller et ex-ami du président, se donne la mort en signe de protestation contre la corruption du pouvoir.

23 juin 1994. Début de l'opération Turquoise au Rwanda.

1er septembre 1994. Publication du livre de Pierre Péan dans lequel François Mitterrand reconnaît son passé pétainiste. Peu après, à la télévision, sur le même sujet, il répond aux questions d'Elkabbach.

13 octobre 1994. Le ministre Alain Carignon, maire de Grenoble, inculpé de trafic d'influence, est incarcéré.

11 novembre 1994. S'inclinant devant la pression d'organisations juives, Mitterrand renonce à faire déposer la gerbe traditionnelle sur la tombe du maréchal Pétain.

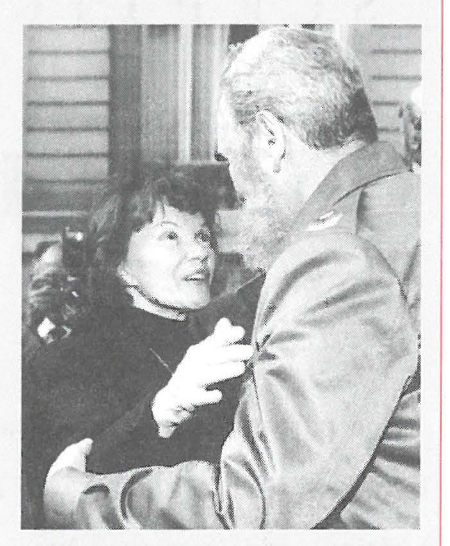
14 décembre 1994. Bernard Tapie mis en liquidation judiciaire.

24 décembre 1994. Le détournement d'un Airbus montre que la France s'est laissée engluer dans la tourmente algérienne.

1er janvier 1995. Derniers vœux du président Mitterrand aux Français.

CHARLES VAUGEOIS et MAX JALADE

LE BAISER AU DICTATEUR



13 mars 1995. Visite officielle en France de Fidel Castro, un des derniers gestes du septennat en direction du « peuple de gauche ». Danielle Mitterrand accueille affectueusement le dictateur à l'Élysée.

Avec sa voix chaude, sa légende et sa barbe fleurie, Castro a presque fait oublier que dès sa création, le régime cubain a été une dictature communiste comme une autre, avec sa police secrète et son goulag.

Un survivant, Armando Valladarès, en a fait, dans *Mémoires de prison* (Albin Michel), un récit hallucinant. Jeune fonctionnaire du gouvernement révolutionnaire, il fut arrêté en 1959 par la police politique. Son seul crime : être chrétien pratiquant.

Pendant vingt-deux ans, il a partagé l'enfer de milliers de prisonniers politiques. Valladarès décrit cette « *légion de spectres nus, estropiés, mutilés, les mains coupées à la machette, les femmes battues en prison* ».

Valladarès fut libéré en 1982 à la suite d'une campagne mondiale à laquelle François Mitterrand s'était associé.

Mais le témoignage le plus accablant est sans doute celui de la propre fille de Fidel Castro, Alina Fernandez Revuelta. En décembre 1993, Alina s'est enfuie de Cuba, avec un faux passeport. « *Quand je le vois dans son uniforme, en train de pérorer sur le triomphe de la révolution*, dit-elle en parlant de son père, *j'ai la nausée... Vers dix-sept ans, j'ai commencé à comprendre que le peuple cubain ne l'intéressait pas, pas plus que sa famille, ni personne d'autre que lui-même.* »

· Lire notamment Zoé Valdès, *Le Néant quotidien*, Actes Sud, 1995. 142 pages, 79 F.

Un homme sans haine

PAR PAUL SÉRANT

Une partie de la France avait frémi en 1981. Qu'annonçait la victoire « socialo-communiste » ? Au-delà des excès verbaux de ses amis, Mitterrand n'était pas un homme de guerre civile.

Pour dissiper toute équivoque, je commencerai par préciser que je n'ai aucune dette personnelle envers François Mitterrand. Peu après son élection de 1981, Max Gallo publiait dans *Le Monde* un article pour déplorer la carence des intellectuels devant les problèmes d'intérêt général. J'écrivis à Mitterrand pour lui dire que je souhaitais servir mon pays mieux que je ne pouvais le faire. Je désirais notamment apporter mon concours à la cause francophone. Le président me fit répondre par un des conseillers qui me reçut courtoisement à l'Élysée, mais qui, finalement, ne m'ouvrit aucune porte.

Mais au moment où il quitte définitivement ses fonctions, je voudrais dire ce qui, en lui, m'a paru positif : sa volonté de mettre un terme à ce qu'il a lui-même appelé *« l'interminable guerre civile »* dont souffre la France.

Lors de la campagne électorale de 1981, une partie des Français pensait que l'équilibre national relatif peu à peu restauré par de Gaulle et ses successeurs allait être remis en cause par l'homme que soutenait « la coalition socialo-communiste ». Mitterrand allait recréer un climat semblable à celui de 1936 : cette fois, le communisme l'emporterait sur un parti socialiste peu armé par rapport à lui. Nous avons vu, au contraire, les communistes se retirer du pou-



Le général Raoul Salan, commandant en chef en Algérie en 1956. Le 16 janvier 1957, il échappe à l'attentat du bazooka dont il est convaincu que l'instigateur est Michel Debré. Par son appel du 15 mai 1958, il précipite le retour au pouvoir du général de Gaulle. Devenu chef de l'OAS en 1961, arrêté le 20 avril 1962, il passe en jugement peu après. François Mitterrand témoigne en sa faveur et exige en 1981 une amnistie dont il bénéficiera avec tous les autres officiers rebelles par fidélité. Le général Salan est mort le 3 juillet 1984.

voir, tandis que le déclin de leurs résultats électoraux s'accentuait. Je ne crois pas pour ma part que « le communisme soit mort » en France et en Europe, d'étonnants renversements de situation sont toujours possibles : nul ne pourra toutefois soutenir que Mitterrand ait favorisé son redressement.

Aujourd'hui, certains des anciens « mitterrandistes » déçus lui reprochent de s'être fait passer pour « un homme de gauche », alors qu'il était en réalité « un homme de droite ». Et pour mieux étayer cette accusation, ils s'emploient à faire resurgir des images du passé.

Qu'au temps de ses études, François Mitterrand ait été attiré par les mouvements d'extrême droite, voilà qui ne prouve rigoureusement rien. Le propre de l'homme en général – et de l'homme politique en particulier – est d'évoluer. On n'en finirait pas de dresser les listes des personnalités qui, après avoir été de droite dans leur jeunesse, sont ensuite passées à gauche – et réciproquement.

Ce qu'il faut ajouter, c'est que les notions de droite et de gauche sont elles-mêmes mouvantes et relatives. Après la défaite de 1940, l'attention aux prisonniers de guerre n'était pas une attitude « de droite » ou « de gauche » : c'était le réflexe naturel des Français soucieux du sort de leurs compatriotes malheureux. Après avoir lui-même connu la captivité pendant un an et demi, Mitterrand souhaite venir en aide à tous ceux qui n'ont pas eu comme lui la possibilité de s'évader. C'est évidemment à Vichy, et non à Londres, qu'il peut agir efficacement pour les prisonniers.

Contre l'épuration

On lui a reproché son « double jeu » : tout en appartenant au Commissariat général au reclassement des prisonniers de guerre, il entrera dans la Résistance et sera salué à la Libération pour l'avoir fait. Mais il n'est pas choquant d'avoir aidé les prisonniers de guerre à la fois officiellement et clandestinement : beaucoup d'autres ont eu, dans d'autres domaines, cette même attitude, tout simplement parce que la conjoncture l'imposait.

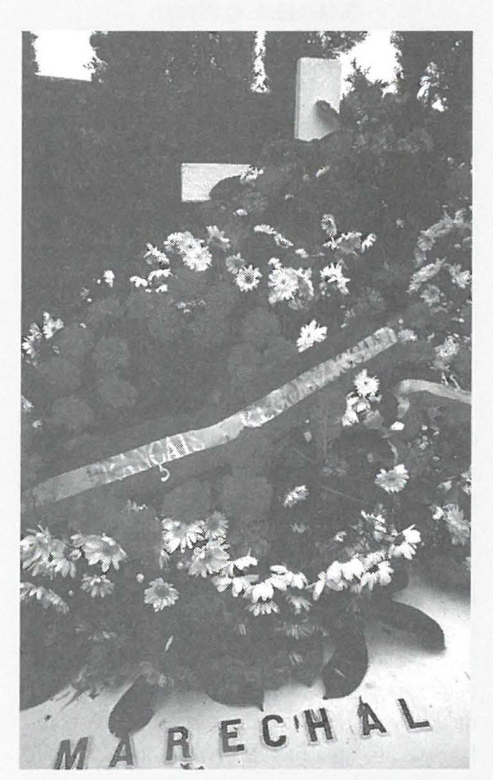
Certains Français ont, il est vrai, obtenu leurs titres de Résistance dans la mesure où ils se sont montrés « épurateurs » à la Libération. Cela, Mitterrand ne l'a pas fait, il a au contraire fait preuve de tolérance. Cet esprit, il l'a montré à nouveau au lendemain de la guerre d'Algérie. Après avoir été « Algérie française » comme presque tout le monde, il a évolué comme presque tout le monde. Mais je ne me souviens pas qu'il ait jamais approuvé la condamnation des officiers « mutins », le sort réservé aux pieds-noirs et l'affreux abandon des harkis. C'est peut-être pour cela que Tixier-Vignancour fit voter pour lui au second tour de l'élection présidentielle de 1965.

SALAN AMNISTIÉ, PÉTAIN RÉHABILITÉ

L'histoire remonte au 21 octobre 1982. L'Assemblée nationale avait inscrit à son ordre du jour un projet susceptible de réveiller passions et rancunes : le rétablissement dans leurs droits (pensions, retraites et même décorations) des militaires compromis dans les putschs et les complots d'Algérie. L'inspirateur du projet était le chef de l'État en personne. Il l'avait promis lors de sa campagne de 1981. Il entendait tirer un trait sur le passé et réconcilier la communauté nationale. Pour nombre de députés socialistes, la potion était amère. Ils avaient fait leur entrée en politique lors de la guerre d'Algérie et pas dans le même camp, bien sûr, que Raoul Salan ou Edmond Jouhaux. Pour leur faire approuver tant de mansuétude et voter la loi, leurs tuteurs au parlement – à commencer par le président de leur groupe – devraient montrer adresse et savoir-faire.

Le petit déjeuner de ce 21 octobre avait précisément pour but de préparer la manœuvre. Tous les convives étaient arrivés à l'Élysée en marchant sur des œufs, n'en disant pas plus mais n'en pensant pas moins. Ils goberaient cette couleuvre puisque le président de la République le voulait. C'était compter sans Pierre Joxe. À peine avait-il fait mine d'avaler sa première gorgée de thé qu'il explosait de façon fort peu britannique :

– Rendre leurs droits à ces militaires félons ?



Chaque 11 novembre depuis 1984, à l'exemple du général de Gaulle, le président de la République a fait déposer une gerbe à l'île d'Yeu sur la tombe du vainqueur de Verdun. À la suite d'un certain nombre de protestations, cette tradition a été interrompue en 1994.

Tant qu'on y est, on pourrait aussi bien ramener les cendres de Pétain à Douaumont et le réhabiliter !

– Pourquoi pas en effet ? Il faudra y songer ! répondit, glacé, le président qui, de cet instant et jusqu'au départ de ses invités interloqués, n'ouvrit plus la bouche.

La semaine suivante, l'Élysée faisait savoir à ces messieurs que le président prendrait sans eux son café au lait. Point de carton d'invitation non plus la semaine d'après et point encore le jeudi suivant, le château boudait toujours. Pierre Mauroy, Lionel Jospin, Jean Poperen, Louis Mermaz, Paul Quilès, Pierre Bérégovoy et quelques autres découvraient alors que les sentiments du président envers les messieurs de Vichy étaient sans doute plus complexes qu'ils ne l'avaient pensé (1).

CATHERINE NAY

Le Noir et le Rouge, Grasset, 1984.

---

(1) Leur surprise, pourtant, ne se justifiait guère : pendant la campagne présidentielle de 1974, Valéry Giscard d'Estaing, interrogé sur le transfert à Douaumont de la dépouille de Philippe Pétain, avait répondu par la négative ; mais le candidat de la gauche, François Mitterrand, avait promis d'organiser, après son élection, une table ronde réunissant des représentants du parlement, du gouvernement et des associations d'anciens combattants, afin de *« proposer les solutions qu'appelle ce contentieux »*.



Mᵉ Jean-Louis Tixier-Vignancour, avocat du général Salan et du colonel Bastien-Thiry. Candidat à l'élection présidentielle en 1965 contre le général de Gaulle, il fait voter au second tour en faveur de François Mitterrand. Il est mort le 29 septembre 1989.

Après son élection en 1981, il prononcera l'amnistie définitive des généraux d'Algérie, et il fera libérer les jeunes Bretons, Basques et Corses emprisonnés précédemment pour activisme régionaliste.

Son ouverture d'esprit, Mitterrand en donne également la preuve dans ses inclinations littéraires. Il se lie d'amitié avec Antoine Blondin, qui, dans sa jeunesse, a collaboré avec François Brigneau à *Rivarol.* Il ne cache pas qu'il considère Jacques Chardonne, dont les positions collaborationnistes sous l'occupation sont connues, comme l'un des plus grands écrivains français contemporains.

On l'a parfois considéré lui-même comme un anticlérical sectaire. En 1980, le président Giscard d'Estaing organisait une réception en l'honneur du pape Jean-Paul II, et il y invitait les dirigeants des principaux partis politiques. Chirac et Marchais vinrent, mais Mitterrand s'abstint, ce qui fut évidemment remarqué. Mais lorsqu'il eut accédé à la Présidence, il eut lui-même l'occasion de recevoir le pape.

Il existe certes, au parti socialiste, une fraction violemment anticléricale. Sous son influence, le gouvernement prépara en 1984 un projet de loi qui visait à l'intégration des écoles privées dans l'enseignement officiel. Bien qu'ayant reçu l'approbation de plusieurs évêques français, ce texte suscita une vive irritation parmi les parents d'élèves de l'enseignement catholique, comme parmi ses professeurs. Leurs mouvements (APEL) organisèrent des manifestations qui eurent un succès considérable dans toute la France. Certes, bien des manifestants n'étaient pas des catholiques pratiquants, mais ils entendaient protester avec ces derniers contre une aggravation de l'étatisme. Il semble bien que le président l'ait ainsi compris, et le projet de loi fut retiré.

La commémoration du Bicentenaire de la Révolution de 1789 pouvait faire craindre le pire. À part quelques incidents odieux dans telle ou telle région, les choses ne se passèrent pas trop mal. Le défilé des Champs-Élysées était niais, mais pas haineux. On peut même dire que cette commémoration aura eu un bon côté, car elle aura fait connaître à beaucoup de Français des horreurs qu'ils ne soupçonnaient pas. On ne saurait dire que Mitterrand ait beaucoup agi pour mettre à l'honneur l'idéologie jacobine.

Puis vint, l'an dernier, le livre de Pierre Péan. Pressentant peut-être qu'on déchaînerait avant son départ une campagne médiatique sur son passé sous l'occupation, le Président la désamorçait partiellement en répondant aux questions de l'auteur et de certains journalistes.

Aucun crime n'engage la nation

On aurait aimé qu'il se montre sur certains points plus ferme et plus net. Qu'il ne se contente pas de rappeler que René Bousquet avait été acquitté avec félicitations par la Cour de Justice quelques années après la guerre, mais qu'il déplore qu'à la suite d'une violente campagne contre lui, ce même homme ait été assassiné. Qu'il parle des crimes « commis sous Vichy », mais non des « crimes de Vichy », comme s'il attribuait la responsabilité globale de ces crimes à un régime qu'il avait lui-même servi, et où beaucoup de ses collègues avaient, tout comme lui, profité de leurs fonctions pour résister aux exigences de l'occupant. Et qu'en cette année où l'on célébrait le cinquantième anniversaire de la Libération, il rappelle que la France n'avait pas été seulement victime des déportations politiques et raciales, mais aussi de combats brefs mais très meurtriers, des règlements de compte (franco-français) et de bombardements qui, lors des cérémonies interalliées, furent à peine évoqués, alors que nos amis britanniques, américains et canadiens auraient trouvé tout naturel que nous parlions de nos propres morts de cette période en même temps que des leurs.

Mais alors que certains voulaient que l'on reproche au peuple français tout entier sa passivité ou son défaitisme pendant l'occupation, Mitterrand répondit fermement que les crimes commis pendant la guerre ne pouvaient engager la nation tout entière. Compte tenu des pressions dont il était évidemment l'objet, c'était une réaction importante pour l'honneur de son pays.

Il serait certes difficile de saluer le bilan de ses deux septennats. L'euphorie de 1981 n'a pas été suivie des résultats que son électorat avait escomptés. Il avait annoncé la fin du chômage pour dans deux ans : on sait où nous en sommes aujourd'hui dans ce domaine. Il avait promis de « *changer la vie* » : si la vie a changé, ce n'est malheureusement pas en mieux. Tandis que beaucoup de nos villes souffrent de l'insécurité créée notamment par l'immigration incontrôlée, la France croule sous un nombre de scandales financiers dont son histoire offre peu d'équivalents.

Mais serait-il équitable d'attribuer la responsabilité de cet état de choses au seul François Mitterrand ? Son parti n'a pas été à la hauteur des événements. Mais la « cohabitation » a prouvé que la carence des compétences et des caractères ne se limitait pas au seul parti socialiste. C'est, semble-t-il, à un phénomène de décomposition de la société que nous assistons.

Cette décomposition, on n'y portera pas remède en attisant les haines partisanes, en dressant les Français les uns contre les autres, en tentant de revigorer les haines de temps révolus. Cela, Mitterrand s'est toujours refusé à le faire.

PAUL SÉRANT

AU TEMPS DE LA FRANCE PROFONDE

L'enfance d'une ambition

PAR PHILIPPE BACCOU

Racines charentaises, bourgeoises, catholiques, droitières, littéraires : des influences qui ont façonné François Mitterrand dès l'enfance. Voyage aux sources de l'énigme.

Peu d'hommes en France ont une ascendance aussi bien connue que François Mitterrand. De nombreux généalogistes ont scruté le moindre détail de ses origines. Leurs recherches, celles de son frère Jacques, celles de Marie Balvet, biographe du « roman familial » du président, nous renseignent sur tous ses aïeux jusqu'à la sixième génération (fin du XVIII[e] siècle), et souvent bien au-delà. Qui trouve-t-on dans ce *pedigree* ? Un quart de Berrichons, ancêtres du grand-père paternel, Théodose Mitterrand. Un quart de Limousins, concentrés autour d'Aixe et de Saint-Laurent-sur-Gorre, au sud-ouest de Limoges : c'est la lignée de la grand-mère paternelle, les Laroche, alias Delaroche, et les Du Soulier. Quelques Bourguignons, les Touzet, de la région de Mâcon ; des Angevins, les Berthelot ; des Francs-Comtois aussi : un quadrisaïeul maternel, François Lorrain, est né à Rosières-sur-Mance, près de Vesoul. Des Charentais enfin : un bon tiers des ancêtres du président ont vécu dans un triangle dont les sommets seraient, à l'ouest, à l'est et au nord, les villes de Cognac, Angoulême et Ruffec.



François Mitterrand et ses grands-parents maternels, Jules et Eugénie Lorrain.



Yvonne Lorrain (1880-1936), mère de François Mitterrand. Elle lui fit lire Bernanos, Barrès, Claudel, Mauriac et bien d'autres écrivains.

Les racines charentaises sont, pour François Mitterrand, ce qu'il y a de plus proche et de plus profond. C'est en Charente que reposent ses morts, qu'il est revenu si souvent visiter. C'est là qu'il a appris sa langue et que lui ont été transmis les mots du patois saintongeais, encore parlé par son grand-père Jules Lorrain, homme *« spirituel et fin diseur »* au dire de ses contemporains. C'est là enfin que se trouvent les lieux de son enfance, et l'on sait que ces lieux-là ne s'oublient jamais.

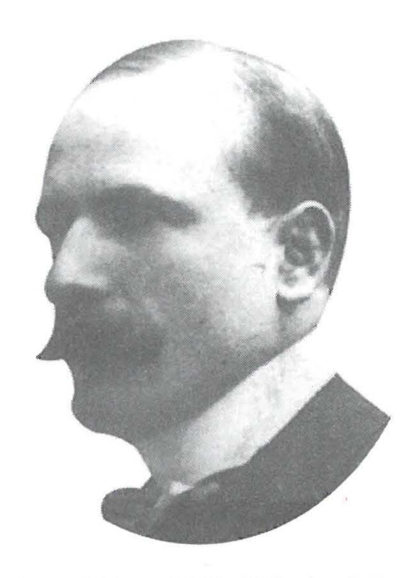
La ville de Jarnac a vu naître le futur président au 22 de la rue Abel-Guy, dans la maison de ses grands-parents maternels. Le père, Joseph Mitterrand, est alors chef de gare à Montluçon, mais ses huit enfants – François fut le cinquième – seront tous mis au monde en Charente où Yvonne Lorrain, sa femme, vient s'entourer de l'aide de sa famille. En 1917, Joseph devient chef de gare à Angoulême. Deux ans plus tard, il démissionne de son poste aux chemins de fer pour rejoindre le négoce de son beau-père. La maison qu'il achète à Jarnac est voisine de celle des Lorrain, dont elle est séparée par un vaste jardin d'agrément. C'est une demeure à deux étages sans caractère particulier, massive, taillée dans la belle pierre blanche charentaise, munie d'une lourde porte à deux battants et de volets en bois ornés de ferrures dans le goût local. Tout près coule la Charente qu'il faut imaginer en ce temps-là parcourue de gabares, bateaux à fond plat de petit tonnage, naviguant à la voile ou tirés par des haleurs, dont le trafic décline déjà et s'interrompra bientôt.

Le petit François a trois ans : la maison de Jarnac, avec ses greniers, ses recoins et ses odeurs familières, sera son premier univers. Mais sa santé, comme celle de Jacques, son frère cadet, laisse à désirer. Il leur faut du bon air. Que trouver de mieux pour cela que la propriété des grands-parents Lorrain ? Cette ferme s'étend sur une centaine d'hectares au village de Touvent, en pleine campagne, près d'Aubeterre-sur-Dronne, à la limite du Périgord. S'y rendre est toute une expédition. Pendant des années, François y passera de longs mois, du printemps à l'automne, à lire, à courir, à rêver, à rire avec son frère et ses cousins, à découvrir les plantes, les bêtes, les arbres et tous les secrets de la nature. Il n'y a pas d'eau chaude à Touvent, et l'on doit s'éclairer à la lampe à pétrole, mais on s'y sent libre. François a une douzaine d'années lorsque les Lorrain vendent la ferme. Douloureuse décision pour l'enfant : il n'a sans doute jamais accepté, au fond de lui-même, d'être séparé de ce royaume qui fut pour lui ce que *Rosebud* est au héros de *Citizen Kane* : le symbole d'un paradis perdu.

Une enfance provinciale

Cette enfance provinciale a, croyons-nous, imprégné le jeune Mitterrand du tempérament des gens de sa région. Il existe une relation particulière du Charentais au temps, qu'exprime parfaitement un verbe du patois local, *couniller,* c'est-à-dire : travailler sans se presser. La Charente elle-même au cours paresseux, le pêcheur charentais sur sa barque, la *cagouille,* autrement dit l'escargot en patois saintongeais, l'artisan perfectionniste mais toujours en retard, la ménagère dont les pas lents, dans les rues d'Angoulême, exaspèrent le Parisien de passage, pratiquent tous également l'art de *couniller* : ils savent laisser le temps au temps. Mais ce qu'il perd en vélocité, le Charentais le regagne souvent en profondeur, à force de patience et d'acharnement. S'y reprendre à trois fois pour réussir n'est pas rare chez lui. Nul ne saurait nier que François Mitterrand possède au plus haut point ces traits de caractère.

La famille Mitterrand fut bourgeoise, et elle a pratiqué avec application les vertus de sa classe. Aucun ouvrier parmi les ancêtres du président, bien peu de cultivateurs, mais une foule d'artisans, de commerçants, de petits fonctionnaires, de propriétaires fonciers et notables de rang moyen, greffiers, procureurs, notaires royaux comme Jean Dhiersat, de Rouillac, ou comme les Delaroche du Limousin, chirurgiens comme les Couturier et les Georget à Aigre et à Tusson. Certains d'entre eux ajoutèrent le nom de leur terre à leur patronyme. D'autres, quoique roturiers, pouvaient s'enorgueillir d'un nom à particule. Les Faure-Labouharderie, ascendants de la grand-mère maternelle, furent sieurs de la Bourardrie à Oradour, près d'Aigre en Poitou, et s'allièrent aux Baud, sieurs du Chiron. Du côté de la grand-mère paternelle, on relève des « de Marcillat », des « de Soubsdanes », des Aragon, sieurs de Sargnat, des Debort, sieurs de la Pouyade. Les Du Soulier (ou Dusoulier) de Clareuil, autres ascendants bourgeois de la grand-mère Laroche, appartenaient quant à eux à une fort nombreuse famille limousine dont une autre branche fut anoblie au XVIII[e] siècle. Une trisaïeule maternelle, Marie-Rose Bernard de Javerzac, était, elle, d'authentique noblesse. Elle descendait de petits seigneurs d'Angoumois, les Barbezières, lointains cousins, croit-on, de la famille royale d'Angleterre. Cette illustre parenté, bien que non prouvée, sera toujours revendiquée avec fierté par la famille maternelle du président.



Joseph Mitterrand (1873-1946), père de François. Ancien chef de gare à Angoulême, il reprendra le négoce de son beau-père, la vente de vinaigre.

On ne badinait pas, en ce temps-là, avec les règles du code bourgeois : ranger chaque chose et chaque être à sa place ; se rappeler qu'il n'est pas convenable de parler d'argent, ni de trop montrer que l'on en a ; ne pas céder à ses impulsions ; se méfier du qu'en dira-t-on ; taire ces choses innommables que sont le divorce, l'adultère, le suicide, les enfants naturels ; pratiquer l'hygiène, la propreté et l'esprit d'économie. Le jeune François, si peu dépensier qu'il gommait, dit-on, ses cahiers de brouillon pour les réutiliser, aura profondément reçu l'empreinte de ce milieu.

Bourgeois dans l'âme, les ancêtres du président connurent cependant des revers de fortune et n'atteignirent jamais les plus hauts barreaux de l'échelle sociale. Un trisaïeul, Fran-

çois Laroche, issu des notaires Delaroche, mais tombé très tôt orphelin, apprendra le métier de charron et ne saura pas signer son nom. Vers 1876, le grand-père Lorrain avait tenté de se lancer dans le négoce du cognac, mais la crise du phylloxéra l'avait bientôt conduit à la faillite. S'étant reconverti dans le vinaigre, produit moins noble, il réussira fort convenablement mais ne pourra pas prétendre tenir le haut du pavé à Jarnac, où le cognac domine tout. Son gendre Joseph Mitterrand sacrifia pour sa famille une carrière prometteuse à la compagnie de chemins de fer du Paris-Orléans. Mais il devra ensuite ronger son frein pendant dix ans dans l'ombre d'un beau-père auquel on lui avait promis de succéder. Ces ascensions entravées ont été source de frustration. Gens instruits, très conscients de leur valeur intellectuelle et morale, méprisant le luxe des nouveaux riches et des héritiers oisifs, les Mitterrand et les Lorrain ont dû spontanément reporter sur leur descendance ce désir farouche de s'élever qu'ils n'avaient pu eux-mêmes pleinement réaliser.

Ce sentiment de réussite inachevée, et la volonté latente de revanche qu'il engendre, n'ont pu qu'être avivés par le facteur religieux. Pour en mesurer l'influence, il faut se remémorer l'histoire de la région : ces terres longtemps partagées entre catholiques et protestants furent le théâtre de leur combat sans merci. À la fin du XVII[e] siècle, après la révocation de l'édit de Nantes, et jusqu'au milieu du XVIII[e], de très nombreuses familles protestantes abjurèrent de gré ou de force. On en rencontre plusieurs dans l'ascendance maternelle de Mitterrand : à coup sûr les Bernard de Javerzac et, selon toute vraisemblance, les Raby, les Faure-Labouharderie, les Couturier (1). Ces affrontements laissaient encore des traces bien visibles au début du XX[e] siècle. Catholique, et peu modérément catholique, la famille de François Mitterrand ne pouvait pas être réellement admise par les grandes dynasties protestantes de Jarnac avec lesquelles, en ce temps-là, il aurait été hors de question de contracter mariage.

La foi de cette famille fut profonde et militante. Deux figures exemplaires l'attestent, celles de Robert et Yvonne Lorrain, l'oncle et la mère de François. L'oncle Robert, ami de Jean Mauriac, le frère de l'académicien, s'enthousiasma pour le christianisme social. Ce jeune homme angélique, mais rongé de scrupules, mourut prématurément à 19 ans, le 22 février 1908, en odeur de sainteté, et laissait trente ans plus tard un souvenir vivace au



Un bon jeune homme. Huit ans d'études chez les prêtres. Aucune révolte précoce. Il épousera scrupuleusement l'évolution de son milieu. À droite quand la bourgeoisie était droitière. À gauche quand l'Église se gauchira.

foyer d'étudiants catholiques du 104, rue de Vaugirard, où François Mitterrand viendra à son tour résider. Yvonne Lorrain fut le modèle achevé de la mère de famille chrétienne. Ses carnets intimes révèlent une jeune fille remplie de piété et d'abnégation, lectrice de l'*Imitation de Jésus-Christ* et s'imposant à elle-même de rigoureuses règles de vie. Faible du cœur, elle abrégea ses jours par ses nombreuses maternités en s'épuisant au service des autres.

Une famille catholique

Les chrétiens convaincus que furent les Mitterrand ont naturellement choisi pour leurs enfants une éducation religieuse. À l'automne 1926, le jeune François rejoint son aîné Robert comme pensionnaire à l'école Saint-Paul d'Angoulême, tenue par des prêtres diocésains. L'établissement, ouvert en 1878, jouit d'une honnête réputation. On sait y faire respecter la discipline tout en maintenant un climat intellectuel stimulant. La religion rythme et occupe le temps : messe le matin, prière le soir, confession hebdomadaire, retraite semestrielle, exercices spirituels fréquents. Le futur président sert volontiers la messe et ne se rebellera nullement, ni contre les rites, ni contre la morale enseignée. Huit ans d'études chez les prêtres n'auront pas fait de lui un sceptique ni un révolté, mais un jeune homme s'affirmant lui-même, dans ses écrits d'adolescent, pétri d'idéaux chrétiens, prêt à s'engager pour sa foi. On ne voit pas de raison d'y soupçonner de la comédie. Le cynisme, chez Mitterrand, ne viendra qu'après.

Catholique, à cette époque, voulait rarement dire de gauche. La famille de François Mitterrand n'a point fait exception à cette règle. Entre le dreyfusard Ludovic Trarieux, avocat charentais, ministre de la Justice, fondateur de la Ligue des droits de l'homme, et son illustre cousin Paul Déroulède, le poète des *Chants du soldat*, autre Charentais d'origine, créateur de la Ligue des patriotes, député d'Angoulême et farouche antidreyfusard, elle a d'instinct choisi le second. Déroulède, et avant lui Boulanger, furent les grands hommes d'Yvonne Lorrain. Le grand-père Lorrain, lointain descendant de militaires, lui-même militariste, national et anti-allemand, fut républicain par légalisme plus que par adhésion sincère. En juillet 1899, il siège au conseil municipal de Jarnac. Émile Loubet, le président de la République, vient de se faire molester à l'hippodrome d'Auteuil par un antidreyfusard. Le maire propose l'envoi d'une motion de soutien. Jules Lorrain en conteste aussitôt les termes : il veut bien témoigner sa sympathie au chef de l'État, mais pas à M. Loubet. Au moment du vote, il sera seul à se désolidariser de ses collègues.

La branche paternelle n'a pas eu le cœur plus à gauche. On s'y souvenait vaguement d'un lointain cousin, l'économiste libéral Léon Faucher, adversaire de Guizot, qui devint ministre de l'Intérieur sous la Seconde République, se révélant un homme à poigne aux idées fort peu avancées. Joseph Mitterrand, ce catholique que nous dirions aujourd'hui traditionaliste, a sans doute été attiré par la monarchie sans toutefois se rallier à l'Action française, que le pape condamnait. Il fut le président régional de la Fédération nationale catholique créée en 1924 par un héros de 1914-1918, le général de Castelnau, afin de contrer le Cartel des gauches sur la question de l'école libre. On le retrouve ensuite sympathisant des Croix-de-feu du colonel de La Rocque – autre illustre ancien combattant – puis maréchaliste bon teint, siégeant de 1941 à 1944 au conseil municipal de Jarnac.

Dans ce milieu national-conservateur, plus proche de Barrès que de Maurras, du bonapartisme que du légitimisme, et qui se rattachait à ce que nous appellerions maintenant la droite de conviction, pour la distinguer du centre droit, on chercherait en vain, au début des années trente, la moindre trace de socialisme chez les amis d'enfance et les cousins du jeune François. On y trouve par contre des hommes dont le parcours droitier ira parfois très loin. Le journaliste Yves Dautun, filleul d'Yvonne



Un clan familial dans l'ancienne province française. Le jeune François Mitterrand dans la famille Moreau. Avec les Bouvyer et les Bénouville, elle forme le premier cercle de relations durables. Mitterrand retrouvera Pierre de Bénouville dans la Résistance et aidera plus tard Jean Bouvyer, victime de l'épuration.

Lorrain et cousin au troisième degré du président, fut profondément marqué par l'émeute du 6 février 1934 à laquelle il consacra aussitôt un livre. On ne sait pas en ce temps-là qu'il va devenir l'un des proches de Doriot, ni qu'il suivra jusqu'au bout ce dernier dans la collaboration. Pierre Bénouville, le condisciple de Saint-Paul avec qui François, son cadet de deux ans, a servi la messe, milite à l'Action française et a participé, avec les Camelots du roi, à l'émeute du 6 février. Il n'a pas encore changé son nom en Guillain de Bénouville et attendra encore quelques années pour écrire dans divers journaux antisémites, restant pétainiste jusqu'en 1942. Claude Roy, le futur écrivain, est pensionnaire au lycée d'Angoulême. Il discute et se lie l'amitié avec le jeune Mitterrand dans le train du dimanche soir qu'ils prennent tous deux à Jarnac. Devenu lui aussi maurrassien, il va bientôt collaborer avec Drieu La Rochelle et Brasillach à la revue *Combat*, où s'exprime la jeune droite, puis donnera des articles à *Je suis partout*.

Pierre Chiron, autre ami proche de François Mitterrand à Saint-Paul, a témoigné qu'à cette époque, le futur président et lui-même avaient déjà adopté des idées de droite. Deux familles amies fort conservatrices, les Moreau et les Bouvyer, fréquentaient les Mitterrand pendant les vacances d'été et noueront plus tard avec eux des liens familiaux (2). Dès 1933-1934 s'est ainsi constituée une bande d'adolescents qui bridgent, jouent au tennis et refont le monde. Ils ne se doutent pas que l'un des leurs, un fils Moreau, sera inquiété à la Libération et qu'un autre, Jean Bouvyer, va bientôt être impliqué dans l'assassinat des frères Rosselli, l'un des complots de la Cagoule. Dans cet environnement droitier, le jeune Mitterrand n'a sans doute pas été l'un des plus exaltés. Mais rien n'indique qu'il ait pu s'écarter des idées de son clan.

Cet inventaire des influences subies ne serait pas complet si l'on n'évoquait celle des livres. À l'opposé de son frère Robert, brillant matheux, François Mitterrand est un littéraire pur. Les chiffres et les techniques le passionnent peu. Il ne mordra guère plus à l'anglais malgré les efforts de Mlle Ronca, son professeur de Saint-Paul, une Suissesse roulant les « r » de curieuse façon. Ce fut un enfant rêveur, s'enivrant de l'odeur du vieux papier, fasciné par les romans de la bibliothèque familiale, les atlas, les histoires universelles et les gros dictionnaires qu'il a dû passer des heures à feuilleter, allongé à même le sol. Cet homme qui donnera à sa fille naturelle un nom de bibliothèque a très tôt embrassé la religion de l'écrit, et du même coup celle de sa propre langue.

Un jeune ambitieux

L'exemple de Joseph Laroche, son arrière-grand-père, instituteur en Haute-Vienne, qui composa un poème sur *l'Instruction primaire* et quelques livrets d'opéras, a pu contribuer à cette vocation. Joseph Mitterrand fut un helléniste et latiniste distingué, pétri d'humanités classiques. La mère de François lui a très tôt fait lire Bernanos, Barrès, Claudel, Mauriac et bien d'autres. Le milieu charentais aussi a compté : dans cette terre où l'on parle un français très pur, et qui fut de tous temps fertile en écrivains, Jarnac et, plus au sud, Barbezieux connaissaient pendant l'entre-deux-guerres, avec Jacques Chardonne, les Delamain, les Fauconnier, une activité littéraire sans commune mesure avec le chiffre de leur population.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que cet enfant bien doué soit devenu expert à manier la plume et le verbe. En 1934, il participe en secret à un concours d'éloquence à Bordeaux, qu'il remporte. L'adolescent orgueilleux, et qui déteste perdre, comprend déjà que l'on peut vaincre par le pouvoir des mots. Dans ces derniers mois qu'il passe à Angoulême, peut-être a-t-il eu encore l'occasion de se promener sur le rempart du midi, à deux pas de l'école Saint-Paul, à l'heure où le soleil se couche. On y a l'une des plus belles vues de la ville. À gauche, la cathédrale Saint-Pierre et l'imposant monument bâti en l'honneur de Sadi Carnot. Devant, en contrebas, un glacis de rues en pente, d'escaliers et de grimpettes descend jusqu'au quartier Saint-Ausone. On aperçoit plus loin la voie de chemin de fer, le ruisseau de l'Anguienne bordé de lavoirs, le faubourg de Sillac et tout au fond, à l'horizon, derrière les champs de l'orphelinat, la crête du bois de Saint-Martin. Nous pensons que cette vision a donné au jeune homme ambitieux un sentiment de puissance. Ce petit monde-là est à lui, avant peut-être que le monde se donne à lui. Il faut imaginer à ce moment François heureux.

PHILIPPE BACCOU

---

(1) Isaac Faure, sieur de Bourderie en 1684, portait un prénom typiquement protestant ; des Couturier huguenots furent chirurgiens à Villefagnan en 1685.

(2) Pierre Sarrazin, cousin germain de Mitterrand, épousa en 1937 l'une des filles Moreau ; Jean Bouvyer vécut quelques années avec une sœur du président.

Bibliographie :

Marie Balvet, *Le Roman familial de François Mitterrand*, Plon, 1994.

Catherine Nay, *Le Noir et le Rouge ou l'histoire d'une ambition*, (chapitres 1 et 2), Grasset, 1984.

Pierre Péan, *Une Jeunesse française, François Mitterrand 1934-1947*, Fayard, 1994.

Michel Sementéry, *Les Présidents de la République française et leur famille*, Christian, 1982.

Joseph Valynseele et Denis Grando, *À la découverte de leurs racines* (tome 1), ICC, 1988 (réédition 1994).

Charles Moulin, *Mitterrand intime* (chapitre 1), Albin Michel, 1982.

François Mitterrand, *Ma part de vérité*, Fayard, 1969.

Travaux de M. l'abbé Pierre Bureau, de Robert Auclair, de Bernard Bordier, publiés respectivement dans *Héraldique et Généalogie* (1985, p. 241 ; 1986, premier et deuxième trimestre) et dans *La Recherche généalogique en Charente* (janvier-février 1995).

UNE JEUNESSE LIGUEUSE

Contre le Front populaire

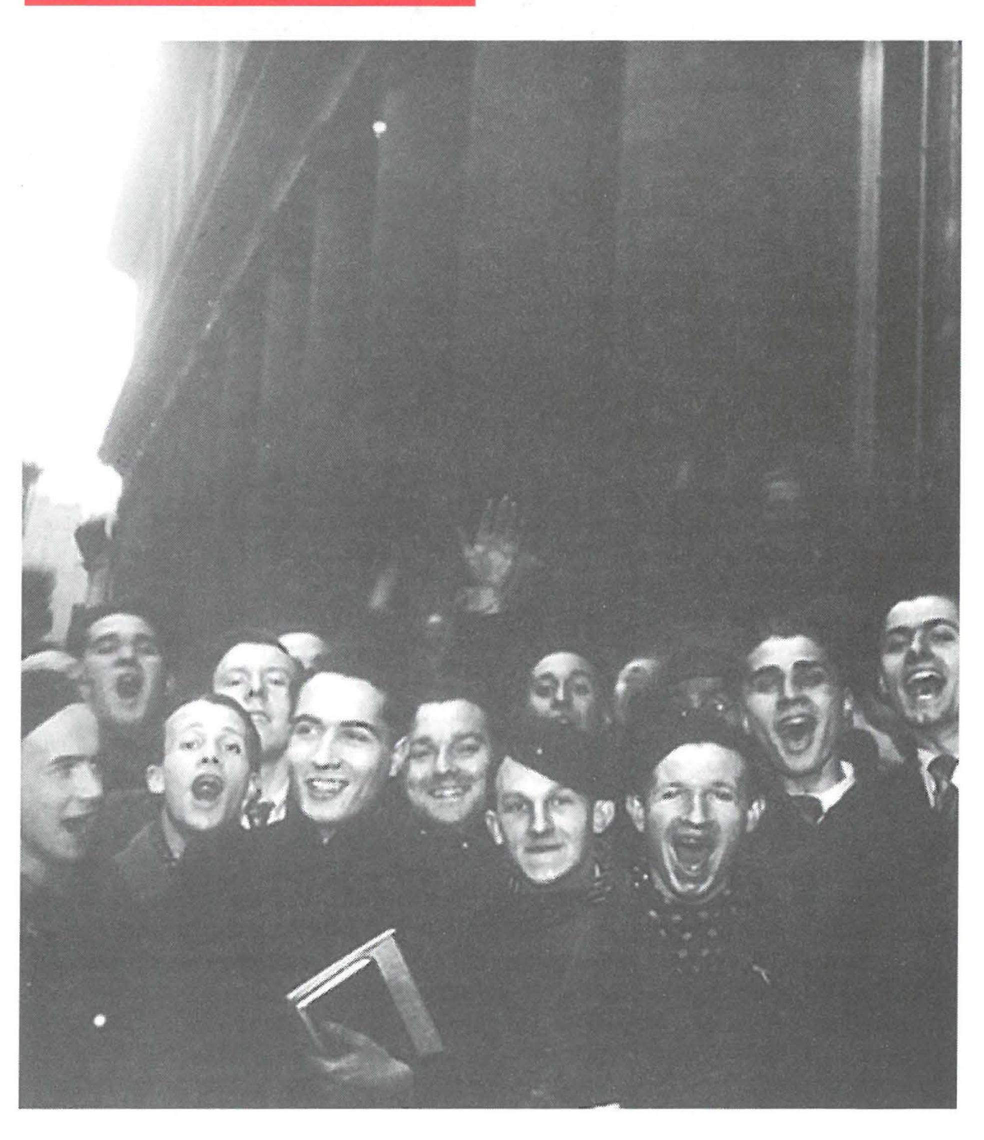
PAR ADRIEN BROCARD

« J'étais surtout curieux, dira Mitterrand. J'allais aussi bien écouter Doriot que les leaders du Front populaire… J'ai trouvé que le colonel de La Rocque était injustement traité. Ses propos tranchaient avec sa réputation. Il n'était ni fasciste ni antisémite… » Confession exacte, mais en deçà de la réalité.

Muni d'un double héritage patriotique et catholique, le jeune François débarque à Paris et pose ses valises au 104, rue de Vaugirard, une pension catholique qui avait déjà abrité l'oncle Robert.

L'héritage « patriotique », d'une part, pousse le jeune homme du côté des Volontaires nationaux. Rien qu'on ne sache déjà : dès l'époque de l'affaire des fuites, le député Legendre affirmait avoir reçu François Mitterrand aux cours d'orateurs qu'il donnait, avant-guerre, pour le compte du mouvement du colonel de La Rocque. La nouveauté, c'est que l'intéressé admette lui-même aujourd'hui cet engagement passé.

Difficile de nier : les témoignages de ses amis de l'époque abondent tous dans le même



Le 1er février 1935, le jeune François Mitterrand manifeste à Paris « contre l'invasion des métèques » et fait la « une » des journaux du lendemain.

sens, d'Henri Thieullent (*« Il était volontaire national, j'ai été à une ou deux réunions avec lui »*) à Pierre Chiron (*« J'étais Croix-de-Feu, et lui aussi. [...] On suivait les meetings en Charente avant même, je crois, de monter à Paris. »*) Une précision qui pourrait expliquer que dès le 11 novembre 1934, parisien de fraîche date, le futur président de la République participe déjà à une manifestation au terme de laquelle les Volontaires nationaux vont acclamer sous ses fenêtres Gaston Doumergue.

L'héritage catholique, ensuite. François n'envisage de s'engager en politique, comme il l'écrit à son maître, l'abbé Jobit, que pour *« apporter dans les groupements politiques auxquels il est nécessaire d'adhérer, et admis par l'Église, les directives et les principes de notre foi »*. La formule *« admis par l'Église »* est supposée éliminer toute adhésion au mouvement maurrassien, sous le coup, depuis 1926, d'une condamnation pontificale.

Sainte horreur

Les sanctions prises par le pape Pie XI à l'encontre de l'Action française avaient été d'autant plus durement ressenties que le réquisitoire qui prétendait les justifier, mis au point par le cardinal Andrieu, était d'une insigne maladresse, pour ne pas dire mensonger. La conscience des catholiques royalistes n'en avait pas été moins heurtée. Les récits d'un La Varende ont bien rendu ce drame de croyants sincères, déchirés entre leur fidélité à l'Église et leur adhésion à la monarchie. Les obstinés encouraient de graves punitions : un décret de la Sacrée Pénitencerie adopté le 8 mars 1927 excluait des sacrements les ligueurs, camelots du roi, militants, et même les lecteurs de *L'Action française*, le quotidien étant mis à l'index. Une ordonnance signée un an plus tard par l'épiscopat français privait les adhérents du mouvement d'obsèques religieuses et de toute solennité lors des mariages. Les ecclésiastiques se voyaient menacés de suspense *« a divinis »*, et l'on refusait la prêtrise aux séminaristes suspects de sympathies maurrassiennes...

C'est en grande partie pour lutter contre l'influence de l'AF que furent en outre créés les mouvements d'Action catholique, au nombre desquels figurait la JEC, la Jeunesse étudiante chrétienne dans les rangs de laquelle milite François, tant à Saint-Paul d'Angoulême que, plus tard, au 104, rue de Vaugirard.



***Le colonel de La Rocque, chef charismatique de l'association des Croix-de-Feu. Mitterrand qui adhéra à son mouvement de jeunesse, les Volontaires nationaux, le jugera par la suite* « injustement traité ».**

De quoi donner du crédit à la déclaration que l'intéressé faisait dans *L'Expansion*, en juillet-août 1972 : *« J'ai été élevé dans l'horreur de l'Action française, non parce qu'elle était de droite, mais parce qu'elle était excommuniée. »*

Allant dans le même sens, cette autre déclaration de notre Président, martelée en 1983, en réponse à une attaque de Jacques Chirac qui faisait référence à son *« passé Action française »* : *« L'histoire de ma famille, en réalité, se confond bien plutôt avec celle du Sillon, puis de la Démocratie chrétienne. Or ce courant de pensée et celui de l'Action française se haïssaient, c'est bien connu, sauf de M. Chirac. »* Reste que le Sillon avait été lui aussi condamné par Rome, sans pour autant susciter « l'horreur » des Mitterrand...

« Lorsque Rome leva, en 1939, la condamnation du mouvement maurrassien, voilà beau temps que l'Eglise ne refusait plus de marier ou d'enterrer chrétiennement les gens d'Action française » déclarait en outre à *Minute*, le 14 septembre 1994, M[e] Biaggi, ancien meneur des étudiants d'Action française. *« J'étais sûrement aussi catholique que Mitterrand, et c'est un prêtre qui, à la fin de l'année 1934, m'a initié à la politique maurrassienne et incité à rejoindre l'AF... »*

À l'institut d'AF

Aux dires de François Dalle – hôte, lui aussi, du 104, rue de Vaugirard, comme son frère Bernard et André Bettencourt –, Biaggi n'est pas un inconnu pour Mitterrand : *« Nous allions à la fac de droit le matin et fréquentions la bibliothèque de la fac, qui était "tenue" par les Camelots du roi... Je me souviens de Biaggi. L'ambiance était totalement différente à la bibliothèque de la Sorbonne : il n'y avait pas 5 % de non-marxistes et pas une fille ne levait les yeux... »*

Or, dans le numéro de *Minute* déjà cité, M[e] Biaggi porte ce témoignage : *« Mitterrand passait alors dans le milieu étudiant pour être d'Action française et fréquentait l'Institut d'AF, rue Saint-André-des-Arts, où je l'ai rencontré, comme Pierre Guillain de Bénouville. Il était d'ailleurs de bon ton, à l'époque, pour un étudiant de droite, de se dire d'Action française. En 1934, l'AF formait une famille politique assez restreinte, mais dynamique, jouissant en milieu étudiant d'une autorité et d'une force d'entraînement indéniables. Il ne fait aucun doute que Mitterrand est entré dans la danse. »*

Mitterrand à l'Institut d'AF ? Jean Bruel, actuel patron des Bateaux-Mouches, témoigne aussi l'y avoir rencontré.

« Je n'ai jamais flirté avec l'extrême droite », n'en affirmait pas moins Mitterrand à Franz-Olivier Giesbert, en septembre dernier, dans le *Figaro*. *« J'ai toujours été républicain. J'étais un produit de mon milieu : la petite bourgeoisie française, catholique et traditionaliste. Donc de droite. Et patriote. Je n'étais pas Action française. »*

Après tout, pourquoi pas ? La simple curiosité intellectuelle aurait pu expliquer la présence occasionnelle à l'Institut d'Action française d'un étudiant en droit et en sciences politiques, à une époque où, rappellent Lazare de Gérin Ricard et Louis Truc dans leur *Histoire de l'Action française*, *« aux Ambassadeurs, les conférences dialoguées Roux-*

Kerillis, Roux-Monzie, Larpent-Jean Zay, sur la démocratie et la royauté, faisaient courir tout Paris ».

Un autre témoignage, encore cité par *Minute*, apporte cependant quelques précisions quant aux options royalistes de Mitterrand. Le 2 février 1983, un vieux militant du mouvement maurrassien, Jean-Roche Boitaud, ancien condisciple de François à l'école Saint-Paul d'Angoulême, avait publié dans *Aspects de la France* un article intitulé « Quand Mitterrand fréquentait l'Action française ». Il y affirmait que le père de notre président de la République était, *« de notoriété publique »*, royaliste.

Interrogé par *Minute*, Jean-Roche Boitaud évoquait en septembre dernier le témoignage de Georges Calzant, ancien vice-président de la Fédération nationale des étudiants, collégiens et lycéens d'Action française, qui lui avait affirmé avoir attribué une carte d'adhérent à François Mitterrand, pour l'année scolaire 1934-1935... Témoignage de seconde main, bien sûr, mais que l'on peut rapprocher d'autres détails : la participation de François au défilé de Jeanne d'Arc de 1936, organisé par l'AF ; ou à un mardi-gras royaliste en 1938 ; ou encore les souvenirs de son ami Louis Clayeux, qui affirme : *« François était à droite, et moi plutôt de l'autre côté.* [...] *Il était plutôt Action française. »*

Pas seulement en spectateur

Comment ignorer, en outre, les photos fameuses qui nous montrent le jeune François, le 2 février 1935, au premier rang des étudiants en droit et en médecine qui défilent, quatre heures durant, pour protester contre l'exercice par des étrangers de la médecine en France, et plus généralement contre l'« invasion métèque ». A deux jours de l'anniversaire des émeutes du 6 février 1934, le mouvement, auquel se joignent notamment les Jeunesses patriotes, est aussi initié par l'AF...

Aumônier de Saint-Paul d'Angoulême, où Mitterrand avait effectué sa scolarité, l'abbé Jobit s'attarde dans *Notre École*, la feuille de l'établissement, sur ces premiers pas de son ancien élève dans le Paris politique : *« Il a assisté – et pas seulement en spectateur – aux incidents récents de la Faculté,* écrit le bon père, *et sa famille ne fut pas peu étonnée de reconnaître sur un grand journal, au premier rang des étudiants chahuteurs... la figure de l'ami François. »* Un grand journal ? Il est photographié dans *Paris-Midi*, *L'Echo de Paris* et le *Figaro* !

Au demeurant, quoi d'étonnant à cela ? Au lendemain des émeutes du 6 février 1934, le Paris politique reste un chaudron qui bout. Au cœur d'un Quartier latin acquis aux nationalistes, les étudiants de droite sont tentés soit par la monarchiste Action française, soit par les mouvements naissants qui s'inspirent des régimes fascistes triomphant à l'extérieur des frontières. Les intellectuels de l'époque, brillants et admirés, s'engagent sous les bannières des extrêmes : le parti communiste à gauche, l'Action française à droite semblent des lieux de passage presque obligés. Le talent littéraire épouse la politique.

Dans *Mes arches de Noé*, Michel Déon a raconté dans quelles conditions, élève au lycée Janson-de-Sailly, il adhéra, lui aussi, à l'Action française au lendemain du 6 février : *« Et je donnai à François Périer mes cinq francs en échange de la carte bleue de lycéen d'Action française. Il m'entraîna à quelques réunions et j'eus accès à une bibliothèque qui me permit de plonger dans ce que je ne connaissais pas encore de Maurras et Bainville. »* Pour toute une jeunesse, les prestiges de l'intelligence accompagnaient sans l'étancher la soif d'action. Les alcools forts étanchent-ils jamais la soif ?

Pour l'heure, la France demeurait sous le coup de l'indignation. Les polémiques fleurissaient, Abel Bonnard espérait un réveil des énergies, Henri Béraud, dans ses premiers pamphlets, voyait, entre les pavés rougis, des poings sortir de terre... Derrière eux, la jeunesse des écoles et de l'université, celle de la faculté de droit comme celle de Sciences-Po... Singulière ambiance, composée d'ébullition intellectuelle, d'audace, d'insolence, de violence et de potacherie. Comment un jeune homme ambitieux, curieux, actif, aurait-il échappé totalement à cette fièvre ? Les déceptions viendraient plus tard...

Une lutte fratricide

« À distance, écrit encore Michel Déon, *il me semble maintenant que ces étudiants d'avant 1939, qui se battaient dans la rue, menaient en réalité une lutte fratricide. De quelque parti qu'ils fussent, ils ne supportaient plus ce régime décrépit qui avait perdu la paix, écartait tous les hommes politiques capables d'une action – Tardieu, Laval et même Caillaux, honni par l'AF – et trouvait son symbole en cette grosse outre de vent, Edouard Herriot, le "mairdeulyon" disait Daudet. »*

Et Mitterrand se serait sagement contenté d'aller acclamer sous ses fenêtres un Gaston Doumergue ?

Luttes fratricides : les rixes se multiplient, le sang coule ; un militant communiste est tué à Hénin-Liétard le 11 avril 1934, un camelot du roi au Pecq le 3 février 1935... Agressé par des communistes irrités par l'insigne des Volontaires nationaux qu'il porte au revers de sa veste, François est lui aussi amené à faire le coup de poing. En 1936, la victoire du Front populaire marque le début d'une guerre franco-française qui se poursuivra pendant l'Occupation, pour culminer avec l'épuration. Giraudoux écrit *La Guerre de Troie n'aura pas lieu* et le spectre de la guerre flotte sur une époque qu'on pressent comme la fin d'un monde. Le drame couve, on rit pourtant encore. A l'ouverture solennelle de l'année universitaire 1938, les étudiants nationalistes bombardent de papier hygiénique le ministre de l'Education nationale, Jean Zay, coupable d'avoir écrit en 1924 qu'il se torchait le cul avec le drapeau français. Le 20 juin 1944, trois miliciens l'assassineront.

Contre Jèze et Négus

Du mois de janvier au mois de mars 1936, c'est un autre ministre de l'Éducation, Guernut, jadis réformé pour débilité mentale, que la droite estudiantine conspue pour avoir pris la défense de Gaston Jèze, un professeur de droit fiscal devenu le conseiller du Négus dans l'affaire éthiopienne, et violemment hostile à Mussolini. À la faculté de droit du Panthéon, les étudiants d'Action française, qui contrôlent la Corpo de droit, les Volontaires nationaux et les Jeunesses patriotes mènent la bataille pour obtenir sa démission. Mitterrand est-il alors pris dans une rafle de police ? En tout cas, une photo le montre encore au nombre des manifestants. Il fait par ailleurs allusion à ces « glorieuses journées de mars », dans un article donné à *L'Écho de Paris* – journal auquel il continue de collaborer après la dissolution des ligues, en 1936, et dont les sympathies vont pour partie au PSF, héritier des Croix-de-Feu, et pour partie aussi à Jacques Doriot. Jusqu'en juillet 1937, il en présidera le Cercle littéraire.

« François était, comme nous tous, à la recherche de la vérité », déclare aujourd'hui son ami Claude Roy. Faut-il s'étonner alors de ne pas toujours bien saisir la vérité de l'étudiant Mitterrand ?

ADRIEN BROCARD

Du stalag au pouvoir

PAR GUY CHAMBARLAC ET FRANÇOIS DE LANNOY

Soldat vaincu et prisonnier de guerre en 1940, évadé à la fin de 1941, fonctionnaire de Vichy pour les prisonniers en 1942, fondateur d'un mouvement de résistance destiné aux anciens « PG » en 1943, François Mitterrand inaugure sa vraie carrière politique comme sous-ministre provisoire des Prisonniers en 1944. L'environnement des barbelés ne le lâchera plus.

Cinq heures après la Grande-Bretagne, ce 3 septembre 1939, le gouvernement français déclare la guerre à l'Allemagne sous le prétexte de défendre la Pologne qui ne sera pas défendue. Après quoi, la France s'endort huit mois dans la paresse et les bobards de la « drôle de guerre ».

La vraie guerre commence avec l'offensive allemande du 10 mai 1940. Quatre jours plus tard, les blindés de Guderian franchissent la Meuse au sortir des Ardennes réputées infranchissables et crèvent les défenses françaises dans la région de Sedan. Fonçant vers la mer en un gigantesque « coup de faux », ils atteignent la Somme le 20. Les deux armées françaises aventurées en Belgique avec le corps britannique sont tournées, isolées, disloquées. Dès ce moment, la bataille semble virtuellement perdue (1).

La bataille de mai-juin 1940 se solde pour la France par le plus grand désastre de son histoire. Les traces n'en sont pas effacées. En cinq semaines, l'armée française, considérée comme l'une des plus puissantes de l'époque, est cernée, pulvérisée, vaincue. On compte 120 000 morts du côté français contre 35 000 du côté allemand. Emportés dans une monstrueuse panique, dix millions de civils de tous âges et de toutes conditions se sont enfuis du nord vers le sud et encombrent les routes de l'exode. Les deux tiers du territoire sont investis par la Wehrmacht qui tient tout le littoral, de la mer du Nord à la frontière espagnole.



François Mitterrand, casqué, en 1939, avec d'autres soldats du 23e RIC.



Au stalag IX-A en Thuringe. Mitterrand (au deuxième rang, deuxième à partir de la gauche) est photographié avec les membres de l'équipe administrative.

Tandis que les politiciens faillis se déchargent sur le maréchal Pétain du poids d'une défaite à laquelle il est étranger, un armistice inéluctable est signé le 22 juin entre les représentants de la France et de l'Allemagne et devient effectif le 25. Ses conditions sont moins dures qu'on ne le craignait. Toute la zone Sud (4/10e du territoire métropolitain), l'Afrique du Nord française et ce qu'on appelle alors l'Empire échappent à l'occupation et restent sous la souveraineté française et l'autorité du gouvernement qui s'installe peu après à Vichy (2).

Le vainqueur concède à la France une armée métropolitaine (armée d'armistice) de 100 000 hommes, à laquelle s'ajouteront armée d'Afrique et armée coloniale, soit 380 000 hommes répartis en Afrique du Nord et dans l'Empire, sans compter les effectifs de la marine et de l'aviation, dont les bâtiments et les appareils ont été désarmés mais ne sont pas saisis. Ce potentiel se révélera décisif par la suite.

Une armée décevante

En mai et juin 1940, en cinq semaines, la Wehrmacht a capturé plus de 1 800 000 soldats français. Chiffre énorme. De 1914 à 1918, en quatre ans, les Allemands n'avaient capturé que 560 000 soldats français, dont beaucoup étaient blessés. L'importance du nombre de PG est notamment la conséquence des grands mouvements d'encerclement réalisés par les divisions blindées allemandes suivant la stratégie du Blitzkrieg conçue par le général von Manstein et adoptée par Hitler. Rattrapées, dépassées par les colonnes motorisées ennemies, des divisions entières – parfois abandonnées par leurs officiers – sont capturées. Le 4 juin 1940, à Dunkerque, 40 000 soldats, sacrifiés pour protéger le rembarquement des troupes britanniques, tombent ainsi aux mains des Allemands. Dans l'Est, les armées encerclées, refoulées dans les Vosges ou retranchées sur la ligne Maginot, sont obligées de se rendre. Les troupes de forteresse sont souvent capturées après l'armistice avec tout leur matériel et sans avoir tiré un coup de feu.

Le sergent Mitterrand n'a pas échappé au sort de ces centaines de milliers de soldats.

Inscrit en 1934 à l'École des sciences politiques et à la faculté de droit, il a commencé son service militaire à la fin de 1938. Refusant les EOR pour rester à Paris et revoir ainsi à son aise son grand amour du moment, la toute jeune Marie-Louise Terrasse, future Catherine Langeais, il a été incorporé au fort d'Ivry au 23e RIC. Il y fait la connaissance de Georges Dayan qui deviendra son ami, son premier ami de gauche. Envoyé en Alsace à la déclaration de guerre, il se trouve dans les Ardennes, à l'extrémité de la ligne Maginot lors de l'offensive allemande du 10 mai 1940. Sa mission consiste à creuser des fossés antichars. Le 13 mai, il reçoit le baptême du feu. Puis son régiment se replie dans la région de Verdun. Mitterrand y est blessé par un éclat d'obus le 14 juin. Il est hospitalisé à Toul puis à Bruyères dans les Vosges. C'est là qu'il est capturé le 21. Après un séjour d'un mois dans un hôpital de Lunéville, il rejoint un frontstalag (3) avant d'être transféré sur le territoire du Reich. Il est dirigé vers le stalag IX-A en Hesse, au sud-ouest de Kassel. C'est le début de la captivité.

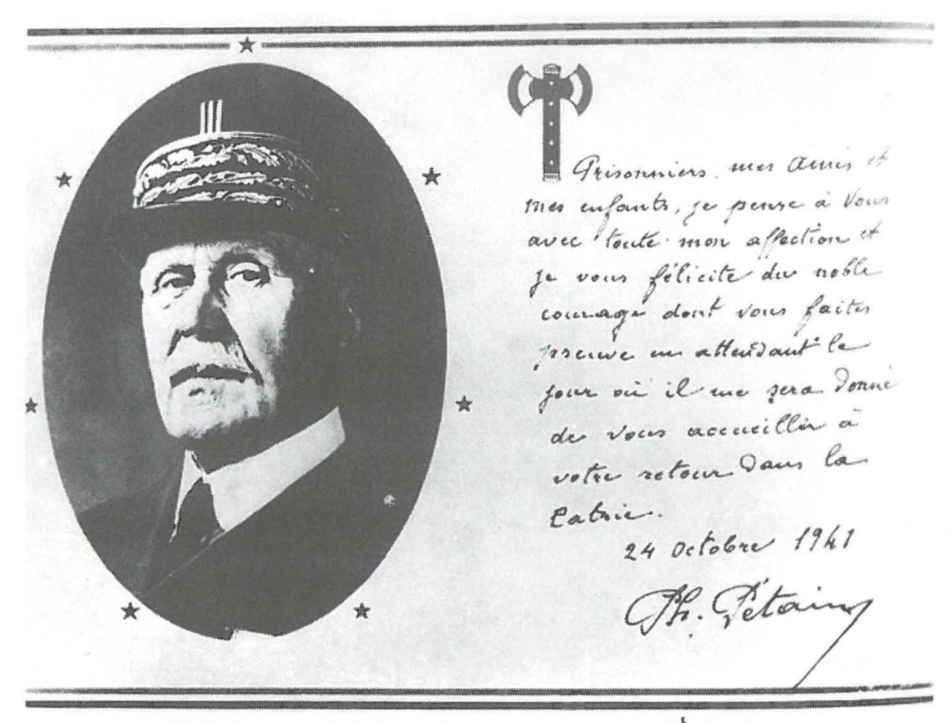
Prisonnier de guerre

De son expérience militaire, avant la captivité, François Mitterrand conservera le souvenir le plus décevant. Son régiment est à l'image du reste de l'armée. Officiers médiocres et arrogants, casernes crasseuses où l'on cultive la paresse, tout le contraire de ce que prétend la légende militaire. Ce souvenir ne le quittera plus et son estime pour le corps des officiers sera toujours des plus réservée.

Le sergent Mitterrand ne fait qu'un bref séjour au stalag IX-A. Dès octobre 1940, il est transféré au stalag IX-C de Bad-Sulza et envoyé dans un Kommando de travail, le Kommando 1515 basé à Schaala en Thuringe. C'est là qu'il fera la connaissance de son futur ami Roger-Patrice Pelat. Tous les prisonniers sont astreints à travailler dans les fermes ou chez l'habitant. Ainsi Mitterrand est-il employé par un charpentier, brave homme et ancien combattant de 1914-1918 blessé à Verdun. Mitterrand lui montre ses propres cicatrices récoltées également près de Verdun. Une sorte de fraternité se noue entre les deux hommes. Il l'évoquera dans un article qu'il donnera à la fin de 1942 à *France, revue de l'État nouveau* que dirigera son ami, l'ancien cagoulard Gabriel Jeantet. L'article intitulé « Le charpentier de l'Orlathal » sera repris en 1977 dans *Politique 1* (Fayard) :

« Je fus stupéfait à la pensée que tout ce qui nous avait uni en six mois de labeur et de silence, ce n'avaient pas été les regrets de la paix ou l'espoir de jours riants et fraternels, mais les souvenirs qui signifiaient lutte et combat. Napoléon, Verdun tiraient entre nous ce trait sanglant qui rassemble au lieu de séparer les peuples. »

En février 1941, il est de retour au stalag IX-A. Début mars, il tente une première évasion mais échoue après avoir parcouru 550


Prisonniers, mes amis et mes enfants, je pense à vous avec toute mon affection et je vous félicite du noble courage dont vous faites preuve en attendant le jour où il me sera donné de vous accueillir à votre retour dans la Patrie.

24 Octobre 1941

Ph. Pétain

Carte adressée aux prisonniers par les services de propagande de Vichy.

kilomètres à pied. Après un court passage au IX-C, il réintègre le IX-A.

Ses camarades de captivité qui auront l'occasion de témoigner beaucoup plus tard, se souviendront d'un compagnon très brillant, capable d'improviser une conférence sur les sujets les plus divers pour distraire la chambrée. Ses sentiments maréchalistes sont attestés par tous. Mais il semble plus intéressé par la littérature que par les débats politiques. Ses écrivains préférés sont alors Drieu la Rochelle et Chardonne.

Le 28 novembre 1941, il s'évade pour la seconde fois. Il est repris à Metz et aussitôt conduit à un camp de triage pour évadés à Boulay-sur-Moselle. De là, le 10 décembre 1941, il s'évade une troisième fois. Ce sera la bonne. Grâce au réseau d'évasion de l'étonnante sœur Hélène Studler, il parvient cette fois à rejoindre la zone libre.

L'expérience de la captivité

François Mitterrand a donc vécu presque dix-huit mois en captivité. Épisode décisif dans sa vie. À défaut de le changer en profondeur, il l'a mûri et modifié beaucoup de ses idées. Le Mitterrand de 1942 n'est plus celui de 1938, jeune étudiant prétentieux, frais émoulu de Sciences-Po et de la fac de droit. Les épreuves de la guerre, de la défaite, de la captivité, l'apprentissage de la vraie vie en commun, dans la dure promiscuité du stalag lui ont fait découvrir ce qu'un univers familial préservé n'avait pu lui apprendre. Il a découvert que la hiérarchie sociale du temps de paix repose sur des valeurs souvent fausses qui ne coïncident pas avec la valeur humaine ou morale. Tout en faisant la part des intentions politiciennes d'un propos bien postérieur, il ne trompe sans doute pas son monde quand il déclare à Roger Priouret (*L'Expansion*, juillet 1972) : *« Oui, c'est là que j'ai commencé à remettre en cause de façon fondamentale notre société... »*

Les PG et la Révolution nationale

Si Mitterrand, comme il l'assure, a commencé à douter de l'ordre social établi – ce qui n'est pas en contradiction avec le discours d'une bonne partie de l'extrême droite d'avant 1940, ses opinions politiques ne semblent pas avoir changé.

Les articles qu'il écrit en qualité de rédacteur en chef du journal du stalag IX-A, *L'Éphémère*, le montrent totalement acquis aux idéaux de la Révolution nationale, comme d'ailleurs la plupart des PG de l'époque.

Les prisonniers tiennent une grande place dans la thématique de la Révolution nationale, ce qui n'est pas surprenant en raison de leur nombre et du colossal problème social que représente cette masse de Français jeunes retenus loin de leur pays, de leur famille, de leur métier. Dans le discours de Vichy, ils sont représentés comme des victimes de l'impéritie de l'ancien régime (III[e] République) et des gouvernements de l'avant-guerre qui ont conduit la France au désastre. Ils méritent donc la sollicitude de la nation. Mais plus encore, par leurs souffrances, ils deviennent un des ferments privilégiés d'une renaissance française. De leurs épreuves, les PG peuvent tirer une force nouvelle et un retour aux vraies valeurs morales dont la France a besoin.

Comme le remarque Yves Durand : *« Les prisonniers servent ainsi d'illustration à l'un des thèmes favoris de la Révolution nationale : celui de la rédemption par la souffrance* (4). *»* Mitterrand adhère sans réserve à cette interprétation chrétienne des choses.

Avec le Maréchal qui symbolise le changement, il pense qu'il faut relever la France et que les prisonniers ont un rôle primordial à jouer. Cette idée du rôle des prisonniers dans le redressement français sera le fil conducteur de l'action de François Mitterrand dans les années suivantes. Une action suscitée par ses convictions de l'époque mais aussi, on le verra, par l'ambition et la volonté de faire carrière.

En janvier 1942, après s'être reposé quelques jours à Saint-Tropez chez des amis, les Lévy-Despas, où il digère difficilement la déception de la fin de son grand amour avec une Marie-Louise Terrasse qui ne l'a pas attendu, il arrive à Vichy, convoqué par le fils du colonel Cahier, un proche de sa famille. Le colonel qui appartient au Contrôle général de l'armée, lui a trouvé un petit emploi au service de documentation de la Légion des combattants, vaste rassemblement de braves pères de famille dans lequel ont été fondues d'autorité toutes les associations d'anciens combattants des deux guerres, afin de soutenir l'action du maréchal Pétain.

« J'étais un petit scribouillard, dira Mitterrand à Pierre Péan. *Je faisais des fiches sur les communistes, les gaullistes et ceux qui étaient considérés comme antinationaux. »* Il ignore que cette médiocre besogne de police profite en réalité au contre-espionnage clandestin, reconstitué par le commandant Paillole avec l'accord de ses chefs de l'armée d'armistice et du maréchal Pétain sous l'appellation neutre des « Travaux Ruraux » (TR).

La Résistance à l'ombre de Vichy

Dès la signature de l'armistice, une série d'initiatives secrètes a été prise à différents niveaux au sein des anciens services secrets reconstitués dans la clandestinité et au sein de

'état-major de l'armée. La convention l'armistice avait stipulé la dissolution des services de renseignement et de contre-espionnage. Mais le général Weygand, ministre de la Défense, et son successeur le général Huntziger, veillent à ce que ces services poursuivent leurs activités sous des camouflages variés, avec leur chef, le colonel Rivet, replié à Chamalières. Le SR Terre poursuit son action avec les commandants Perruche, Navarre et Mercier. Le SR Marine est dirigé par le capitaine de vaisseau Sanson et le SR Air par le colonel Ronin. En Algérie, le SR camouflé est dirigé par le colonel Jean Chrétien.

Le 2e Bureau de l'état-major de l'armée, sous le colonel Barril, continue également à fonctionner, mais ses sections Allemagne et Italie, officiellement dissoutes, sont reconstituées clandestinement à Lyon.

Tous ces SR ont conservé des liaisons avec l'Intelligence Service qui reçoit d'eux de multiples informations..

Le contre-espionnage défensif est dissimulé sous le sigle du Bureau des menées antinationales (BMA). Officiellement chargé de lutter contre le communisme et les adversaires du régime, il est dirigé par le colonel d'Alès. Les pouvoirs des BMA sont considérables. Leur fonction est double. Pourchasser les agents de l'Axe en zone libre et en Afrique du Nord, mais traquer aussi les agents anglais ou réputés tels, donc les gaullistes. De juillet 1940 à novembre 1942, ils arrêteront 1 300 agents italiens et allemands. Aussi surprenant que cela paraisse, 42 espions allemands seront ainsi fusillés par Vichy, tandis que 483 autres, condamnés aux travaux forcés, seront transférés en Algérie. Pour être réduite, on voit que la souveraineté française ne s'en exerce pas moins.

Un service spécialisé camouflé sous l'appellation neutre du CMD (Conservation du matériel) est chargé de camoufler et de stocker les armements qui échappent ainsi au contrôle des commissions d'armistice allemande et italienne. Son chef, le colonel Mollard sera arrêté par la Gestapo en septembre 1943 et déporté à Buchenwald (5). Un service clandestin de mobilisation destiné au triplement des unités en cas de débarquement allié est créé à Vichy dans le cadre du 3e Bureau de l'état-major, sous les ordres du commandant Clogenson, tandis que le contrôleur général Carmille constitue un fichier national de recrutement sous l'apparence anodine d'une Direction de la démographie rattachée au ministère des Finances. Arrêté par la Gestapo le 3 février 1944, René Carmille trouvera la mort au camp de Dachau.



Vichy, janvier 1943, l'équipe dirigeante du Commissariat général au reclassement des prisonniers de guerre. François Mitterrand est dans un cercle. Maurice Pinot, commissaire général, déjà engagé dans des actions de résistance, est au premier rang, deuxième en partant de la gauche.

En liaison étroite avec le colonel Rivet, chef des Services spéciaux de la Défense nationale, et sous couvert d'étudier les questions de maintien de l'ordre et de guérilla, le 3e Bureau de l'état-major constitue une Section d'études qui est à l'origine des premières actions de résistance par le soutien qu'elle apporte à Henri Frenay et à bien d'autres chefs de mouvements.

Un pétainisme pur et dur

Toujours sous couvert du 3e Bureau, le colonel Du Vigier, en liaison avec les TR de Paillole, constitue des Groupes d'autodéfense (GAD) afin de constituer des groupes de civils armés encadrés par des officiers, sorte d'Armée secrète avant la lettre. Chaque division comporte un GAD avec ses propres dépôts d'armes. L'un des officiers des GAD, le commandant Lejeune, jouera un rôle déterminant après le débarquement allié en Afrique du Nord. La dissolution de l'armée d'armistice sera en effet suivie par la constitution de l'Organisation de résistance de l'armée (ORA). Lejeune établira la liaison entre l'ORA et les services secrets britanniques qui parachuteront armes et argent à ses maquis.

L'un des plus jolis coups des GAD sera l'évasion du général Henri Giraud, détenu à la forteresse de Königstein, le 17 avril 1942 et son exfiltration vers la France. Toute l'opération a été montée par le colonel Touzet Du Vigier, le commandant de Linarès et le général d'aviation René Chambe avec la complicité de nombreux autres officiers et, bien entendu, la participation essentielle et audacieuse du principal intéressé.

Ainsi, sans le savoir, François Mitterrand est-il à Vichy un rouage minuscule dans la vaste entreprise de Résistance mise sur pied par des officiers dévoués au maréchal Pétain et qui poursuivent dans le secret la guerre contre l'Allemagne.

Au mois d'avril 1942, il a 26 ans. Il démissionne de la Légion, non par désaccord politique, mais parce qu'il s'ennuie. La lettre qu'il écrit le 22 avril 1942, quatre jours après le retour au pouvoir de Pierre Laval, et que publie Pierre Péan, est un extraordinaire document. Il prouve d'abord l'intérêt vorace de son auteur pour la politique et l'intention d'y faire son chemin. Il montre par ailleurs une fidélité sans faille à la Révolution nationale et à ses formes les plus engagées puisqu'il appelle de ses vœux la formation d'une « milice » pure et dure. Simultanément, il dit sa confiance en Laval. Opinion qui variera par la suite :

« *Je me suis composé une vie bourrée d'occupations de toute sorte. En premier lieu, je suis évidemment passionné par la vie politique. Comment arriverons-nous à remettre la France sur pied ? Pour moi, je ne crois qu'à ceci : la réunion d'hommes unis par la même foi. C'est l'erreur de la Légion que d'avoir reçu des masses dont le seul lien était le hasard : le fait d'avoir combattu ne crée pas une solidarité. Je comprends davantage le SOL* [Service d'ordre légionnaire créé par Joseph Darnand, NDLR], *soigneusement choisi et qu'un serment fondé sur les mêmes convictions du cœur lie. Il faudrait qu'en France on puisse*



Algérie, 1943. Les généraux Giraud et de Gaulle. Le premier a la confiance de l'armée. Il sera éliminé par le second. La querelle entre les deux généraux laissera des traces durables au sein de la Résistance intérieure.

organiser des milices qui nous permettraient d'attendre la fin de la lutte germano-russe sans crainte de ses conséquences – que l'Allemagne ou la Russie l'emporte, si nous sommes forts de volonté, on nous ménagera. C'est pourquoi je ne participe pas à cette inquiétude née du changement de gouvernement. Laval est sûrement décidé à nous tirer d'affaire. Sa méthode nous paraît mauvaise ? Savons-nous vraiment ce qu'elle est ? Si elle nous permet de durer, elle sera bonne... »

Cette lettre du 22 avril 1942 marque le point culminant du « pétainisme » de son auteur. On peut la détailler. Tous les arguments qui, à l'époque, sous-tendent la politique de Pierre Laval s'y trouvent. Cette lettre annonce aussi une passion forte pour la politique et une pensée structurée, même si elle emprunte à d'autres.

Chômeur au début de mai 1942, François Mitterrand est à la recherche d'un nouvel emploi. Il va le trouver grâce à des amis évadés comme lui, qui ont constitué au sein du Bureau de reclassement des prisonniers une structure clandestine destinée à venir en aide aux évadés par la fourniture de faux papiers. Son ami Roussel, qui anime cette structure, lui offre deux activités possibles : l'une au Commissariat aux questions juives, l'autre au Commissariat au reclassement des prisonniers. Mitterrand choisit la seconde bien qu'elle soit moins bien payée. Il prend ses fonctions en juin. Il est chargé des relations avec la presse.

Au Commissariat au reclassement des prisonniers, il se trouve en terrain connu. Il a des raisons de penser que cette administration peut ouvrir de grandes portes.

Le Commissariat aux prisonniers

Selon l'OKW, la Wehrmacht a capturé 1 900 000 sous-officiers et hommes de troupes ainsi que 29 000 officiers. Ces chiffres ne sont pas contradictoires avec les 1 800 000 prisonniers que l'on avance du côté français. En effet, beaucoup de prisonniers ont été libérés ou se sont évadés avant leur transfert en Allemagne au cours des premiers mois de captivité. En tout, 1 580 000 prisonniers ont été transférés en Allemagne. Les autres, comme on vient de le dire, ont été libérés rapidement ou ont été maintenus en France dans les frontstalags, c'est notamment le cas des troupes africaines.

Comme l'écrit M.-Th. Chabord, « *la question des PG, étant donné leur nombre, a été une des plus importantes parmi toutes celles qui se sont imposées au gouvernement de Vichy* (6). » Celui-ci met en œuvre une véritable « politique des prisonniers ». Il œuvre de toutes ses forces pour que ces centaines de milliers d'hommes retenus loin de France ne se sentent pas coupés du reste de la nation et conservent le sentiment que l'on s'occupe d'eux. Au prix de marchandages longs et compliqués, dans lesquels intervient la « Relève » (le départ volontaire pour l'Allemagne de trois travailleurs libres permet la libération d'un prisonnier), Vichy cherche, non sans succès, à obtenir le maximum de libérations. Le gouvernement aide et protège les familles des PG (la moitié sont mariés et pères de famille) qui souffrent de l'absence de leur chef avec tous les problèmes économiques et psychologiques que cela implique (7). Il apporte un soutien matériel et moral aux captifs. Il aide les libérés et les évadés à se réintégrer dans la société.

En 1941, 209 000 prisonniers reviennent en France (dont 16 000 évadés). En 1942, 94 000 (dont 19 000 évadés). En 1943, 122 000 (dont 33 000 évadés). Et en 1944, 29 000 (dont 3 000 évadés). Au total, en quatre ans, ce sont donc 454 000 hommes revenus d'Allemagne qu'il a fallu aider et réinsérer, sans compter 62 000 hommes libérés des frontstalags maintenus sur le territoire français.

C'est pour cela qu'a été créé le 2 septembre 1941 le Commissariat au reclassement des prisonniers (8). Confié à Maurice Pinot de Périgord de Villechenon, fils du fondateur du Comité des forges, journaliste économique, lui-même ancien prisonnier en oflag, le Commissariat coiffe l'ensemble des institutions publiques et privées qui s'occupent des prisonniers. Pinot constituera plus tard dans chaque canton des Centres d'entraide (CEA) qui permettent aux ex-prisonniers de se réunir, de s'aider et de perpétuer cette mentalité singulière à laquelle ils sont attachés : « l'esprit prisonnier » qui se révèle une des composantes de la Révolution nationale.

Une initiative privée destinée à un certain retentissement est due à Antoine Mauduit, ancien PG lui-même. Personnage étonnant. Un jour, touché par une sorte de révélation évangélique, il a plaqué sa belle situation, s'est fait ouvrier de ferme avant de s'engager dans la Légion étrangère. En 1940, il est officier au 1[er] étranger. Il est capturé, mais il sera libéré de son oflag pour participer aux combats de Syrie. Après son retour en France, en 1942, il décide de créer un mouvement anti-allemand avec le soutien du colonel de Linarès, officier du GAD. Il rêve d'une croisade pour la refondation d'une « *France chrétienne, forte, saine, généreuse* ».



François Mitterrand harangue des prisonniers de la MNPGD en 1946. Le milieu prisonnier est le remplin de sa carrière politique. L'année suivante, à 30 ans, il sera ministre des Anciens combattants et ictimes de la guerre.

Avec Roussel, Mauduit crée une sorte de epaire au château de Montmaur, dans les Hautes-Alpes. On y recueille des évadés et on prépare un futur maquis. À Lyon, il rencontre es fondateur du Centre d'action des prisonniers (CAP), deux intellectuels catholiques, anciens PG, proches de la droite maurrassienne et partisans convaincus de la Révolution nationale, Jean de Fabrègues (qui dirige le journal *Demain*) et Jean Guitton. Le CAP a été créé en 1942 avec le soutien de Maurice Pinot.

Mauduit qui sera bientôt arrêté et ne reviendra pas de déportation, a constitué un groupe qui tient à la fois de l'ordre à la façon d'Uriage et du réseau de résistance. Il l'appelle la Chaîne (pour le redressement de la France et la défense de la civilisation chrétienne). Il fédère différents groupements et apporte son soutien aux évadés. Mitterrand et Roussel participent aux réunions de la Chaîne. Ils y retrouvent un autre ancien PG, Michel Cailliau, neveu du général de Gaulle, nullement pétainiste et engagé très tôt dans des actions de résistance, ce qui lui vaut d'être arrêté à Lyon en novembre 1942 par la police française pour « menées antinationales ». Avec Mitterrand, le courant ne passera pas.

Directeur de la presse pour la zone Sud au sein du Commissariat, François Mitterrand occupe un poste qui n'est pas négligeable. Il figure également parmi les fondateurs du CEA du département de l'Allier. Ses fonctions lui permettent de multiplier des contacts, tissant un réseau de relations et d'amitiés au sein du milieu prisonnier.

Un parcours tortueux

Le débarquement allié en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942, modifie toutes les perspectives antérieures. Mitterrand va épouser l'évolution de son milieu. En avril, il apparaissait comme un partisan déclaré de la politique gouvernementale. Après novembre 1942, la situation change du tout au tout. Vichy perd à la fois ses atouts et son autonomie, tandis qu'en Algérie se constitue, avec le général Giraud, puis avec le général de Gaulle, un pôle autour duquel, nécessairement, se jouera l'avenir d'une libération qui n'est plus qu'une question de temps.

Bien évidemment, le changement de perspective résumé ici ne se fait pas en un jour. Il sera progressif. Les préoccupations de carrière y tiennent leur part.

Dans les années 1943-1944, le parcours de François Mitterrand peut sembler tortueux, comme s'il jouait simultanément double ou triple jeu, misant sur tous les tableaux. En réalité, il ne fait que suivre son milieu qui s'engage de façon de plus en plus ouverte dans la Résistance, se détachant progressivement de Vichy qui, sous la direction de Laval, et contre l'avis du maréchal Pétain, se trouve de plus en plus dépendant de la politique allemande.

Non, rien n'est simple. Les raisons qui poussent Mitterrand à solliciter l'ordre de la Francisque au début de 1943 ne sont certainement pas purement tactiques. Son allégeance au gouvernement de Vichy ne sera rompue que durant l'été 1943, ce qui ne l'empêche pas depuis le début de 1943 d'être en relation avec des résistants, notamment Henri Frenay.

En janvier 1943, il démissionne du Commissariat par solidarité avec Maurice Pinot qui vient d'être remplacé par André Masson, un fidèle de Laval. Il conserve cependant ses relations avec le cabinet du Maréchal, de plus en plus hostile à Laval et qui soutient discrète-

ment toutes les initiatives anti-allemandes. Mitterrand continue de s'occuper du CEA de l'Allier qui sert de couverture à ses activités résistantes. Avec le soutien de Maurice Pinot qui a conservé une influence importante, il constitue dans la clandestinité, au début de 1943, le Rassemblement national des prisonniers de guerre (RNPG). Ce RNPG dispose de grands atouts. Il est appuyé par Maurice Pinot. Il est assuré de la confiance de l'ORA qui lui apporte un soutien financier. Le cabinet du maréchal Pétain l'approuve également. Enfin, il bénéficie de la confiance d'Henri Frenay, désormais commissaire (c'est-à-dire ministre) aux prisonniers-déportés-rapatriés au sein du Comité français de libération nationale formé à Alger par le général de Gaulle.

Il faut savoir que l'ORA (Organisation de résistance de l'armée) constituée par des officiers de l'ex-armée d'armistice (généraux Frère, Verneau et Revers) de sentiments pétainistes, ne se reconnaissent comme chef que le général Giraud (commandant en chef français en Algérie). Les officiers de l'ORA se méfient du général de Gaulle, considéré comme un usurpateur et un politicien sans scrupules.

Le 10 juillet 1943, salle Wagram à Paris, Mitterrand a rompu publiquement avec le Commissariat aux prisonniers contrôlé par Laval. Il devient clandestin. Son esclandre est connu à Londres et lui vaut d'être cité en exemple par la BBC, ce qui vaut un certificat de résistance. Au même moment, il est approuvé discrètement par le cabinet du maréchal Pétain... Décidément, rien n'est simple.

Rencontre avec de Gaulle

Devenu clandestin, Mitterrand est pris en charge par l'ORA. Le RNPG n'est pas le seul mouvement de résistance s'adressant aux prisonniers. Michel Cailliau (« Charette ») a constitué le sien, le MRPGD, tandis que les communistes ont formé un CNPG.

Mitterrand est conscient de la nécessité de se faire reconnaître par le général de Gaulle qu'il ne connaît pas encore, mais qui s'est imposé à Alger, éliminant le général Giraud confiné dans des tâches purement militaires. Le 15 novembre 1943, un départ clandestin en avion lui permet d'atterrir à Londres. Il arrive à Alger le 3 décembre. Grâce à Frenay, deux jours plus tard, il est reçu par de Gaulle qui se méfie de ce *« pétainiste »* doublé d'un *« giraudiste »*. L'entretien se passe plutôt mal. On échange des propos aigre-doux. Le général qui s'intéresse peu aux prisonniers, se contente d'exiger l'unification des différents mouvements sous son autorité. Mais il a senti que son jeune interlocuteur ne lui est pas acquis. Il donne l'ordre de l'expédier dans une unité combattante. Mitterrand évite ce piège. Grâce à une filière giraudiste, il regagne l'Angleterre et, après avoir longtemps patienté, il rejoint la France le 27 février 1944 dans la vedette du *commander* John Birkin.

En exécution des ordres du général de Gaulle, le 12 mars 1944 se tient clandestinement à Paris une réunion d'unification des mouvements prisonniers qui donne naissance au MNPGD regroupant le RNPG de Pinot et Mitterrand, le MRPGD de Philippe Dechartre et Michel Cailliau et le CNPG contrôlé par les communistes. À force d'intrigues, prouvant un talent précoce, Mitterrand s'impose à la tête du MNPGD, jouant des communistes contre le gaulliste « Charette » (Michel Cailliau) qui le déteste. Il s'appuie notamment sur Patrice-Roger Pelat, Georges Beauchamp et Philippe Dechartre.

Vers la consécration

Le 24 août 1944, en pleine libération de Paris, Mitterrand s'installe au ministère des Anciens Combattants. Sur proposition de Frenay, il a été nommé secrétaire général intérimaire aux prisonniers de guerre (avec rang de ministre) au sein du gouvernement provisoire. Il a 27 ans. Quelques jours plus tard, l'arrivée à Paris de Frenay lui fait perdre son éphémère maroquin. Il refuse de devenir le second du ministre en titre et se retrouve à la rue. Ce sera une constante chez lui. Il n'accepte pas les seconds rôles, préférant être le premier dans son village que le second à Paris.

Événement privé : le 28 octobre 1944, il épouse Danielle Gouze qui vient d'une famille de gauche anticléricale et franc-maçonne. Marié mais chômeur, il trouve un emploi rémunérateur grâce à son ami François Dalle, patron de Monsavon, qui le recommande à Eugène Schueller, président du groupe L'Oréal, ex-grand argentier de la Cagoule et du MSR, beau-père de son ami Bettencourt. On lui confie la direction lucrative du magazine *Votre Beauté* qu'il conservera plus d'un an.

Du 5 au 8 avril 1945, lors du premier congrès de la Fédération nationale des prisonniers de guerre (FNPG). Mitterrand s'impose face aux communistes qui lui mènent la vie dure.

Dix-huit mois se passent. Le général de Gaulle a quitté le pouvoir en claquant la porte, imaginant qu'on le rappellerait avec des excuses. Mais on ne le rappelle pas et la IVe République s'installe dans le tripartisme, association des socialistes, des démocrates-chrétiens (MRP) et des communistes. Ceux-ci en seront bientôt exclus. Se succéderont alors des gouvernement éphémères au hasard de combinaisons parlementaires compliquées. François Mitterrand va bientôt y jouer son propre jeu. Le 10 novembre 1946, il est élu député indépendant de la Nièvre avec les voix de droite et le soutien d'Edmond Barrachin, député PRL de Paris. Et le 22 janvier 1947, il connaîtra la première grande consécration de ses ambitions. L'ancien PG se voit confier par le socialiste Ramadier le portefeuille des Anciens combattants et victimes de la guerre. Il a 30 ans. L'ascension commence.

G.C. et F. de L.

Guy Chambarlac est journaliste spécialisé. Il a déjà écrit plusieurs études pour *Enquête sur l'histoire.* François de Lannoy est docteur en histoire. Il a publié en 1995 aux éditions Heimdal l'album mémorial *Paris en guerre 1940-1944.*

---

(1) Dominique Venner, *Histoire de la Résistance*, Pygmalion/Gérard Watelet, 1995, p. 11.

(2) Voir *Enquête sur l'histoire* n° 4, « Pétain devant l'histoire ».

(3) Les frontstalags sont des camps de prisonniers improvisés créés au fil de l'avance des troupes victorieuses.

(4) Yves Durand, *La Captivité*, Paris, 1980, p. 311. Ouvrage fondamental sur la captivité des Français en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. Yves Durand est aussi l'auteur d'une *Vie quotidienne des prisonniers de guerre dans les stalags, les oflags et les kommandos, 1939-1945*, Hachette, Paris, 1987. Tous les chiffres concernant les prisonniers cités dans cet article proviennent de l'ouvrage de Durand qui s'est lui-même appuyé sur les statistiques du ministère des Anciens combattants et victimes de la guerre.

(5) Sur la résistance de l'armée et des administrations de Vichy, D. Venner, *Histoire critique de la Résistance*, op. cit.

(6) M.-Th. Chabord, « Les organismes français chargés des prisonniers de guerre sous le gouvernement de Vichy », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 37, janvier 1960, p. 14.

(7) En décembre 1942, une loi fixe par exemple des peines très sévères pour les hommes coupables d'adultère avec une femme de PG.

(8) Le 20 juillet 1942, cet organisme prend le nom de Commissariat général aux prisonniers de guerre rapatriés et aux prisonniers de guerre.

L'affaire Bousquet

PAR CHARLES VAUGEOIS

Accusé de crimes contre l'humanité en 1989, cinquante ans après les faits, assassiné en 1993, René Bousquet était l'ami du Président. « Ce n'était pas un Vichyssois fanatique », dira celui-ci. « C'était un homme d'une carrure exceptionnelle. »

Une journée tiède de juin 1978. Autour de François Mitterrand, quelques quinquagénaires déjeunent à la terrasse du Dodin-Bouffant. On reconnaît Henri Frenay, Jean Védrine, Yves Cazaux et quelques autres. Tous se sont connus pendant la guerre. L'un des convives est un banquier. Brillant, disert, il tient la vedette. François Mitterrand est accompagné de son jeune conseiller économique, Jacques Attali. Le déjeuner terminé, les deux hommes s'éloignent vers la rue de Bièvre. Impressionné par le banquier, Attali interroge :

– Qui est-ce ?

– C'est un personnage, non ? Il s'appelle René Bousquet. Ancien haut fonctionnaire. Quand il était tout jeune sous-préfet à Toulouse, il n'a pas hésité à plonger dans la Garonne en crue pour sauver une petite fille. Cet acte de courage lui a valu d'être remarqué et de commencer une belle carrière. Pendant la guerre, comme beaucoup de hauts fonctionnaires, il a été pris dans l'engrenage, acceptant de devenir le secrétaire général de la Police à Vichy...

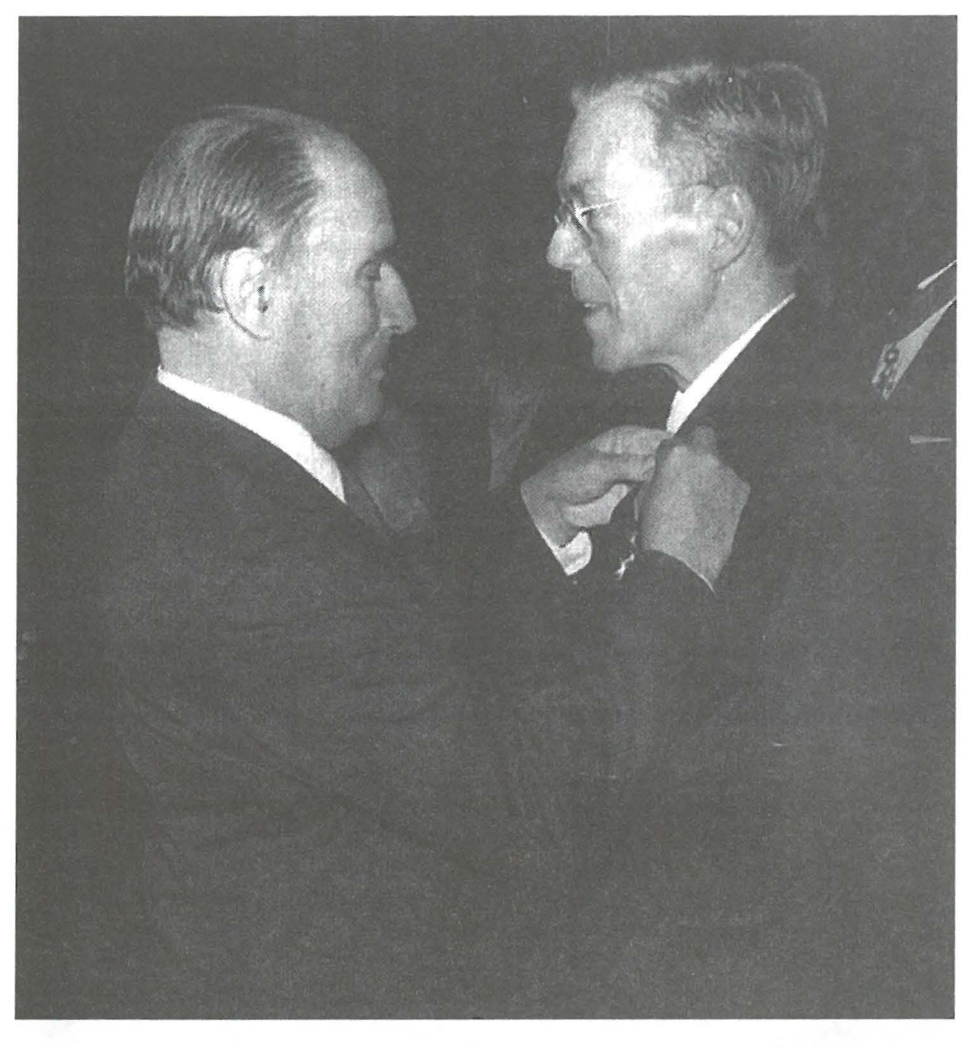
– Comment ! Vous m'avez fait déjeuner avec un ancien dirigeant de Vichy ?

– Oui, mais vous avez aussi déjeuné avec le fondateur de la Résistance intérieure. Tout cela est plus compliqué que vous ne l'imaginez. Beaucoup de ceux que vous avez vu autour de cette table seraient morts si René Bousquet n'avait pas été là (1).

Rien n'est simple en effet dans cette époque ni dans les relations privées du futur président de la République. L'homme qui en



En avril 1974 le photographe Manuel Bidermanas effectue un reportage sur François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, qui le reçoit dans sa propriété des Landes. Sur l'une de ses photos publiée dans Le Point *du 29 avril 1974, personne ne reconnut, parmi les convives, René Bousquet, à gauche, en face de Danielle Mitterrand. À l'époque, il n'y avait pas encore d'« affaire Bousquet ».*



À l'Élysée, le 11 octobre 1983, François Mitterrand remet la Légion d'honneur à Jean-Paul Martin, ancien collaborateur du directeur général de la Police de Vichy, en relation avec la Résistance depuis 1942, ami du Président et membre de ses cabinets ministériels sous la IVe République.

savait le plus sur ses liens avec René Bousquet était Jean-Paul Martin, l'un des convives du Dodin-Bouffant.

Sous-chef de bureau au ministère de l'Intérieur à Vichy en 1941, Jean-Paul Martin est devenu à 29 ans, en 1943, sous-préfet hors-cadre et directeur de cabinet d'Henri Cado, directeur général de la police nationale sous les ordres de René Bousquet, secrétaire général à la Police. À cette époque, Henri Cazaux, futur préfet de la Nièvre, était simple policier en relation avec les TR du commandant Paillole (service de contre-espionnage camouflé). Dès 1942, Martin a fait la connaissance à Vichy du jeune François Mitterrand, dont la vivacité intellectuelle l'a séduit. Après la Libération, ce dernier attestera que Martin avait aidé la Résistance, fournissant renseignements et faux papiers. Mis en disponibilité à la Libération avec cinq ans de suspension de traitement, Martin sera recueilli en 1947 par François Mitterrand devenu ministre des Anciens combattants. C'est auprès de lui, à son cabinet, qu'il fera l'essentiel de sa carrière, l'accompagnant dans toutes ses fonctions ministérielles sous la IVe République. François Mitterrand facilitera sa réintégration dans le corps préfectoral, et le 11 octobre 1983, à l'Élysée, il lui remettra la Légion d'honneur.

Lorsque Jean-Paul Martin meurt le 12 décembre 1986, François Mitterrand charge René Bousquet de veiller aux obsèques que le défunt a voulu aussi simples que possible,

UN PASSÉ VICHYSTE TARDIVEMENT ASSUMÉ

En décembre 1954, à la tribune de l'Assemblée nationale, Raymond Dronne, ancien capitaine de la 2e DB devenu député gaulliste, lance à l'adresse de François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur : « *Je ne vous reproche pas d'avoir arboré successivement la fleur de lys et la francisque d'honneur...* » « *Tout cela est faux* », réplique François Mitterrand, mais Dronne riposte sans obtenir de réponse : « *Tout cela est vrai et vous le savez bien...* »

Le même sujet est abordé de nouveau à l'Assemblée nationale le 1er février 1984, en plein débat sur la loi sur la presse. Trois députés de l'opposition de l'époque, Alain Madelin, Jacques Toubon et François d'Aubert, se permettent de poser, à la tribune de l'Assemblée, une question : puisque l'on parlait tant du passé de M. Hersant pendant la guerre, pourquoi ne parlait-on pas de celui de M. Mitterrand ? La question est jugée sacrilège.

La majorité socialiste se soulève comme un seul homme derrière son président, Pierre Joxe (actuel président de la Cour des comptes), qui estime que le président de la République est insulté.

Les trois députés fautifs sont « censurés », c'est-à-dire privés de la moitié de leurs indemnités pendant un mois. C'était la première fois depuis 1958 ! Pierre Joxe rappelle haut et fort le passé « *de résistant de François Mitterrand, qui est titulaire de la rosette de la Résistance, de la Légion d'honneur, de la Croix de guerre 1939-1945 et qui fut secrétaire général aux prisonniers de guerre dans le premier gouvernement du général de Gaulle* »...

« *Que peut répondre l'accusé qui a la charge de prouver son innocence ? Rien*, écrira François Mitterrand dans *Ma Part de vérité*. *Nier serait s'abaisser. Et pourquoi répondre ? S'il était vrai que j'eusse été d'extrême droite dans ma jeunesse, je jugerais plus honorable d'être où je suis aujourd'hui que d'avoir accompli le chemin inverse, où l'on se bouscule, semble-t-il.* »

Or, voilà qu'en 1994, par ses confidences à Pierre Péan, le président de la République revient sur son passé, confirmant l'exactitude des accusations jadis rejetées comme odieuses.

Désormais, il parle, il commente, il s'explique. Et même, il n'hésite pas à provoquer. Par exemple, quand il dit de René Bousquet, le secrétaire général de la Police de Vichy, accusé de crimes contre l'humanité (pour la « rafle du Vel d'Hiv »), assassiné le 8 juin 1993 : « *Ce n'était pas un vichyssois fanatique comme on l'a présenté. C'était un homme d'une carrure exceptionnelle. Je l'ai trouvé sympathique, direct, presque brutal. Je le voyais avec plaisir. Il n'avait rien à voir avec ce qu'on a pu dire de lui. Il a suscité un véritable culte de l'amitié.* »

lemandant même d'être jeté à la fosse commune. Yves Cazaux a raconté à Pierre Péan : *À 10 h 20, nous sommes quelques-uns dont René Bousquet, dans la crypte de Sainte-Per-ine. À 10 h 30 tapantes, François et Danielle ont leur arrivée. Dans un silence total, Danielle distribue à chacun une rose rouge. François demande que l'on ouvre le cercueil our voir une dernière fois son ami. Très ému, l se recueille, peut-être prie-t-il. Au moment ù les employés recouvrent le cercueil de bois lanc d'un suaire noir, il exige un drapeau tri-olore... Quand tout est fini, il propose de me amener, mais je décline. Je pars, bouleversé, rendre un café avec René Bousquet. Nous arlons deux heures sans arrêt. Pour une fois, ous le coup de l'émotion, René se livre :* "Martin faisait la liaison entre la Résistance et noi. Il me demandait mon avis sur les Allemands à supprimer. C'est ainsi qu'il a évoqué 'assassinat du général SS Oberg. J'ai réagi ivement : Oberg est un salaud, ai-je dit, mais e le connais, je sais comment le manœuvrer. Après, on le remplacera par quelqu'un de ire..." »

Ami intime de François Mitterrand, Jean-Paul Martin était aussi celui de René Bousquet. Lui seul, peut-être, aurait pu dire quand es deux hommes s'étaient connus, à l'époque le Vichy, ce qui n'est pas impossible, ou en 949, si l'on en croit l'ancien unificateur de la gauche.

Comme secrétaire général de la préfecture lu Tarn-et-Garonne, René Bousquet avait été avant la guerre le protégé des frères Sarraut, propriétaires de la *Dépêche du Midi*, qui dominaient la vie politique dans toute la région toulousaine. En 1935, il devint le chef de cabinet lu ministre de l'Agriculture. C'est alors qu'il ut remarqué par Pierre Laval. Nommé préfet le la Marne en septembre 1940, il s'efforça de protéger ses administrés aussi bien contre les Allemands que pour tourner ou atténuer la égislation antijuive ou antimaçonnique de Vichy, ce qui sera reconnu lors de son procès levant la Haute Cour en 1949.

Un coup de théâtre

Il a 33 ans quand il est convoqué en avril 1942 par Laval revenu au pouvoir. Le chef du gouvernement veut lui confier le poste de secrétaire général à la Police : « *J'ai besoin l'un fonctionnaire musclé pour tenir tête à Paris aux Allemands, et j'ai besoin d'un fonctionnaire républicain pour m'aider, dans la nesure du possible, à remettre de l'ordre à Vichy* » (2). Il accepte sans enthousiasme n'ignorant pas les risques d'une telle fonction.

Le 6 mai 1942, à Paris, il rencontre Reynhard Heydrich, de cinq ans son aîné, chef du SD (ensemble des services de sécurité dépendant de la SS) et « protecteur du Reich » en Bohême-Moravie, poste où il montre des talents politiques peu en rapport avec sa réputation d'impitoyable policier. Heydrich est venu introniser le général SS Oberg, commandant supérieur nommé par Hitler pour toutes les questions de police et de sécurité dans la France occupée. Heydrich exige une soumission absolue de l'administration française et la création d'une police française entièrement « sûre » et politisée. Bousquet répond que ces exigences sont irrecevables et inapplicables :

SUR LA PISTE D'UNE PHOTO



François Mitterrand reçu par le maréchal Pétain à Vichy, le 15 octobre 1942.

Il a fallu un demi-siècle pour que soit publiée pour la première fois (par Pierre Péan) la photo de la rencontre entre le maréchal Pétain et le jeune François Mitterrand, à Vichy, le 15 octobre 1942.

« *Si cette photo avait été connue avant 1981, François Mitterrand serait-il aujourd'hui président de la République ?* » interrogea l'avocat Serge Klarsfeld. Pourquoi pas ? Le fait pour Antoine Pinay d'avoir voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940 et d'avoir été nommé par lui membre du Conseil national de l'Etat français en 1941, n'a jamais nui à sa popularité. Les Français sont plus nuancés dans leur jugement sur l'histoire que la classe médiatique.

Bref, la fameuse photographie n'était pas inconnue de tous pas plus que n'étaient ignorés les sentiments « maréchalistes » du futur président de la République. À la veille de l'élection présidentielle de 1965, le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, en reçut un exemplaire. Il demanda une enquête. Le commissaire Delarue remonta jusqu'à Raymond Blanchet dans le Var. Cet ancien responsable de l'association des prisonniers de l'Allier dont faisait également partie François Mitterrand était présent lors de la fameuse entrevue avec le Maréchal. Il possédait plusieurs clichés de la rencontre.

En accord avec le général de Gaulle, Roger Frey décida de ne pas la rendre publique.

Un autre membre du mouvement de prisonniers, Jean-Albert Roussel, en possédait également un tirage. Au début de 1994, il acheva un livre de souvenirs, *Rencontres et révélations*, que devait illustrer la fameuse photo. Mais après avoir envoyé son manuscrit à l'Élysée pour obtenir l'« imprimatur », on lui répondit :

« *Le livre oui, la photo non.* » C'est lui qui donna à Pierre Péan le cliché qui fera la couverture de son livre.

En fait, la photo était exposée au vu du public depuis longtemps dans le petit musée aménagé dans le château de Montmaur (Hautes-Alpes), où séjourna avant d'être déporté Antoine Mauduit, créateur du réseau de résistants auquel appartenait François Mitterrand. Le Président a d'ailleurs inauguré ce musée en 1986, et son conservateur a toujours montré le fameux cliché aux visiteurs intéressés...



René Bousquet en discussion, en 1942 avec les chefs SS de la police allemande en France : (de gauche à droite) Hagen et Oberg.

« – J'ai le sentiment que la notification qui m'est faite met, dans le même temps, fin à l'exercice de mes fonctions... Pourquoi nous imposer des choses que vous, Allemands, ne feriez pas ? »

Coup de théâtre. Heydrich se lève et, solennellement :

« – C'est un langage d'homme, monsieur Bousquet, je comprends en effet votre émotion, mais alors, que proposez-vous ? »

Si l'on en croit la déposition de Bousquet à son procès d'où est tirée la relation de cette scène assez extraordinaire (3) mais qui cadre bien avec la psychologie des dirigeants allemands de l'époque, longuement, il va argumenter pour convaincre son dangereux interlocuteur. Il dit que les Allemands sont dans l'erreur quand ils veulent mettre la France en tutelle et lui font supporter des représailles odieuses. Il dit que, lui-même, en uniforme de préfet, est allé déposer des fleurs tricolores sur la tombe de deux otages. *« Les mesures que vous prenez ne sont pas à la hauteur d'un grand pays et d'un pays puissant... »*

Après une interruption utilisée peut-être pour une communication avec Berlin, Heydrich revient et déclare :

« – Monsieur Bousquet, j'ai appris beaucoup. Vous êtes courageux. Vous m'avez parlé, dans des conditions qui m'ont ému, des questions des otages et des représailles. Je crois en effet qu'il faudrait mettre fin à la politique des otages et des représailles, mais je ne peux pas, moi, prendre d'engagement. Tout ce que je peux vous dire, c'est que, venu à Paris pour appliquer un ordre du chancelier d'Allemagne, j'accepte que cet ordre soit différé. Je vais aller rendre compte à Berlin. »

Bousquet ne reverra pas Heydrich. Celui-ci sera assassiné à Prague, le 27 mai 1942 par un commando spécialement parachuté d'Angleterre. Mais, avec ses futurs interlocuteurs allemands et notamment Oberg, il utilisera la rencontre du 6 mai sur le thème : *« Lui m'avait compris, alors vous, ses disciples, essayez d'être aussi intelligents que lui, comprenez que la brutale politique des otages est insoutenable. »*

Coopérer avec la police allemande

Cela, en effet sera en partie compris. Avec Oberg, les exécutions d'otages diminueront sensiblement.

Bousquet obtient également que la police française ne se trouve pas engagée aux ordres de la police allemande et qu'on la décharge de l'obligation de désigner des otages. Il obtient que les citoyens français coupables de délits politiques ou de droit commun non directement dirigés contre les forces d'occupation soient jugés par les instances administratives et les tribunaux français, selon la loi française.

L'AFFAIRE BOUSQUET, DOUBLE LANGAGE ET DOUBLE JEU

Je reproche à François Mitterrand ses mensonges successifs et contradictoires. Il a joué d'abord la carte du résistant pur et dur, de l'antiraciste, du partisan des droits de l'homme... Il est le premier chef de l'État français à se rendre en Israël en visite officielle à Jérusalem, il institue « jour de commémoration nationale » le jour où des juifs ont été envoyés au Vélodrome d'Hiver. En même temps, il entretient avec M. Bousquet, l'ancien secrétaire général à la police du gouvernement de Vichy, des rapports amicaux. Il estime que M. Bousquet, malgré ce qu'il a fait à l'époque, est un homme respectable. Je ne juge pas M. Bousquet. Je dis qu'il y a dans l'attitude de M. Mitterrand une contradiction très forte, comme dans tout ce qu'il a fait à la tête de l'État. Je lui reproche de tenir sur cette époque des discours qui rendent inévitable le procès de Bousquet. Je lui reproche d'avoir tout fait pour permettre le procès de Barbie, d'avoir permis le procès Touvier... et de conserver ensuite des rapports avec Bousquet ! Ce que je n'aime pas en lui, c'est le double langage et le double jeu. Je connais des amis, je dis bien des amis, qui ont été pétainistes et envers lesquels j'ai le plus grand respect. Je connais des amis qui se sont engagés beaucoup plus dans la collaboration, pour qui j'ai de l'estime. Les gens ont des opinions avec lesquelles je suis d'accord ou en désaccord, je peux les combattre le fusil à la main mais je peux en même temps les respecter.

JACQUES VERGÈS

***Intelligence avec l'ennemi*, Michel Lafon, 1994.**

Bousquet sera souvent attaqué par la presse collaborationniste de Paris qui rappelle ses amitiés radicales et maçonniques et lui reprochera notamment l'arrestation d'anciens cagoulards, assassins de Maurice Sarraut.

En application des conventions d'armistice et des ordres du gouvernement, dans le but de maintenir les apparences de la souveraineté française, René Bousquet accepte dans certaines limites de coopérer avec la police allemande. Il fait la part du feu, acceptant l'intervention de la police française dans les grandes rafles de 1942 visant exclusivement des juifs



Condamné à une peine symbolique lors de son procès en juin 1949, René Bousquet en sera aussitôt relevé par la Haute Cour de Justice pour services rendus à la Résistance.

étrangers. En échange de quoi les juifs français sont protégés. Malgré son extrême animosité, Serge Klarsfeld lui-même le reconnaîtra (4), reprochant cependant, à Bousquet comme aux autorités de Vichy en général, de ne pas avoir fait plus et mieux face aux exigences de l'occupant. Mais qui peut savoir aujourd'hui s'il était possible de faire mieux ? L'honnêteté impose aussi de rappeler qu'aucun des contemporains, pas plus à Paris, qu'à Londres ou à Vichy ne savait ou n'imaginait le sort qui attendait les juifs déportés. Pétain, Laval ou Bousquet étaient convaincus qu'il s'agissait seulement d'un transfert vers des camps de travail (5).

Rétabli dans la Légion d'honneur

Du jour où les occupants exigeront l'arrestation de juifs de nationalité française, Bousquet – soutenu par Laval – se révoltera. Dans une note du 20 novembre 1943, il refusera de communiquer les listes de juifs de zone Sud comme l'exigeait Knochen, chef de la Sipo-SD : *« Pour les services de police et l'administration française, le fait d'être israélite ne constitue une présomption de responsabilité, ni en matière politique ni en matière de droit commun. Il ne peut même comporter une aggravation de cette responsabilité, dans la mesure où un juif est poursuivi pour un crime ou un délit puni par notre législation pénale. D'autre part, les ordonnances allemandes ne concernent que la zone occupée. L'attitude de l'administration française ne peut par conséquent être différente de ce qu'elle est »* (6).

La réaction ne se fera pas attendre. Le 20 décembre 1943, Oberg vient à Vichy et remet à Laval une liste de cinquante hauts fonctionnaires dont il exige la révocation. Parmi eux, René Bousquet, qui sera effectivement révoqué onze jours plus tard. Et le 5 janvier 1944, il est arrêté par la Gestapo puis envoyé en détention en Allemagne.

Emprisonné à Fresnes pendant trois ans à partir de son retour de captivité en 1945, il comparaîtra en 1949 devant la Haute Cour de Justice. Il sera condamné à la peine minimale et symbolique de cinq ans de dégradation nationale et aussitôt relevé de celle-ci pour services rendus à la Résistance.

Il entre alors dans les affaires, devient le conseiller écouté de Jean Baylet, propriétaire de *La Dépêche du Midi*, puis de sa veuve, M[me] Évelyne Baylet qui soutiendra généreusement les campagnes électorales du futur candidat de l'union de la gauche. En 1957, Bousquet demande au Conseil d'État d'être rétabli dans l'ordre de la Légion d'honneur dont il a été radié en 1946, et satisfaction lui sera donnée. En 1958, il se présente à la députation dans la Marne sur une liste UDSR, le parti de François Mitterrand. Il est directeur général adjoint de la Banque de l'Indochine, siège au conseil d'administration de l'UTA en compagnie d'Antoine Veil, mari de M[me] Simone Veil, qui le reçoit, dit-on, à sa table sans que cela ne provoque de scandale (7). En fait René Bousquet est une personnalité brillante du Paris des affaires quand il est soudain contraint de démissionner de toutes ses fonctions après que son ancien délégué en zone Nord, Jean Leguay, a été inculpé en 1979, en application de la loi de 1964 instituant à titre rétroactif l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité.

Plus de quarante ans après les faits, il sera accusé d'avoir prêté la main aux rafles et déportations de juifs étrangers, notamment la rafle du Vel d'Hiv du 16 juillet 1942.

Il semble que ce sont les déclarations de Darquier de Pellepoix, ancien commissaire aux affaires juives, rapportées par *L'Express* du 28 octobre 1978 qui ont attiré l'attention sur le rôle de Bousquet.

Après le dépôt d'une plainte pour crime contre l'humanité, par l'avocat Serge Klarsfeld, le 13 septembre 1989, on a dit que le président de la République avait demandé à ses gardes des Sceaux successifs de freiner la procédure. On en veut pour preuve la déclaration faite le 19 octobre 1990 par M[e] Georges Kiejman alors ministre délégué à la Justice : *« Au-delà de la nécessaire lutte contre l'oubli, il peut paraître important de préserver la paix civile* [...]. *Il y a d'autres moyens qu'un procès pour dénoncer la lâcheté du régime de Vichy. »* Par la suite, M[e] Kiejman s'est toujours défendu de pressions pour ralentir la procédure.

À la suite de campagnes médiatiques d'une rare violence et d'accusations personnelles lancées contre le président de la République, l'action de la justice est sur le point d'aboutir quand l'ancien haut fonctionnaire, dont la presse a fait une sorte de monstre, sera assassiné à son domicile, le 8 juin 1993, par un illuminé avide de publicité.

CHARLES VAUGEOIS

---

(1) L'anecdote est rapportée par Faux, Legrand et Perez, *La Main droite de Dieu*, Le Seuil, 1994.

(2) Henri Amouroux, *Les Passions et les Haines*, tome 5 de *La Grande Histoire des Français sous l'Occupation*, Robert Laffont, 1981, p. 60.

(3) Robert Aron, *Histoire de Vichy*, Fayard, 1954, p. 518.

(4) Serge Klarsfeld, *Vichy, Auschwitz*, Fayard, 1983-1985.

(5) Voir à ce sujet l'important dossier rassemblé par Jean-Marc Varaut dans le deuxième partie de son *Procès Pétain*, Perrin, 1995.

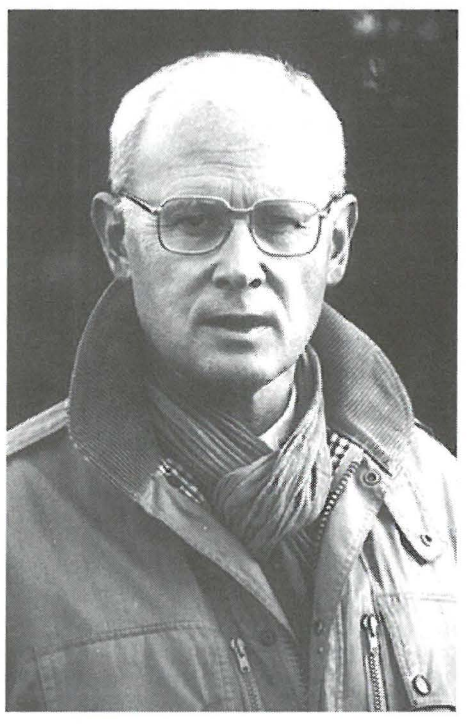
(6) Cité par Serge Klarsfeld, op. cit.

(7) *Lettre de Magazine hebdo*, 30 septembre 1994.

La fin des légendes

ENTRETIEN AVEC DOMINIQUE VENNER

Dominique Venner vient de publier une *Histoire critique de la Résistance* qui remet l'histoire à l'endroit, restitue leur place aux vrais combattants et apporte notamment de nombreuses révélations sur la naissance de la Résistance à l'ombre de Vichy. Questions directes et réponses précises.



Dominique Venner est historien. Il dirige **Enquête sur l'histoire.** *Il a publié une trentaine de livres. Parmi les plus connus :* **Baltikum** *(l'aventure tragique des corps-francs allemands de 1918 à 1923),* **Le Blanc Soleil des vaincus** *(l'histoire du Sud et des Sudistes pendant la guerre de Sécession),* **Histoire de l'Armée rouge** *(la guerre civile russe, 1917-1922), ou encore* **Le Cœur rebelle** *qui est centré sur l'itinéraire personnel de l'auteur. Il vient également de publier* **Gettysburg** *aux Éditions du Rocher.*

Enquête sur l'histoire : Dominique Venner, vous publiez une *Histoire critique de la Résistance*. Pourquoi *Histoire critique* ?

Dominique Venner : Il y a quelques années, l'historien Raoul Girardet qui fut lui-même résistant, disait son agacement devant le légendaire construit autour de la Résistance à travers deux systèmes de propagande qui ont monopolisé le mythe : le système gaulliste et le système communiste. Résultat, la plupart des livres consacrés à la Résistance entretiennent une fiction cocardière et puérile qui n'a que de lointains rapports avec la vérité. C'est avec cette fiction qu'il fallait rompre en revenant à la méthode de la critique historique.

— Qu'entendez-vous par méthode critique ?

— Je vais vous donner un exemple. À la suite des confidences de François Mitterrand sur son passé, la plupart des journalistes et même un certain nombre d'historiens ont poussé des cris horrifiés. Qu'avait dit le président de la République ? Qu'en 1942 ou 1943, on pouvait être à la fois pétainiste et résistant. C'est ce que j'ai moi-même découvert en étudiant à fond cette époque. J'ai consacré plusieurs chapitres de mon livre au sujet. Mais cette réalité semblait scandaleuse parce qu'elle contredisait la légende et parce que nous sommes dans une société intellectuellement bloquée, verrouillée, où, sous des apparences de liberté, règne la peur panique d'enfreindre les tabous et aussi quelques grands intérêts. Au lieu de s'indigner, il eût fallu féliciter le chef de l'État. Par ses révélations tardives, il avait rendu un grand service à la vérité historique et à la mémoire française.

— Les documents que vous avez réunis sur la résistance pétainiste constituent l'une des révélations les plus explosives de votre livre. Qu'en est-il exactement ?

— Dans ses *Mémoires de Guerre*, le général de Gaulle reconnaît lui-même qu'en France les premières manifestations de résistance, dès l'été 1940, ont été le fait d'officiers des services secrets et de l'armée de Vichy. Ce qu'il ne dit pas, c'est que ce fut avec le plein accord du maréchal Pétain, derrière le masque officiel de la collaboration d'État. C'est toute l'ambiguïté de l'époque. Le Maréchal a lui-même encouragé et parfois financé sur ses propres fonds secrets des actions de résistance aussi importantes que la création de l'OCM par le colonel Heurtaux en zone occupée, ou le réseau alsacien de Paul Dungler, sans parler des multiples initiatives de son cabinet.

— Quelle fut l'efficacité réelle de cette Résistance à l'ombre de Vichy ?

— Son rôle fut décisif. En Afrique du Nord, par la reconstitution clandestine de l'Armée d'Afrique, elle a permis la reprise des combats dès le mois de décembre 1942, avec la victoire de mai 1943 sur l'Afrika Korps en Tunisie, la capture du général von Arnim et la capitulation de 200 000 ennemis, autant qu'à Stalingrad. Mais cette victoire purement française est complètement passée sous silence dans l'historiographie officielle parce qu'elle est celle d'une armée « pétainiste ».

— Et en France même ?

— Cette résistance « pétainiste » a donné naissance entre autres à l'ORA (Organisation de résistance de l'armée) qui, à partir de 1943

fit passer clandestinement en Afrique du Nord 1 500 officiers qui participeront à la campagne de Tunisie avec Giraud, à celle d'Italie avec Juin et aux combats de la Libération, après le débarquement de Provence, au sein de la 1ère armée avec de Lattre. L'ancienne armée d'armistice fournira 4 000 officiers pour l'encadrement des maquis. Savez-vous qui était le patron militaire du Vercors en 1944 ? C'était le commandant Huet, ancien chef des Compagnons de France, principale organisation de jeunesse pétainiste.

— Comment s'est développée la résistance « pétainiste » ?

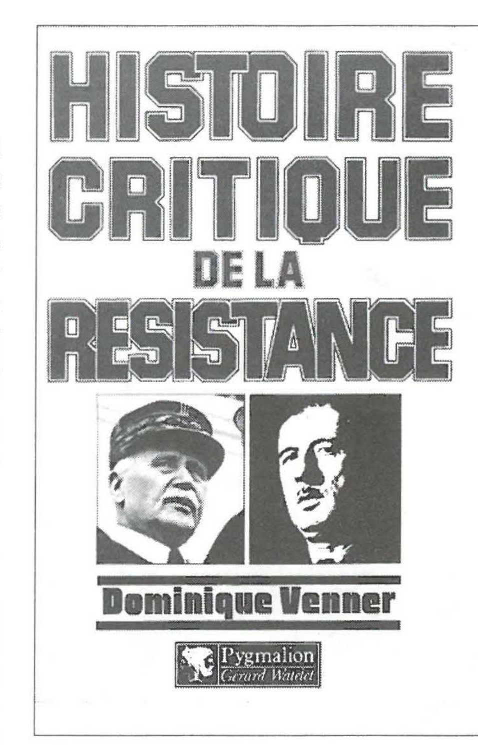
— La particularité de cette résistance née à l'ombre de Vichy c'est qu'elle fut totalement indigène. Toutes les autres formes de résistance (réseaux ou mouvements, y compris communistes) n'ont pu se développer et survivre qu'avec le soutien de l'Angleterre, de son trésor, de ses services secrets et de ses arsenaux. Seule la Résistance issue de l'armée et de l'administration de Vichy a grandi par ses moyens propres, sans aucune aide extérieure, au moins jusqu'à la fin de 1942, et sans dépendre de l'Angleterre.

— Mais l'Angleterre n'était-elle pas l'amie de la France ?

— On ne fait jamais de cadeau aux vaincus. Après sa défaite de 1940, la France s'est retrouvée rigoureusement seule, sans amis et sans alliés. Bien entendu, à titre individuel, il y eut des Anglais et même des Allemands amis sincères de la France. Mais les États, eux, n'ont obéi qu'à leur cynisme habituel et à la règle impitoyable de l'égoïsme sacré. Après nous avoir abandonnés en plein combat, rembarquant ses troupes et son aviation sans nous avertir, dès le 17 mai 1940, Churchill n'a pas hésité à nous poignarder dans le dos à Mers-el-Kébir, bombardant notre flotte et nous tuant 1 300 marins ! Il n'a pas hésité non plus, par la suite, devant le bombardement de nos villes. Quand il était mécontent du général de Gaulle, il l'interdisait de micro, lui coupait les vivres, supprimait ses liaisons radio avec la Résistance intérieure, suspendait les parachutages d'armes. Il n'a pas hésité non plus à sacrifier plusieurs réseaux de résistance qui furent livrés à la Gestapo par ses propres services secrets au nom d'une stratégie tortueuse dont il était seul juge.

— Vous semblez dire que de Gaulle s'est trouvé face aux Anglais à peu près dans la même position que Pétain face aux Allemands ?

— À cette différence près – il y en a d'autres évoquées dans mon livre – qu'au début le maréchal Pétain avait encore de grands atouts qu'il a progressivement perdus du fait de l'évolution du conflit, tandis que de Gaulle, qui n'en avait aucun en 1940, en a eu de plus en plus à partir de 1942 et surtout 1943. Mais tout au long de la guerre, l'un et l'autre ont été contraints de supporter de terribles avanies du fait des Anglais ou des Allemands. De Gaulle avait le souci prioritaire de la France et Pétain celui des Français. Et dans ces années terribles, ils furent bien les seuls dans le monde à s'en préoccuper.



Histoire critique de la Résistance, ***Éditions Pygmalion/Gérard Watelet, 500 pages, 159 francs. Un livre qui recherche passionnément la vérité et restitue leur place aux vrais combattants quel que soit leur camp. Il apporte de nombreuses révélations sur la Résistance à l'ombre de Vichy, sur la personnalité puissante du général de Gaulle, sur l'action de l'extrême droite dans les premiers réseaux, sur le rôle de l'Angleterre ou celui des communistes, sur l'assassinat de l'amiral Darlan et sur l'élimination du général Giraud, le combat d'Henri Frenay, le mystère Jean Moulin, la guerre civile de 1943-1944, l'affaire du Vercors, les combats de la Libération, l'épuration sauvage, la déception des vrais résistants. Un livre fondamental sur la France au XXe siècle.***

— Ce sont pourtant les Alliés qui ont rétabli la France dans ses anciens droits.

— Lors du débarquement de Normandie, en 1944, le gouvernement américain avait prévu de traiter la France comme un territoire occupé soumis à une administration militaire, l'AMGOT (1), avec une monnaie d'occupation. Il a fallu tout le génie et l'audace du général de Gaulle pour mettre en échec ce plan et imposer, contre la volonté de Roosevelt, un gouvernement français indépendant restauré dans ses droits souverains.

— Vous offrez une vision de l'époque fort différente des catégories auxquelles on est habitué. Exemple, vous réunissez un dossier qui réhabilite en quelque sorte le maréchal Pétain et, simultanément, sans rien cacher de la sombre querelle entre les deux hommes, vous tracez un long et superbe portrait du général de Gaulle. On ne sait où vous situer.

— C'est un grand compliment. Par chance, quelques historiens honnêtes et scrupuleux avaient déjà montré la voie. Je pense particulièrement à Henri Amouroux. Ils ont été pour moi des exemples. J'ai travaillé pendant des années sur ce livre. J'ai rencontré une foule d'acteurs, dépouillé des montagnes de documents, appliquant à moi-même la méthode critique. Mon opinion sur les événements et les hommes a varié plusieurs fois en cours de route, et l'idée que je me faisais jadis de la Résistance n'est pas celle que j'ai aujourd'hui.

— On ne sent pas chez vous de sympathies ou d'antipathies liées à des préférences politiques. Tout en reconnaissant le rôle de certains officiers pétainistes dans la Résistance, vous êtes souvent féroce avec ce que vous appelez leur « style 1940 ». À l'inverse on décèle chez vous de l'estime et de la sympathie pour des gaullistes comme Dominique Ponchardier, pour des socialistes comme Pierre Brossolette ou même pour des communistes aussi contestables que Georges Guingouin. Mais pour autant, vous ne parlez pas en mal de leur adversaire à tous, Joseph Darnand.

— J'éprouve une admiration spontanée pour les vrais combattants quel que soit leur camp, pour ceux qui ont pris tous les risques quand les jeux n'étaient pas faits. Et ils furent rares. À l'inverse, je n'ai que mépris pour les profiteurs de la Résistance qui furent beaucoup plus nombreux.

PROPOS RECUEILLIS PAR BIANCA TOURNIER

Bianca Tournier est docteur en histoire.

(1) Allied Military Government of Occupied Territories.

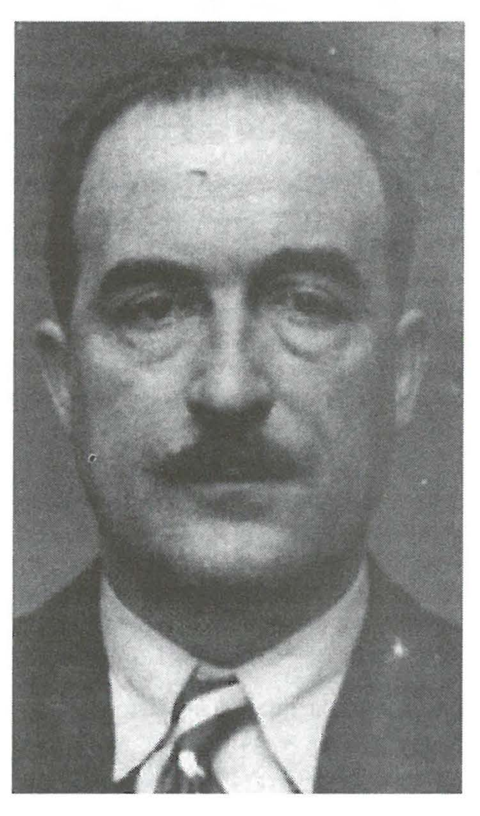
Des amitiés cagoulardes

PAR JEAN-CLAUDE VALLA

Mais qui donc est cet homme ? Jamais on ne le trouve où on l'attend. Ce modéré s'est souvent entouré de durs de l'espèce la plus extrême. Les Cagoulards n'étaient pas des tendres ni des amis de la République. Plusieurs d'entre eux furent pourtant des amis du Président. Et jamais il ne les a abandonnés.

Tout le monde s'accorde à dire que François Mitterrand n'a jamais appartenu à l'Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale (Osarn), créée en 1936 par Eugène Deloncle et quelques autres dissidents de l'Action française, plus connue aujourd'hui sous le nom de « Cagoule » (1). Il est un fait que le nom du futur président de la République ne figure pas sur la « liste Corre » (2) sur laquelle avaient été imprudemment consignés les noms, les adresses et même les numéros matricule de 305 adhérents de l'organisation.

Pourtant, voici un peu plus de dix ans, Me Jean-Baptiste Biaggi, un vétéran des combats de la droite nationaliste, confiait à Catherine Nay que tous ses camarades de l'Action française considéraient alors François Mitterrand comme un cagoulard et prétendaient même qu'il avait prêté serment (3). De même, Pierre Péan rapporte que la famille du Dr Félix Martin, l'un des dirigeants de la Cagoule à qui il a consacré une biographie (4), lui a raconté que François Mitterrand aurait participé au transport des bombes qui ont servi, le 11 septembre 1937, à l'attentat perpétré par la Cagoule contre le siège du patronat, rue de Presbourg, à Paris.



François Méténier, organisateur des attentats de la Cagoule en 1937. Il arrête Laval à Vichy en 1940, puis rejoint le PPF. Un homme d'action et un cœur d'or dira François Mitterrand qui le protégera et assistera même à ses obsèques en 1956.

Pierre Péan n'en croit pas un mot. Mais il est vrai que François Méténier, l'instigateur et l'organisateur de cet attentat qui a coûté la vie à deux agents de police, s'est révélé, par la suite, être un ami de François Mitterrand. Arrêté le 10 décembre 1938, Méténier est libéré en août 1940 par le garde des Sceaux du gouvernement de Vichy, Raphaël Alibert (ancien cagoulard, matricule 231), et immédiatement recruté par le colonel Groussard (lui aussi ancien cagoulard, matricule 537) comme chef des GP, les groupes de protection du maréchal Pétain. Ce sont les GP qui arrêteront Pierre Laval, le 13 décembre 1940, ce qui vaudra à Méténier d'être appréhendé trois jours plus tard par les Allemands et incarcéré à la prison du Cherche-Midi. Cet épisode permettra à certains historiens un peu hâtifs de le faire passer pour « résistant ». En réalité, Méténier, qui a été libéré en octobre 1941 sur intervention de Jacques Doriot, a rejoint le Parti populaire français (PPF) dont il sera membre jusqu'en 1944 (5).

Il est de nouveau arrêté en juin 1945 pour ses activités clandestines d'avant-guerre et, trois ans plus tard, la cour d'assises de la Seine, qui juge les 62 rescapés de la Cagoule, le condamne à vingt ans de travaux forcés. Mais, aussi surprenant que cela puisse paraître, il ne restera que quelques mois dans les geôles de la République. C'est François Mitterrand, alors secrétaire d'État à la présidence du Conseil, qui est intervenu en sa faveur. La version semi-officielle veut que le jeune ministre ait été sensible au cas de ce détenu atteint d'un cancer avancé.

Pas si avancé qu'on veut bien le dire, puisque Méténier ne mourra qu'une dizaine d'années plus tard, à l'âge de 70 ans. De surcroît, les deux hommes donnent alors l'impression de bien se connaître. Ils se tutoient et jouent ensemble au tennis. Michel de Camaret, compagnon de la Libération, a raconté comment Méténier lui a fait rencontrer Mitterrand en 1950 alors que celui-ci venait d'entrer au cabinet de René Pleven. D'humeur badine, l'ancien artificier de la Cagoule aurait lancé au secrétaire d'État :

« Laisse-moi m'asseoir dans ton fauteuil pour que je sache l'effet que cela fait d'être ministre. » Et, en sortant de l'entrevue, Méténier aurait assuré à Camaret : *« Tout ce que tu demanderas à Mitterrand en mon nom, tu l'obtiendras. »* (6)

Michel de Camaret était persuadé que les liens d'amitié entre Mitterrand et Méténier dataient d'avant la libération anticipée de ce dernier. Depuis quand se connaissaient-ils ? Il est difficile de répondre à cette question. On sait seulement que François Mitterrand a pu le rencontrer, à la fin des années trente, dans l'appartement parisien de la rue Gustave-Zédé qu'occupaient les parents de son ami Jean Bouvyer et où sont passés quelques-uns des responsables de la Cagoule.



Jean Bouvyer (ci-dessus et encadré), ami d'enfance de François Mitterrand, membre de la Cagoule, puis chargé de mission au Commissariat général aux affaires juives de 1943 à 1944. Il pourra compter sur son ami après son arrestation.

L'ami Bouvyer

Les Bouvyer avaient l'habitude de passer leurs vacances à Rouillac, près de Jarnac. C'est là que François Mitterrand a fait la connaissance de Jean, son cadet d'un an. Militant d'Action française, ce jeune garçon a participé aux manifestations du 6 février 1934. Lorsque François Mitterrand monte à Paris, en octobre 1934, il retrouve son ami et devient un habitué de l'appartement parisien des Bouvyer, où Antoinette, la mère de Jean, fervente monarchiste, l'accueille comme s'il faisait partie de la famille.

En 1936, peu après la dissolution des ligues nationalistes par le gouvernement de Léon Blum, Jean Bouvyer rejoint l'organisation clandestine créée par Eugène Deloncle. Il est enregistré sous le matricule 219. C'est lui qui est chargé de repérer les faits et gestes du banquier franc-maçon Dimitri Navachine que la Cagoule a décidé d'abattre et dont on retrouvera le cadavre, gisant dans une mare de sang, le 25 janvier 1937. Son « officier traitant » n'est autre que François Méténier qui le charge, quelques mois plus tard, de se rendre à Bagnoles-de-l'Orne pour relever les habitudes de Carlo Rosselli, un antifasciste italien dont l'assassinat a été commandité par les services secrets de Mussolini. Le « contrat » est exécuté le 9 juin 1937.

François Mitterrand était-il au courant des activités clandestines de son ami ? On ne le saura sans doute jamais. Toujours est-il que Jean Bouvyer n'est pas la seule connaissance du futur président de la République à côtoyer ou à avoir côtoyé les milieux cagoulards. Il y a d'abord Pierre de Bénouville, que le jeune Mitterrand a connu au collège Saint-Paul d'Angoulême. Monté à Paris, le futur général FFI milite au sein de la 17e section des Camelots du roi sous les ordres de Jean Filliol, futur cagoulard (matricule 43), qui avait fait, lui aussi, mais quelques années plus tôt, de médiocres études secondaires au collège Saint-Paul d'Angoulême. C'est dans cette section que militent également la plupart de ceux qui vont devenir les principaux responsables de la Cagoule, notamment Eugène Deloncle (matricule 21), son frère Henri (matricule 183) et Aristide Corre (matricule 87). Bien qu'il ne figure pas sur la « liste Corre », dont rien ne nous prouve qu'elle soit complète (7), Bénouville n'a jamais caché qu'il avait été ce que l'on pourrait appeler un sympathisant actif de la Cagoule : *« Je ne regrette pas d'avoir appartenu à cette droite dure, musclée* [...]. *Oui, j'ai connu et apprécié les efforts des cagoulards qui voulaient ouvrir les yeux de leurs compatriotes* [...]. *J'ai été mêlé à toutes les histoires de la Cagoule... »* (8)

Il y a également André Bettencourt, dont François Mitterrand fait la connaissance au foyer étudiant des pères maristes, 104, rue de Vaugirard. On ne sait pas grand chose de ce que fut alors son engagement politique, si ce n'est qu'il était monarchiste et qu'il est allé rendre visite au comte de Paris, en 1939, au manoir d'Anjou, dans la banlieue de Bruxelles. André Bettencourt, qui est resté, pendant l'Occupation et après la Libération, un très proche ami de François Mitterrand, ne mériterait peut-être pas d'être mentionné ici s'il n'était devenu, en juin 1950, le gendre d'Eugène Schueller, fondateur de L'Oréal et bailleur de fonds de la Cagoule, et si L'Oréal n'avait pas permis, après la guerre, à quelques célèbres cagoulards, comme Henri Deloncle, Jean Filliol ou Jacques Corrèze (matricule 552), de se recycler dans les affaires.

Rencontre avec Deloncle

Autre coïncidence : en février 1939, Robert, le frère aîné de François Mitterrand, fait la connaissance d'une jeune fille, Édith Cahier, qui n'est autre que la nièce de Mercedes Deloncle, l'épouse du fondateur de la Cagoule. Dans quelles circonstances exactes l'a-t-il connue ? Le jeune François a-t-il joué un rôle d'intermédiaire ? Difficile de répondre à ces questions, car cet épisode est sans doute l'un des secrets les mieux gardés de la famille Mitterrand. Nous savons seulement que Robert et Édith se sont fiancés le 2 juillet et mariés le 6 décembre de la même année.

Interrogée par Catherine Nay (9), Édith Cahier a déclaré : *« François n'a jamais rencontré mon oncle qui était en prison le jour de mon mariage. »* Mais ce n'est pas exact. Eugène Deloncle, comme la plupart des cagoulards qui ont été arrêtés par la police à la fin de 1937, a été libéré dans les semaines qui ont suivi la déclaration de guerre du 3 septembre 1939, et, lorsque le mariage de sa nièce fut célébré, il était affecté à l'état-major de la Marine. Il

n'était donc plus en prison et rien, si ce n'est un prétendu différend familial entre les Cahier et les Deloncle (10), ne s'opposait donc à sa présence.

Jean Bouvyer, lui aussi, a été arrêté en décembre 1937, alors qu'il effectuait son peloton d'élève officier à Constantine. Ce sont ses propres bavardages qui l'ont perdu. Transféré à Paris, il est incarcéré à la prison de la Santé où François Mitterrand ira régulièrement lui rendre visite. Libéré en avril 1940, Jean ne va pas revoir tout de suite son ami qui est alors sur le front et qui ne va pas tarder à être fait prisonnier, mais il courtise sa sœur Marie-Josèphe, divorcée du marquis de Corlieu, et devient son amant. Un an plus tard, son avocat, Xavier Vallat, nommé commissaire général aux questions juives, l'embauche comme chargé de mission (11). Et lorsque Vallat, jugé trop mou, est remplacé par Louis Darquier de Pellepoix, Jean Bouvyer devient l'un des principaux collaborateurs de Galien, le directeur de cabinet du nouveau commissaire, qui le charge d'assurer la liaison avec la police aux questions juives (SEC), et avec la section antijuive de la Gestapo. Il ne quittera le Commissariat général aux questions juives qu'en avril 1944, à la demande du dernier commissaire, Joseph Antignac.



Procès de la Cagoule en 1948. Au banc des accusés, deuxième en partant de la gauche, Jacques Corrèze qui épousa la veuve d'Eugène Deloncle, et Gabriel Jeantet (quatrième et assis), ami de François Mitterrand qu'il patronna en 1943 dans l'ordre de la Francisque.

Une attestation de Résistance

Curieusement, il ne sera pas sérieusement inquiété à la Libération. Interrogé par la police judiciaire, il prétend avoir rejoint – tardivement – le maquis de la Brenne, près de Châteauroux. Ce qui, en réalité, va le sauver, c'est une attestation que François Mitterrand lui a délivrée pour le concours qu'il aurait apporté au mouvement de résistance des prisonniers (12). Cette liaison dangereuse va d'ailleurs se poursuivre, puisque Jean Bouvyer sera alors embauché comme représentant de commerce par un négociant en cognac de Jarnac, qui n'est autre que le mari d'Antoinette, l'une des autres sœurs de François Mitterrand, et que sa mère, Antoinette Bouvyer, est choisie par François et Danielle pour être la marraine de leur fils Jean-Christophe.

Mais revenons à l'année 1939. En octobre, François Mitterrand est mobilisé comme sergent au 23e RIC. Il profite de la « drôle de guerre » pour se fiancer avec Marie-Louise Terrasse, la future Catherine Langeais. Mais, le 11 mai 1940, son unité subit le choc de l'offensive allemande. Blessé le 14 juin, il est fait prisonnier, le 21, à l'hôpital de Bruyères, près d'Épinal. Emmené en Allemagne, il ne reviendra en France qu'en décembre 1941. L'histoire officielle, à laquelle souscrit Pierre Péan lui-même, veut qu'il ait tenté par trois fois de s'évader, la troisième tentative ayant été la bonne. Mais, selon certaines rumeurs, l'ancien sergent aurait été libéré par les Allemands à la suite d'une intervention d'un de ses cousins éloignés, Yves Dautun, qui était alors l'un des dirigeants du PPF.

Un autre dirigeant du PPF, Henri Queyrat, que Jacques Doriot avait chargé d'être son « ambassadeur » à Vichy, racontait qu'il avait reçu la visite de Simon Arbellot de Vacqueur, alors directeur de la presse au ministère de l'Information, et que celui-ci lui avait demandé si la direction du parti ne pouvait pas intervenir à Paris, auprès des autorités allemandes, en faveur d'un certain François Mitterrand dont la libération était vivement souhaitée par Gabriel Jeantet, chargé de mission au cabinet du maréchal Pétain (13). Cette démarche fut-elle effectuée ? Nous ne le savons pas. Elle n'a, en tout cas, pas abouti aussi vite que le souhaitait Gabriel Jeantet. Mais – nouvelle coïncidence – ce Jeantet est un ancien haut responsable de la Cagoule (matricule 467), au sein de laquelle il avait été chargé des achats d'armes à l'étranger (14). Il sera, d'ailleurs, l'un des deux parrains de François Mitterrand pour l'obtention de la Francisque, le second n'étant autre que Simon Arbellot lui-même.

Si l'on s'en tient là encore à la version officielle, François Mitterrand serait venu à Vichy, début janvier 1942, à l'appel du colonel Cahier, beau-père de son frère Robert et beau-frère d'Eugène Deloncle, et c'est le commandant Le Corbeiller, membre du cabinet de l'amiral Darlan, qui aurait trouvé un petit emploi de documentaliste à la Légion française des combattants. La même version officielle veut que François Mitterrand n'ait fait la connaissance de Gabriel Jeantet qu'après son arrivée à Vichy. Mais alors comment expliquer que Jeantet ait fait des démarches pour sa libération dès 1940 ? Si l'on en croit Jacques Laurent, les deux hommes étaient *« intimissimes »* (15). Or, l'écrivain était bien placé pour connaître la vérité : il était lui-même très lié avec Gabriel Jeantet, avec lequel il a écrit un livre (16). Qui plus est, sa mère n'était autre que l'une des deux sœurs d'Eugène Deloncle !

De surcroît, on a de bonnes raisons de penser que François Mitterrand a fait la connaissance de Gabriel Jeantet au cours de l'année universitaire 1934-1935. Le futur président de la République était alors adhérent de la Fédé-

ration nationale des étudiants, collégiens et lycéens d'Action française (17), dont l'un des responsables parisiens n'était autre que Gabriel Jeantet. Il est également fort probable que François Mitterrand l'ait revu, quelques mois plus tard, dans l'appartement des Bouvyer, rue Gustave-Zédé, où défilaient bon nombre de responsables de la Cagoule.

André Bettencourt et L'Oréal

Autre « coïncidence » : dans ses activités de résistance, François Mitterrand a choisi le pseudonyme de « Morland », dont Charles Moulin, l'un de ses biographes (18), nous dit que c'était en référence à la station Sully-Morland. Or, tous les cagoulards engagés dans la Résistance ont pris pour pseudonymes des noms de stations de métro : « Saint-Jacques » pour Maurice Duclos, « Barbès » pour Pierre Fourcaud, « Corvisart » pour Beresnikoff, « Bienvenüe » pour Lagier, « Pyramides » pour Courson de Villeneuve. Même André Devawrin, le chef du BCRA, qui, malgré ses dénégations, a toujours été considéré comme un cagoulard, avait choisi de se faire appeler « Passy ».

Juste après la guerre, c'est Eugène Schueller, l'ancien bailleur de fonds de la Cagoule, qui fait de François Mitterrand le P-DG des Éditions du Rond-Point et le rédacteur en chef de *Votre Beauté*. Schueller a été l'ami de Deloncle et l'un des dirigeants du très collaborationniste Mouvement social révolutionnaire (MSR), du moins jusqu'en mai 1942. Son parrainage est plutôt lourd, car le comité régional d'épuration demande l'interdiction professionnelle pour cet industriel accusé d' *« avoir favorisé les desseins de l'ennemi »*. Il faudra qu'André Bettencourt, son futur gendre, et Pierre de Bénouville fournissent des attestations de résistance pour que la procédure soit interrompue.

Mais François Mitterrand n'hésite pas à prendre des risques. En 1956, alors qu'il est garde des Sceaux dans le ministère Guy Mollet, il suit le corbillard de son ami François Méténier. *« Ce geste*, écrit Pierre Péan (19), *a beaucoup compté pour installer définitivement la rumeur de l'appartenance de François Mitterrand à la Cagoule. »* En 1988, alors qu'il est président de la République, il assiste aux obsèques de Mercedes Deloncle, la veuve d'Eugène Deloncle, qui avait épousé en secondes noces Jacques Corrèze, un autre chef de la Cagoule.

Dans *Mémoire sans égoïsme*, un opuscule qui se voulait une réplique à l'*Histoire égoïste* de son neveu Jacques Laurent, Mercedes Deloncle avait évoqué, sans le nommer, François Mitterrand : *« Je me dois de lui reconnaître une grande fidélité dans ses amitiés ; c'est sans crainte d'être blâmé et critiqué qu'il défend ses anciens amis dans le malheur et assiste à leurs enterrements.* [...] *J'ai le culte de l'amitié comme celui de la famille et je ne peux m'empêcher d'avoir une sorte de sympathie pour ceux qui le pratiquent envers et contre tous »* (20).

JEAN-CLAUDE VALLA

EUGÈNE SCHUELLER : UN PATRON ENGAGÉ

Sexagénaire solide, le visage un rien rougeoyant et agréablement buriné, le verbe un peu saccadé, mais toujours adoptant le ton convaincant sinon passionné, simple, d'accueil facile et avenant, généreux, compréhensif, tout en demeurant très « patron », Eugène Schueller de son état était parfumeur. Mais rien de commun avec César Birotteau ! Ses affaires d'abord étaient considérables, puisqu'il contrôlait aussi bien les Peintures Valentine que L'Oréal et Monsavon. Ses succès ne lui avaient pas tourné la tête ! Au contraire. Il avait le sentiment qu'il devait consacrer à toutes sortes d'entreprises désintéressées la fortune qu'il avait acquise. Il poussait la conscience professionnelle jusqu'à prendre, depuis qu'il était dans la politique, les cours d'un maître d'éloquence, et le matin ceux d'un moniteur d'éducation physique. Avant tout, il était de bonne volonté. D'origine alsacienne, blessé au cours de la guerre 1914-1918, c'était en pleine conscience qu'il s'était pourtant résolument prononcé pour le rapprochement franco-allemand, sans se soucier de ce qu'on pouvait dire de lui dans les milieux d'affaires. Au vu et au su de tout son personnel, de ses directeurs, les « Comités » du MSR se tenaient dans son bureau de la rue Royale. Patron « social », il ne croyait pas au seul « paternalisme ». Schueller proposait que chaque salarié touche un triple salaire : le salaire ordinaire, le sursalaire familial, et une participation aux bénéfices !
Inquiété à la Libération, soumis parfois au chantage, tant de la part du pouvoir d'alors que de quelques anciens amis sans scrupules, il sut se montrer à la fois ferme et compatissant.
Eugène Schueller était un type bien !

HENRY CHARBONNEAU

***Les Mémoires de Porthos*, La Librairie française, réédition, 1980**

---

(1) *Une Jeunesse française – François Mitterrand 1934-1947*, Fayard, 1994.

(2) Du nom d'Aristide Corre, l'un des dirigeants de la Cagoule. Cette liste, saisie par la police en 1937, a été publiée par Joseph Désert en annexe d'un livre par ailleurs très contestable, *Toute la vérité sur l'affaire de la Cagoule*, Librairie des sciences et des arts, Paris, 1946.

(3) Cité dans *Le Noir et le Rouge*, Grasset, 1984.

(4) *Le Mystérieux docteur Martin*, Fayard, 1993.

(5) Témoignage de Victor Barthélemy, ancien secrétaire général du PPF, *Du communisme au fascisme*, Albin Michel, 1978.

(6) Cité par Catherine Nay, op. cit.

(7) Le Dr Félix Martin, par exemple, n'y figure pas, alors qu'il a appartenu à l'état-major d'Eugène Deloncle.

(8) Cité par Alain Griotteray, *1940 : la droite était au rendez-vous*, Robert Laffont, 1985.

(9) Op. cit.

(10) À la page 110 d'*Une Jeunesse française*, Pierre Péan affirme que *« les Cahier, depuis plusieurs années, avaient pratiquement rompu leurs relations avec les Deloncle »*. Mais, à la page 383, il rapporte que l'ancien chef de la Cagoule était présent au baptême d'Olivier, le deuxième fils de Robert et d'Édith.

(11) Cet épisode est relaté par Pierre Péan (op. cit.).

(12) Cette attestation est reproduite en fac-similé dans le livre de Pierre Péan.

(13) Lettre adressée à l'auteur par Philippe Queyrat, fils de Henri Queyrat, en date du 14 mars 1994.

(14) Gabriel Jeantet, que l'on retrouvera, en 1970, au conseil national du mouvement d'extrême droite Ordre nouveau, ne doit pas être confondu avec son frère Claude, qui fut membre du bureau politique du PPF et directeur politique du *Petit Parisien*.

(15) Cité par Catherine Nay, op. cit.

(16) *L'année 40*, La Table Ronde, 1965.

(17) Cette adhésion, que François Mitterrand a toujours niée farouchement, ressort d'un témoignage de Georges Calzant, l'un des principaux dirigeants de l'Action française, cité par Jean Roche-Boitaud, condisciple du futur président de la République au collège Saint-Paul d'Angoulême (cf. *Minute* du 14 septembre 1994).

(18) *Mitterrand intime*, Albin Michel, 1982.

(19) *Une Jeunesse française*.

(20) Dans *Le Choc du mois* de juillet-août 1991.

LA CAGOULE : UN COMPLOT CONTRE LA RÉPUBLIQUE

Le 9 février 1936, Léon Blum est agressé, boulevard Saint-Germain à Paris, par d'anciens Camelots du roi, ce qui provoque la dissolution immédiate des organisations d'Action française par le président du conseil Albert Sarraut. Pourtant, le chef du commando, Jean Filliol, a été exclu de l'AF, quelques jours plus tôt, pour avoir signé un texte rédigé par un polytechnicien de 46 ans, Eugène Deloncle, accusant de mollesse les dirigeants du mouvement.

Le 18 juin de la même année, six semaines après la victoire électorale du Front populaire, toutes les ligues nationalistes sont dissoutes par le gouvernement de Léon Blum. À droite, on craint le pire, car la France, comme le rappelle Henry Charbonneau (1), connaît alors « *les grèves sur le tas, les occupations d'usines, les défilés le poing levé, les drapeaux rouges au faîte des cheminées, les guinguettes-musette dans les ateliers au son des accordéons qui reprenaient l'Internationale pour saluer l'arrivée des patrons apeurés* ».

C'est dans ce contexte qu'Eugène Deloncle et Jean Filliol, auxquels se sont joints d'autres dissidents de l'Action française, constituent l'Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale (OSARN) (2). Leur objectif est de renverser, par la force, le régime qu'ils accusent de pactiser avec le communisme.

L'organisation, à vrai dire, n'est pas aussi secrète que l'auraient voulu ses fondateurs. Dans les colonnes de *L'Action française*, Maurice Pujo ne tarde pas, en effet, à brocarder les « *conspirateurs d'opéra-comique* » qu'il affuble du sobriquet de « *cagoulards* ». Le mot sera repris par les chansonniers et illustré par les caricaturistes. Il sert aujourd'hui encore à désigner les hommes qui ont participé à ce véritable complot contre la République.

« *En quelques mois*, écrit encore Henry Charbonneau, *l'organisation groupe tout ce qu'il y a de dynamique dans le mouvement Croix de feu, aux Jeunesses patriotes, dans les associations d'anciens combattants, dans les anciennes ligues. Ce monde est ravi ! Enfin des chefs qui en veulent. Enfin des armes ! Finis les parlotes, les défilés, les cérémonies mortuaires, les cercles d'études, les ventes de charité, et les recouvrements de cotisations !* »

À côté de l'OSARN, souvent sans lien avec elle, mais pour les mêmes raisons, naissent des groupes d'autodéfense dont l'objectif est de détecter les activités communistes clandestines dans l'armée. Ces groupes, qui constituent ce que l'on a appelé la « Cagoule militaire », sont encadrés par des officiers d'active ou de réserve le plus souvent liés au Deuxième bureau. À leur tête on trouve des officiers comme le commandant Loustaunau-Lacau (détaché au cabinet du maréchal Pétain, fondateur du réseau « Corvignolles »), le colonel Groussard (qui appartient au secrétariat général de la Défense nationale) ou le général Duseigneur (héros de l'aviation de 1914-1918, fondateur de l'Union des comités d'action défensive). Si Loustaunau-Lacau a su garder quelques distances avec l'OSARN, Groussard et Duseigneur y ont adhéré (matricule 537 pour le premier, matricule 75 pour le second). D'autres chefs militaires de haut rang, comme le général Giraud, commandant la région militaire de Metz, ou le maréchal Franchet d'Esperey accepteront également de « se mouiller » avec Eugène Deloncle.



Découverte d'un dépôt d'armes de la Cagoule en 1937, comprenant mitrailleuses, munitions et uniformes, rue Saint-Lazare à Paris.

L'aventure de l'OSARN, qui n'a pas encore livré tous ses secrets (3), sera de courte durée. Découvert grâce aux efforts de l'inspecteur Bonny, futur auxiliaire français de la Gestapo, dont l'un des agents a réussi à s'infiltrer dans l'organisation, le complot est publiquement dénoncé par Marx Dormoy, ministre de l'Intérieur de Léon Blum, le 18 novembre 1937. La plupart de ses chefs sont arrêtés ou contraints à l'exil. Par contre, à la demande d'Édouard Daladier qui ne souhaitait pas déstabiliser l'armée, aucun officier d'active ne sera inquiété.

En raison de la guerre et de l'Occupation, le procès de la Cagoule ne s'ouvrira qu'en octobre 1948 devant les assises de la Seine. Deloncle n'y sera pas jugé : les vicissitudes de la guerre ont voulu qu'après avoir été l'une des grandes figures de la Collaboration, il soit abattu, le 7 janvier 1944, par des agents de la Gestapo qui le soupçonnaient, non sans raison, d'avoir rejoint le camp des Alliés.

Désireux de renverser la République qu'ils honnissaient, les cagoulards n'en ont pourtant jamais pris l'initiative, persuadés qu'il fallait attendre le coup d'État communiste avant de mettre tout le poids de leur organisation dans la balance, ne serait-ce que pour bénéficier du soutien de l'armée. Si la Cagoule a été un fiasco, ses travers – manie du complot et mythomanie – ont durablement marqué les mentalités de l'extrême droite.

J.-C. V.

---

(1) *Les Mémoires de Porthos* (tome 1), La Librairie française, 1980.

(2) En juillet 1937, le « N » du sigle sera abandonné. L'OSARN devient l'OSAR. Le « 0 » ayant été mal écrit par un indicateur de police, on désigne parfois cette organisation sous le nom de Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR).

(3) Le seul ouvrage disponible est celui de Philippe Bourdrel, *La Cagoule*, Albin Michel, édition revue et augmentée, 1992. Mais on lira également avec profit le dossier paru dans *L'Histoire* d'octobre 1992 (« La Cagoule : enquête sur un complot d'extrême droite ») et les trois articles parus dans *Le Choc du mois* de juillet-août 1991 (« Mitterrand et la Cagoule », « Les secrets de la Cagoule » et « La Cagoule dans la guerre »).

À PIÉGEUR, PIÉGEUR ET DEMI

Les jardins de l'Observatoire

PAR FABIEN QUESNAY

Rafales de mitraillette dans la nuit. Les tueurs ont franchi les Pyrénées. François Mitterrand est indemne. La presse se précipite. L'affaire de l'Observatoire commence.



Convoqué par le juge Braunschweig, François Mitterrand arrive au palais de Justice pour être confronté à Robert Pesquet. Ce dernier l'accuse d'avoir été l'instigateur du faux attentat.

De Gaulle au pouvoir, et la Constitution de la Vᵉ République adoptée, Mitterrand comprend que commence pour lui une longue traversée du désert. Le 30 novembre 1958, il fait partie du lot des députés sortants balayés par la vague gaulliste. Dans sa circonscription de Château-Chinon, malgré l'appui communiste au second tour, il se trouve ainsi distancé de 3 000 voix par un gaulliste. Pourtant, plus heureux que d'autres, il retrouvera en avril 1959 un siège de sénateur grâce aux notables de la Nièvre qui n'ont pas oublié les services rendus au département par le ministre de la IVᵉ. Il cherche alors à regrouper les éléments de la gauche non communiste qui refusent de pactiser avec le nouveau régime. Ce sera d'abord en juillet 1959 l'éphémère Union des forces démocratiques (UFD) qui lance un appel pour une large entente de la gauche, puis en juin 1960 une Ligue pour le Combat républicain.

Mais entre-temps, l'affaire de l'Observatoire en octobre 1959 a porté un coup sérieux,


EXCLUSIF

LES AVEUX DU « TUEUR »
l'homme qui a tiré sur Mitterrand nous fait le récit complet de l'« attentat bidon »

RIVAROL

"Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir"

OPPOSITION NATIONALE Prix 75 francs

Six jours après l'attentat, l'hebdomadaire* Rivarol *fait éclater le scandale en publiant les révélations de Pesquet : Mitterrand était de mèche.

qu'on a même pu croire mortel, à la réputation et à la carrière politique du « Florentin ».

Le 16 septembre 1959, de Gaulle a jeté l'émoi en annonçant qu'il est décidé, l'heure venue, à laisser les Algériens choisir leur destin. Trois options s'offriront à eux : sécession, association, francisation.

Ce recours à l'autodétermination provoque la stupeur, la colère et l'angoisse chez les pieds-noirs, et un grand trouble dans les cadres de l'armée. De folles rumeurs commencent à circuler dans Paris, qu'accréditera le 12 octobre le député gaulliste de la Loire Lucien Neuwirth, l'un des comploteurs du 13 mai. À l'en croire – mais nul ne sait d'où il tient ce « tuyau » époustouflant – les « ultras » de l'Algérie française auraient recruté des commandos de tueurs qui, venant d'Espagne, auraient déjà franchi la frontière. Leur mission : abattre à Paris des personnalités favorables à l'autodétermination.

Apparemment, François Mitterrand ne se sent pas visé. Le soir du 15 octobre, il va tranquillement dîner chez Lipp avec son ami Georges Dayan. Il est un peu plus de minuit lorsque Mitterrand quitte son compagnon, et monte dans sa 403 bleue pour regagner son appartement de la rue Guynemer proche du Luxembourg. Mais, quelques instants après avoir démarré, racontera-t-il par la suite, il a la sensation d'être suivi par une autre voiture. Pour en avoir le cœur net, il accélère ; l'autre véhicule en fait autant. Arrivé au boulevard Saint-Michel, Mitterrand vire sur les chapeaux de roues et remonte en trombe vers le Luxembourg ; ses poursuivants sont toujours dans son sillage. Il tourne encore à toute vitesse dans la rue Auguste-Comte, mais ne peut les semer. Pris alors de peur, il stoppe devant les jardins de l'Observatoire, bondit hors de sa voiture, saute par-dessus la grille et plonge dans une haie de troènes. Il était temps : une rafale troue le silence nocturne, transformant sa « 403 » en écumoire !

Leur coup fait, les agresseurs s'enfuient. Tout le quartier a été réveillé par la fusillade. La police est alertée et Mitterrand, miraculeusement indemne lui, conte les circonstances de l'attentat auquel il vient d'échapper et dont témoignent les points d'impact des balles sur sa carrosserie.

Les journalistes qui interrogent Mitterrand à l'aube ont devant eux un homme très pâle, visiblement bouleversé par le danger qu'il a couru. Il ne peut donner de détails sur l'aspect de la voiture qui le poursuivait. Cela s'est passé si vite ! Il ne veut pas faire de longs commentaires : *« Je ne dirai rien qui puisse ajouter au désordre des esprits*, déclare le sénateur de la Nièvre. *Mais il est logique de penser que le climat de passion politique créé par les groupements extrémistes explique cet attentat ! »* (1).

La bombe de « Rivarol »

La gauche se déchaîne. Jacques Duclos, dès le lendemain, pond une lettre historique pour exprimer son *« indignation »* et réclamer, *« en présence d'une telle situation, l'union de toutes les forces antifascistes »*. La CGT, naturellement, emboîte le pas, ainsi que la LICA, l'UGS et les innombrables groupuscules soi-disant républicains et socialistes. Tous accusent le gouvernement de mollesse et désignent d'emblée des coupables.

La préfecture de police lance dans toutes les directions des équipes qui perquisitionnent chez les suspects d'activisme, à la recherche d'armes et d'explosifs.

Quant au juge Braunschweig, il ouvre une information contre X pour tentative d'assassinat.

Six jours après, patatras ! L'hebdomadaire *Rivarol* révèle que, loin d'être victime de l'attentat de l'Observatoire, François Mitterrand en est en réalité l'organisateur, avec le concours d'un ex-député poujadiste, Robert Pesquet. But de l'opération : revigorer la popularité chancelante du sénateur de la Nièvre…

« M. Pesquet, raconte en substance *Rivarol, a gardé quelques vagues rapports avec M. François Mitterrand, qu'il côtoyait à la Chambre de 1956 à 1958. Or, le 7 octobre, M. Pesquet, de passage au Palais de Justice, y rencontrait M. François Mitterrand (2). Une conversation, d'abord toute banale, s'engagea dans la Galerie marchande pour se poursuivre dans la Cour d'honneur, puis à la Brasserie des Deux-Palais, où, quelque temps, y prit part un autre ancien député, M. Roland Dumas. Mais, une fois parti ce tiers qu'il jugeait sans doute inutile, le sénateur de la Nièvre entraîna au long des quais l'ex-député du Loir-et-Cher et l'entretien prit un autre tour.*

– Pourquoi ne viendriez-vous pas avec nous ? dit en substance M. Mitterrand à M. Pesquet. *Je suis sûr que, pas plus que moi, vous n'aimez tout ce remue-ménage des "ultras"… Vous êtes un homme d'audace… Si je vous proposais quelque chose de dangereux, accepteriez-vous ? »*

Une série de rendez-vous s'en serait suivie. Le mercredi 14, à 16 heures, aux Champs-Élysées, café Marignan, d'abord :

– Toujours volontaire pour une mission dangereuse ? aurait interrogé Mitterrand. *Eh bien, il faut, en plein Paris, exécuter contre moi un attentat – simulé, bien sûr. Avez-vous une voiture ? Des armes ? N'essayez pas de me trahir, hein ? C'est votre peau que vous risqueriez.*

– Pourquoi donc, pour cette mission délicate, n'avez-vous pas cherché d'exécutants parmi vos amis politiques ? aurait demandé Pesquet.

– C'est fort simple, aurait répondu Mitterrand avec le sourire. *Il faut penser à tout. L'exécutant, comme vous dites, peut, même si nous combinons tout au mieux, être pris en train de tirer sur moi. Je tiens donc à ce que le rôle soit tenu par un ennemi politique comme vous !*

Ultime rendez-vous, le 15, à 17 heures, à la fontaine Médicis, puis dans la Cour d'honneur du Sénat. Mitterrand aurait arrêté les derniers détails :

– Ce soir, à minuit, chez Lipp. Je serai avec Dayan, vous me suivrez. Vous connaissez déjà l'itinéraire, boulevard Saint-Germain, rue de Tournon, etc. Surtout, regardez bien, ne me perdez pas. Et pas de blagues ! Surtout ne tirez pas avant que j'ai quitté la voiture !...

Et *Rivarol* conclut :

« Ce qui avait été dit fut fait. Avec un petit décalage, de menues irrégularités... C'est ainsi que, lorsque M. Pesquet arriva sur le "lieu du crime" (accompagné, dans sa voiture, par un ami dont le nom importe peu) (3) *il ne put perpétrer tout de suite "l'attentat" : un couple d'amoureux tendrement enlacés, témoins indésirables, s'attardait autour des jardins. Ils n'avaient pas disparu que survint un passant, autre gêneur, puis un taxi jaune, une "Versailles"... Pas de chance, décidément !... M. François Mitterrand, depuis déjà longtemps couché dans l'herbe, s'impatientait... Cela dura peut-être 7 à 8 minutes... Enfin tout fut désert à souhait. Après quelques tours imposés par une juste prudence, la voiture de M. Pesquet arriva à bonne hauteur. Et l'on entendit la voix légèrement courroucée du sénateur de la Nièvre :* "Alors, allez-y !" *et M. Pesquet lâcha sa rafale sur la voiture vide, comme convenu. »*

Ce même jeudi 22 octobre, Robert Pesquet, qui a choisi Me René Dupuis comme avocat, convoque la presse sur l'instigation de Me Tixier-Vignancour, pour confirmer cette version des événements et la conforter par quelques précisions.

Pesquet précise qu'il a revu Mitterrand le lundi 19 octobre, à l'heure du déjeuner, au café « Le Crystal » alors que la reconstitution de l'« attentat » devait avoir lieu quelques heures plus tard :

– Je vous félicite, lui aurait dit la « victime ». *Tout a très bien réussi. Maintenant, il va falloir organiser le même petit scénario pour mon ami Mendès France... »*

Et Pesquet de conclure devant les journalistes tout de même un peu interloqués :

– J'ai les preuves de ce que j'avance ! Outre les quatre douilles que j'ai ramassées sur les lieux, j'ai pris le soin de m'envoyer à moi-même, poste restante, au bureau de la rue de Vaugirard, une lettre glissée dans la boîte quinze heures avant "l'attentat" et dans laquelle j'explique tout ce qui va arriver : j'y donne le parcours exact qu'a suivi M. Mitterrand. J'ai adressé une seconde lettre du même genre à la poste restante de Cambremer, près de Lisieux. Voilà mes pièces à conviction !



François Mitterrand et son avocat Roland Dumas, ami de toujours.

Pesquet devient tout naturellement le « témoin n°1 ». Le voici donc, au soir du jeudi 22 octobre, dans le cabinet de M. Braunschweig, juge d'instruction. Ce dernier enregistre les déclarations de l'ex-député, puis l'accompagne chez un huissier de la rue de Cléry, Me Dreyer-Duffer, entre les mains de qui se trouvent la fameuse lettre d'anticipation et les quatre douilles de mitraillette. Retour au Palais de Justice où ces pièces à conviction, placées sous scellés, sont jointes au dossier.

Confrontation Pesquet-Mitterrand

François Mitterrand fait alors son apparition, flanqué de ses conseils, le bâtonnier René-William Thorp et Me Sarda. Il annonce qu'il va déposer une double plainte avec constitution de partie civile, pour tentative d'homicide volontaire d'une part, pour diffamation de l'autre.

Une longue veillée commence dans l'île de la Cité : le juge Braunschweig a en effet décidé de procéder sur-le-champ à la confrontation des deux hommes.

– Pourquoi n'avoir pas tout révélé dès le lendemain de l'attentat ? demande le juge à Pesquet. *Pourquoi avoir attendu plusieurs jours et avoir revu Mitterrand entre-temps ?*

– Je voulais qu'il soit d'abord entendu par le juge d'instruction et que la reconstitution ait lieu. Je voulais attendre qu'il se soit complètement enferré...

François Mitterrand, bien entendu, contre-attaque aussitôt. Ressortant à 3 h 30 du matin du cabinet de M. Braunschweig, il s'explique à son tour devant les journalistes, dans les bureaux de la Presse judiciaire.

Pressé de questions, Mitterrand expose alors sa thèse : il a été joué par Pesquet, qui l'a « *intoxiqué* » et, en lui révélant qu'un attentat allait être commis contre lui, a réussi insidieusement à lui communiquer une véritable « *psychose* » de l'agression.

Impressionné, Mitterrand s'en serait donc remis à son interlocuteur qui, affirmant avoir été chargé de l'exécuter, lui promettait de l'épargner, pour peu qu'il voulût bien se prêter au jeu.

« Une frontière bien indécise, constate Pierre Desgraupes (4), *sépare la version de M. Mitterrand, non point de celle de M. Pesquet, mais de celle à laquelle on pense depuis 24 heures dans certains milieux proches de l'affaire. Il y aurait bien eu machination contre M. Mitterrand, mais M. Mitterrand lui-même en aurait été à la fois le complice et la victime. »*

Que François Mitterrand soit tombé dans un piège tendu par ses ennemis, beaucoup sont prêts à l'admettre. Mais qu'il se soit rendu complice de cette farce – comme il apparaît à l'évidence – pour en tirer avantage sur la place publique, faire figure de héros qu'on veut abattre, voilà ce que ses amis eux-mêmes ont du mal à accepter.

Le coup qui atteint Mitterrand est terrible. Françoise Giroud prétend qu'elle l'a vu pleurer. Non seulement la preuve est faite que lui, l'ancien garde des Sceaux, a menti à la Justice, à la France entière, mais encore il s'est couvert de ridicule. Une faute dont on se relève rarement ici.

Seul François Mauriac, qui protège Mitterrand depuis sa jeunesse, tente de le défendre dans l'*Express* en plaidant la naïveté, une imprudente confiance dans les hommes que le cher François aurait gardée de son éducation chrétienne...

En attendant, l'affaire, entrée dans sa phase judiciaire, suit son cours. Pesquet se taille un petit succès comique en arrivant au Palais de Justice avec, en bandoulière, la fameuse mitraillette qui a servi au pseudo-attentat et qu'il remet solennellement au juge Braunschweig. Le commissaire Clot, de la Brigade criminelle de la PJ a, pour sa part, identifié le tireur qui s'est servi de l'arme : il s'agit d'un nommé Abel Dahuron, cultivateur, employé par Pesquet comme homme à tout faire dans sa propriété de Normandie et qui, dévoué corps et âme à son patron, a volontiers



Robert Pesquet, l'homme par qui le scandale arrive. En 1995, dans un livre de révélations, il accusera Michel Debré d'avoir voulu compromettre François Mitterrand en favorisant le faux attentat de l'Observatoire.

accepté de venir faire un carton à Paris sur une voiture vide. Bientôt sera aussi retrouvé un autre ami de l'ex-député, M. André Péquignot, qui, lui, a fourni la mitraillette, qu'il détenait comme souvenir de Résistance.

Deux délits au moins ont été commis : on s'est moqué de la police et du Parquet, ce qui s'appelle outrage à magistrat ; en outre on a transformé une rue de la capitale en champ de tir, ce qui se traduit par détention d'arme de guerre, inculpations qui sont signifiées sans délai à Pesquet et à ses amis.

Et Mitterrand ? Son cas est plus délicat puisque, faute de flagrant délit, il est, en tant que sénateur, couvert par l'immunité parlementaire. Les autorités judiciaires vont donc demander la levée de celle-ci au Sénat.

C'est devant un hémicycle bondé que le débat a lieu, le 19 novembre 1959, au palais du Luxembourg. François Mitterrand a annoncé son intention de mettre gravement en cause le gouvernement, en réponse au rapporteur de la commission, M. Jacques Delalande, qui conclut à la levée de l'immunité parlementaire.

Mitterrand accuse Debré

Mais après s'être défendu, sans convaincre, Mitterrand contre-attaque, évoquant l'année 1957 et l'affaire du bazooka, attentat dirigé contre le général Salan, commandant en chef en Algérie, qui coûta la vie à son chef de cabinet, le commandant Rodier. À l'époque, Mitterrand était ministre de la Justice :

– *Un jour de février 1957, un homme attend quelques instants dans le bureau voisin de mon cabinet, à la Chancellerie, place Vendôme. Je le reçois. Tout de suite, il proteste de son innocence dans une affaire qui vient d'éclater et que la presse exploite. Il vient affirmer auprès de moi qu'il ne connaît rien ni personne qui, de près ou de loin, ait touché à l'assassinat d'un officier français commis en plein Alger. Il s'indigne de l'exploitation politique que le gouvernement pourrait faire d'un crime ou d'un complot à l'occasion duquel, à tort ou à raison, on mêle publiquement les noms des opposants les plus farouches du régime. Sans doute existe-t-il dans le dossier des pièces accusatrices et des aveux troublants, mais il s'en expliquera plus tard. Il lui en faut seulement le temps... L'homme qui arpentait nerveusement la pièce où nous nous trouvions, cet homme, c'est le Premier ministre, c'est M. Michel Debré !*

Immense brouhaha dans l'hémicycle ! Interrogé à ce propos à la sortie du conseil des ministres, Michel Debré se contentera d'opposer à ce récit un démenti « formel ». Quant au Sénat, par 162 voix contre 117, il décide de surseoir à statuer et renvoie l'affaire en commission pour un complément d'enquête.

Mais, six jours plus tard, le 25 novembre, Mitterrand lui-même étant convenu qu'il serait mauvais pour lui d'avoir l'air de se dérober, le Sénat vote la levée de son immunité parlementaire, par 175 voix contre 27.

Le juge Braunschweig va pouvoir enfin notifier au bondissant François l'inculpation d'outrage à magistrat.

Résumant le sentiment général *Le Monde* écrivait dès le 28 octobre : *« Il reste qu'un ancien ministre de la Justice et de l'Intérieur, quelles que soient ses raisons, a contribué à égarer la justice et la police. Ce n'est pas là l'un des aspects les moins choquants et les moins troubles de l'affaire. »*

Mitterrand inculpé, l'instruction, croit-on, va enfin pouvoir progresser jusqu'au point où, au grand jour de l'audience, le sénateur de la Nièvre sera ou bien à jamais déconsidéré ou bien définitivement lavé de tout soupçon. Eh bien non ! il n'en ira pas ainsi ! En guise de rebondissements, l'opinion, au lieu de la lumière promise, n'aura droit qu'à quelques péripéties de second ordre, dont seul l'inénarrable Pesquet fera les frais.

FABIEN QUESNAY

---

(1) *Le Roman vrai de la Ve République* (tome I). Gilbert Guilleminault (éd. Julliard).

(2) En 1953, Mitterrand, couronnant ses études de droit, s'était inscrit comme avocat au barreau de Paris.

(3) Il s'agit d'Abel Dahuron, dont le nom sera divulgué par la suite.

(4) *Paris-Presse* : 25 octobre 1959.

De l'aversion à l'imitation

PAR ÉRIC VATRÉ

Trois fois ils se rencontrèrent, 1943, 1944, 1945, trois fois ils s'accrochèrent. Mortifié, humilié, Mitterrand ne pardonnera jamais. Adversaire du général de Gaulle et de la Vᵉ République dès 1958, candidat face au Général en 1965, il ne lui passera rien. Une longue guerre personnelle pour finir dans le fauteuil sinon dans les bottes d'un homme qu'il n'aimait pas.



Renouant avec la politique de réconciliation et d'amitié franco-allemande voulue par le général de Gaulle, le président Mitterrand et le chancelier Kohl se retrouvent symboliquement, la main dans la main, le 22 septembre 1984, à Verdun, devant l'ossuaire de Douaumont. On peut se demander cependant si le général de Gaulle aurait laissé échapper, comme le fit son successeur, les occasions de hausser la politique de la France à l'occasion des événements formidables qui ont ébranlé le monde européen à partir de 1989.

Il est âgé de 42 ans, fut ministre dans onze gouvernements, et vient de rejoindre l'opposition. Peut-être, François Mitterrand ne fait-il seulement que pressentir que s'ouvrent devant lui les années noires. Celles du gaullisme triomphant. Le 1ᵉʳ juin 1958, imposé par le « pronunciamento » des généraux d'Alger, Charles de Gaulle devient, avec une confortable majorité, président du Conseil, muni de pouvoirs exceptionnels. Son premier souci le porte à la réforme des institutions, qu'un référendum (28 septembre) proposant une nouvelle Constitution plébiscite en raz de marée. Les trois coups du premier acte d'un duel ô combien singulier entre le Jarnacais et le fondateur de la Vᵉ République retentissent alors.

D'emblée, Mitterrand prend figure d'anti-gaulliste irréductible. Évincé de l'Assemblée par ses électeurs, provisoirement solitaire, il affirme hautement et non sans emphase son refus de l'ordre nouveau, *« cette dictature visible à l'œil nu, sous son masque bonasse »* (1). Dictature ? Le mot ou ses incarnations historiques reviennent cent fois sous sa plume. Il dresse la comparaison avec le *« système présidentiel en Amérique du Sud »* et le *« système parlementaire tel qu'il fonctionnait il y a un siècle sous Louis-Philippe et Louis-Napoléon »* (2). Il observe : *« Personnellement, je considère que les aspirations au régime présidentiel correspondent en France à une démission. Le régime présidentiel penche du*

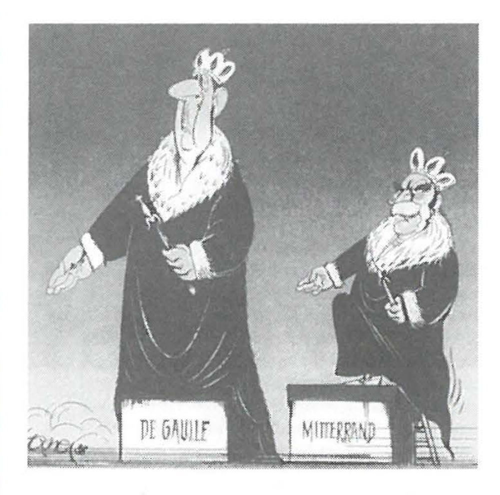
1945 : RUPTURE AVEC DE GAULLE

Le 5 juin 1945, un défilé du mouvement d'anciens prisonniers que préside Mitterrand est transformé par les communistes en manifestation contre le gouvernement. Mitterrand est reçu par de Gaulle qui a donné de cette rencontre sa version au journaliste Michel Droit (*Les Clartés du jour*, Plon) : « *Je convoque le dénommé Mitterrand rue Saint-Dominique où il arrive flanqué de deux acolytes et je lui dis :* "Qu'est-ce que c'est que ça ? Du tapage sur la voie publique en temps de guerre alors que si les hostilités ont pris fin en Europe, elles se poursuivent en Extrême-Orient ! Vous savez ce que ça vaut ?" *Il me répond :* "Mon Général, je n'approuve pas ces hommes, je les accompagne pour leur éviter de faire des bêtises." *Je lui dis :* "Eh bien, vous vous désolidarisez d'eux, vous allez me l'écrire, voilà un bout de papier, un coin de table, une plume, allez-y." *Il me fait :* " Mon Général, ça demande réflexion." *Je réplique :* "Tout à fait juste, dans trois minutes, si vous n'avez rien écrit ni signé, vous sortirez de cette pièce et serez aussitôt mis en état d'arrestation." *Alors, il se lève avec ses deux acolytes, se dirige vers l'embrasure d'une fenêtre, leur dit quelques mots et revient sur moi :* "Mon Général, nous avons compris, je signe." *Voilà ce que c'est que le dénommé Mitterrand.* »

De cet incident date une rupture dont les conséquences se feront lourdement sentir après le retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958.

côté du pouvoir personnel » (3). De même, six ans plus tard, poursuit-il la querelle dans son maître-livre *Le Coup d'État permanent* : « *J'appelle le régime gaulliste dictature parce que, tout compte fait, c'est à cela qu'il ressemble et parce que c'est vers un renforcement continu du pouvoir qu'inéluctablement il tend parce qu'il ne dépend plus de lui de changer de cap. Je veux bien par complaisa[illegible]e appeler ce dictateur d'un nom plus aimab[illegible]estat. Roi sans couronne, alors elle m'apparaît plus redoutable encore.* »

Pour l'heure, la nécessité commande un redéploiement électif. Mitterrand conquiert la mairie de Château-Chinon (mars 1959) et, poussant l'avantage dans cette circonscription de la Nièvre qu'il regarde comme son fief après des années d'un long travail d'implantation départemental, il accède le mois suivant au Sénat. Las, ce brillant rétablissement souffrira violence dès octobre avec l'affaire dite de l'Observatoire. Ce faux attentat « *dont il fut*



Dessin de Hanel dans la* Frankfurter Allgemeine Zeitung. *N'est pas géant qui veut.

tout à la fois instigateur et dupe » (4) concentrera l'hostilité pugnace des barons gaullistes contre le nouvel élu. Michel Debré, président du Conseil des ministres, réclame et obtient de la Chambre Haute le vote de la levée de l'immunité parlementaire du mystificateur. Lequel nourrira en retour une haine sans mélange contre le pouvoir gaulliste.

Candidat présidentiel en 1965

En témoignera son attitude lors des procès intentés aux défenseurs de l'Algérie française, non par solidarité avec cette cause qui lui est étrangère, mais par vindicte contre un régime qu'il considère comme l'instrument des vrais factieux (argumentation reprise dans *Le Coup d'État permanent*). Résumant son témoignage au procès du général Salan, il écrit : « *Aujourd'hui, Salan est un rebelle. Et c'est un rebelle vaincu. Deux fautes que ne pardonnera pas aisément son vainqueur, qui ne respecte jamais autant l'État que lorsqu'il l'incarne lui-même. Pis, c'est un rebelle à contretemps. Voilà bien le crime inexpiable ! Car on est prié de ne pas confondre l'insurrection militaire du 13 mai 1958 préparée par une conjuration qui, quatre ans avant l'OAS, n'hésita pas à pratiquer l'assassinat quand l'assassinat servait ses desseins, avec l'insurrection de 1961 qui déboucha sur une action terroriste multipliée et systématisée* » (5).

Peu après, Mitterrand déposera en faveur de l'écrivain Jacques Laurent, auteur d'un éblouissant essai polémique aux longues résonances, *Mauriac sous de Gaulle* (Table ronde, 1964), traîné à ce titre en justice pour offense au chef de l'État (octobre 1965). Dans l'impossibilité de se rendre à l'audience, Mitterrand fait tenir au président du tribunal une lettre aux termes de laquelle il oppose un président-arbitre « *irresponsable des actes politiques accomplis par l'exécutif* » selon le vœu du législateur de 1881 au président en exercice « *qui se comporte ouvertement en chef de l'exécutif et qui est en fait chef d'une majorité et chef de parti* [...] » (6).

Dès cette époque, Mitterrand se montre soucieux de remonter le lourd handicap moral et politique de la mise en scène de l'Observatoire. Il bat le rappel de ses amis et relations (Dayan, Pelat, Hernu, Rousselet, Estier), fréquente assidûment cercles et clubs de pensée qui fleurissent à gauche. Il met à profit le « *piteux état* » (7) où se trouve la SFIO divisée contre elle-même et d'abord contre son chef Guy Mollet depuis la guerre d'Algérie. Bénéficiant de l'éclatement de nombre d'appareils traditionnels depuis 1958, François Mitterrand se positionne désormais en rassembleur de la gauche qui ne s'est pas ralliée au gaullisme triomphant, visant la première élection présidentielle au suffrage universel, celle de 1965 : « *Depuis 1962*, écrira-t-il, *c'est-à-dire depuis qu'il a été décidé que l'élection du président de la République aurait lieu au suffrage universel, j'ai su que je serais candidat* » (8).

Fidèle à la tactique du coup double, réélu député de la Nièvre, il obtient la présidence du conseil général et, selon l'expression de Catherine Nay, « *s'auto-investit candidat de la gauche* » (9). Nous sommes à la veille de l'élection présidentielle de 1965.

Mitterrand, à cette heure, n'est membre d'aucun parti politique. Il sait que la gauche est à conquérir c'est-à-dire à rassembler sur un nom. Leitmotiv de son vocabulaire d'alors : la synthèse. Conscience éprouvée d'une gauche bourgeoise et intellectuelle, Pierre Mendès France adresse (non sans arrière-pensées) à *France-Observateur* le 28 octobre, soit à six semaines du scrutin, cette déclaration qui vaut blanc-seing : « *Mitterrand est le mieux pour réunir l'ensemble des voix démocrates et socialistes. Je ne vois pas comment on peut encore hésiter... Je vote pour lui, et à ceux qui me font confiance je demande de voter pour lui* » (10). Sensiblement moins enthousiaste, Sartre note dans *Les Temps modernes* : « *Beaucoup voteront Mitterrand sans illusions et sans enthousiasme.* »

Pour élaborer un programme d'apparence unitaire, le député de la Nièvre emprunte à chaque courant une idée-force. Aux communistes, des projets de nationalisations, le refus de l'Europe des trusts ; à la SFIO, la condamnation de la politique économique et sociale du régime, la défense de l'Alliance atlantique. Mais, habilement préservé de toute discipline de parti, il réitère encore et toujours sa grande

intuition militante : *« Il faut éliminer le privilège du président de la République qui croit, selon un mot fameux, que tout l'État est en lui et que la volonté de tout le peuple est enfermée dans la sienne »* (11). Contre de Gaulle-Louis XIV, il a coiffé le bonnet phrygien et relève le drapeau de 1789, sinon de 1793.

Tactique électoralement rémunératrice qui lui permet au premier tour, avec 32 % des suffrages exprimés, de mettre de Gaulle en ballottage et d'atteindre à la seconde partie de la consultation le score de 45 % avec pour force d'appoint le vote béni des amis de Me Tixier-Vignancour. Le 19 décembre 1965, adoubé par le « peuple de gauche », Mitterrand, avec onze millions de voix, prend désormais figure de contre-président. Il n'aura de cesse de creuser le sillon du gardien sourcilleux des libertés constitutionnelles.

Le mythe de l'alternance

Élu président de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), Mitterrand aménage aussitôt cette instance en contre-pouvoir sur le modèle du cabinet fantôme des travaillistes britanniques. Seule voix discordante, Guy Mollet, vieux cacique de la SFIO, qui s'inquiète publiquement de la sincérité socialiste de l'impétrant… Lequel, en l'espace de trois ans, va prendre en main, avec ses amis des clubs, le vieil appareil socialiste et s'imposer comme l'orateur principal de l'opposition.

Tandis que la France *« s'ennuie »* (Viansson-Ponté) et que les étudiants maoïstes mettent en coupe réglée le campus de Nanterre, le nouveau chef socialiste croit venue, en ce mois de mai 68, l'heure de vérité. *« Il est temps, il est grand temps que le gouvernement s'en aille »* lance-t-il (14 mai) à l'adresse de Pompidou. Deux semaines plus tard, convaincu de la vacance imminente du pouvoir, il annonce en conférence de presse sa candidature à la présidence de la République, devançant son vieux rival Mendès France qui semble avoir l'oreille des contestataires. Cependant, la courte fugue gaullienne à Baden-Baden, opérant telle une catharsis, s'assortit de l'immédiate reprise en main de « l'intendance ». Dépit mitterrandien qui s'épanche selon une rhétorique désormais bien rodée : *« La voix que nous venons d'entendre, c'est la voix du 18 Brumaire, c'est la voix du 2 Décembre, c'est celle du 13 Mai, c'est celle qui commence la marche du pouvoir minoritaire et insolent contre le peuple, c'est celle de la dictature. »*

Aux législatives suivantes, la gauche connaît la déroute. Ailleurs, le Printemps de Prague a fait long feu. Mitterrand, quant à lui, entre en purgatoire. Souventes fois comparé à Sisyphe, le prince de la gauche ne renoncera pas davantage cette fois-ci.

Au terme d'une amère retraite, il réapparaît au début de 1971, prêche la rénovation du Parti socialiste par l'Union de la gauche. Jouant en virtuose des « tendances », il se fait élire premier secrétaire du PS (16 juin), provoquant l'admiration railleuse d'un chacun : il n'a même pas en poche la carte de son propre parti. Aux belles heures du congrès d'Épinay, l'ancien élève des bons pères en vient à prôner la révolution sociale et voue aux gémonies la société capitaliste et l'argent : *« Le véritable ennemi, c'est le monopole de l'argent, l'argent qui corrompt, qui achète, l'argent qui écrase. L'argent roi qui ruine et qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes. »* Réminiscences de la thématique vichyste, songeront certains. Révolution sociale ou Révolution nationale ?

Tout l'art de François Mitterrand sera dès lors, en conjuguant présence médiatique, réseaux d'influence et ambiguïté mesurée, d'attacher à son nom le mythe de l'alternance. Nouvel échec à la présidentielle de 1974, en l'occurrence des plus honorables avec plus de 49 % des suffrages. Et d'insinuer en parlant contre sa pensée : *« Ne désespérez pas, la gauche gagnera bientôt. Mais ce ne sera pas moi qui la conduirai au pouvoir. »*

La suite est connue, de « l'état de grâce » au second septennat.

Entre-temps, le mariage d'intérêt avec le parti communiste, utile dans la conquête du pouvoir, toléré quelques saisons (quatre ministres communistes au gouvernement de 1981 à 1984) s'achève en divorce tandis que le PC, essoré par cette cohabitation qui lui fait perdre ce qui lui restait de crédit, voit décroître considérablement son influence.

1981-1995 : l'éternel rival a-t-il, une fois franchi le perron élyséen, transposé son discours dans le réel ? A-t-il utilement remédié à la dérive monarchique des institutions ? Il semblerait plutôt que son jeu ait illustré la phrase fameuse : *« Un jacobin ministre n'est plus un ministre jacobin. »* Reprenons. Le signataire de *La Rose au poing* requérait avec urgence la réforme de la Constitution, la réduction du mandat de chef de l'État au quinquennat, la réintégration du Premier ministre dans la pleine autonomie de ses décisions (article 20), la substitution d'une Cour suprême au Conseil constitutionnel. Et concluait sur cette mise en garde : *« Fini le temps où l'on pouvait se faire élire à gauche pour gouverner à droite. »* Or, de toutes ces réformes, nulle trace. Quid du programme socialiste ? Tout juste un argument électoral. Fantôme à vendre.

En lieu et place, une saga sordide de l'argent et de la corruption aux insoupçonnables ramifications, l'omnipotence despotique du chef de l'État, le règne de la plus basse courtisanerie, le scandale des écoutes orchestré sous les lambris du « château ».

Peu suspect de préjugés droitiers, Jean Daniel écrivait dans *Le Nouvel Observateur* : *« Cet homme ne donne pas seulement l'impression de ne croire en rien : on se sent devant lui coupable de croire en quelque chose. »* Au reste, l'intéressé ne disait-il pas le vrai, qui affirmait : *« Les institutions ? Avec un tout autre que moi, elles sont dangereuses. Elles l'étaient avant moi, elles le redeviendront après moi. »*

Soit l'aveu narquois d'une comédie politique de quatorze années de brigue et d'intrigues que consacre la reconnaissance effrontée du pouvoir présidentiel gaullien, manière de gant où se sera glissée la droite de Dieu.

ÉRIC VATRÉ

---

(1) François Mitterrand : *Ma part de vérité.*
(2) *Le Courrier de la Nièvre*, septembre 1958.
(3) *L'Express*, juillet 1961.
(4) Dominique Venner : *Guide de la politique*, p. 262.
(5) Emmanuel Faux, Thomas Legrand, Gilles Perez : *La Main droite de Dieu*, p. 196.
(6) Jacques Laurent : *Histoire égoïste*, p. 309.
(7) Catherine Nay : *Le Noir et le Rouge*, p. 380
(8) François Mitterrand : *Ma part de vérité.*
(9) (10) (11) Catherine Nay : Op. cit. pp. 392, 396, 398.

VARIATIONS SUR LES INSTITUTIONS

Dans le *Figaro* du 13 mars 1995, François Mitterrand déclare à propos des institutions : *« Je ne crois pas que le pays doive renoncer au septennat. Il faut que, quelque part, il y ait une durée. Si l'on accepte* [le quinquennat], *la France vivra en transe électorale permanente. »*
Quinze ans plus tôt, à l'automne de 1980 avant d'accéder au pouvoir, il disait exactement le contraire (dans *Ici et maintenant*, Fayard) : *« Sept ans, c'est trop. Sept ans de présidence interdisent un fonctionnement normal de la démocratie. Vous savez que j'ai souhaité la réduction du mandat présidentiel de sept à cinq ans, mesure qui figurait dans mes options de 1965. Je me demande maintenant si l'on ne devrait pas plutôt décider la non-rééligibilité au terme de sept ans ou une seule rééligibilité possible au terme de cinq ans… »*

Un prince de l'équivoque

PAR GILBERT COMTE

Proche de l'Élysée durant le premier septennat, Gilbert Comte ouvre ses carnets. Au fil des conversations reconstituées, découverte d'un Mitterrand inconnu, disert, familier, sceptique et fort peu socialiste.

Jeudi 14 septembre 1981, en fin d'après-midi. Première visite à François Mitterrand depuis le 10 mai. Pendant vingt-trois ans, il incarna une vive réaction de l'intelligence contre le conformisme officiel, entre de Gaulle et Giscard. Comment ce grand ironique organise-t-il ses rapports avec les autres, maintenant qu'il peut leur en imposer ? L'huissier ouvre sa porte et le découvre très droit derrière son bureau, avec un visage studieux de bon élève assez inattendu, l'œil sévère, glacial, toute la silhouette pareille à un bloc d'intimidation. Par quels mot engager la conversation avec ce nouveau monument national ? Essayons l'histoire. Il a la réputation de l'aimer.

– *Monsieur le Président, après le XVIe siècle, un royaume pouvait encore changer de dynastie, mais plus de religion. Avec vous, les Français se donnent un prince de confession socialiste. Néanmoins, ils demeurent tous fidèles au culte de l'Argent. Comment concilierez-vous votre idéologie avec le petit autel au Veau d'Or présent dans chaque foyer ?*

Ses yeux pétillent d'amusement, de sympathie. La voix claire monte vers les lambris dorés du plafond.

– *Depuis votre jeunesse, vous avez beaucoup évolué dans votre manière d'évaluer les choses. Du moins ne variez-vous pas dans*



Investiture de François Mitterrand, le 21 mai 1981. Cérémonie au Panthéon.

RÉCONCILIATION NATIONALE ET PRESSION MÉDIATIQUE

Tout en ayant donné son accord pour la loi qui rend imprescriptibles les « crimes contre l'humanité », François Mitterrand a tout d'abord exprimé des réserves sur les poursuites visant René Bousquet ou Paul Touvier. Interrogé par l'historien Olivier Wieviorka, il critique le principe de procès tenus un demi-siècle après des faits qui ressortent d'une situation de guerre : *« Quarante-cinq ans après, ce sont des vieillards. Il ne reste plus beaucoup de témoins et cela n'a plus guère de signification. Dans l'histoire de France, il est rare que les grands déchirements n'aient pas été effacés par des amnisties ou des oublis volontaires dans les vingt ans qui les ont suivis. [...] Rejuger après un demi-siècle, c'est un peu difficile. J'ajoute que c'est moi-même qui ai autorisé une législation sur les crimes contre l'humanité. Cette juridiction doit être réservée, si je puis dire, à quelques rares personnages. Il faut se garder de généraliser pour recommencer un grand procès historique. On ne peut pas vivre éternellement sur ces choses. »* (1) Ces propos de François Mitterrand, rendus publics en plein procès Touvier, ont soulevé une vive émotion, un tollé dans les milieux favorables à l'accusation dont l'influence est considérable dans les médias.

L'Élysée s'empresse alors d'allumer des contre-feux. Dans un entretien au *Progrès* (23 avril 1994), à la veille de l'inauguration du musée-mémorial des enfants juifs d'Izieu, le président de la République répond aux attaques lancées contre lui et semble piteusement réviser sa doctrine en matière de procès historiques : *« La mémoire est la première justice rendue aux victimes. [...] La laisser s'effacer serait continuer le crime. [...] Si nous n'y prenons garde, le temps fera son œuvre d'oubli avant d'avoir fait son œuvre d'Histoire. [...] Sans compter ceux qui sont à l'œuvre pour travestir les faits, absoudre les assassins, déshonorer les victimes. Contre les falsificateurs, il faut rappeler sans relâche où est la vérité... »*

---

(1) Olivier Wieviorka, *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir*, Paris, Ed. du Seuil, 1994. Entretiens 27 avril 1990, 24 avril 1991 et 12 janvier 1993.



Pèlerinage à la roche de Solutré, le 30 mai 1982 en compagnie de Charles Hernu, Jack Lang et Jacques Attali.

votre attachement à quelques principes à vos yeux d'une valeur intangible, absolue.

Suit, à mi-voix, une longue analyse de caractère, pesée au milligramme entre l'éloge et la critique. À ma stupéfaction, il en traite comme d'un sujet de première importance, d'un ton affectueux, familier. L'étonnant personnage ! Je n'eus qu'une part presque nulle dans ses longues batailles pour la présidence de la République. Une part en tout cas très inférieure à celle de ses compagnons du deuxième ou du troisième rang. Maintenant qu'il parvient au but, sans doute a-t-il autre chose, mieux à faire qu'à commenter en connaisseur les transformations intimes d'un interlocuteur occasionnel. Loin de s'interrompre, il insiste, multiplie les remontrances d'ailleurs judicieuses, assorties de recommandations paternelles. De quelles intuitions exceptionnelles tire-t-il cette aptitude à suivre, juger les hommes à distance ? Après dix bonnes minutes, l'écart entre les siens et une nation indifférente aux idéologues, il veut enfin causer.

Je ne parle jamais de la France socialiste

– Moi, je ne parle jamais de la France socialiste. Vous le remarquez, j'espère !

– Pour mieux laisser la formule à Mauroy ou Cheysson ?

Silence, puis soupir. Son mutisme laisse l'énigme intacte. Après quelques secondes, il questionne :

– Vous souhaitez de ma part une réponse en termes de logique historique ? »

– À l'endroit où nous sommes, ça ne serait pas si mal.

L'insistance le ravit.

– Expliquez-vous un peu mieux. »

– À droite, à gauche, n'importe quel gouvernement a besoin de références pour entreprendre, agir et trancher. Un programme électoral ne suffit jamais sans l'adjonction du patriotisme, du courage, d'une foi collective en l'effort de chacun, la patience de tous.

– Vous avez raison. Mais nous vivons dans un immense crépuscule. Celui des doctrines, des professeurs, des maîtres, des pères, jusqu'aux instituteurs. Personne n'indique plus de grandes directions.

– Mais si !

Il tressaille un peu, l'œil aigu de curiosité :

– Qui donc ?

– Des forces nouvelles indéfinissables, à mi-chemin entre la finance et le music-hall, avec la télévision, ses pitres, ses cabotins érigés en dictature. Vos vrais ennemis ne se situent pas "à droite" comme Jospin l'imagine naïvement, mais du côté des histrions, de l'exhibitionnisme. Ajoutez-y la Bourse, les lobbies publicitaires. Leur expansion les pousse à subordonner tout pouvoir politique, afin de se substituer à lui.

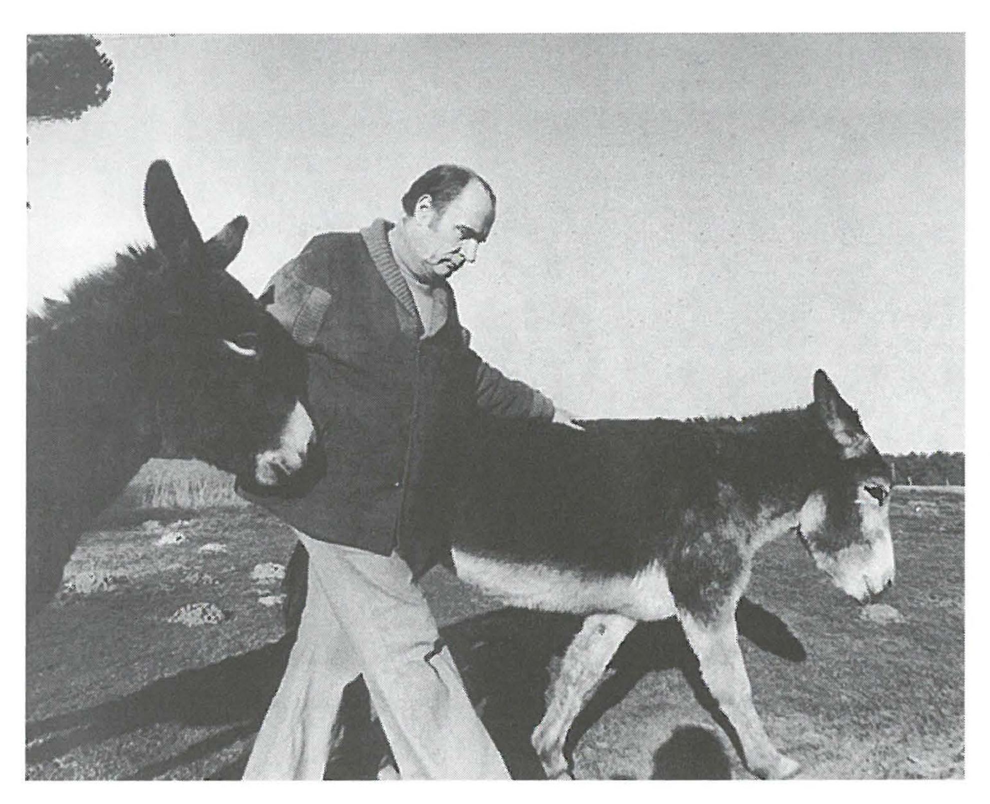
– Que suggérez-vous ?

– Définissez immédiatement des exigences morales. Pas de redressement national sans pédagogie nationale.

– J'y pense. Mais nous n'avons pas de pédagogues.

– Formez-en.

– Il existe pour moi deux ou trois tâches plus immédiates. J'ai été élu un peu par hasard...



L'homme emporte avec lui son mystère.

– Je n'y comptais plus guère.

– Moi non plus. Heureusement, Giscard nous a beaucoup aidés. Vous avez raison de le dire ; les Français ne se sont pas convertis au socialisme en mai dernier. J'ajoute même qu'assez confusément, ils doutent de nos aptitudes à leur garantir une vie normale. Il nous faut donc faire nos preuves, démontrer qu'avec nous, le pain arrivera normalement dans les boulangeries. Cette tâche accomplie, nous reconstruirons un civisme.

– Combien de temps vous donnez-vous ?

– Un à deux ans. À peu près à moitié de mon septennat, de nouvelles techniques modifieront profondément la vie quotidienne. Il s'agit donc d'y arriver sans heurts, sans aucune radicalisation, quoi qu'on en dise. Cette tendance d'esprit révolutionnaire mènerait à la ruine. Dans une révolution, même la française, les inconvénients l'emportent toujours sur les avantages. Vous en savez quelque chose.

D'une phrase à l'autre, la conversation devient familière. Le Président se débarrasse avec plaisir, en charmeur, de toute convention officielle.

– Pour un individu comme pour un pays, d'abord et avant tout, il convient de garder confiance en soi, de tirer sa force de ses ressources propres. Je n'aime pas parler de mon sort en Allemagne pendant la guerre, par convenance personnelle. À cette évidence près qu'un prisonnier partage les épreuves d'une misère collective, je ne me sentais pas particulièrement malheureux. Les soldats chargés de notre surveillance ne nous traitaient pas mal. Il ne leur appartenait pas de diminuer la température. Elle descendait jusqu'à des froids terribles. Mes camarades se réchauffaient en groupe, autour des braseros. J'ai toujours pris grand soin de ne devoir ma chaleur qu'à moi-même. Je marchais. Je m'agitais. Je sautillais sur place. Je finissais par l'emporter par ma seule énergie sur l'environnement contraire. En quarante ans, je n'ai pas changé. Je m'astreins ici encore aux mêmes disciplines.

D'après l'extrême plaisir qu'il prend à la conversation, des rapports directs d'homme à homme lui apportent encore l'air léger du dehors. Se raréfieraient-ils déjà tellement ? Soyons donc pendant quelques mois bon sujet avec un prince d'aussi agréable compagnie. L'hypothèse l'égaie sans le convaincre.

– Bon sujet ? Vous voulez dire anarchiste de droite quand même ! Allons au revoir. Pour repartir, ne vous égarez pas dans la maison. D'ailleurs, les gardes vous remettront vite sur le droit chemin. Ils sont payés pour ça.

Mardi 14 septembre 1982, fin d'après-midi.

François Mitterrand toujours un peu plus accueillant, de rencontre en rencontre. Un peu blanchi, un peu grossi depuis la dernière, mais fort leste. Il tend une main très cordiale :

– Bonsoir ! Dieu qu'il fait chaud ! Comment allez-vous ? Moi, je me porte à mer-

CET HOMME TUE CE QU'IL EMBRASSE

Si le rusé vieillard retranché à l'Élysée se prête à toutes les manipulations, c'est parce qu'il connaît mieux que personne les faiblesses humaines. Il sait à merveille jouer d'un tel matériel humain. Il en connaît chaque ressort et il les fera fonctionner quand et comme il le souhaitera. Toutefois, lui aussi possède ses points faibles. Le premier, celui qui hante ses nuits et obsède ses jours est l'âge [...]. Le pouvoir est la plus efficace des cures de jouvence. Comment, sans le prestige qu'il confère, continuer d'attirer les frais minois de vingt ans ? Comment continuer de plier à sa volonté des femmes et des hommes dans la plénitude de leurs forces ?

L'expression « génération Mitterrand », sonne dès lors comme un aveu. Le sang frais doit régénérer le présidentiel vampire. Vous sursautez à cette formule ? Il ne faut pourtant voir dans ce terme ni blasphème, ni manquement à notre monarque républicain, ni allusion perfide aux proéminentes canines de naguère soigneusement limées avant l'entrée à l'Élysée. Il ne s'agit que du bilan de l'action de François Mitterrand au long de la Ve République. Cet homme tue ce qu'il embrasse. Ceux qui redoutaient, au début des années soixante-dix, de le voir se précipiter dans les bras du parti communiste avaient tort. L'étreinte était certes mortelle mais pas pour lui. En dix ans, il a réduit son hégémonique partenaire à l'état de loque exsangue. Ce premier problème réglé, il s'est retrouvé face à la droite. En 1986, dans un affrontement direct, il a dû céder du terrain. Balladur, entraînant Chirac dans son sillage, a cru habile de lui offrir de cohabiter. Il les a pris au mot. Prisonniers de son étreinte, ils furent incapables de s'en libérer [...]

Qui l'élyséen vampire peut-il à présent enlacer ? Socialistes et centristes sont les prochaines victimes. De choix. Il suffit de les regarder avancer, comme sous hypnose, vers leur bourreau pour constater que le processus est bien engagé. Sans doute de manière irréversible.

THIERRY PFISTER

***Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes*, Albin Michel, 1988.**

Thierry Pfister a été membre du cabinet de Pierre Mauroy, Premier ministre de 1981 à 1984.

veille. Ici, quel travail ! Certains jours, je me sens presque seul en première ligne, sans beaucoup de collaborateurs efficaces et sûrs pour m'assister. C'en est à presque tout faire soi-même. Enfin, je ne me plains pas. Personne ne m'a contraint à venir ici. J'étais volontaire.

De bonne humeur, il continue en veine de confidences :

– Le pire c'est le temps. J'en ai, mais il passe avec une vitesse incroyable. Je n'ai déjà plus qu'à peine cinq ans et demi devant moi et n'ai encore mené à bien aucune œuvre de longue haleine. Il en faut beaucoup plus pour exercer une action effective et durable. Sept ans, ça n'est rien. Je n'ai d'ailleurs pas l'intention de briguer un second septennat.

D'immédiates échéances économiques et monétaires déclarées partout périlleuses lui inspirent peu de soucis.

– Il n'y aura pas de troisième dévaluation. Mauroy tient fermement les affaires. C'est un honnête, bon et solide garçon. Il travaille. Les ministres aussi. D'abord, chacun dut s'adapter aux affaires. Maintenant, la machine tourne. Avec des hauts, des bas, mais elle fonctionne. Je souhaite d'abord laisser derrière moi un pays libre vis-à-vis de lui-même, affranchi des superstitions de toute sorte. Tâche bien difficile. Pour la mener à bien, il me faut des amis. De vrais amis. Sûrement pas des flatteurs ou des thuriféraires. Certains échecs me surprennent toujours. Parfois, le destin, le hasard – distinguez donc entre les deux – donnent à certains hommes des moyens immenses. Ils s'en emparent, s'agitent inutilement, puis disparaissent à tout jamais sans laisser aucune trace, ni semble-t-il avoir eu conscience de leur moyens.

– Par exemple ?

– Le général Rossignol (1), *Billaud-Varenne* (2)... »

Mardi 22 mars 1983.

Misère de l'homme politique. François Mitterrand participe à Bruxelles à la rencontre des chefs d'États européens. Tapis rouge, police au garde-à-vous, soldats en gants blancs. Tout ce protocole solennel pour parvenir front haut, regard superbe, à la dévaluation du franc, estimée encore improbable à l'automne. Loi non écrite de cet étrange métier : la constante obligation d'incarner exactement le contraire du réel.

Mardi 21 juin 1983.

Déjeuner avec Patrice Pelat. Sa conversation toujours d'une vive intelligence, avec beaucoup de perspicacité dans ses jugements sur les êtres et sur les événements. Inquiet pour celui qu'il appelle toujours affectueusement « François ».

– Un nageur peut toujours remonter du dessous de la ligne de flottaison. Qu'il soit descendu si bas indique un danger, des faiblesses. Pour l'instant, il triomphe. Tant mieux ! Y réussira-t-il toujours ? Il faut savoir où nous en sommes.

Mercredi 9 novembre 1983.

Le Président amical et taquin :

– Nous approchons du Millénaire capétien. Il vous faut y penser. Je veux le célébrer dignement. J'attends des idées. Évidemment, impossible de vous associer à sa préparation. Vous seriez trop partial, et on m'accuserait encore de favoritisme !

Il éclate de rire, puis ajoute soudain très sérieux.

– J'ai demandé beaucoup de livres sur nos premiers rois. Quels hommes ! Quelle santé dans la race ! Chacun d'eux règne suffisamment pour assurer sa succession. J'ai l'air malin, moi, avec mon malheureux septennat.

Mardi 12 juin 1984.

À la longue, la salle à manger blanche conçue sous Pompidou ne manque ni de grâce ni de charme. Chacun s'y sent comme sous une cloche de neige. Attali, Érik Arnoult pareil à une fouine, Thierry de Beaucé, Bertrand Poirot-Delpech avec sa Légion d'honneur, Régis Debray se tiennent immobiles autour de la table. Le maître des lieux les rejoint d'un pas très fatigué, une sorte d'épuisement répandu sur tout le visage. Une seule femme présente : l'intrépide et toute blonde Luce Perrot. Loyale, elle veut parler de la débâcle, peu visible au dehors, des mitterrandiens dans les télévisions. À vingt mois des prochaines élections législatives, beaucoup d'entre eux appréhendent la défaite. Ils discutent déjà en sous-main avec les présumés vainqueurs.

En toute discrétion, le serveur glisse dans l'assiette présidentielle des mets différents des plats inscrits au menu pour les invités. La conversation fort aimable démarre et file sur TF1, Antenne 2, la presse écrite, le roman policier, l'épuisement de la littérature en France, l'avenir de la langue nationale, les Capétiens, la décadence de l'Europe, les proches et grandes mutations technologiques. Quelqu'un dit qu'elles entraîneront pour les cultures traditionnelles des conséquences aussi destructrices qu'une troisième guerre mondiale.

Pleins d'humanisme, de réflexion, fort libres de ton, sans contraintes, les propos fusent de tous côtés sans aucune référence à la Gauche. Le socialisme ne semble décidément plus de mode ici. Si quelque brave militant des banlieues ouvrières, encore bercé par les souvenirs de 1936, entendait cette conversation entre des gens qu'il a souvent portés au pouvoir par son vote, il sentirait un abîme s'ouvrir sous ses pas. Beaucoup des sujets évoqués frôlent un avenir inquiétant, presque tragique. Chacun en traite d'un ton agréable, badin.

Enjôleur, gracieux, compréhensif, François Mitterrand n'interrompt personne, toujours las, sans se départir d'une certaine distance. Il intervient de loin en loin, stimule l'un ou l'autre par des questions toujours subtiles. Les réponses flottent autour d'une fatigue analogue à la sienne. Ces gens peuvent se quitter satisfaits les uns des autres, autour d'une opinion moyenne résumable en quelques mots : *« Il n'y a plus rien à faire, et dans aucun domaine. »* Terrible impression d'épuisement. Luce Perrot prépare depuis quelques jours une objurgation pathétique. Elle se tient au bord des larmes.

Par quelles bifurcations le conflit entre l'Irak et l'Iran arrive-t-il dans les assiettes, avec le dessert ? La parole du Président couvre toutes les voix sur ces combats propres par définition au domaine réservé : *« La bataille entre Saddam Hussein et Khomeiny se livre sur une frontière du monde occidental. Si l'Irak cède, l'Iran dominera la région. Ses masses fanatisées engloutiront Israël. »* L'œil d'Attali s'enflamme.

Diverses allusions mélancoliques ramènent notre hôte vers des considérations géographiquement plus proches. Il semble ne plus croire du tout aux ressources du pouvoir politique pour aborder les grandes fractures de la civilisation moderne. Le secteur privé lui semble plus souple, mieux adaptable. Encore cette impression d'usure.

À partir de 1987, François Mitterrand chasse de ses souvenirs comme de son carnet de rendez-vous beaucoup de ses interlocuteurs qu'il recevait en toute simplicité. Après sa réélection en 1988, les demandes d'audience demeurent sans réponse. Désormais, Michel Charasse règle et choisit la musique. L'homme du premier septennat se fige dans la silhouette d'un sphinx distant, hautain, sec de l'intérieur. Les yeux se glacent. Les traits se tendent, se durcissent, amicaux seulement pour les Pierre Bergé, Gérard Colé, leur suite de flagorneurs, thuriféraires qu'il prétendait détester.

GILBERT COMTE

---

(1) Général jacobin, idole des clubs en 1793.

(2) Conventionnel thermidorien.

MORALE ET IMPOSTURE

Corruption et basse police

PAR FRANÇOISE DONZENAC

« Show-biz, argent facile, politique et médias… » dénoncent les magistrats. Comment est-on passé des prétentions du discours moral aux réalités de la corruption ?

« *Dans cette décennie de fric et de toc, vous avez choisi d'être une nébuleuse plutôt qu'une constellation. Il n'y a pas de talent qui vaille s'il n'est tourné vers l'homme.* » Dans la salle d'audience de Valenciennes, c'est avec des accents humanistes et mitterrandiens que le procureur Éric de Montgolfier vient de requérir dix-huit mois de prison, dont six mois fermes, contre Bernard Tapie. Autant qu'un homme qui a fauté, au-delà d'une sombre histoire d'arrangement d'une partie de balle au pied, c'est un symbole, celui des années Mitterrand, que l'on juge.

Le réquisitoire de Montgolfier résonne comme un écho à celui prononcé une semaine plus tôt, le 14 mars 1995, à Saint-Brieuc où une partie du scandale Urba vient d'être mis à nu. « *Je ne crois pas*, médite à haute voix le procureur Boivin, *qu'un pays qui s'est laissé aller, à travers un certain nombre de ses élites, à la corruption, au trafic d'influence, ait donné un bel exemple au monde.* »

Lui aussi, après avoir démêlé l'écheveau par lequel le Parti socialiste assurait un financement qui devait sa plus grande part au rackett des entreprises, à la ponction, donc, d'une



Le 14 juillet, évoquant l'affaire OM-VA, le chef de l'État déclarait :* « Comme président de l'OM, il semble que Bernard Tapie ait bien réussi. C'est une intelligence et une énergie. Alors pourquoi le mêler pour l'instant à cette affaire, alors que, à ma connaissance, son nom n'a pas encore été prononcé, en tout cas dans les instances de justice ? » *Déclaration contredite par le procès de Bernard Tapie devant le tribunal correctionnel de Valenciennes en mars 1995. Par ailleurs, dans ses cinq arrêts du 31 mars 1995, la cour d'appel de Paris, confirmant la mise en liquidation judiciaire du député affairiste, évaluait son passif global connu à plus d'un milliard et demi de francs lourds.

L'AFFAIRE DOUCÉ

En 1991, l'ex-inspecteur Dufourg, révoqué des Renseignements généraux, a révélé dans quelles conditions sa hiérarchie avait tenté de l'impliquer dans le meurtre du pasteur homosexuel et pédophile Joseph Doucé (1) : « *Vers le milieu du mois de mai 1990, le commissaire nous demanda de contacter un jeune homosexuel et deux prostituées susceptibles d'entrer en contact avec des personnalités, c'est-à-dire qui sachent se tenir dans le monde. Ces recrutements furent effectués par l'entremise de Jupiter. Je ne connaissais pas ces personnes mais Jupiter devait me les présenter lorsque le besoin s'en ferait sentir.*

« *Quelques jours plus tard, notre patron me convoqua dans son bureau et me confia le rôle que l'on comptait donner au jeune éphèbe. Il s'agissait de compromettre un ministre en exercice et un haut responsable de l'audiovisuel afin de les contraindre à démissionner de leur poste. On organiserait la rencontre et on prendrait des photos. Ces clichés seraient transmis à la hiérarchie, et on devine la suite...* »

Le « *haut responsable de l'audiovisuel* » est Philippe Guilhaume, président depuis l'année précédente des chaînes de télévision publiques Antenne 2 et FR3. Le « *ministre en exercice* » est Pierre Arpaillange, le garde des Sceaux ! Tous deux sont, à des titres différents, l'objet de l'ire présidentielle. Le premier pour avoir été nommé à son poste par le Conseil supérieur de l'audiovisuel malgré un avis défavorable de l'Élysée qui ne le trouvait pas assez favorable à sa politique (il démissionnera à la fin de l'année 1990). Le deuxième sans doute pour son manque de souplesse dans la gestion des dossiers délicats.

Après son départ de la Chancellerie, lui aussi « démissionné » en octobre 1990, Pierre Arpaillange expliquera : « [...] *des rumeurs m'ayant alerté, j'avais cru nécessaire de faire part de mon indignation au ministre de l'Intérieur et de mon émoi au président de la République. Il est évident que cela n'a pas suffi à faire taire les calomniateurs. Durant mon passage au gouvernement, j'ai appris douloureusement qu'en politique, il pouvait ne pas y avoir de limites à la dureté.* »

---

(1) *Section Manipulation*, Michel Lafon, 1991.

part des bénéfices qui aurait pu revenir aux « travailleurs », ainsi qu'on appelait les salariés il y a bien longtemps, lui aussi donc profite de la liberté de parole qui lui est accordée pour accuser la décennie écoulée. C'est cette fois avec des accents des années trente qu'il dénonce « *les années quatre-vingt et l'argent fou qui a tout bouleversé, où la société française a dansé devant le veau d'or et où les élites ont failli, comme jadis ou naguère* »...

Féroce mois de mars en vérité qui avait débuté par la description, cette fois par la voix du procureur Cretin, de « *l'étrange mesclun de show-biz, de paillettes, d'argent facile, de politique et de médias* » que constituait la liste des prévenus du procès Botton, du nom du gendre du maire de la deuxième ville de France, ami de l'accusé principal, le présentateur vedette de la télévision française Patrick Poivre d'Arvor, celui-là même dont la mission consistait de plus en souvent, au fil des journaux télévisés de 20 heures, à annoncer aux 40 % de téléspectateurs qui le regardaient le nouveau scandale, la nouvelle arrestation, la dernière incarcération d'un dirigeant du pays.

Sur ces trois retentissants procès déjà intervenus bien tard, après des instructions difficiles et entravées au mépris des principes de séparation des pouvoirs, deux, les plus importants, celui d'Urba et celui de Bernard Tapie, ne connaîtront leur épilogue qu'après que François Mitterrand aura cessé d'exercer la fonction de président de la République, et démocratiquement transmis ses pouvoirs à son successeur.

7 avril 1991, 5 bis, rue de Rochechouart, Paris. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction en poste au Mans, se présente au siège de la société Urba, officine de financement occulte du Parti socialiste. Saisi d'un accident du travail, la mort de deux ouvriers sur un chantier manceau, il s'est trouvé emmené sur la piste d'abus de biens sociaux qui auraient profité au parti au pouvoir, via Urba.

L'année précédente déjà, un policier de la brigade financière de Marseille, l'inspecteur Antoine Gaudino, avait de son côté tenté de remonter la filière de l'argent socialiste. Mais il avait été dessaisi. Il en avait même tiré un livre : *L'Enquête impossible.*

À sa sortie des locaux d'Urba, le juge Jean-Pierre est attendu par le substitut de permanence en ce début de soirée dominicale. L'ordre est tombé du Parquet général : le dossier lui est retiré. Le lendemain, le garde des Sceaux Henri Nallet dénonce ce qu'il nomme une « *équipée sauvage* » ; le ministre délégué à la Justice Georges Kiejman hurle au « *cambriolage judiciaire* ». C'est une grande première de voir ainsi le garant de l'indépendance de la justice et l'autorité de tutelle des magistrats tenir des propos autrefois réservés, au sein des gouvernements rompus à la « juste » répartition des tâches, au ministre de l'Intérieur...

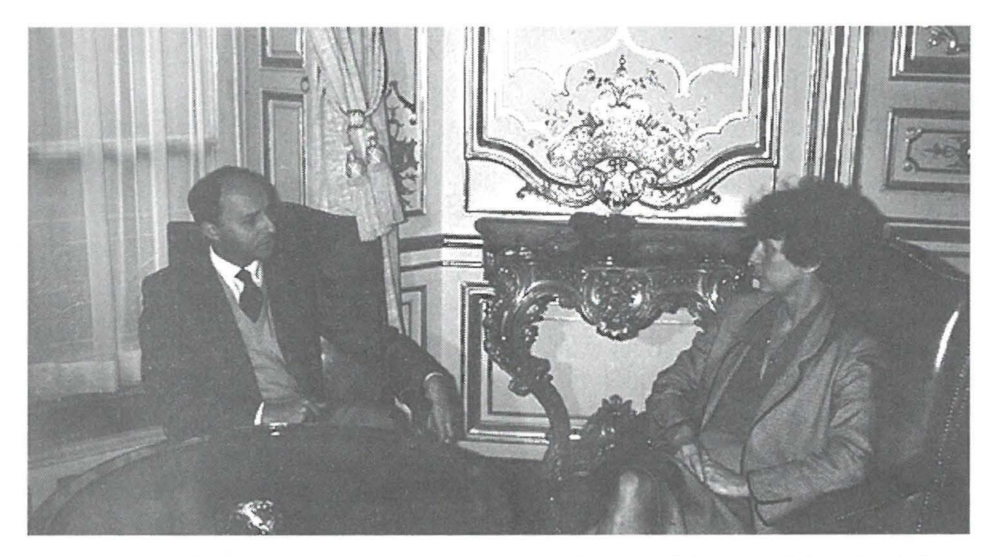
Pourquoi une telle nouveauté ? Parce que depuis vingt ans, précisément depuis sa création en 1972 par des proches du futur Premier ministre Pierre Mauroy, un an après que François Mitterrand s'est emparé, à Épinay, du Parti socialiste pour en faire le support de son accession au pouvoir, la galaxie Urba a été le principal apporteur de fonds du Premier secrétaire du PS.

Le culte de l'argent

Laisser les investigations judiciaires se poursuivre aurait cette conséquence funeste que nul n'ignorerait plus que pendant dix années d'opposition, et autant de pouvoir, l'argent du parti de François Mitterrand, et donc l'argent des campagnes électorales de celui-ci, provenait de malversations des élus. Plusieurs centaines de millions de francs détournés des comptes des entreprises, et de ceux des collectivités locales. La remarque vaut pour 1981, bien sûr, et pour la réélection de 1988 à l'issue d'une campagne dont le trésorier était, justement, Henri Nallet, le futur garde des Sceaux...

Pour l'opinion publique, le dessaisissement du juge Jean-Pierre, intervenant après deux textes votés consécutivement par l'Assemblée nationale pour déclarer caduques les poursuites engagées contre les élus et considérées comme des lois d'auto-amnistie de la classe politique, est le double signe de l'affolement du pouvoir et de sa profonde corruption. Il aura fallu dix ans pour que s'opère la prise de conscience que « *le gouvernement des honnêtes gens* », selon la formule de Pierre Mauroy au lendemain de la victoire mitterrandienne de 1981, n'avait pas eu, comme le successeur de François Mitterrand à la tête du PS Lionel Jospin l'analysera cette même année 1991 dans son livre *L'Invention du possible*, « *la capacité d'être soumis aux tentations du pouvoir sans y céder* ».

Avec quelques années de recul, force est de constater que le premier responsable de cette dérive n'est autre que François Mitterrand. L'instruction, pas encore close à ce jour, de ce qui deviendra « l'affaire Pelat », du nom



Laurent Fabius et Georgina Dufoix, respectivement Premier ministre et ministre des Affaires sociales lors de l'affaire du sang contaminé. Tous deux ont fait l'objet de poursuites pour empoisonnement en octobre 1994. À cette époque, 450 décès avaient été enregistrés.

de cet ami de captivité de François Mitterrand qui deviendra à ce point omniprésent après l'accession de son camarade au pouvoir qu'on le surnommera « le vice-président », montrera à quel point dès 1981, le président de la République avait froidement planifié un mode de gouvernement claniste et de prébendes. Une manière de revanche, par tous les moyens, sur ceux qui avaient selon lui monopolisé le pouvoir depuis si longtemps, avec les avantages matériels y afférent. Comme si sa tirade contre *« l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes »* prononcée en 1971 lors de son couronnement d'Épinay avait eu pour seul but d'exorciser les réticences à l'égard de l'argent qu'une éducation catholique et provinciale avait ancrées en lui.

Mars 1995 toujours. Le cumul des pertes prévisibles du Crédit lyonnais, deuxième établissement bancaire français, est estimé à plus de 100 milliards de francs. Un scandale sans précédent par son ampleur, non seulement dans la Ve République mais de toute l'histoire de France. Un mélange de gabegie, d'incompétence, d'irresponsabilité et de malhonnêteté, dans des proportions qu'il est pour l'heure impossible d'estimer. François Mitterrand en est-il directement responsable ? Non bien sûr. Hormis que le Crédit lyonnais est une banque publique. Hormis que ses dirigeants successifs étaient placés sous le contrôle du ministère des Finances. Hormis que malgré les soupçons planant depuis plusieurs années sur la gestion de l'établissement, aucune remontrance élyséenne n'a jamais été signifiée. Hormis qu'une manière de « neutralité bienveillante » du président de la République a permis à nombre d'amis de celui-ci d'utiliser le Crédit lyonnais pour leurs acrobaties financières.

Des noms ? Bernard Tapie d'abord, petit affairiste fort en gueule devenu ministre par la seule volonté de François Mitterrand et publiquement défendu contre vents et marées par celui-ci le jour de la fête nationale 1993 : *« Il a bien réussi* [...] *C'est une intelligence, une énergie* [...] *Un excellent ministre. »* Giancarlo Parretti ensuite, redoutable requin italien poursuivi dans son pays mais accueilli en France avec d'autant plus de bienveillance qu'il se proposait de sauver *Le Matin de Paris*, quotidien socialiste qui finira par sombrer. Puis Robert Maxwell, milliardaire et escroc britannique. Et combien d'autres, rassemblés à Paris dans de multiples opérations financières ayant pour objectif la réalisation de plus-values considérables, pour alibi l'amitié ou du moins la mansuétude de François Mitterrand, et pour conséquence la ruine de ceux qui leur avaient fait confiance.

Le mépris des siens

À l'heure des bilans, les plus grands reproches que l'on pourra faire à François Mitterrand ne seront pas tant les actes qu'il aura accomplis, mais ceux qu'il aura laissé commettre, par lassitude, désintérêt, jeu ou mépris, mépris des hommes et de l'argent qui lui fait laisser agir les premiers quand ils se gavent du deuxième, méfaits somme toute *« vulgaires et subalternes »* pour reprendre la formule de son illustre prédécesseur, avec cet avantage d'en faire ses obligés.

Et puis il y a, aussi, les erreurs politiques. Celle par exemple, la plus dramatique, qui a consisté à faire adopter en 1982 la loi de décentralisation et qui, partant du souci de donner plus d'autonomie aux dirigeants des collectivités locales, a démultiplié les possibilités de corruption. D'où la prolifération de

LE SANG CONTAMINÉ

Quand le procès du Dr Garretta a eu lieu, j'avais décidé avec mes clients que je n'y participerais pas tant il était dérisoire. L'incrimination était trop basse, on parlait alors de « fraude sur les denrées » et l'on s'arrêtait à la responsabilité du Dr Garretta alors qu'on aurait dû aller jusqu'à la tête, c'est-à-dire jusqu'aux ministres et à leurs conseillers. J'ai porté plainte pour « empoisonnement », alors que le juge avait refusé cette qualification aux autres avocats.

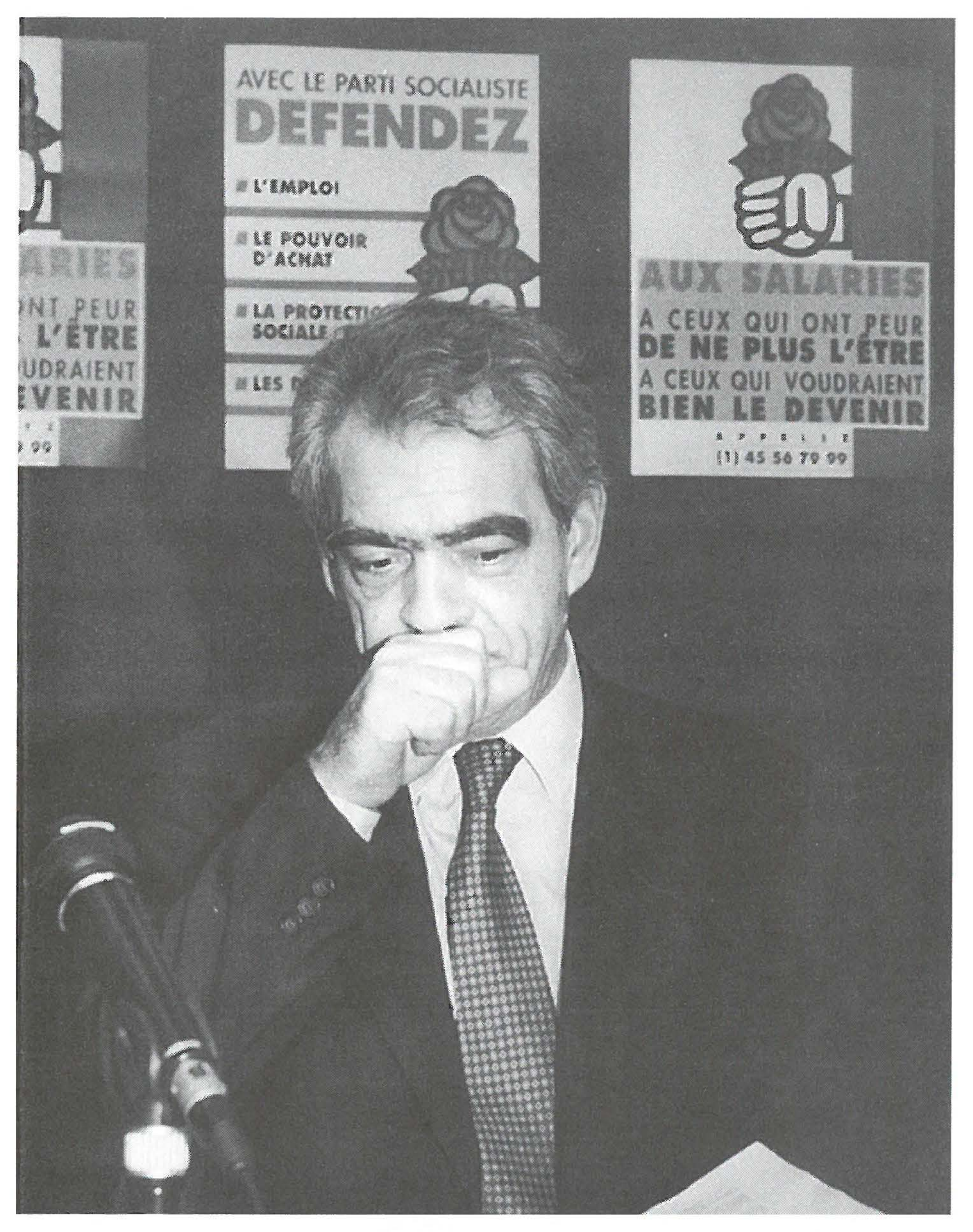
En octobre, l'affaire est arrivée devant le juge, qui a accepté ma plainte pour « empoisonnement » alors qu'il avait, je le répète, refusé cette qualification aux autres avocats. Cette bataille-là est donc gagnée. M. Fabius a eu beau dire qu'il s'agissait d'une manœuvre de l'avocat de Barbie, il est certain que don Klaus n'a rien à voir dans l'affaire du sang contaminé. Du reste il y a plus de victimes du sang contaminé en France que Barbie n'a pu en faire à Lyon...

Sur cette qualification d'empoisonnement, il faut distinguer le mobile et l'intention qui, sur le plan juridique, ne sont pas la même chose. L'intention, c'est la connaissance du mal qu'on va faire : je distribue du sang empoisonné tout en sachant que ce sang va empoisonner des gens que je ne connais pas. Je n'ai aucun mobile pour tuer M. Dupont, de Clermont-Ferrand, ou Mme Martin, de Perros-Guirec. Je ne les connais pas mais je sais qu'en distribuant ce sang je vais les tuer... Il n'y a pas de mobile sinon celui d'écouler mon stock de sang pourri.

Cette affaire du sang contaminé réunit vraiment toutes les tares de la gauche socialiste. Ce qui m'a frappé chez tous ses dirigeants, c'est le mépris total qu'ils éprouvaient pour les gens. Qu'est-ce que la vie de trois mille hémophiles, quelle importance que dix mille transfusés soient contaminés ? Eux ne sont pas hémophiles et, quand ils sont malades, ils se font soigner dans des cliniques de luxe. On finance de grandes campagnes de publicité contre le Sida après coup mais on n'a pas trouvé les quelques millions indispensables à sauver des vies humaines quand il était encore temps.

JACQUES VERGÈS

***Intelligence avec l'ennemi*, Conversations avec Jean-Louis Remilleux, Michel Lafon, 1994.**



L'ancien président de l'Assemblée nationale Henri Emmanuelli. Son nom est au centre du scandale Urba sur les ressources occultes du Parti socialiste. La dégradation des mœurs politiques restera l'un des faits majeurs du deuxième septennat de François Mitterrand.

scandales à échelle municipale ou départementale, comme la ruineuse mégalomanie du maire socialiste d'Angoulême Jean-Michel Boucheron, toujours en fuite en Argentine et qui estime sans doute, à la lecture de la presse française, qu'il n'était somme toute qu'un précurseur.

Ce ne sera pas le moindre paradoxe des années Mitterrand que d'avoir à la fois poursuivi la socialisation de la société française, et dans le même temps laissé proliféré comme un cancer, et dans tous les domaines d'activité, l'impératif de rentabilité, dont le scandale du sang contaminé restera, au sens propre, l'exemple le plus meurtrier. Ce sont déjà quatre-cent-cinquante homicides qui ont été accomplis, quatre-cent-cinquante meurtres sur ordonnance dus à la seule crainte d'être obligé de perdre de l'argent pour sauver des vies. Une application criminelle de la gestion des stocks qu'aucun émoi présidentiel n'est venu condamner.

Est-ce la fonction qui a fait la dureté, ou l'homme qui lui a donné cette apparence ? Jamais aussi peu de compassion n'aura été manifesté par celui que le titre oblige à être *« le président de tous les Français »*, au milieu de tant de drames, depuis le départ du fondateur de la Ve République. Le maintien au pouvoir était-il à ce prix ?

1er mai 1993, Nevers. L'ancien Premier ministre Pierre Bérégovoy, remplacé quelques semaines plus tôt après la déroute de la gauche aux élections législatives, se suicide d'une balle dans la tête. François Mitterrand dénonce *« ceux qui auront livré aux chiens l'honneur d'un homme »*.

Avril 1994, Paris. François de Grossouvre, ancien conseiller de François Mitterrand, depuis quarante ans le plus intime de ses amis, depuis vingt ans le parrain de sa fille naturelle Mazarine, son porteur de parts – son prête-nom – pour la possession de biens immobiliers à l'abri de la curiosité de la presse, se suicide lui aussi d'une balle dans la tête, dans son bureau du palais de l'Élysée. À ses visiteurs auxquels il se confiait durant ses derniers mois, François de Grossouvre n'avait pas de mots assez durs contre celui au service duquel il avait tout sacrifié. *« Ce sont des voyous, tous des voyous »* disait-il, en désignant nommément plusieurs membres de l'entourage présidentiel.

« Tous », à commencer par ceux qui gravitaient autour de la fameuse Cellule dite antiterroriste installée à l'Élysée, dont les appointements étaient discrètement prélevés sur les fonds secrets de l'État, et qui s'étaient cru tout permis, notamment au cours de ce printemps 1990 dont l'histoire reste à écrire mais qui se conclura par l'assassinat du pasteur Doucé, affaire criminelle toujours inexpliquée.

Ils avaient, disait François de Grossouvre, *« tout osé »*.

Ils avaient sali la vie privée de tel dirigeant de télévision publique ou même de tel ministre qui n'avait pas (plus) l'heur de plaire au Président.

Ils avaient espionné pendant des années, de 1983 à 1986 au moins, et sans doute plus, les conversations téléphoniques de milliers de Français qui avaient pour seul tort d'être susceptibles de contrarier la sérénité de l'hôte de l'Élysée.

Ils avaient aussi trempé dans l'assassinat de plusieurs dizaines de Basques espagnols, réfugiés sur notre sol et assurés de notre protection, alors que dans le même temps leurs coordonnées étaient transmises au ministère de l'Intérieur espagnol, socialiste lui aussi, qui n'avait plus qu'à dépêcher des hommes de main pour les assassiner.

« Petit à petit, avait promis le ministre de la Culture Jack Lang en 1981, *le tissu culturel du pays s'irriguera d'un sang neuf, et là où la caillasse et la broussaille avaient stérilisé les terres cultivées, la sève de la vie circulera à nouveau. »* On a vu...

FRANÇOISE DONZENAC

UN BEAU TÉNÉBREUX

Portrait d'un séducteur

PAR ALAIN SANDERS

Le général de Gaulle ne se souciait pas de plaire. Le maréchal Pétain fut aimé et même adulé sans l'avoir vraiment cherché. Si l'on en croit l'un de ses anciens conseillers, François Mitterrand avait besoin de sentir monter vers lui les effluves du « grand amour ». Il serait abusif de réduire Mitterrand au seul rôle de séducteur. Mais il serait fautif, si l'on veut cerner le personnage, de n'en pas tenir compte.

Dans sa *Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes* (Albin Michel, 1988), Thierry Pfister rappelle ce jour des années soixante où Mitterrand, attendu par les notables de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste pour diriger une réunion de bureau, arriva très en retard et flanqué d'une charmante dame. *« Ce n'est pas que ce retard fut mémorable. Il est depuis toujours de règle dans le comportement de Mitterrand* [...] *Non, ce qui a marqué la mémoire de ce groupe de mâles, c'est une transgression soudaine symbolisée par la belle et charpentée créature qui accompagnait leur chef de file. Ils n'ont oublié ni l'opulente chevelure auburn, ni la poitrine généreusement offerte. La jeune femme, silencieuse, s'assied dans un coin, en retrait. Impassible, comme à l'accoutumée, François Mitterrand s'installe, prend en main la présidence de séance, s'informe discrètement du point des discussions. Nul n'ose évoquer l'intruse. »*

Nul n'ose évoquer l'intruse, certes, mais des regards furtifs, étonnés, égrillards s'attardent sur elle. Jusqu'au moment où le « Président » s'explique. *« La direction de la FGDS lui paraît trop masculine. De fait, elle ne peut l'être moins. Justement, une de ses amies, à*



François, Brigitte Bardot, Danielle et quelques amies au Festival de Cannes, le 24 avril 1956.

qui il a demandé de bien vouloir l'accompagner, est disponible. Nul autre, dans la pièce, ne la connaît. Personne ne bronche pourtant. Elle est cooptée à l'unanimité à la tête de ce que l'on nommait alors "la gauche non communiste". Ainsi a débuté la carrière politique d'Édith Cresson. »

2 400 lettres à "Béatrice"

La « carrière donjuanesque » de Mitterrand a commencé de façon moins fracassante. Le jeune François est, à, l'origine, un bon garçon, un bon fils, un bon jeune homme. Né dans une famille catholique à ce point que les militants d'Action française évitent l'étape de Jarnac où le père Mitterrand est rasoir et pesant, François, déjà grandet, s'éprend d'une jeune fille catholique, estampillée bon chic-bon genre : la douce Marie-Louise.

Son nom de famille ? Terrasse. Plus tard, elle prendra un pseudonyme pour exercer ses talents de speakerine à la télévision : Catherine Langeais. Quand Mitterrand la rencontre pour la première fois, dans un bal très comme il faut, elle a 15 ans. Il en a 22. Et comme elle refuse de dire son nom (*« Maman me l'a interdit »*) il la baptisera Béatrice. À cause de Dante.

De 1938 à 1941, Mitterrand enverra 2 400 lettres à sa « Béatrice ». L'un de ses amis à l'époque, François Dalle, témoigne de cette passion :

– Son amour était d'une telle violence... Il la tuait avec ses lettres. J'avais le pressentiment que cet amour ne durerait pas.

Le 3 mars 1940, pourtant, François et Marie-Louise se fiancent. Mais c'est la guerre. Et, pour le jeune fiancé, près de deux ans de stalag. Quand il revient, en décembre 1941, après s'être évadé (pour retrouver sa fiancée, selon le propre frère de Mitterrand, Robert), c'est la désillusion. Marie-Louise est tombée amoureuse d'un comte polonais et a renvoyé sa bague de fiançailles...

Dans *Une Jeunesse française* (Fayard, 1994), Pierre Péan écrit : *« Les historiens seront peut-être conduits à examiner plus avant les conséquences de la rupture avec Marie-Louise Terrasse sur le comportement et les engagements de François Mitterrand au cours de cette année 1942. Il est évident que* [cette relation] *a été déterminante dans l'évolution de sa personnalité. »*

La légende prétend que, lorsque Marie-Louise lui a rendu la bague, Mitterrand l'a jetée dans la Seine.



Marie-Louise Terrasse qui ne s'appelait pas encore Catherine Langeais. François Mitterrand en tomba éperdument amoureux. Il avait 20 ans, elle en avait 15. C'est elle qui a rompu. Il ne s'en est jamais vraiment remis. À l'Élysée, le 28 avril 1987, le Président lui a remis la Légion d'honneur.

Mais la petite histoire sait que, chaque année, une rose rouge est livrée au domicile parisien de Marie-Louise Terrasse, alias Catherine Langeais (1).

La stratégie de l'oreiller

Le reste – la rencontre avec Danielle, jeune fille délurée – est connu. Dans son livre, *Le Noir et le Rouge* (sous-titré *« L'histoire d'une ambition »*), Catherine Nay écrit : *« Ce qui importe, c'est qu'en entrant dans la famille de Danielle, le bourgeois catholique de Jarnac fait la connaissance d'un milieu qui se situe aux antipodes du sien et symbolise ce qui sera plus tard le cœur même de son électorat. »*

Mais il y a aussi l'électorat de son cœur. Et des surnoms qui vont lui coller à la peau : « Le beau ténébreux », « Bel Ami », « Le beau François ». En 1951, alors que l'on prétend que les dames recherchent la compagnie de ce jeune homme qui monte, l'hebdomadaire *Elle* le classe aux côtés de Bobet et de Camus notamment, parmi *« les dix plus beaux hommes de France »*.

Dans son ouvrage – très chaste et très pudique – *Le Président qui aimait les femmes* (Robert Laffont), Marie-Thérèse Guichard écrit : « [Pour lui] *la compagnie des femmes est une nécessité quasi existentielle. »*

On sait qu'Yvette Roudy, qui n'eut pas à subir, il est vrai, les assiduités de ce président qui choisit de s'entourer de collaboratrices plus que de collaborateurs, dénonça un jour cette *« stratégie de l'oreiller »* qui ne serait, si l'on comprend bien, qu'une variante de la *« promotion canapé »*.

Au rang de ses admiratrices éperdues mais en tout bien tout honneur, semble-t-il, reviennent les noms d'Edmonde Charles-Roux, Barbara, Françoise Mallet-Jorris (2), Marguerite Duras, Dalida.

Et puis, le « beau ténébreux » ayant gagné le surnom de « Tonton », on commença de parler des « nièces » de cet oncle à possible héritage. Au premier rang desquelles, outre Édith Cresson qui fut Premier ministre, Frédérique Bredin, Martine Aubry, Ségolène Royal, Élisabeth Guigou, Anne Lauvergeon, Danièle Burguburu qui dira : *« Il a façonné la vie de beaucoup d'entre nous. Personnellement, je lui dois énormément et pas seulement pour ma carrière. »*

En août 1984, lors d'une visite privée au Maroc, on feindra de s'interroger sur la présence d'une jeune femme distinguée à ses côtés. Cette mystérieuse jeune femme, dont tout le monde ou presque connaît les fonctions, s'appelle Anne Pingeot. Spécialisée dans les sculptures du XIXe siècle, elle est conservatrice au musée d'Orsay.

Depuis, la grande presse s'est emparée de ce secret de Polichinelle et divulgué que de cette liaison, qui a traversé les ans, est née une jeune fille : Mazarine. Mais cela, c'est le domaine privé d'un homme et d'une femme. Que cet homme soit président de la République n'autorise pas pour autant d'indécents déballages publics.

Mitterrand, un homme à femmes ? Sans doute. Non point tant, peut-être, par appétit de séduction que parce qu'il sait, lui, de quelles trahisons sont capables les hommes. Mais les femmes ? Il a dit – et c'est une clef de son personnage – la confiance qu'il leur accordait : *« Elles se montrent plus intuitives, plus constantes et assidues dans leur travail, un peu plus subjectives dans leur jugement. Elles sont, je crois, plus dévouées au sens profond du terme. Oui, un dévouement plus acquis. »*

D'où la fidélité qu'il a conservée à l'égard de celles qu'il a aimées.

ALAIN SANDERS

---

(1) Marie-Louise Terrasse épousera son comte polonais. Elle divorcera pour épouser en 1954 (elle est alors devenue Catherine Langeais) Pierre Sabbagh. En 1987, Catherine Langeais a reçu, des mains même de François Mitterrand, la Légion d'honneur.

(2) *« Mitterrand, c'est Louis XI, en plus beau, plus subtil, plus intelligent. »*

LITTÉRATURE ET POLITIQUE

Les plumes du Président

PAR JEAN MABIRE

Écrivain fourvoyé dans la politique ou politicien fasciné par la littérature ? Les deux peut-être. Toute sa vie, le futur président a beaucoup lu et beaucoup écrit. Il a même, un instant, exercé la profession d'éditeur. Ses choix littéraires ne contredisent pas l'ambiguïté foncière de son personnage.

Partant pour la guerre, un jeune mobilisé de l'infanterie coloniale fait à sa sœur cette unique recommandation :

– *Prends bien soin de mes livres.* (1)

Dans quelques mois, il sera prisonnier dans un stalag et, une quarantaine d'années plus tard, président de la République.

Entre temps, comme disent tant d'auteurs d'autobiographie avortée : quel roman que ma vie !

Pour François Mitterrand, ce cri est vrai. Comiquement et tragiquement vrai.

Il arrive que des lectures se transforment en destin. C'est une affaire d'ambition et de volonté, de hasard aussi.

Il est des hommes qui ne sont obsédés que par un seul auteur. Au point d'en devenir des biographes. D'autres, au contraire, d'appétit plus vaste et de curiosité plus grande, les aiment trois par trois, défilant comme des petits soldats.

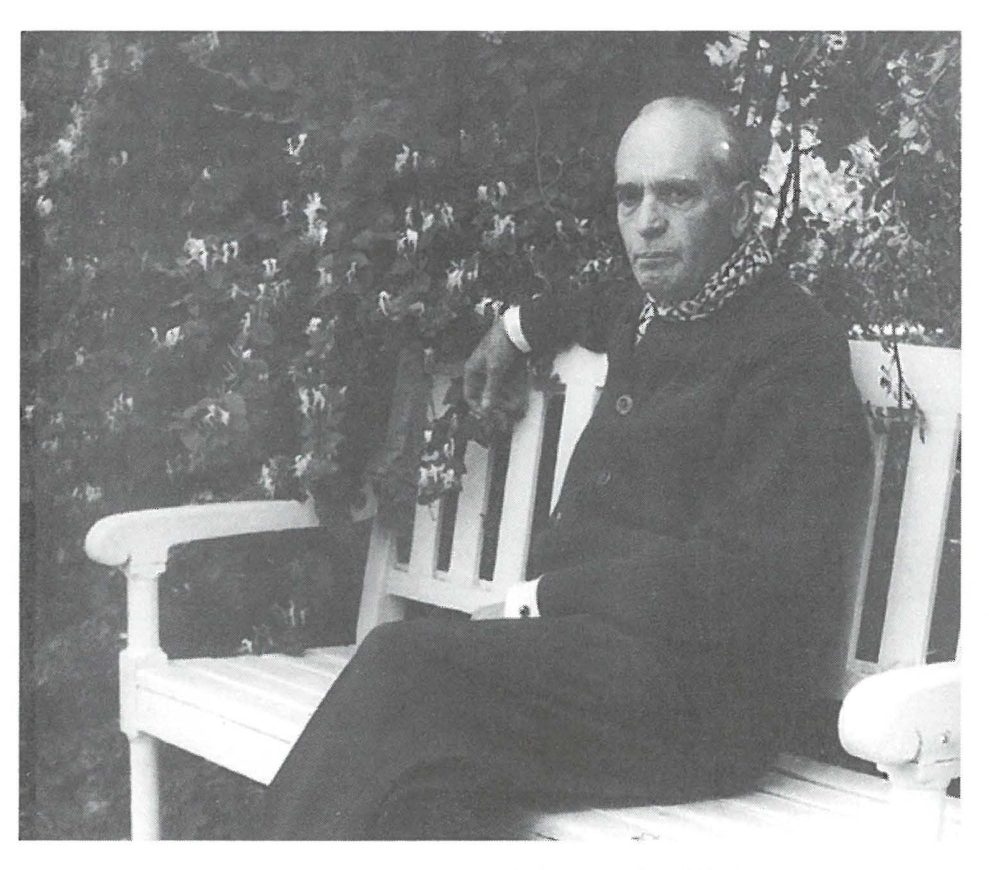
Ainsi, pour le jeune Mitterrand, qui va choisir ses classiques : Balzac, Zola, Barrès.

Rarement inclinations furent plus révélatrices, tant il va se couler dans ces moules de plomb et d'encre.

Balzac, d'abord, bien sûr. Choix capital. Il y a trois géants au XIXe siècle : Stendhal, Flaubert et Balzac ; c'est-à-dire : Julien Sorel, Frédéric Moreau et Eugène de Rastignac.



Jacques Laurent : « Giscard d'Estaing se rêve écrivain. Mitterrand a prouvé qu'il l'était. »



Jacques Chardonne, le voisin qui avait écrit « Le Bonheur à Barbezieux ».

Comment ce dernier ne séduirait-il pas un jeune homme que va tourmenter de bonne heure le démon d'arriver :

– *À nous deux Paris !*

Pour un dandy bien né, le portail de l'Élysée peut tout large s'ouvrir, en bout de course.

Donc Balzac, d'abord et avant tout. Quel homme plus que François Mitterrand saura manipuler les marionnettes de la *Comédie humaine*, et y tenir un rôle qui ne pourra rapidement qu'être le premier ?

Ensuite Zola, incontournable Zola, qui va permettre de faire dans le social. Curieux ce goût pour un auteur qui manque tant de style et peut-être de cœur. Mais il faut bien en passer par là, en un siècle où va triompher la démocratie. Quand la masse intronise le prince, il est indispensable de se montrer peuple. Et puis la défense de Dreyfus, quel brevet de civisme quand on a porté la francisque en 1943 ! La mine de *Germinal* fait passer le Vel' d'Hiv' de l'ami Bousquet.

Enfin Barrès. Barrès très patriote, un peu socialiste, toujours républicain malgré Maurras (cette fois, devant le fondateur de l'AF, c'est Barrès qui fait le sourd quand on lui parle du roi), beaucoup lorrain, encore auvergnat, la France, quoi ! Ce serait assez révélateur de découvrir la trace de Barrès chez ses cadets, à commencer par Malraux pour le meilleur et par Montherlant pour le pire.

Voici le décor en place. Les auteurs primordiaux d'un jeune homme cultivé. Balzac, Zola, Barrès : l'ambition, le peuple, la nation. Assez d'ingrédients, bien dosés, pour vous conduire au Panthéon, une rose à la main.

Certes, on peut avoir de telles lectures d'adolescence et rester dans ses pantoufles. Mitterrand, lui, va s'échapper de ses pantoufles, que l'on nomme précisément charentaises. Pourtant, ses goûts littéraires sont longtemps restés provinciaux, si ce n'est régionalistes.

Il a aimé Jacques Chardonne. Il l'aime peut-être encore. C'est une petite musique qui vous trotte longtemps dans la tête quand on a grandi dans le Sud-Ouest.

Ce n'est pas la plus mauvaise manière d'aborder la littérature que de commencer par le commencement : les racines. François Dalle, son camarade d'adolescence, nous dit de l'autre François : *« La famille Mitterrand était très catho, très « NRF », aimant tous Chardonne, le voisin qui avait écrit* Le Bonheur à Barbezieux, *Claudel, Gide, Montherlant, Céline, Drieu La Rochelle, Bernanos, Jules Romains (*L'Été 14*)... »*

Holà ! *L'Été 14*, ce n'est pas de Jules Romains mais de Roger Martin du Gard. C'est un des épisodes des *Thibault*, la septième partie.

Curieux, ce goût des romans-fleuves. Mais enfin, c'est l'époque. Et pourquoi pas Georges Duhamel et la *Chronique des Pasquier* ?

UNE COUR D'ARTISTES

L'hagiographe, parmi tous ses travaux de gloire, avait la charge des portraitistes. J'avais fini par découvrir le grand secret : les artistes de toute race qui traversaient chaque matin la cour faisaient Son portrait.

Chacun d'eux, un jour de lassitude et manquant d'autre idée, avait écrit pour solliciter l'honneur d'immortaliser le Président de la France, mère des Arts, des Lettres, des Lois (notamment). Et, contre toute attente, avait reçu, par retour, une invitation officielle, frappée du chêne bleu, Son signe : Présentez-vous 55 rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, métro Champs-Élysées-Clemenceau, muni de vos papiers d'identité et de votre titre de transport (qui vous sera remboursé).

Quand sa charge Le lassait trop, Il descendait poser un quart d'heure. Averti par mon ami l'huissier cycliste, je me précipitais vers le fond du salon Napoléon-III où l'on avait installé l'atelier. Et je restais là, caché par le rideau rouge, à Le regarder prendre Ses mines, à les regarder travailler, tous ces « créateurs » – comme les appelait, yeux mi-clos et l'attitude révérencieuse, le ministre de la Culture –, venus du monde entier par « admiration de notre pays », ce peintre sous verre de Dakar, ce Bangladais à bandeau bleu expert de fusain, ce creuseur de bois suédois, ce conceptuel du Minnesota et les autres, les plus classiques, les gâcheurs d'huile, les adeptes du trait pur... Je me souviens de l'odeur indéfinissable qui montait lors de ces séances, l'odeur de la fausse indifférence-vraie fierté du modèle, l'odeur de la révérence des artistes, l'odeur des vernis, de la térébenthine, les relents fades de la terre glaise, et la haine entre collègues, ces œillades meurtrières de chevalet à chevalet, rien ne sent comme la haine.

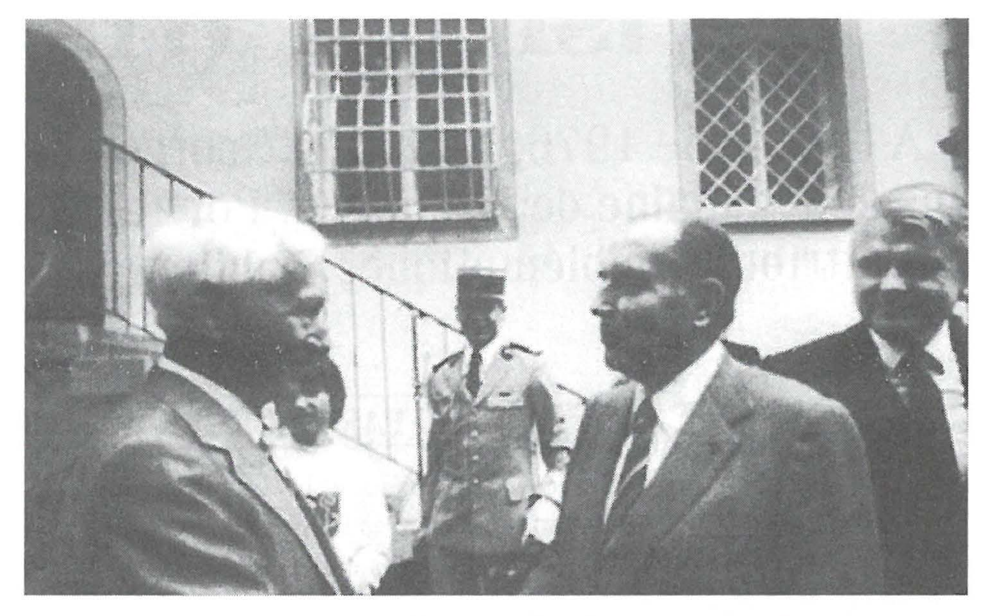
C'est sûr, Il savourait. Il ronronnait d'aise. Tout en lisant (un ouvrage rare), Il présentait un profil, un autre, Il donnait à chacun sa chance. Il ouvrait et refermait fenêtre après fenêtre sur les inépuisables richesses de Sa personnalité.

Il S'aimait, Se dégustait. Se savourait comme jamais, à ces moments-là. Et les amours étant des grandeurs additives, amours des conseillers pour Lui ajoutées à Son amour de Soi, le palais rompait ses amarres, la Présidence se muait en vaisseau mystique...

ERIK ORSENNA

***Grand amour*, Le Seuil, 1993.**

Pendant trois ans, sous le premier septennat, Erik Orsenna, conseiller à la présidence de la République, eut pour charge d'écrire les projets de discours du Président.



Visite de François Mitterrand à Ernst Jünger, chez lui, à Wilflingen, en mai 1985, en compagnie du chancelier Kohl. Dans un article publié le 29 mars 1995 dans la* Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le président a tenu à rendre hommage à l'écrivain à l'occasion du centenaire de sa naissance.

À dix-sept ans, si l'on en croit l'intéressé, il ajoute encore quelques bouquins dans sa bibliothèque. De nouveaux noms d'auteurs surgissent au cours d'un entretien accordé en 1972 à Hélène Vida : Marcel Jouhandeau et Paul Valéry. Que cela sent la droite, pécheresse ou distinguée ! S'y ajoutent Dostoïevski et bien entendu Tolstoï, qui lui font découvrir le *« malheur du monde »*.

Le socialiste pointerait-il déjà sous le national ? Au fond, il s'en fiche encore : *« Le jeune François de Jarnac était d'abord un littéraire que la politique n'intéressait pas »*, assure Catherine Nay.

Mais il est temps de monter à Paris. Ce n'est pas pour cela qu'on cesse d'être un provincial. Il y aura toujours un côté déraciné chez Mitterrand (le père Barrès n'est jamais loin). Il le dira lui-même dans *L'Abeille et l'architecte* : *« Je suis et reste de ma province. Mon écriture s'en ressent comme on a un accent. Par exemple, je tire fierté d'appeler les arbres par leur nom, les arbres, les pierres, les oiseaux. Ma science me suffirait si je savais identifier tout être et toute chose. Las, autant dire que je balbutie ! Mais je cherche. Cette exigence perdue, je saurai où j'en suis, inutile de m'avertir. La mort, n'est-ce pas l'ultime confusion ? »*

C'est plutôt bien dit. Si le quai Conti l'avait plus intéressé que la rue du Faubourg Saint-Honoré, il aurait pu entrer à l'Académie. C'est même un des rares écrivains qui mériteraient de devenir immortels à titre posthume.

Il faut d'abord faire des gammes. Le jeune Mitterrand loge au fameux 104, rue de Vaugirard, citadelle chrétienne au cœur de l'infidèle Lutèce-Babylone. Il lui faut un parrain. Où le choisir sinon dans sa religion catholique et sa province aquitaine ? Écoutons-le :

« Mauriac était un de nos proches, par la terre et par l'esprit. Ami de ma famille, il fut l'un des "correspondants" fournis par ma mère que j'allai voir quand je débarquai à Paris en 1934. Je l'ai bien connu et aimé et lui garde de la tendresse. Non sans failles. Un jour qu'il m'avait accroché dans son Bloc-notes, *je l'avais appelé :* "Notre écrivain régionaliste..." *Il n'avait pas très bien pris la chose... »*

Notre président régionaliste, lui, fait ses premières armes dans la *Revue Montalembert*. Ses goûts s'affirment.

Mais il a encore de la terre à ses escarpins : Jacques Delamain, encore Chardonne, Henri Fauconnier (2), Claude Roy, camarade charentais et encore maurrassien d'Angoulême. Voir dictionnaire des auteurs, chapitre porcelaines de Limoges et vins de Bordeaux.

Il serait temps de jeter sa gourme littéraire. Mitterrand aime déjà les formules qui frappent. Faire mouche, le secret de la séduction :

– Il faut tourner le dos aux trois B – Bourget, Barrès et Bordeaux – pour s'attacher aux trois M – Mauriac, Maurois et Montherlant.

Viendront vite des auteurs plus toniques – donc plus dangereux.

André Malraux, d'abord, qu'il va écouter à la Mutualité à un meeting antifasciste, où il s'agite à la tribune entre Gide et Benda. Le courant passe au milieu des éclairs. Qui n'a été foudroyé par *Les Conquérants* ou *La Condition humaine* ? Plus tard, il se déprendra de son écriture, pas de sa parole : *« Celui que j'ai connu, je l'ai perçu comme un médium. Il lui fallait parler, non écrire, pour transmettre. Alors, il exprimait la fulgurance qu'on prête aux astres morts, et qui continuent d'éclairer notre nuit. »*

Bernanos, ensuite. Lui aussi il l'a lu, et il l'a vu à « l'Union pour la vérité ». Comme tout le monde aujourd'hui, Mitterrand gomme *La Grande Peur des bien-pensants* mais exalte *Les Grands Cimetières sous la lune*. Cher Bernanos qui a permis à tant de bons petits jeunes gens de droite de ne point devenir fascistes !

Saint-Exupéry aussi, pour faire comme tout le monde.

Et Drieu ? Qui ose aujourd'hui dire qu'il a aimé Drieu ? Mitterrand ne le proclame pas, mais le laisse quand même entendre. Après le suicide d'Henry de Montherlant, il confie à Gabriel Matzneff :

– Drieu La Rochelle, Montherlant, les maîtres de ma jeunesse sont morts.

Ernst Jünger et Drieu La Rochelle

Lointaine jeunesse. Il aurait même invité une de ses jeunes parentes, Marie-Claire Sarrazin, future épouse de son ami Jacques Bénet, à lire Brasillach. Il est vrai qu'après Chardonne...

Drieu La Rochelle a besoin d'un antidote. On peut le trouver dans Alexis Léger, dit Saint-John Perse, que le président Mitterrand place très haut. Lui au moins était politiquement correct. Curieuse, cette recherche du convenable qui vient si souvent avec l'âge. Exit Drieu. Entre Jünger.

Depuis qu'il a publié en février 1948 à la Table Ronde les 160 pages de *La Paix*, Ernst Jünger est devenu un Boche très fréquentable. D'ailleurs, il l'était déjà pendant l'Occupation, malgré l'uniforme *feldgrau* et la cravate de l'ordre Pour le Mérite.

L'auteur d'*Orages d'acier* et du *Travailleur* était antinazi. Cocteau, l'ami d'Arno Breker, nous l'affirmait. Tous ceux qui l'avaient fréquenté en étaient persuadés. Drieu n'était plus là pour les contredire. Jünger et lui aimaient à parler de Verdun. Et peut-être aussi de ce que ce brave Jules Romains appelait jadis *Le Couple France-Allemagne*. C'était une bonne idée. Mitterrand avait obligatoirement lu *Les Hommes de bonne volonté*, vingt-sept tomes au programme de l'entre-deux-guerres.

En 1984, il invite le chancelier Kohl à rendre un hommage commun aux morts des deux guerres. Vaste programme. Ernst Jünger est de la cérémonie. Le chêne germanique aux cheveux de neige est invité à un petit déjeuner



François Mauriac. Si l'on en croit Jean Cau, « tout, en Mitterrand, est d'un chrétien démodé du XIXᵉ siècle. Tout, le goût des tombes et des nécropoles, les brûlures de la chair, l'accommodement avec le monde, l'obsession mauriacienne de Dieu ou de ses avatars, la gravité à la fois solennelle et chafouine du comportement… Erreur à ne pas commettre : déclarer que nous avons affaire à un "personnage de Balzac", car c'est de Mauriac que Mitterrand est fils. »

à l'Élysée. Giscard, lui, recevait les éboueurs sénégalais. On est de droite ou pas. Le Président a des lettres. Et de l'esprit.

– *Au temps de Napoléon, vous seriez sans doute devenu maréchal.*

L'ancien Herr Leutnant des Stosstruppen ne cille pas. Quelle idée de faire carrière dans la Reichswehr ou la Wehrmacht quand on a la passion de l'entomologie ? Ne mettra-t-il pas un demi-siècle à persuader le monde qu'il s'intéresse en priorité aux insectes ? Mitterrand, on l'a vu ce sont les arbres. Le haut niveau de l'écologie. On promet de se revoir.

En 1985, l'ami François vient rendre visite à l'ami Ernst, à Wilflingen. En 1988, le major Jünger est en visite à Paris. En civil. C'est le 25ᵉ anniversaire du traité franco-allemand. En 1993, nouvel entretien à l'Élysée.

– *Il y a cinquante ans, en 1943…*

– *Parlons plutôt de la vieillesse et de la mort !*

Ils ne sont d'ailleurs pressés ni l'un ni l'autre.

Pourtant, le tombeau sied aux écrivains.

Jünger, qui est venu avec Julien Hervier et Christian Bourgois, s'en va au bout d'une demi-heure. Mitterrand a fait son devoir d'Européen cultivé.

On sent qu'il aurait aimé distribuer des prix Nobel. Il lui fallait son Allemand, entre Elie Wiesel, Garcia Marquez, Julio Cortazar ou Yachar Kemal (la Turquie piétine à la porte de l'Europe).

Écrivain ou politicien ?

On ne peut toujours vivre dans la familiarité des grands écrivains disparus, surtout quand ils sont réputés de droite. Alors, dans les années 70 – celles qui s'éloignent, comme dit Jünger – le premier secrétaire du parti socialiste en marche vers l'Élysée avoue son intérêt pour Poirot-Delpech Bertrand et Le Roy Ladurie Emmanuel. Il soulève même son chapeau à la Blum pour saluer Lévy Bernard-Henri : *« Un danger le guette : la mode. Mais la souffrance, amie des forts, le sauvera… Le voudrait-il qu'il n'échapperait pas au feu qui le brûle. Il a déjà dans le regard, ce dandy, de la cendre. »*

Celui qu'il semble placer le plus haut, parmi les « jeunes », c'est bien Régis Debray, auquel il confiera quelque poste officiel et mystérieux.

On imagine un clone du couple de Gaulle-Malraux. *« Tout ce qui a été vécu une première fois en tragédie se répète en comédie »*, a dit ou à peu près Karl Marx.

Mais surgit l'*outsider*. Le grand écrivain. Le plus grand écrivain : Jean-Edern Hallier. Étrange ballet de l'admiration et du désamour. Passion et haine. *Tragediante, comediante.* Je serais Chirac (ce qu'aux dieux ne plaise) que je m'inquiéterais de voir le Jean-Edern rallié à mon char.

Alors, il faut se contenter des écrivains fidèles. Pas de surprises. Ils ne trahiront personne, sauf la littérature.

Claude Manceron ou Paul Guimard. Cela ne fait pas grand monde.

Quand ils sont intelligents, les ralliés s'esbignent vite. Ainsi Antoine Blondin ou Dominique Jamet.

Étrange chassé-croisé qui pousse vers ce vieillard de gauche des francs-tireurs de droite. C'est que l'animal garde la séduction du Diable. Et puis tant qu'il fait de la politique, il n'encombre pas trop une carrière où il eût fait merveille. Il s'est trouvé un insolent pour lui poser la question, Paul Guilbert, du *Quotidien de Paris* :

– *Êtes-vous un écrivain rentré ou un politique par dépit ?*

Il répond, fouetté au vif :

– *Je suis un homme politique.*

Aussitôt rentré chez lui, le 10 octobre 1977, il note ce qui est peut-être une assez belle conclusion littéraire du roman d'un ambitieux qui va préférer être le premier à l'Élysée que le second à l'Académie : *« Écrivain, je n'aurais pas été un écrivain d'imagination. J'observe. J'écris. J'aime ce qui est écrit. La langue, la philosophie, la grammaire. La vraie littérature naît, je le crois – je l'ai déjà noté – de l'exactitude du mot et de la chose. Je préfère celui qui sait dire exactement ce qu'il a vu et ressenti à celui qui vaticine en forçant sur ses impressions. »*

Ce n'est pas très gentil pour Malraux.

Alors, en arrière-plan, ce double dépit. N'être ni Malraux, ni de Gaulle. Quel échec. On a envie de dire, en prenant sa mesure politique :

– *Il aurait mieux fait d'écrire.*

Mais de cet écrivain, on aurait dit, tout aussi sûrement :

– *Il était plus doué pour la politique.*

Il ne lui restait qu'une issue : transformer sa vie en roman. Et là, il n'a pas trop mal réussi. On en revient au début : Balzac, Zola, Barrès.

JEAN MABIRE

---

(1) Catherine Nay, *Le Noir et le Rouge*, Grasset, 1984.

(2) Proche parent de Chardonne. Prix Goncourt 1930 avec *Malaisie*. Né à Barbezieux, bien sûr.

Jacques Laurent sous le charme

« Si après son départ de l'Elysée il se présentait à l'Académie, je n'aurais pas en votant pour lui l'impression de soutenir un homme de gauche. » **Attablé dans un estaminet de la rive gauche en notre compagnie au début de ce printemps 1995, l'académicien Jacques Laurent ne s'est pas départi de ses affinités littéraires avec le président de la République.** ***« Mitterrand,*** **ajoute-t-il,** ***préfère Blondin à Barbusse. Il le prouve par son écriture. »***



Pour l'écrivain Jacques Laurent, François Mitterrand est un intellectuel de droite. « Avec son barrésisme, son goût du destin et de l'ambition, avec son style tout en cambrures, il a le profil idéal... » Correctif : « Comme Malraux ou Gide, c'est un être amphibie, capable de respirer dans l'eau et dans l'air, à gauche et à droite. »

François Mitterrand et l'écrivain Jacques Laurent appartiennent à la même génération. Leurs chemins se sont croisés la première fois à Vichy, sous l'occupation. Chacun a par la suite emprunté un itinéraire différent. *Les Corps tranquilles*, le premier roman de Jacques Laurent, paraît en 1948. Un an plus tôt, sous le pseudonyme de Cécil Saint-Laurent, il a publié *Caroline chérie*, dont l'immense succès lui a justement permis de mener à leur terme *Les Corps Tranquilles. « Sans l'avoir jamais prémédité [...] j'avais fait de moi deux écrivains dont l'un devenait le mécène de l'autre. »* Toujours grâce à *Caroline chérie*, il fonde en 1952 la revue *La Parisienne*. L'année suivante, il polémique avec Sartre, comparé malicieusement à Bourget dans *Paul et Jean-Paul*. Jusqu'en 1959, il assume la direction d'*Arts*, et continue d'écrire, adaptant sa signature au registre abordé : Jacques Laurent pour *Le Petit Canard*, Cécil Saint-Laurent pour *Prénom Clotilde*, *Lucrèce Borgia*... et Albéric Varenne pour les ouvrages à caractère historique (*Quand les Français occupaient l'Europe*).

La politique gaulliste en Algérie fait de lui en 1961 un écrivain « subversif » : aux côtés de Raoul Girardet, Jacques Perret, Roger Nimier..., il s'adonne à une critique ardente du régime. En 1965, en réaction à l'hagiographie du général de Gaulle que vient de signer François Mauriac, Jacques Laurent prend sa plume et rédige un violent pamphlet : *Mauriac sous de Gaulle*. Il se voit aussitôt assigné en justice pour offense au chef de l'État. L'accusation a retenu vingt-quatre outrages au chef de l'État : vingt-quatre passages du livre sont incriminés. Le propos de Jacques Laurent n'avait été que de venger la liberté de l'écrivain et de défendre la cause de la littérature : *« Jamais un grand écrivain français ne s'était encore prosterné si bassement devant un chef d'État [...] Je ne pouvais rester indifférent à un livre qui humiliait la littérature devant le pouvoir. »*

Des témoins viennent à la barre : Françoise Sagan, Bernard Frank, Jules Roy... et même Bernard Privat, l'éditeur chez Grasset du *De Gaulle* de Mauriac. Pour chacun d'eux, même s'ils ne partagent pas les « idées » de Jacques Laurent, le procès est une atteinte à la liberté d'expression.

Trois témoins politiques sont également cités par la défense. Tous trois candidats à la présidence de la République, car le procès a lieu en pleine campagne électorale : Tixier-Vignancour, Marcilhacy et Mitterrand. François Mitterrand ne vient pas à l'audience ; il envoie une lettre : *« M. Jacques Laurent n'est pas un de mes amis personnels et se range, je crois, parmi mes adversaires politiques. Mais je suis sensible à son grand talent et à son vrai courage. »*

Pour finir, Jacques Laurent est condamné à une amende. Son livre sera saisi et amputé d'une vingtaine de pages.

Après cet épisode, l'écrivain retourne à la littérature. En 1971, le Goncourt couronne *Les Bêtises*. La consécration vient en 1986 avec l'élection à l'Académie française.

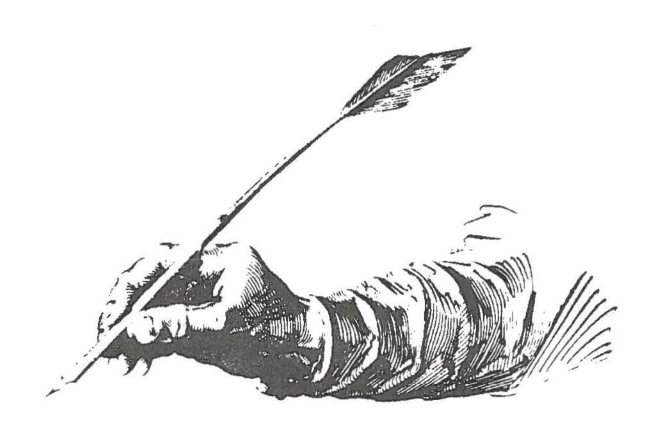
Dans *Histoire égoïste*, son autobiographie intellectuelle et littéraire publiée en 1976, Jacques Laurent notait, se remémorant le témoignage écrit de François Mitterrand : *« Amis, non sans doute, mais nous nous connaissions depuis longtemps et avions eu, il me semble, des relations agréables. Un an plus tôt, j'avais encore eu le plaisir de bavarder avec lui quand je lui avais demandé d'inclure dans mon livre un long passage du* Coup d'État permanent. *Livre admirable. Giscard d'Estaing se rêve écrivain. Mitterrand a prouvé qu'il l'était. »*

En 1993 encore, interrogé par un hebdomadaire qui s'amusait de savoir si *« Mitterrand aurait pu faire un bon intellectuel de droite »*, Jacques Laurent répondait : *« Avec son barrésisme, son goût du destin et de l'ambition, avec son style tout en cambrures, il a le profil idéal de l'homme de droite. D'ailleurs, je tiens son* Coup d'État permanent *pour une œuvre digne du meilleur Paul-Louis Courier. Mitterrand, en politique, c'est comme Malraux ou Gide en littérature : ce sont des êtres amphibies capables de respirer dans l'eau et dans l'air, à gauche et à droite. Ils ne doivent leur réputation qu'à une succession de circonstances et de hasards. »*

Les circonstances, justement, n'ont pas permis à Jacques Laurent de revoir François Mitterrand depuis son accession à l'Élysée aussi souvent que les esprits romanesques l'auraient souhaité. *« Il n'a plus eu autour de lui que des courtisans et des gens d'argent »*, regrette aujourd'hui l'Académicien qui ajoute, malicieux, en souvenir des déjeuners en tête à tête qui les réunissaient jadis : *« En sa compagnie, je n'ai jamais eu l'impression d'être avec un homme de gauche »...*

SOPHIE MASSALOVITCH

Livres



Les guerres civiles
à Rome
par Appien

À la fin de sa vie, vers le milieu lu 2e siècle de notre ère, Appien, un 3rec d'Alexandrie, se tourna vers 'écriture et se mit à composer, pour ses compatriotes de langue grecque, ıne Histoire romaine. Non pour ıccabler l'occupant mais pour se éliciter de participer à la gloire de 'Empire. D'Appien, nous ne savons presque rien : un notable, peut-être ıvocat qui reçut la citoyenneté romaine de l'empereur Hadrien. Reste son œuvre : 24 livres dont 11 ıous sont parvenus en entier. Ils racontaient l'histoire de Rome des origines jusqu'au début du IIe siècle le notre ère. Le plan de l'ensemble était original : à la fois géographique et chronologique, il permettait à Appien d'insister sur la construction progressive de l'Empire puisque chaque région conquise par Rome était présentée avant et après 'arrivée des conquérants. Et lorsque es opérations s'étendaient sur plusieurs parties du monde (par exemple la guerre d'Hannibal), Appien élargissait son champ d'horizon afin d'avoir une vue globale des événements. De même, es crises qui affectèrent la République romaine du tribunat de Tib. Gracchus en 133 av. J.-C. usqu'à la victoire de l'Occident sur 'Orient, le 2 septembre 31 av. J.-C., font l'objet de cinq livres. Ils constituent le seul récit antique continu à notre disposition sur cette période, le seul aussi qui relie des phénomènes économiques et des faits politiques, le seul à ne pas offrir le longs discours recomposés mais à présenter une sobre narration chronologique. On comprend que les Modernes n'aient cessé de lire et de raduire ces *Guerres civiles*. Shakespeare y puisa la fameuse oraison funèbre de Marc Antoine devant le corps de César, et Montesquieu y trouva de quoi alimenter sa réflexion sur les causes le la grandeur et de la décadence des Romains. Il n'est donc pas étonnant qu'un érudit français du XVIIIe siècle, Jean-Isaac Combes-Dounous (1758-1820) se soit attelé à une raduction d'Appien. Parue en 1808, elle demeurait l'unique traduction de angue française abordable. Revue, corrigée, et copieusement annotée par Catherine Voisin, elle mérite ecture. Les figures qu'on y croise sont de celles que l'on n'oublie pas : les Gracques, Marius, Sylla, Spartacus, Pompée, César ; les informations qu'on y lit sont souvent uniques ; les événements qui y sont rapportés ont changé la face du monde. Et l'ensemble qui n'engendre ni torpeur, ni morosité brosse un épouvantable tableau du chaos né des guerres civiles. On attend désormais les trois livres suivants.

Les Belles Lettres, collection « La Roue à livres ». Volume 1 220 pages, 120 F. Volume 2 210 pages, 135 F.

F.V.

L'Illiade, L'Odyssée
par Homère, nouvelle traduction de Louis Bardollet

Chaque génération a, dit-on, sa version de l'*Illiade* et l'*Odyssée*. Celle que propose Louis Bardollet sera-t-elle la traduction de la fin du XXe siècle ? Elle présente de solides qualités : précise comme l'exige l'érudition contemporaine (avec d'heureuses trouvailles *« l'Aurore matineuse aux doigts roses »*, *« Athéna à face de chouette »*, etc.), vivante comme un conte qu'un public écoute de la bouche d'un récitant, noble comme il sied à une épopée où s'affrontent dieux, héros, humains. Pas de notes en cours de lecture : *« Pour lire Homère et y trouver contentement, il n'est nullement besoin d'être savant. Ce qui est nécessaire et suffisant, c'est d'avoir l'intelligence du cœur et d'être sensible à la beauté »*, affirme le traducteur. Mais après s'être laissé aller *« au courant de la plus belle poésie »*, après avoir compris qu'Homère nous entretenait de notre propre aventure terrestre partagée *« entre la volonté de vie et les forces effroyables de destruction »*, le curieux est satisfait : deux fort bonnes postfaces, des cartes (sommaires), des justifications qui expliquent certaines traductions et certains partis pris, des points d'histoire et un index-dictionnaire des noms propres.

Robert Laffont. Collection Bouquins, 788 pages, 149 F.

F.V.

Naissance de deux peuples
Français et Allemands (IXe-XIe siècles)
par Carlrichard Brühl

Le titre est un clin d'œil ironique à Jacques Bainville, car l'ouvrage démontre de façon convaincante qu'entre Français et Allemands, l'hostilité foncière et les querelles de frontières furent des inventions récentes (un peu d'humanisme du XVIe, pas mal de ravages du Palatinat, beaucoup d'hystérie de la Révolution française). La séparation des deux « nations » elle-même ne remonte ni au traité de Verdun de 843, ni au règne d'Othon Ier, ni à l'élection d'Hugues Capet, car nous étions alors une grande famille de peuples divers sous un empereur patriarche, et de sentiment franc, en dépit du mythe gaulois et du *Volksgeist* romantique. La différenciation fut progressive et insensible, de la fin du Xe siècle à l'aube du XIIe siècle. Alors sacré Charlemagne, *Karl der Grosse*, trois guerres pour un faux débat ?

Fayard. 387 pages, 150 F.

T.B.



Le procès des Templiers
par Ivan Gobry

L'innocence des chevaliers de l'ordre du Temple est aujourd'hui reconnue par les historiens. Aussi, comment Philippe le Bel, en se conciliant la papauté, est-il parvenu, les taxant d'hérésie, à obtenir en quelques années la mort sur le bûcher de la plupart des chevaliers et la dissolution de leur ordre ? Ivan Gobry s'attache à reconstituer les étapes de ce procès.

Perrin. 320 pages, 120 F.

M.M.

Les chevaliers : splendeur et crépuscule, 1302-1527
par Emmanuel Bourrassin

« Les chevaliers du XVe siècle avaient sur leurs habits ce qu'ils n'avaient plus dans le cœur » disait le duc de Levis-Mirepoix. L'histoire de cette splendeur et de ce crépuscule des preux vient d'être racontée par un grand historien familier de cette époque, Emmanuel Bourrassin. L'idéal de la chevalerie vivait dans l'esprit de certains hommes. Ces derniers vont succomber par centaines sur les champs de bataille européens, sous les coups d'armes modernes, arcs et arquebuses. Le massacre des blessés va se généraliser alors que la coutume était jusque-là de faire des prisonniers dont on obtenait des rançons. L'idéal du fervêtu sera tourné en ridicule par les intellectuels du temps. La parution du *Prince* de Machiavel avec sa vénération de l'efficacité lui donnera le coup de grâce. L'infidèle auquel tout chevalier se devait de faire une guerre sans trêve et sans merci devient une puissance musulmane en pleine

expansion avec laquelle François I[er] signera des accords commerciaux. De beaux portraits comme ceux du Duc de Bourgogne et de Charles VI, des scènes de fête à Lille et Saint-Denis illustrent cette mort somptueuse d'une caste qui avait fondé l'Europe et illuminé le Moyen Âge.
Tallandier. 240 pages, 120 F.

A.B.

Jeanne Hachette
par Sylvie Binet

Jeanne Hachette, la petite « briseresse de laine » de Beauvais est entrée dans la légende en défendant sa ville contre Charles le Téméraire, en 1472. Sylvie Binet nous livre une biographie romancée de l'héroïne mythique, dont le destin a parfois été comparé à celui de l'autre Jeanne, la Pucelle d'Orléans.
Tallandier. 230 pages, 120 F.

M.M.

Histoire de la Vendée militaire
(réédition de l'édition de 1895)
par Jacques Crétineau-Joly

Monument introuvable depuis longtemps, la réédition du Crétineau-Joly est une aubaine pour les historiens amateurs. Écrite par un jeune journaliste des années 1830, c'est la première histoire générale de la grande insurrection de l'Ouest catholique et royal, et la plus vivante, puisque l'auteur a recueilli les témoignages de Blancs, comme de Bleus, survivants. Un document qui fourmille d'indications précises : la composition des armées vendéennes et chouannes, un index de milliers de noms, ceux des chefs, comme des simples paysans insurgés.
Pays et Terroirs (65, place de Rougé, BP 131, 49301 Cholet cedex). 5 tomes, 690 F.

M.M

Les Ephémérides de la Terreur
par Pierre Sipriot

Pierre Sipriot est l'auteur des biographies de Balzac, de Montherlant, comme d'essais historiques (*Les 120 Derniers Jours de Louis XVI*, *Les 60 Derniers Jours de Marie-Antoinette*, *Louis XVII et les mystères du Temple*). Il nous donne avec ces *Ephémérides de la Terreur* une chronique minutieuse de la Convention entre 1792 et 1795, s'attachant à retracer les événements qui conduisirent à la Terreur de 1793. Il reconstitue les scènes marquantes, brosse les portraits des différents protagonistes. Ainsi, jour après jour, défilent, devant le lecteur, étonnamment vivantes, ces quelques années qui entachèrent notre histoire.
Challenges d'aujourd'hui. 4, allée Didier Daurat, 94550 Chevilly-Larue. Tél : 45 47 46 43. 436 pages, 147 F.

M.M.

Alexandra
par Vladimir Volkoff et Jacqueline Dauxois

Refaire l'histoire pour un romancier est aussi passionnant que d'inventer une histoire. Tel est le jeu de Vladimir Volkoff et Jacqueline Dauxois. Si Lénine était mort assassiné au printemps 1917, la révolution d'Octobre n'aurait pas eu lieu, la famille impériale n'aurait pas été massacrée et après elle des millions d'hommes et de femmes. La Russie aurait poursuivi l'essor économique et industriel initié sous le règne de Nicolas II et ce pays, aujourd'hui, dominerait le monde à la place de l'Amérique. Ce qui pourrait n'être que le délire d'un écrivain russe émigré est bien autre chose en réalité. C'est une satire du développement des pays modernes où seule règne la royauté de l'argent, tandis que derrière titube le cortège des corrompus, des drogués et des barbares incultes. Une femme va balayer tout cela, Alexandra, devenue impératrice de toutes les Russies, qui exigera un sacre en l'église de La Dormition à Moscou. Pourquoi ce cérémonial ? Parce que le sacre est le seul lien indestructible. Tous les serments humains se brisent, celui du sacre est éternel. Prodigieuse fresque de la Russie écrite à deux plumes, celle de Volkoff et celle de Jacqueline Dauxois qui rappellent celles de Tolstoï et de Pasternak.

ANNE BRASSIÉ

Albin Michel. 522 pages, 140 francs.

Talleyrand : les années occultées, 1789-1792
par Michel Poniatowski

L'ancien ministre, dans cet ouvrage, s'intéresse surtout au Talleyrand méconnu de la période révolutionnaire : à l'évêque d'Autun qui, député du clergé aux États-Généraux, rallia les principes de 1789, et membre du comité constitutionnel, proposa la nationalisation des biens de l'Église, à celui qui accepta la constitution civile du clergé et sacra les premiers évêques assermentés. Sous le Directoire, sous Napoléon, sous Louis XVIII et sous Louis-Philippe, Talleyrand tenta d'occulter ce passé encombrant. Dans ses *Mémoires*, sur mille pages, seules dix-sept évoquent cette époque... Michel Poniatowski a consulté les archives parlementaires, les mémoires et journaux des contemporains du prélat.
Perrin. 479 pages, 160 F.

M.M.

Robespierre ou le délire décapité
par Pierre-Alexandre Bourson

L'auteur, un médecin doublé d'un parlementaire, pour la commémoration du bicentenaire de la Terreur, s'est intéressé à l'instigateur de la funeste période. Pour tenter d'expliquer l'Incorruptible, il s'est appuyé sur la moins contestable des sources : les propres discours de Maximilien Robespierre. Passionnant.
Buchet-Chastel. 290 pages, 135 F.

M.M.

Le Comte Molé, ou la séduction du pouvoir
par Jacques-Alain de Sédouy

Figure achevée du caméléon politique, successivement ministre de la Justice sous Napoléon, ministre de la Marine sous Louis XVIII, ministre des Affaires étangères sous Louis-Philippe, Mathieu-Louis, comte Molé, issu d'une puissante dynastie parlementaire, *« resta toujours très résolument dans l'idée qu'il fallait se mêler aux affaires »* selon Tocqueville. Avec subtilité, Jacques-Alain de Sédouy conduit cette première biographie du personnage sans en dissimuler les zones d'ombre. Disciple de Bonald dans sa jeunesse, Molé achève sans surprise sa destinée dans l'habit convenable d'un libéral du centre droit. Mais l'essentiel n'est pas là. Et l'auteur présente avec talent un grand commis très *« différent de son image »*.
Perrin. 266 pages, 130 F.

E.V.

Sissi impératrice
par Jean des Cars

La légende s'est emparée d'Elisabeth d'Autriche, la jolie princesse bavaroise qui inspira une vive passion à l'empereur François-Joseph. La tragédie de Mayerling, où son fils Rodolphe trouva la mort, sa propre fin sous le poignard d'un anarchiste italien à Genève n'y sont sans doute pas étrangères. Jean des Cars, s'appuyant sur des témoignages inédits, s'attache à restituer ce rôle résolument moderne d'ambassadrice d'une monarchie rénovée qu'elle réussit à instituer.
Perrin. 472 pages, 135 F.

M.M.

Louis II de Bavière
par Jean des Cars

Cette année marque le 150[e] anniversaire de la naissance de Louis II de Bavière. La postérité n'a semblé vouloir retenir du monarque que son goût effréné pour la musique de Wagner – il sauva de la ruine le compositeur – et sa profonde mélancolie qui l'amena à chercher refuge dans les châteaux à l'architecture fantastique qu'il avait fait édifier. Jean des Cars rappelle, grâce à de minutieuses recherches

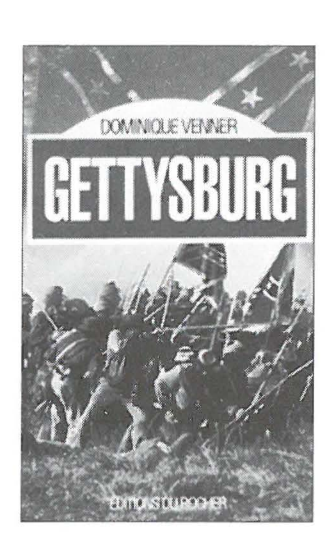
dans des archives inexplorées, qu'il sut aussi être un fin politique – par exemple dans le choix de son alliance avec la Prusse.
Perrin. 316 pages, 130 F.

M.M.

Les Mots des femmes : Essai sur la singularité française
par Mona Ozouf

Au long de ses travaux sur la Révolution française et sur l'histoire de l'enseignement, l'historienne Mona Ozouf a croisé les figures de quelques femmes exceptionnelles. Parce que les portraits de ces femmes étaient le plus souvent brossés par des hommes, elle a voulu évoquer ces destinées hors du commun avec sa sensibilité de femme. Au travers de leur vie et de leurs écrits – romans, correspondances, mémoires, traités – elle livre dix magnifiques portraits : Madame du Deffand, Madame de Staël, Isabelle de Charrière, côtoient Georges Sand, Colette, Simone Weil – ou encore Manon Roland, la révolutionnaire, Hubertine Auclert, la suffragette. Et Mona Ozouf laisse entendre que la relative timidité du mouvement féministe en France est à imputer à ces femmes étonnantes...
Fayard. 397 pages, 150 F.

M.M.



Gettysburg
par Dominique Venner

En publiant *Le Blanc Soleil des vaincus*, Dominique Venner campait en grand la fresque sudiste. Avec *Gettysburg*, il resserre la perspective autour de la bataille qui, dans les trois premiers jours de juillet 1863, scella dans une défaite sanglante les destinées des Confédérés. Théâtre épique de l'affrontement de deux géographies américaines, surtout de deux mentalités irréductibles, Gettysburg (Pennsylvanie) apparaît comme un rendez-vous manqué avec la paix dont une solution négociée eût assuré la sauvegarde des identités. Outre sa volonté d'assujettir économiquement et industriellement les États du Sud, l'enjeu constant fut, sous couvert moral, l'opinion publique internationale dans le Nord, abolitionniste – *« l'amour des Noirs ou la haine du Sud ? »* –, qui servit habilement sa cause. Dans ce récit rythmé, parfaitement maîtrisé, Dominique Venner peint en alternance prouesses stratégiques et tactiques, et hautes figures militaires, au premier rang desquelles se dégage celle de Robert E. Lee, commandant en chef confédéré, « archétype du gentilhomme du Sud », pédagogue plutôt que reître, et qui ne tenait ni pour l'esclavage, ni pour la sécession mais seulement pour sa patrie, la Virginie. Autres camées sudistes : Pierre de Beauregard et Camille de Polignac. Précieuses sont aussi les informations relatives aux servitudes militaires (défaut d'hygiène, de médicaments, de nourriture saine...). En dernier ressort, Venner lance un avertissement : *« Cette histoire invite à une réflexion sur l'avenir. »*
Éditions du Rocher. 314 pages, 129 F.

E.V.

Le Tapis vert du Monténégro
par Momo Kapor

En 1876, à la bataille de Vucji-Dol, la petite principauté du Monténégro remporte une victoire décisive sur l'armée turque. L'officier qui commandait les troupes ottomanes est fait prisonnier. Quelques décennies plus tôt, il avait été le condisciple à Saint-Cyr du prince Nicolas de Monténégro. La captivité dorée – au bord d'une table de jeu – du pacha turc, au plein cœur des Balkans, en cette fin du XIXe siècle, est le prétexte pour l'auteur – un romancier belgradois contemporain – à l'évocation de cette période que les historiens ont appelé « crise d'Orient », et au long de laquelle ces contrées tentèrent de se libérer du joug ottoman, quêtant, souvent en vain, le soutien des diplomaties européennes. Un livre qui peut-être permettra de mieux appréhender la guerre qui aujourd'hui embrase la Bosnie.
L'Âge d'homme. 158 pages, 90 F.

M.M.

Les Conséquences politiques de la paix
par Jacques Bainville
préface de Jacques Laurent

Dès 1908, Jacques Bainville tenait la chronique quotidienne de politique étrangère dans *L'Action française*. Après la Grande Guerre, il avouait son scepticisme à l'égard de la Société des Nations et du Traité de Versailles, qu'il définissait d'une formule brève : *« Un traité trop faible pour ce qu'il a de dur et trop dur pour ce qu'il a de faible. »* Aux yeux de ce germanophobe parfois outrancier, l'Allemagne demeurait un danger pour la France. En 1920, il publiait *Les Conséquences politiques de la paix*. Le destin en a appliqué page à page les déductions. Bainville avait annoncé l'Anschluss, l'envahissement de la Tchécoslovaquie, le pacte germano-soviétique... Jacques Laurent dans sa préface à la réédition de ce livre prophétique note : *« Il prévoit l'avenir de l'Europe avec une exactitude dont aucun historien n'a jamais été capable. »* Jacques Laurent rappelle aussi que Bainville avait annoncé l'éclatement de la Yougoslavie et la séparation des Tchèques et des Slovaques. C'est aujourd'hui chose faite.
L'Arsenal. 176 pages, 98 F.

M.M.

La France à l'heure allemande (1940-1944)
par Philippe Burrin

Professeur à l'Institut des Hautes Études Internationales de Genève, l'auteur a eu l'ambition de donner le tableau le plus complet possible de la société française sous l'occupation allemande. La réussite est discutable. Il y a une certaine originalité dans l'application de la notion d'« accommodation » – *« phénomène courant dans les occupations »* – aux domaines culturels (il manque le cinéma), artistiques, économiques. Avec des surprises comme Joliot-Curie acceptant la présence de savants allemands dans son laboratoire de recherches atomiques ou Lucien Fèbvre, pape de la « nouvelle histoire », publiant sa revue *Les Annales* en zone Nord en convainquant Marc Bloch de s'en écarter officiellement pour ne pas en compromettre la parution. Mais l'étude de l'évolution de Vichy est des plus conventionnelles, ainsi que l'analyse des collaborationnismes marquée par l'intérêt récent pour la collaboration issue de la gauche pacifiste et socialiste. On peut noter une tentative pour quantifier les engagements politiques et militaires ainsi que les strates sociales des mouvements collaborateurs avec *« le poids non négligeable des couches populaires »*.

Si parfois les jugements de l'historien sont nuancés, la logique de son étude rejoint le point de vue trop connu qui consiste à écrire l'histoire des années 1940-1944 à

La fin de l'histoire idéologique

L'effondrement du marxisme, l'abandon de certaines illusions « scientistes », l'exploration de nouveaux champs d'histoire, ont conduit et à l'affaiblissement de cette histoire engagée, qui a nui à tant de bons historiens, et à une sorte de réhabilitation de la liberté de l'historien, qui n'a plus le souci d'*endoctriner*, d'être un « professeur de vérité ». Mais en histoire contemporaine, les historiens d'un certain âge (formés avant 1980) ont encore beaucoup de peine à se dégager de l'histoire idéologique, et des modèles du « prêt à penser » : il faudra sans doute attendre 30 ou 40 ans pour que ces règles obsolètes disparaissent. Ce qui explique sans doute qu'on ait aujourd'hui quelque difficulté à parler des devoirs d'état de l'historien, la littérature étant quasi nulle sur le sujet. Mais les jeunes générations – celles qui ont 20-25 ans en 1995 – ressentent fortement cette lacune : elles se moquent de l'*histoire militante* et rejettent les discours « totalitaires » sur le modèle de Labrousse ou de Braudel, qui ne peuvent les aider dans leurs tâches quotidiennes.

GUY THUILLIER et JEAN TULARD

La Morale de l'historien, Economica, 86 pages, 85 F.

partir d'une issue qu'ignoraient les contemporains et selon des jugements de valeur a posteriori. D'où une conclusion sévère et facile qui néglige l'essentiel : un pays occupé, meurtri, divisé et déchiré, mais qui évita de retomber dans les hécatombes du premier conflit mondial et sut préserver ses chances d'essor et de modernisation dans la seconde moitié du XXe siècle.
Le Seuil. 560 pages, 160 F.

J.-P. A.

Histoire de résistance en Bretagne
par Reynald Secher

Par l'historien du martyre vendéen, *La Vendée-vengé*, auteur également de bandes dessinées sur l'histoire de l'Armorique, des aspects méconnus de la Résistance en Bretagne. A partir d'une vingtaine de récits inédits, Reynald Secher montre les motivations et les circonstances qui ont entraîné des Bretons de toutes conditions, étudiants, prêtres, artisans, lycéens, marins, dans des actions souvent exceptionnelles et sacrifiées. Un grand récit-vérité.
Presses de la Cité. 265 pages, 120 F.

G.C.

La Victoire évaporée : Abbeville 1940
par Henry de Wailly

La légende est tenace : *« Nous n'avions pas de chars en 1940. »* L'historien de la guerre Henry de Wailly rétorque que nous en possédions autant que les Allemands, trop lents certes, mais surtout, dépourvus de transmissions radios et mal utilisés par le Haut Commandement. Il rappelle qu'à la bataille d'Abbeville les Français n'avaient ni radio, ni téléphone : *« Ceux qui voyaient restaient muets, ceux qui décidaient ne voyaient pas. »* Il dresse un bilan sévère de cette bataille commandée du côté français par un certain colonel de Gaulle.
Perrin. 306 pages, 125 F.

M.M.

L'Assassinat de Darlan
par Arnaud de Chantérac

Le 24 décembre 1942, l'amiral Darlan était assassiné à Alger par un jeune homme de vingt ans, Fernand Bonnier de La Chapelle, qui sera arrêté, condamné puis exécuté. Arnaud de Chantérac avait été son condisciple et ami. À l'appui d'archives inédites, de témoignages ignorés, il retrace la genèse et le déroulement des complots monarchiste et gaulliste, évoque les responsabilités des différents protagonistes, de Gaulle, le comte de Paris, les frères d'Astier de la Vigerie... et surtout rappelle que Bonnier de La Chapelle fut lâché par ses commanditaires.
Perrin. 310 pages, 149 F.

M.M.

Les Paras de l'enfer blanc : Front de l'Est 1941-1945
par Jean Mabire

Les Européens de l'Ouest se rendent mal compte de ce que fut, pour les combattants des deux camps, la terrible guerre du Front de l'Est. Engagés pour la première fois en novembre 1941, les paras allemands seront de toutes les grandes batailles qui se termineront par la capitulation de leur pays, quatre ans plus tard. Jean Mabire évoque l'ensemble de leurs actions comme il a déjà su le faire pour de nombreux autres aspects de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire en historien particulièrement averti.
Presses de la Cité. 328 pages, 120 F.

P.S.

Les Chemins d'Italie
par Édouard Roy

En septembre 1943, sous les ordres du général Juin, le corps expéditionnaire français, débarqué en Sicile, prend part à la Campagne d'Italie. Jusqu'à la prise de Rome, en juin 1944, puis après le débarquement de Provence, à travers l'Allemagne, l'épopée de ce corps qui constitua la première véritable armée française après 1940.
Éditions Bertout. 364 pages, 145 F.

M.M.

À Fresnes au temps de Robert Brasillach
par François Brigneau

« Mes vingt-cinq ans cabrés ne demandent ni indulgence, ni clémence, ni pitié, ni pardon. Pardon de quoi ? » François Brigneau n'a jamais abdiqué. Son adolescence sous les feux de l'Épuration commandait les devoirs solidaires de mémoire et de témoignage. Dans une série réunie sous le titre *Mes derniers cahiers,* il met en scène les témoins capitaux, ses compagnons de centrale en 1945. Précieux aperçus, gorgés de réminiscences, intéressant Combelle, Béraud, Benoist-Méchin, Claude Roy, Bardèche. En clef de voûte, Brasillach. Nous l'accompagnons de Fresnes au fort de Montrouge. Les poèmes mystiques conçus dans les chaînes, la visite périlleuse que Brigneau lui rend dans sa cellule de condamné à mort, l'ultime lettre que Brasillach lui adresse, transmise après l'exécution : l'émotion court entre les lignes.
Publications FB. 84 pages, 60 F.
24, rue de l'Amiral-Roussin, 75015 Paris

E.V.

Pierre Lazareff ou le vagabond de l'actualité
par Yves Courrière

Homme d'une idée par jour et de seize heures de travail, magnat du papier imprimé, familier des cabinets ministériels, grand usager de la pipe et des bretelles, Pierre Lazareff aura vécu l'apothéose et le déclin de la grande presse quotidienne, qu'il n'aura pu soustraire à l'influence dévorante de l'information audiovisuelle. De *Paris-Soir* – où l'événement du matin est en photo dans l'édition du soir – à *France-Soir*, *France-Dimanche*, *Cinq colonnes à la une* et *Télé 7 Jours*, il demeure l'inventeur d'un style journalistique entraînant, séduisant mais creux, assujetti au fait divers. Dans cette étude fouillée, un peu longue, Courrière s'interroge : Lazareff, grand journaliste ou grand patron de presse ?
Gallimard. 808 pages, 175 F.

E.V.

Histoire du vandalisme
par Louis Réau, Michel Fleury et Guy-Michel Leproux

En un fort volume, les auteurs dressent l'inventaire des monuments détruits de l'art français. Entreprise singulière, de longue haleine et vertige de l'esprit. Car le vandalisme habite l'histoire sans désemparer où il se décline selon tous les modes. Soit les vandalismes esthétique, fanatique, cupide, intolérant, jacobin, d'orgueil ou d'incurie. Ce dernier, bien propre à la Ve. Celle-ci n'a eu nul besoin de guerre ni de révolution afin de manifester *« une haine viscérale du beau »* à travers le vandalisme du laisser-faire. Exemple type, le Centre Pompidou, aberration architecturale qui dévora vingt-sept immeubles anciens à seule fin d'imposer sa masse. Et Louis Réau de constater que l'esthétique agit sur le barbare telle *« une épine dans l'œil »*.
Laffont. Collection Bouquins. 1 216 pages, 149 F.

E.V

Les Monts Athos de la Francophonie – Essai sur l'éveil de la Suisse française
par Éric Berthoud

La Romandie serait-elle seulement une minorité de la Confédération Helvétique ? Membre fondateur du Mouvement romand, Éric Berthoud ne peut accepter cette conception « réductrice ». Pour lui comme pour ses compagnons de combat, la Suisse française est une communauté spécifique, qui doit être reconnue comme telle et dans les assemblées de la Francophonie, et dans l'Europe communautaire. À l'appui de ces convictions, l'auteur cite plusieurs écrivains et juristes français, parmi lesquels Maurice Druon, Michel Serres et Guy Héraud. Défense d'une communauté linguistique étonnamment vivante et trop souvent méconnue, malgré son attrait touristique.
(chez l'auteur, 3 rue de l'École, Neuchâtel, Suisse).

P.S.

La Cavalerie américaine au Vietnam
par Jacques-François de Chaunac

Sur les hauts plateaux du Vietnam, dès 1965, les Bérets verts et leurs alliés les montagnards Jaraï, grâce aux hélicoptères de la First Cav, la fameuse unité aéromobile américaine, tendent sans discontinuer des embuscades aux troupes viets communistes. Patrouilles et vastes opérations s'enchaînent. Les Américains quittent le Vietnam en 1972, la First Cav leur emboîte le pas. Et trois ans plus tard, Saigon deviendra Hô Chi Min-Ville. L'histoire d'une division

d'élite dont le rôle a peut-être été déterminant.
Presses de la Cité. 350 pages, 130 F.

M.M.

L'Affaire Touvier – Chronique d'un procès en idéologie
par Jacques Trémolet de Villers

Le 19 avril 1994, Paul Touvier, ancien chef du 2e service de la Milice de Lyon, était condamné à la détention criminelle à perpétuité par la cour d'assises de Versailles. Son avocat, Me Trémolet de Villers publie une chronique précise, au jour le jour, de ce procès bruyamment orchestré dans les médias, mais dont le déroulement exact, en se reportant aux comptes-rendus publiés dans la presse, s'avérait difficile à suivre. La lecture de ce livre permet de mesurer le décalage qui peu à peu s'est établi entre la réalité des audiences et le récit qui en était fait. Une sorte de tri semble avoir été opérée : des témoignages favorables à l'ancien milicien, des incidents survenus au fil des audiences ont été édulcorés, voire escamotés. Le procès apparaît bien comme une mise en scène, ou pour reprendre la formule de Me Trémolet de Villers : *« une sorte de sacrifice rituel »*.
Éditions Dominique Martin-Morin. 348 pages, 148 F.

M.M.

Le Grain de sable – Jalons pour une fin de siècle.
par Alain de Benoist

Au lendemain de Mai 68, Alain de Benoist et ses amis opposèrent à la gauche révolutionnaire les idées de ce qu'ils appelaient *« la révolution conservatrice »*, et donnèrent à leur mouvement le nom de Nouvelle droite. Ce mouvement fut violemment attaqué, non pas seulement à gauche, mais aussi dans différents milieux de droite, qui l'accusaient d'oublier ou de dénaturer certains principes de leur famille spirituelle. Il en résulta un climat de confusion intellectuelle qui n'était pas sans rappeler celui créé par la condamnation de l'Action française par le Vatican.

Alain de Benoist rassemble dans son nouveau livre les éditoriaux qu'il a publiés de 1973 à 1994 dans la revue *Éléments*, sous le pseudonyme de Robert de Herte. Un recueil utile, qui permettra à ceux qui ont le goût de la vérité de revenir aux sources.
Éditions du Labyrinthe (BP 68, 91292 Arpajon Cedex). 192 pages, 120 F.

P.S.

S.S. le Dalaï-Lama : – L'harmonie des mondes (6 entretiens) – La Force du Bouddhisme
par Jean-Claude Carrière

Deux livres qu'il n'est pas possible d'analyser ici, mais qui doivent être signalés. Dans le premier, le Dalaï-Lama répond aux questions d'une équipe de chercheurs américains. Dans le second, Jean-Claude Carrière expose les résultats d'une enquête approfondie menée par lui auprès du chef du bouddhisme tibétain. Indépendamment de tout jugement spirituel, le rayonnement actuel du bouddhisme en Occident ne peut être négligé.
Éditions du Rocher. 157 pages, 89 F.
Laffont. 250 pages, 99 F.

P.S.

Le procès Pétain 1945-1995
par Jean-Marc Varaut

Éminent juriste, Me Varaut rouvre le brûlant dossier du procès Pétain. Un procès bâclé, précédé d'une instruction expédiée, où l'accusation échut à un fonctionnaire repenti de Vichy (Mornet). Cette étude exhaustive et d'une honnêteté scrupuleuse présente un double intérêt. Celui d'une narration claire qui rend palpable le tragique de ce procès *« géant »* (Kessel) et *« jamais clos »* (Mauriac). En second lieu, l'auteur aborde avec rigueur et précision *« le procès posthume »*. Lequel résulte de l'équation posée systématiquement depuis vingt ans : Vichy égale « solution finale ». Et de réfuter entre autres l'historien Paxton et son manichéisme dénonciateur.

Jean-Marc Varaut cite de nombreux exemples du « secret » du Maréchal et de sa méthode pour contrer les exigences allemandes : finasser, tergiverser, promettre et reprendre, méthode qui permit de protéger les juifs mieux que dans n'importe quel autre pays occupé. *« Il fut maître dans cette résistance passive et cet art d'amortir la détresse. Le message – suivez-moi, mais ne me dépassez pas – fut compris à tous les niveaux de la fonction publique où, jusqu'en décembre 1943, des ministres aux plus modestes fonctionnaires, chacun faisait ce qu'il pouvait pour s'opposer aux exigences des Allemands. Mais fallait-il tout sacrifier à l'efficacité ? Jusqu'où et jusqu'à quand ce jeu des gages et des lests, cette "négociation permanente", les mains vides, substitué par nécessité à la force des armes rompues ? »*
Perrin. 536 pages, 125 F.

E.V.

L'Afrique en chiffres
par Bernard Lugan

Quelle est donc la véritable place de l'Afrique dans l'économie mondiale ? Que produit le continent et comment réussit-il à le vendre ? Quel est son rang dans la production des matières premières ? Quel est le véritable poids de son endettement ? L'Afrique pourra-t-elle longtemps encore supporter une croissance démographique annuelle de 3 % alors que ses productions agricoles vivrières n'augmentent, elles, que de 1 % par an ? C'est à ces questions que répond ce numéro de l'*Afrique réelle* conçu dans un souci documentaire et pédagogique.
L'Afrique réelle n° 7, 86 pages, cartes et graphiques, 150 F.
BP n° 6, 03140 Charroux.

G.C.

Bernard Lugan, professeur à l'université de Lyon III, publie également chez Christian de Bartillat *L'Afrique de la colonisation philanthropique à la recolonisation humanitaire*, 300 pages, 130 F.

Le Passé d'une illusion – Essai sur l'idée communiste au XXe siècle
par François Furet

Le propos de François Furet – communiste lui-même jusqu'en 1956 – n'est pas de livrer avec cet ouvrage une histoire du communisme pourtant largement esquissée, mais une histoire de la pénétration et des ravages de l'idée communiste dans la pensée et l'opinion occidentales. L'historien de la Révolution française souligne ce que 1917 doit à 1789. Il constate l'étendue des dégâts engendrée par cet autre rêve qui assimila l'idée de démocratie au mythe révolutionnaire. *« Le marxisme fut une utopie »* reconnaît-il, or l'utopie se moque des faits : ainsi le communisme a-t-il résisté pendant trois quarts de siècle à l'épreuve des faits. Il a fallu que la condamnation soit prononcée par deux secrétaires généraux du parti communiste d'URSS (Khrouchtchev et Gorbatchev) pour qu'elle soit acceptée. Après avoir analysé de façon exemplaire la fascination exercée en Occident chez les intellectuels par l'utopie communiste, Furet établit un parallèle intéressant avec le fascisme italien (qu'il ne confond pas avec le nazisme), montrant que le fascisme, contrairement à l'interprétation marxiste courante, fut un phénomène révolutionnaire à part entière. Une étude riche et stimulante qui souligne, après Monnerot (*Sociologie de la Révolution*) et Venner (*Baltikum*), le rôle essentiel de la Première Guerre mondiale dans l'apparition du type d'hommes qui allait engendrer les deux grandes révolutions du XXe siècle : communisme et fascisme.
Robert Laffont-Calmann-Lévy. 580 pages, 149 F.

G.C.

Scotland Yard
par Jean Bourdier

En angliciste distingué, Jean Bourdier s'est attaché à retracer l'histoire de la fameuse police britannique, créée en 1829, dont le nom, popularisé par Dickens et les multiples maîtres du roman policier anglo-saxon, est entré dans la légende. Il relate toutes les enquêtes qui firent la réputation de la prestigieuse institution, du premier vol de train postal en 1855 à celui du Glasgow-Londres en 1963, sans oublier le mystère de Jack l'Éventreur. 160 ans plus tard, tradition britannique oblige, malgré l'ordinateur et la pléthore de policiers qui ont succédé aux 600 bobbies d'origine, Scotland Yard demeure Scotland Yard : les rites, les méthodes et la prodigieuse efficacité en ont été conservés, souligne Jean Bourdier.
Jacques Grancher. 240 pages, 100 F.

M.M.

Pages réalisées par Jean-Paul Angelelli, Anne Brassié, Thierry Buron, Guy Chambarlac, Macha Manski, Paul Sérant, Frédéric Valloire, Éric Vatré.



Vos réactions au n°12 sur « 1914-1918, la Grande Guerre »

Admiral von Spee

À la page 46 de votre revue n°12, l'auteur de l'article accole le terme corsaire au portrait de l'amiral von Spee.

En aucun cas, von Spee ne peut être appelé un corsaire. Il commande l'escadre impériale allemande d'Extrême-Orient, basée à Tsing-Tao (actuellement Kiao-Tchéou), situé en Chine, port fondé par les Allemands en 1898.

En 1914, pour ne pas être bloqué par les flottes anglaise et japonaise, il appareille et met le cap vers l'est, ceci pour regagner l'Allemagne, via le cap Horn.

Un corsaire est un navire isolé qui, en cas de capture, verra tout l'équipage finir au bout d'une corde en haut d'une vergue. Sauf si le capitaine possède des lettres patentes de son gouvernement, tels Jean Bart, Surcouf, etc. En ce cas, il est assimilé comme faisant partie intégrante de la flotte du pays considéré. Ainsi, la potence est évitée.

Concernant von Spee, tout au plus peut-on lui appliquer le terme de « raider » (mot d'origine anglaise) qui correspond précisément au croiseur léger de sa flotte et qu'il délègue vers l'ouest (océan Indien) pour y mener une guerre de course devenue célèbre. Ce petit croiseur commandé par von Muller-Emden (capitaine de vaisseau) devient un véritable « raider » et non pas un corsaire.

Jacques Lorazo

Depuis la conférence de Paris de 1856, la course privée avec lettres de marque est interdite. En revanche, la course militaire est autorisée à condition de respecter certaines règles (assurer la sécurité de l'équipage ou des passagers). Rien ne s'oppose en fait à ce qu'un bâtiment pratiquant la guerre de course comme l'*Emden* ne soit appelé corsaire, traduction française du terme « raider ».

Philippe Masson
Agrégé d'histoire, docteur ès-lettres, Philippe Masson dirige le Service historique de la Marine.

Charles Munch

Toutes mes félicitations. De nombreux articles abordent des sujets inconnus ou tabous. Celui sur les « malgré nous » m'a particulièrement intéressé, mais l'auteur a oublié l'un des plus célèbres, le chef d'orchestre Charles Munch, blessé grièvement, sauf erreur, à Verdun.

Michel Régnier

Respect pour les anciens

Je voulais simplement vous féliciter pour l'éditorial du n°12 sur la Grande Guerre. Quoi de plus appréciable en effet que cette présentation, et synthèse à la fois, de la Première Guerre mondiale. Bien sûr, il y a son aspect pédagogique qui permet à travers quelques lignes de dresser un tableau d'une dramatique vérité, un tableau qui nous fait comprendre l'histoire. Si des lycéens ne devaient retenir qu'une idée de cette guerre, qu'ils la retiennent par le biais de cet éditorial.

J'ajouterais que cette « Grande Illusion » a su trouver le ton juste qui sied à la période. Empreinte d'émotion, de respect, de regrets aussi, elle m'a permis de penser profondément, intérieurement, bien que je ne sois né que 51 ans après, à tous ceux qui combattaient alors.

Lieutenant Sébastien Py

Bobard ou vérité ?

Dans l'article intitulé « Du nationalisme au jusqu'au-boutisme », la deuxième page est illustrée d'un fait divers ayant trait à Verdun, avec une légende commençant ainsi : « Bobards et bourrage de crâne ». *Cette légende semble mettre en doute le fait qu'un soldat ait pu abattre à lui tout seul 60 Allemands.*

Je me permets de vous envoyer la copie d'une lettre qui avait été adressée à l'un de mes grands-oncles, au tout début de la guerre de 1914-1918. Vous constaterez que la réalité dépasse le « bobard ».

Vincent Baillaud

(Dans une lettre datée du 23 septembre 1914, le correspondant du grand-oncle de M. Baillaud assure avoir « *démoli* », au fusil, 81 soldats bavarois pendant la bataille de la Marne, au cours d'un combat, près de Vitry-le-François.)

Le sergent Darnand

À votre excellent numéro consacré à « la Grande Guerre », et qui ne pouvait traiter de tout, je me permets d'ajouter une précision sur l'échec de l'offensive « quitte ou double » lancée par l'armée allemande le 15 juillet 1918, et qui est tombée dans le vide parce que le commandement français avait replié son dispositif en temps opportun. Ceci présente d'autant plus d'intérêt que, dans cette guerre de masses humaines et matérielles, les individus ont rarement eu l'occasion de changer le cours des événements. Or, ce fut le cas dans ce que j'appellerais le « Coup de main de la victoire » (1) qui a permis de savoir exactement quand l'ennemi allait frapper. Il est connu grâce au rapport du commandant du 4e bataillon du 366e RI chargé de fournir le détachement d'attaque aux ordres du lieutenant Balestié, commandant de la 13e compagnie. C'est le sergent Darnand qui, avec ses grenadiers, atteindra l'objectif extrême du coup de main (abris « Cubitus ») ramenant 18 prisonniers, dont un adjudant. Les renseignements obtenus vont permettre aux Français de contrer efficacement cette offensive de la Marne qui menaçait de nouveau Paris. Il était temps : c'était pour le lendemain. Joseph Darnand s'illustrera de nouveau comme officier subalterne, chef de corps-franc en 1939-1940, gagnant une seconde croix de guerre, mais ne pouvant, cette fois, forcer le destin. Secrétaire général de la Milice française et secrétaire d'État à l'Intérieur en 1944, il sera fusillé en 1945.

(1) Article « Un coup de main historique » in cours d'histoire militaire (Scènes de la vie militaire), ESM et EMIA, Service historique de l'armée (1962).

Louis-Christian Gautier